

**CORRESPONDAN
CE INEDITE
OFFICIELLE ET
CONFIDENTIELLE
DE NAPOLEON...**



7. 4. 46

CORRESPONDANCE

INÉDITE,

OFFICIELLE ET CONFIDENTIELLE

ET

NAPOLÉON BONAPARTE

Avec les notes diplomatiques, les projets, les ministères
et les généraux français et étrangers, en ITALIE,
en ANABASIS et en ÉGYPTE.

Scènes de guerre.

ITALIE.

TOME DEUXIÈME

PARIS,

C. L. F. PANCKOUCKE,

Rue des Flandres, n^o 15.

1819.



CORRESPONDANCE

INÉDITE

OFFICIELLE ET CONFIDENTIELLE

DE

NAPOLÉON BONAPARTE.

Cet ouvrage se trouve aussi

à Bruxelles, { chez MM. Barbier,
Desset,
Bischoffsweiler,
Loebacher,
et se trouve aussi à Londres ;
à Gand, chez MM. Brouha et Dejonckheere ;
à Bruges, chez Bequaert-Dumont.

CORRESPONDANCE

INDICATA

OFFICIELLE ET CONFIDENTIELLE

DE

NAPOLÉON BONAPARTE

AVEC

LES COUS ÉTRANGÈRES, LES PRINCES, LES MINISTRES
ET LES GÉNÉRAUX FRANÇAIS ET ÉTRANGERS,

EN ITALIE, EN ALGERIE ET EN ÉGYPTES.

Texte manuscrit.

ITALIE.

TOME DEUXIÈME.

PARIS

C. L. F. PANCKOUCKE

DES DES FOYERIES, N. 14.

MILANO.

IMPRIMERIE DE G. L. F. PANCKOUCKE.

CORRESPONDANCE

INÉDITE,

OFFICIELLE ET CONFIDENTIELLE

DE

NAPOLÉON BONAPARTE.

LIVRE QUATRIÈME.

Avant et depuis la bataille de Roveredo jusqu'à près le
pont de Trente.

Au quartier-général à Milan, le 9 Brumaire an 4
(25 août 1796)

Au directeur exécutif.

Vous recevrez ci-joint, citoyens directeurs, deux
lettres que je reçois de Corse. Les Anglais embarquent
toutes les munitions de guerre sur des barques pour les
transporter à l'île d'Elbe. Où donc est le projet qu'ils
auraient pu avoir dans le temps qu'ils nous croyaient
battus, de se porter sur Livourne, comme le pourrions
nous croire la proclamation ci-jointe ?

Tous les réfugiés arrivés sont déjà rendus à Livourne : le commissaire Salicetti compte partir demain.

BONAPARTE.

*Aux quarier-général à Milan, le 23 Brumaire an 4
(23 août 1795).*

Au Directeur exécutif.

J'ai commencé à entamer les négociations à Venise; je leur ai demandé les vivres pour le besoin de l'armée. Vous trouverez ci-joint copie de la lettre au citoyen Lafiguant. Dès l'instant que j'aurai bloqué le Tyrol, on entamera des négociations conformes à vos instructions; dans ce moment-ci, cela ne réussirait pas : ces gens-ci ont une marine puissante, et sont à l'abri de toute insulte dans leur capitale; il sera peut-être bien difficile de leur faire mettre les réquisitions sur les biens des Anglais et sur ceux de l'empereur.

J'ai fait appeler à Milan le citoyen Peypout. Nous sommes occupés des mesures préparatoires à prendre pour l'exécution de vos instructions sur Gènes.

Dès l'instant que nous serons à Trévise, que l'armée du Rhin sera à Inspruck, et qu'une partie du corps de troupes qui se retire de la Vendée sera à Tortone, je me porterai à Gènes de ma personne, et votre arrêté sera exécuté dans toute sa teneur.

Quant au grand-duc de Toscane, il faut encore dissimuler. J'ai fait un changement de troupes dans la place de Livourne, pour détourner les calculateurs sur le nombre, et faire un mouvement dans l'intérieur de

l'Italie, pour écarter les bruits que je fais courir pour
contenir la populace de Rome et les Napolitains.

BENEFACTE.

*Des qu'on s'adresse à Milan, le 25. Février au 4
(celui-ci 1798).*

À la Directoire exécutif.

Le roi de Naples, à la tête de vingt-quatre mille hom-
mes (et qui pourrait bien n'aller qu'à quinze mille),
s'est avancé sur les terres du pape, menaçant de se
porter sur Rome, et de la venir se joindre à Wurms
ou se porter sur Livourne, pour, de concert avec les
Anglais, nous chasser de cette place. L'alarme était
donc dans Rome, et le cabinet de Sa Sainteté était dans la
plus grande consternation.

J'ai écrit au citoyen Caccioli de ramener la cour de
Rome, et de signifier à celle de Naples, que si le roi des
Siciles s'avance sur les terres de Rome, je regarderais
l'ennemi comme tel, et que je ferais marcher une
division de mon armée pour couvrir Rome. Le citoyen
Caccioli m'a écrit, sans en être certain, que le roi de
Naples s'est déinté de son entreprise, et qu'il est re-
tenu de sa personne à Naples. Cette cour est perfide
et bête. Je crois que si M. Pignatelli n'est pas encore
arrivé à Paris, il convient de séquestrer les deux mille
hommes de cavalerie que nous avons en dépôt, armer
toutes les marchandises qui sont à Livourne, faire un
manifeste bien frappé, pour faire sentir la nécessité loi
de la cour de Naples, principalement d'Action : des

Tout ce qu'elle sera tentée, elle deviendra humble et agressive. Les Anglais ont fait croire au roi de Naples qu'il était quelque chose. J'ai écrit à M. d'Azara, à Rome ; je lui ai dit que si la cour de Naples, au mépris de l'armistice, cherche encore à se mettre sur les rangs, je prends l'engagement, à la face de l'Europe, de marcher contre les prétendus soixante-dix mille hommes avec six mille grenadiers, quatre mille hommes de cavalerie et cinquante pièces de canon. La bonne raison s'avance : d'ici à six semaines j'espère que la plus grande partie de nos malades seront guéris. Les secours que vous m'avez envoyés arrivés, je pourrai à la fois faire le siège de Mantoue, et tenir au respect Naples et les Autrichiens.

La cour de Rome, pendant le temps de ses dévastations, ne s'est pas mieux conduite que les autres ; elle avait envoyé un légat à Ferrare, je l'ai fait arrêter, et je le tiens en otage à Bologne : c'est le cardinal Maffei. Le vice-légat, nommé Grossi, s'était marié, et n'était plus qu'à deux heures de Rome ; je lui ai envoyé l'ordre de venir à Milan, il est venu. Comme il est moins coupable, je le renverrai après l'avoir retenu quelques jours ici.

On fait courir beaucoup de bruits sur le roi de Sardaigne ; mais je crois que tout cela est dénué de fondement. Il a vendu son équipage d'artillerie, licencié ses régiments provinciaux ; et s'il cherche à s'enrôler, c'est qu'il aime mieux avoir des troupes étrangères que des régiments nationaux, dont il est peu sûr. Il avait bien que les journalistes voulaient bien se pas publier sur

son compte des absurdités comme celles qu'on publie tous les jours. Il est des coups de plume écrits sur des oui-dire et sans aucune invention, qui nous font plus de mal, plus d'ennuis, qu'une contribution dont nous tirions avantage. Peut-être semblerait-il utile qu'un journal officiel insérât un article qui démentît ces bruits absurdes et ridicules.

BONAPARTE.

*Des opérations militaires à Trévise, le 26 floréal an 6
(26 septembre 1798).*

Au Directeur exécutif.

Vous n'avez pas d'autre chose à faire, citoyens directeurs, si nous voulons profiter de notre position actuelle, que de marcher sur Tolme. Nous sommes à Bassano des l'instinct que l'armée du Rhin se sera avancée sur Inspruck ; mais ce plan, que nous adoptons, et qui était bon au mois de juin, ne vaut plus rien à la fin de septembre : les neiges vont bientôt rétablir les barrières de la nature. Le froid commence déjà à être vil ; l'ennemi, qui l'a senti, s'est jeté sur la Brenta pour couvrir Trévise. Je marche aujourd'hui le long de la Brenta, pour attaquer l'ennemi à Bassano, ou pour couper ses derrières s'il fait un mouvement sur Verone. Vous savez qu'il est impossible que je m'engage dans les montagnes du Tyrol, lorsque toute l'armée française est à Bassano et menace mon flanc et mes derrières. Arrivé à Bassano, je bats l'ennemi : quelquefois vaincu qu'il est, je le pousse par devant et que je cherche à

lui enlever Trieste ? Le jour où j'aurai battu l'ennemi à Bassano, et où l'armée du Rhin sera à Inspruck, les quatre mille hommes, débris de la division qui gardait Trente, se retireront, par Bozzen et Lienz, sur le Frioul : alors la communication sera vraiment établie avec l'armée du Rhin, et j'aurai acculé l'ennemi au-delà de Trieste, point essentiel où se nouent l'armée ennemie. Ensuite, selon la nature des circonstances, je me tiendrai à Trieste ou je retournerai sur l'Adige. Après avoir détruit ce port, et selon la nature des événements, je dicterai aux Vénitiens les lois que vous m'avez envoyées par vos ultérieures instructions. De là encore il sera facile, si les efforts du général Châtellain ne suffisent pas, et si vous me faites fournir dix mille hommes de l'armée des Alpes, d'envoyer une bonne armée jusqu'à Naples. Enfin, citoyens directeurs, voulez-vous cet hiver ne pas avoir la guerre au cœur de l'Italie ? Partons-le dans le Frioul.

L'armée du Rhin, occupant Inspruck, garde mon flanc gauche ; d'ici à un mois, les neiges et les glaces le feront pour elle, et elle pourra retourner sur le Danube. Vous sentez mieux que moi, sans doute, l'effet que fera la prise de Trieste sur Constantinople, sur la Hongrie et sur toute l'Italie. Au reste, citoyens directeurs, le va je serai à Bassano. Si l'ennemi m'y attend, il y aura une bataille qui décidera du sort de tout ce pays-ci ; si l'ennemi se console encore sur Trieste, je ferai ce que les circonsances militaires me feront paraître le plus convenable ; mais j'attendrai vos ordres pour savoir si je dois ou non me transporter sur Trieste.

Je crois qu'il serait nécessaire de former à Milan trois bataillons de Milanais, qui serviraient à renforcer l'armée qui bloque Mantoue. Si vous adoptez le projet de se porter sur Trieste, je vous prie de me faire connaître de quelle manière vous entendez que je me conduise avec cette ville, dans le cas où l'on juge à propos de l'évacuer quelque temps après. ROMANETTE.

*Au quartier-général à Milan, le 9 fructidor an 4.
(28 août 1798).*

Au citoyen Mint, ministre de la république de Florence.

J'ai reçu toutes vos lettres. Il y a à Livourne deux mille deux cents hommes de la seconde-quatrième demi-brigade, et six cents Corses réfugiés que j'organise en compagnies. J'y envoie les quinzième et quatorzième demi-brigades : soyez tranquille.

Discutez avec le grand-duc, s'il se conduit mal, il paiera tout à la fois : ces gens-ci sont peu à craindre.

ROMANETTE.

*Au quartier-général à Brindes, le 13 fructidor an 4.
(20 août 1798).*

Au chef de l'état-major.

Il arrive quelquefois que le défaut de transport empêche le soldat de toucher sa ration de pain de vingt-quatre onces et qu'il n'en touche que douze; il est juste, lorsque cela arrive, de l'indemniser en lui donnant l'é-

quivalent en argent. En conséquence, le général en chef ordonne qu'il sera, dans ce cas, donné un sou et demi par deux onces. L'inspecteur des vivres de la division devra donner un certificat, qui sera visé par le commissaire des guerres, par le chef d'état-major de la division, et par le général commandant le camp. Le quartier-maître, à la fin de la décade, présentera le certificat à l'ordonnateur en chef, qui le fera solder.

BONAPARTE.

Paris, le 17 fructidor an 4 (3 septembre 1795).

— Au général Bonaparte.

Le directoire a reçu, citoyen général, vos dépêches du 9 de ce mois. Le tableau des forces de l'armée que vous commandez, rendre en ce moment inactive par les maladies, et le compte que vous lui rendez du retard qu'éprouvent dans leur marche les corps qui vous sont destinés, l'ont vivement affecté ; il écrit de nouveau, et de la manière la plus impérative relativement à ce dernier objet, aux généraux Kellermaus et Chénouneufaudan ; il vous observe néanmoins que vos précédentes lettres et celles de ses commissaires annonçaient que des troupes parties des côtes de l'Océan arrivaient successivement à Milan.

Quelque important qu'il soit de marcher sur les traces de l'ennemi, après sa défaite, nous reconnaissons toutefois la nécessité du délai que vous avez eu devoir mettre à vous engager dans le Tyrol. La nature du terrain, la

connaissance particulière qu'en ont les Autrichiens, qui, quoique vaincus et considérablement affaiblis, sont encore restés dans de nouvelles positions, et la situation intérieure de l'Italie, sont, à cet égard, autant de motifs que nous devons apprécier. Mais le temps accordé à des précautions abominables doit avoir une plus grande activité aux opérations ultérieures, et nous pensons que vous serez incessamment à Trente, et bientôt, soit à Briam, soit à Inspruck, selon les circonstances qui vous y détermineront.

Le passage de la Leck par l'armée de Fribourg-et-Moselle, la direction de sa droite sur les derrières de l'armée autrichienne, et la retraite du prince Charles sur Flatz, ajoutent une nouvelle confiance à la sécurité que nous partageons avec vous sur la suite de vos mouvements, et qui suit des victoires multipliées, dont l'influence ne peut être que délicate en faveur de la république, puisque la déroute de la cour de Vienne et l'humiliation de ses défaites n'ont pu encore la toucher assez pour lui faire désirer sincèrement la fin de la guerre. Soyons d'autant plus terribles, qu'elle est plus épouvantée et orgueilleuse, et redoublons d'efforts pour arriver au terme de la campagne par de nouveaux succès, sans compromettre surtout ceux que nous avons déjà obtenus.

Nous approuvons la rigueur de vos mesures à l'égard de Naples, et nous vous autorisons à les effectuer, si cette cour reprend une attitude hostile envers la France. Nous désirons être exactement instruits de ce qui s'est passé, et quel motif le roi de Naples porte aujourd'hui à ses mouvements sur Rome.

Nous vivrions toujours pour le moment le plus favorable l'indication de nos vues sur les puissances d'Italie avec lesquelles nous avons des intérêts à discuter; l'objet le plus impérieux aujourd'hui est d'asseoir nos triomphes.

Quoique éloigné des lieux où les hasards exerceaient leurs ligandages, ne perdez pas de vue ces obscurs et dangereux ennemis des ordres émanés de votre amour plus d'effet que ceux qui pourraient être donnés sans votre participation, pour comprimer ce fléau, qui se propage dans plusieurs départements.

Bien loin d'autoriser la pusillanimité, les lois sur l'organisation des commissaires des guerres leur prescrivent, au contraire, un courage égal à celui des défenseurs de la patrie. Un de nos arrêtés ordonne, en outre, qu'il en sera toujours attaché aux troupes, même en présence de l'ennemi, et que ceux qui seraient avec lâcheté pour quitter le poste de l'honneur, du danger, devant être traduits en jugement. Nous vous laissons, citoyen général, à vous faire représenter cet arrêté, et à veiller avec sollicitude sur son exécution.

Nous vous laissons également à nous instruire de tout ce qui concerne l'opération qui va s'effectuer sur la Corse, et à secourir de tous vos moyens le zèle du citoyen Salicrú et l'audace des réfugiés de cette île.

S. M. BERNARD-LEROY, président.

Rome, le 12 dimanche au 4 (3e mois 1798).

Au même.

J'ai reçu les deux lettres de Milan dont vous m'avez honoré, le 8 de ce mois.

J'ai l'honneur de vous envoyer la réponse du cardinal secrétaire d'état à la demande d'une fourniture de mille bœufs pour l'armée. Les ordres sont donnés pour qu'ils soient délivrés à mesure qu'on pourra, et j'ai envoyé au commandant de la place, à Bologne, une lettre de moi, pour faire reconnaître ceux qui seront légitimement chargés desdits bœufs, et d'en donner un récépissé à compte sur la contribution en nature.

J'avais eu l'honneur de vous marquer précédemment que les ordres étaient donnés par le pape de secourir la garnison française à Ancone, aux termes de l'armistice, et qu'ainsi vous étiez le maître d'y envoyer la garnison.

Je vous envoie ci-joint l'ordre du pape que vous voulez avoir; il est signé du cardinal secrétaire d'état dans la forme ordinaire la plus authentique et la seule d'usage ici.

Il se réveille autre chose de la note envoyée à Ancone au secrétaire d'état, où vous avez observé que le conseil de S. M. Sicilienne avait placé les atouts de son maître sur la porte, mieux que la cour de Naples juge à propos d'avoir maintenant dans ce port un conseil en siège, à qui elle donne un état à soutenir un peu meilleur, croyant avoir aujourd'hui plus besoin d'être avertie de ce qui se passera de ce côté.

Le prince de Belmonte s'est trouvé à Paris, comme M. Petracchi, sans pouvoirs suffisans pour signer les préliminaires, qu'on lui a fait connaître. Il a donc envoyé un courrier à sa cour, que je crois maintenant fort épouvanée : elle garde sa conscience guerrière et sévère. M. le prince de Cambronne ne m'a pas répondu à la seconde lettre, et j'entends dire que son chargé d'affaires lui a ordonné de ne pas recevoir les lettres que je pourrais lui envoyer pour sa cour.

Tous les soirs, toute la vigilance, tout le travail de M. Azara sont principalement employés à empêcher toute communication des Napolitains avec le dehors, de manière qu'il m'est assez difficile d'être fort bien informé de l'état de son armée. Je vous envoie à mesure les bulletins que je puis recevoir.

Votre lettre à M. Azara sera lue et montrée, il en pourra parvenir des copies à Naples, qui répéteront beaucoup le public.

J'ai répondu à la municipalité de Fossat et au sénat de Bologne, au sujet des inquiétudes qu'ils avaient et qui ne sont pas fondées, que le pape avait donné des ordres pour les priver des grâces spirituelles.

J'ai aussi expliqué au sénat de Bologne comment je m'étais entendu avec M. Azara pour que M. Cappelloni et les ex-juristes ne le gênaient en rien.

L'effet de la grâce demandée pour deux misérables a été meilleur que si nous les avions laissés aux galères, où ils étaient déjà; mais j'ai fait voir ici que vous m'en blâmez. Si vous connaissiez ce peuple de gens, et comment je suis assailli toute la journée par les mendians!

Il n'y a de dangereux ici que les influences des confédés, surtout des Anglais et des Napolitains.

Nous marchons avec bien, maintenant pour l'exécution de l'armistice; mais voilà de nouveaux incidents dont vous êtes apparemment informé.

Il m'arriva hier un nouveau courrier du ministre du pape à Paris, M. Pieracchi, pour apporter l'arrêt du directoire, dont vous trouverez ci-joint la copie.

Je vous ai rendu compte de la difficulté élevée sur le premier article du traité; je vous envoie ci-joint copie de cet article. La congrégation des cardinaux appelée par Sa Sainteté pour lui donner leur avis et sur le premier article du traité, et sur le nouvel incident de l'arrêté du directoire, a jugé, sur le premier point, que, en conscience, l'article ne pouvait être admis sans quelques réserves pour la conservation de la foi. De sorte, il a été décidé que le pape enverrait vers les commissaires du directoire ecclésiastique, Sallustini et Garreaux, un plénipotentiaire pour obtenir la paix. M. Anura a été nommé d'accompagner ce nouveau ministre, et il a accepté. Un courrier va partir d'ici pour aller chercher les commissaires et demander le lieu où le plénipotentiaire, monseigneur Galeppi, pourra se rendre avec M. Anura.

Le pape pleure, mais ni lui ni son conseil n'ont encore pu se rendre à l'avis des théologiens dont je vous ai parlé, ni aux raisons plus solides que M. Anura et moi avons données pour faire comprendre qu'il ne s'agissait dans l'article que du temporel.

Quant à l'armistice, on s'efforce point à l'accomplir. Il s'agit maintenant de l'affaire majeure du traité dé-

faulx; ce qui ne laisse plus de sujet de négocier ici pour faire pondre au pape les articles que vous m'indiquez à l'égard de petites constitutionnels.

J'espère que le Directoire envoie aux commissaires un traité tout fait à signer sans réplique.

Cecconi.

Copie de la lettre de M. le prince Castiglione au citoyen Cecconi.

J'ai reçu, monsieur, la lettre que vous avez bien voulu m'adresser, le 20 du courant, en réponse à celle que, par ordre de S. M. Sicilienne, j'en ai l'honneur de vous écrire le 20 du même mois.

Le roi, qui en a lu le contenu, y a vu avec surprise les bruits qu'on y rapportait de la marche de ses troupes, puisqu'il par la déclaration que je vous fis dans ma lettre précédente que les troupes de S. M. n'avaient point outrepassé les limites de ce royaume, pourvu que des troupes étrangères n'entrassent pas dans les états du pape en se dirigeant contre nous, tous ces bruits venaient à tomber entièrement et à s'évanouir. Les précautions et les mesures de sûreté et de prévoyance ne peuvent absolument pas être négligées par S. M.; mais le roi observera scrupuleusement l'amistie, desirant sincèrement la route de la bonne harmonie; et, par une suite de cette disposition très-sincère de sa part, il emploiera toujours les moyens d'union et conciliabiles qui pourront contribuer à manifester la vérité de cette assertion.

J'ai l'honneur de vous remettre un résumé des Lits concernant la détention , à Orbiteflo , de l'officier et de trois matelots français dont vous me parlez dans votre lettre , et vous y observerez la régularité de la conduite du commandant napoléon.

Le prince de Castelnau.

Copie de la réponse du citoyen Cazalet à M. le prince de Castelnau.

Rome , le 15 fructidor an 4 (27 août 1795).

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 29 août. Le général en chef Bonaparte avait été irrité du contenu des circonstances et des rapports que je vous ai indiqués; mais il me mande aujourd'hui, après avoir reçu copie de votre lettre et de celle de M. le général Acton, en date du 20 août, qu'il ne forme plus aucun doute sur l'observation de l'armistice, dont il maintiendra aussi avec loyauté l'exécution.

J'ai envoyé au consul général à Livourne, Bellaville, l'affaire concernant les quatre Français détenus à Orbiteflo, pour qu'il s'en entende avec le consul de S. M. Sicilienne. Je lui fais passer aujourd'hui le résumé que vous avez bien voulu m'envoyer. Faisons encore une copie de cette pièce au capitaine de la Dange-reaux, qui est à Civita-Vecchia, afin que l'un et l'autre soient informés de la décision du roi, qui remet l'officier et les trois matelots en liberté.

Comme personne ne désire plus sincèrement que moi

le prompt rétablissement de la paix, vous me trouverez toujours disposé à présenter les projets et à concourir à la bonne intelligence, et à vous prouver, Monsieur le prince, les sentimens de la plus haute considération.

Cesareo.

Venise, le 14 (incise) au 5 (3) août 1795.

Al général Bonaparte.

Je m'aperçois, général, et je suis même certain que les Vénitiens, bien loin de vouloir observer la neutralité à notre égard, préparent et ferment secrètement (surtout les nobles et les prêtres) des actes d'hostilité contre nous : je ne puis en douter, puisque les hostilités commencent déjà. Une de mes patrouilles ne saurait aller à une lieue de son camp sans être assaillie et fuillée par les paysans, qui se rassemblent en armes au son du tocsin. Plusieurs volontaires ont déjà été assassinés, sans que j'aie pu découvrir les coupables et en avoir justice. Le pèlerinage de Verone, d'après mes plaintes, témoignant beaucoup d'empressement pour éviter ce désordre, qui sans des suites fâcheuses, semble se donner beaucoup de mouvement; mais, dans le fait, aucun coupable n'a été encore arrêté. J'ai de la peine à croire que le gouvernement vénitien se laisse tromper à ce point, et ignore d'où partent de semblables attentats.

Pourriez-vous les Autrichiens en approuvant tacitement ces insurrections hostiles? C'est ce que je pense, et ce qu'il faut éclaircir au plus tôt.

Ce matin, à deux heures, mon avant-poste de carra-

l'armée a été attaqué par une avant-garde de husards ennemis sur la route de Vienne ; quelques coups de mousquet ont été donnés de part et d'autre , et l'arrivée d'une forte pelotonne des nôtres a forcé l'ennemi à la retraite ; il n'en restait d'environ 100 hommes de cavalerie. D'après des renseignements certains, cette troupe était guidée sur nos avant-postes par des nobles du pays : plusieurs de ces derniers se portait, à ce que j'ai su, jusqu'à donner de l'argent à nos grenadiers et volontaires pour les engager à l'insubordination et au désordre ; ce qui, j'espère, n'arrivera pas , car je leur fais observer la plus stricte discipline. Il est surtout un noble, dont j'ai le nom, qui promet de se défaire des généraux en leur faisant rendre des embuscades ; en un mot, l'empereur et nos émigrés français ont tout ce pays en leur faveur : j'en suis sûr.

Il est donc temps, général, de savoir de suite les intentions du gouvernement de Venise ; qu'il vous dise si nous sommes en guerre ou en paix avec lui. Je fais tous mes efforts, en attendant cette réponse, pour gagner ce côté de l'armée et contenir la révolte et l'agitation parmi les troupes que je commande.

AGOSTINI.

Paris, le 25 décembre 1797 (1^{er} septembre 1798).

Au chef de l'état-major général.

Le mauvais temps qu'il a fait ces jours derniers a obligé le général Figeac à s'être descendre les gorges

de Monte Balon. Si le temps change, je lui donnerai ordre de les faire remonter.

Le collet souffre cruellement; les deux tiers de ma division, en maies, manquent d'habits, de vestes, de culottes, de chemises, etc. et sont absolument gâtés sans. Cette malité nous donne beaucoup de malades, et elle nous en donnera encore bien plus, si on ne fait jamais que promettre sans rien envoyer.

Je vous prieux, général, que si le mouvement du général en chef a lieu, les soldats que je commande ne peuvent en aucune manière se mettre en route; il est physiquement impossible, à moins d'en vouloir laisser la moitié à mi-chemin. Je ne balance pas à vous dire que, si on n'a pas pour ma division les mêmes égards que pour les autres, je renonce à faire davantage la guerre, en donnant ma démission. Qu'on ne croie pas que j'y mets de l'honneur, c'est en homme libre et aimant le bien que je m'explique.

Depuis long-temps je demande des farines à Yverne, pour faire travailler les fiers qui se trouvent à portée de ma division. Je ne sais par quelle diabolique spéculation on ne veut jamais envoyer que du pain fait à Yverne, qui, quand il arrive ici, est toujours pourri, du moins pour les deux tiers; quand on nous envoie des liquides, c'est toujours dans de la futaie pourrie, et, avant qu'ils soient débarqués et rendus au magasin, il y en a toujours la moitié de perdu.

J'ai écrit à l'ordonnateur, j'ai placé un officier de mon état-major à Yverne, mais les choses n'en vont pas pour cela comme elles devraient aller. En parlant aux ordon-

nateurs et aux agens, ils disent qu'on envoie beaucoup plus de vivres qu'il n'en faut pour la division; mais ils n'ignorent pas, d'après les lettres que je leur ai écrites, qu'avant d'être rendus à leur destination, la moitié, et plus, n'est pas recoverable. Que le général en chef donne des ordres pour que cela ne soit plus.

Salue et fraternité.

MARSHAL.

Paris, le 23 Brumaire an 4 (29 septembre 1795).

Au général en chef Bonaparte.

Il est survenu en Allemagne, depuis général, quelques évènements qui, sans compromettre jusqu'ici les succès que la république a obtenus, exigent néanmoins un nouveau degré d'énergie pour exécuter les dispositions nouvelles que nous avons ordonnées. L'armée de Sambre-et-Meuse, attaquée tout à coup par le prince Charles, qui a conduit de la Bavière un renfort au général Wurmser, a été obligée, quoique sans-combat sérieux, de se replier sur la Roër et successivement sur la Rhen.

Cette situation, qui pourrait avoir des suites fâcheuses si nous ne remplissons le devoir de Français par une action prompte et victorieuse, nous a déterminés à presser au général Moreau de marcher sur-le-champ avec la plus grande partie de ses forces, vers la Roër et le haut Neckar, pour attaquer le prince Charles, qui le sera de front en même temps par le général Durnesseville, qui vient, de l'armée du Nord, au renfort à celle de Sambre-et-Meuse, dont il prendra le commande-

dément. Le général Jourdan, ayant besoin de repos; pour le celui de l'armée du Nord. Le général Moreau établies dans la Barrière, veut de la quitter, une défensive avec forte pour courir le Lech, et contester les ennemis qui se trouvent dans cette partie du théâtre de la guerre. Mais, pour remplir ce but, qui est essentiel, il est nécessaire que vous occupiez vivement dans le Tyrol les Autrichiens, qui pourraient porter des secours en Bavière, ainsi qu'ils l'ont déjà fait, d'après des rapports qui nous sont parvenus, afin de se trouver en force sur la droite de leur ligne d'opération. Ainsi nous pensons que vous devez agir de manière à vous porter sur Inspruck avec rapidité, et menacer de faire une irruption dans la Bavière. Etes-vous, avant que la nature du terrain vous le permette, de divisant les troupes, afin de ne rien donner au hasard dans ce genre difficile d'opérations que vous avez à exécuter. Vous sentirez puissamment que les circonstances actuelles sont du plus grand intérêt, et qu'il est instant de déployer tous nos moyens et surtout d'en combiner l'emploi sur toute la ligne occupée par nos armées agissantes. Ce concert peut seul nous y rendre l'offensive sur tous les points, et nous espérons que la manœuvre du prince Charles, à un moment, opérera sur son aile des coups plus terribles, en l'obligant à tenter de nous vaincre le sort des batailles.

Nous vous faisons passer copie du dernier rapport du général Jourdan.

Nous nous bornons, citoyen général, à vous parler, dans cette dépêche, du moment que nous prescri-

vous dans le Tyrol à la brave armée d'Italie et à son habile général, d'opérer immédiatement.

Nous nous en référons à nos^{tes} précédentes lettres, pour tout ce qui concerne les autres objets du commandement qui vous est confié.

L. M. ROCHAMBEAU-LÉVÊQUE.

*À son excellence le général de division, le 25 frimaire an 5
(25 septembre 1796)*

De général Bonaparte.

La huitième division se trouve dénuée d'officiers généraux. Jusqu'à ce que le ministre ait rempli ceux qu'il m'a donnés, j'ai cru devoir y combler provisoirement le général de brigade Verne, que l'état de sa santé empêchait de pouvoir de suite se rendre à l'armée. Je lui ai donné le commandement du département des Hautes-Alpes ; j'instruis le ministre de cette disposition.

D'après les états de situation adressés à l'état-major-général, vous voyez que je n'ai pas 6,000 hommes pour les quatre départements de la huitième division. D'après vos ordres, j'ai fait partir cinquante gendarmes du département du Var, et je ne puis, sans de grands inconvénients, les remplacer. Il faut dégarer Marseille, et je n'ai pas cent chevaux disponibles ; mais Toulon et le département du Var ne peuvent plus fournir au service des ordonnances pour l'escorte des malles.

Le Directoire caennais m'avait donné l'ordre de revenir en carrosse complet du des-huitième segment de dragons à son passage. D'après l'état de ce corps, qui a

laissé à Liébaut cent cinquante chevaux et à Bismarck trente, que le général Chliewanenskiandou a pris sur lui de recevoir, j'ai dû être forcé de me résigner à ne garder que cinquante-cinq dragons montés, dont vingt-cinq pour le département de Vaucluse, et trente pour Marseille. Le chef de brigade me laisse dix-sept chevaux malades et 55 hommes à pied, que j'espère ramener, d'après l'avis que j'ai reçu qu'il arriverait au dépôt quelques chevaux de l'indéfini. Le reste de ce régiment, réduit presque à rien, partira le 25 pour l'Italie.

J'ai appris, général, que votre projet était de me visiter les p. caudiers : dans l'état de choses où se trouvent ces départements, cette mesure pourrait entraîner les suites les plus funestes. Le feu couve sous la cendre; les agitateurs, par intérêt et par caractère ennemis de tout gouvernement qui veut assurer le règne des lois, ferment chaque jour de nouveaux complots. La dissolution des assemblées constitantes, prononcée par le corps législatif, ne peut manquer de causer de grands mouvements, si l'on n'a une force aussi impuissante pour les prévenir. Partout le parti dangereux est armé, il forme des rassemblemens et excite des violences; des émeutes, des insurrections, qui occupent des places civiles, enlèvent les magistrats et les vagabonds de tous les pays. J'ai présenté au gouvernement le tableau de ma position, j'en sollicite les secours en tout genre qui m'ont été promis. En attendant qu'ils soient arrivés, je ne puis me dégrader du peu de troupes que j'ai, sans mettre en péril la chose publique. Ce n'est pas tout : toutes les administrations militaires sont entravées par le défaut

de fonds. Les troupes allaient manquer de pain, quatre jours après mon arrivée, si je n'avais outrepassé mes pouvoirs, en faisant le virement de toutes les caisses, en prenant moi-même des engagements personnels.

Les agents en chef de la section viande, des transports militaires, des fourrages, des hôpitaux, etc., sont à l'armée et ne s'occupent point de cette division, qu'ils sont chargés d'approvisionner. Le soldat des différents corps était arrivé de plusieurs mois. Tel est l'état de la division dont, pour mes péchés, on m'a confié le commandement. Je crois qu'on a négligé d'en mettre sous vos yeux le tableau aussi vrai qu'alarmant. Vous rompez des victoires sur l'ennemi extérieur, je vous en félicite de tout mon cœur; mais ce n'est pas assez pour le bonheur de la patrie, il faut assurer l'ordre et la tranquillité au dedans, et vous avoir tous les jours de gloire qu'un héros républicain doit ambitionner. Voyez ce que vous pourrez faire pour nous secourir.

Saluez et fraternisez.

Le général de division WILSON.

*Au quartier-général à Rouen, le 23 décembre an 4
(24 septembre 1796).*

Au général Bonaparte.

Vous n'ignorez point, mon général, combien la conduite de la quatrième demi-brigade d'infanterie de ligne a toujours été brillante. Vous avez été témoin de ses exploits dans les journées des 21 et 22 de ce mois.

Cette intrépidité qui la caractérise, est due en partie à l'exemple des braves officiers qui la commandent, et parmi eux voici ceux qui se sont particulièrement distingués, et pour lesquels je vous demande un vœux aussi bien mérité.

Je sollicite le grade de général de brigade pour le chef de brigade Lasserre, qui, dans cette année, comme dans celle des Pyrénées orientales, n'a cessé de donner les preuves les plus éclatantes de bravoure, et qui, dans la dernière affaire, a enlevé deux drapeaux à l'ennemi.

Celui de chef de brigade, commandant la quatrième demi-brigade, pour le chef de bataillon, frère de cet officier ; il a rendu les services les plus importants, et joint des talens personnels au plus grand courage. Il fut blessé au combat de Cerdà ; il l'a encore été bien ; ce malheur, qui lui donne des droits à la reconnaissance publique, ne l'empêchera pas de repasser en peu de temps à la tête de ses braves camarades.

Je demande enfin que les citoyens Cassan et Greco, espagnols de grenadiers, également recommandables par leur bravoure, leur zèle et leur moralité, soient élevés au grade de chefs de bataillon.

J'espère, général, que vous voudrez bien transmettre ces demandes au directeur exécutif, sur la justice duquel je compte, à cet égard, autant que sur la vôtre.

Arucas.

*Au quartier-général à Geraueldt, le 25 fructidor an 4
(25 septembre 1796).*

Alu général Bonaparte.

J'ai reçu, citoyen général, votre lettre du 14 de ce mois. J'étais prêt à tenter l'attaque des gorges du Tyrol, le Leck et l'Inn étaient forcés, ce qui nous donnait d'excellens débouchés sur l'Innsbruck ; mais l'armée de Sanden-et-Meuse, pour d'arriver à Ratibonne, a été repoussée successivement jusqu'à Bamberg, on dit même jusqu'à Wartbourg : ce qui me force à changer de direction.

L'ennemi, qui n'a pu nous résister sur ce point, se tient la campagne que par de gros corps de cavalerie sur nos flancs et ses derrières, qui nous gênent quelquefois.

Je n'ose vous confier mon projet actuel, craignant que ce courrier ne tombe entre les mains de l'ennemi, dès qu'il sera déterminé, je vous en ferois part.

Nos avant-postes occupent Neubourg et Neustadt; l'armée est campée à Geraueldt; le corps de Ferino occupe Mosbourg, Franken et Mueick; la droite est aux sources du Leck, vers Laupten-Francks et Schenker. Je désire bien sincèrement que des circonstances plus favorables me mettent à même de secourir vos opérations.

Le général en chef de l'armée de Rhin, Moreau.

P. S. Le général Reynier vous envoie, en deux mots en chiffres, ce que vous devez faire :

Le 25 fructidor an 4 (15 septembre 1796)

Au général Bonaparte.

Nous nous étions partis, suivant vos instructions, au pont de Castellara le 25 fructidor, la longueur de la marche ne nous permit d'arriver qu'à huit ou neuf heures du soir. Nous étions troué à Bigarella une escouade de hussards de la garnison de Mantoue, que nous fîmes poursuivre, mais en vain : nous n'eûmes qu'un cheval.

A peine arrivés-nous fîmes nos premiers établissemens sur la *Madrone*, en avant de Castellara, caricon de trois à quatre cents toises, sur le chemin de Porto-Longo, lorsque l'avant-garde de Wurmser y arriva par le côté opposé. Quelques coups de fusil de nos sentinelles avancées et le bruit des chevaux nous le firent croire; le signal du canon tiré à Mantoue au retour des hussards dans cette place et répété plusieurs fois, ne nous laissa aucun doute. La joie d'arriver Wurmser fit trouver des forces à tous nos soldats fatigués, et le pont de briques à détruire, les fortifications à sauter pour marquer les événemens; tout se fit avec l'enthousiasme de l'armée d'Italie.

Pendant notre marche, en arrivant à Bigarella, nous avions laissé le général Pallavicini avec six hommes au point sur lequel le chemin qu'avait suivi notre colonne vient se joindre avec la grande route de Mantoue; à Castellara; par des abatis que l'on commença à mille toises plus loins, vers Mantoue, et par deux points con-

pis, il devait nous mettre à l'abri de tous les efforts possibles de la garnison, nous avions en outre laissé à deux milles en arrière aux Dab-Castelli, 200 hommes qui devaient couper les routes et les ponts sur la direction de Mantoue.

Il ne nous restait donc qu'à nous couvrir contre Wurmser ; nous essayâmes de couper le pont de Sogara, sur le Ticino, à environ quinze cents toises de Castellana, lequel pont se trouve sur une grande route qui, en s'éloignant d'environ deux milles, arrive de Nogara à Castellana.

Tout notre monde était occupé à ces travaux, qui étaient les plus urgents, lorsqu'une patrouille, partie le 25 au matin par ce pont de Sogara, nous apprit qu'elle avait été fort loin sans trouver aucun poste autrichien, et même des chasseurs, qui avaient été dirigés sur Villa Impeto, nous assurèrent qu'ils avaient vu beaucoup de balans. Dans leur rapport ils confondaient les trois rivières qui se trouvent de ce côté, et nous n'en fîmes pas moins partir deux cents hommes, que nous voulions envoyer au pont de Villa Impeto, pour nous servir les moyens de passer vers notre droite ; les 200 hommes restèrent avant d'avoir fait un quart de lieue. Alors le mouvement de Wurmser était clair.

Nous avions cherché à avoir toutes les connaissances possibles sur la route de Villa Impeto à Ronca-Ferraro, et nous pensions toujours que ce flût là un débouché pour une armée autrichienne ; nous voulâmes sur-le-champ reconnaître Ronca-Ferraro, nous n'avions encore que des bruits de projets. Quelques chasseurs

partirait, et, pour éviter l'inconvénient de l'interférer avec le rapport des sous-gens et les ordres à donner pour en tirer tout le parti possible, nous fîmes envoyer au plus vite quatre-vingt hommes d'avant-garde sur cette route. Un quart d'heure après, lorsqu'un autre détachement de nos hommes allait se porter en avant pour les soutenir ou les suivre, nos chasseurs revinrent au galop sur le chemin, et nos quatre-vingt hommes revenaient en hâte et en désordre dans les champs et dans les vignes latérales.

Il y a une route, qui part du chemin de Castellani au pont de la Molinella, à environ deux cents cinquante toises du chemin dont je viens de parler, vers notre gauche (dans la position que nous étions obligés de prendre maintenant), et qui ne s'embrancher vers la route de droite, à environ deux mille toises en avant. Nous appelons bientôt que notre petit poste, établi sur ce chemin, se repliait aussi en désordre. Les ennemis, maîtres de l'angle des deux chemins, manœuvraient sur nous par l'une et l'autre route; ils avaient rempli de sauteurs le terrain intermédiaire, et la colline couronnée de tous côtés.

Nos troupes étaient disséminées; plusieurs détachements étaient occupés à combler les travailleurs des différents ponts très élevés. Les deux cents hommes qui étaient au pont de la Molinella n'étaient pas disponibles, cinq cents hommes étaient encore à Figarella, deux cents aux Dos-Castelli. Si l'ennemi passait par un de ces chemins, il perdait notre ligne, mais la confiance et

le courage des troupes ne nous permirent pas d'être inquiets un moment sur notre position.

Nous rassemblâmes les troupes qui nous étoient : Saint-Hilaire se porta en avant sur notre chemin de gauche; Beaumont cherche à pénétrer les tirailleurs ennemis dans le centre, et Charton se porta sur le chemin de droite, mais avec si peu de monde que chacun d'eux n'avoit véritablement que des tirailleurs. J'apprendis à l'instant que Charton vient d'être tué d'un coup de canon à mitraille. Je fais rappeler Beaumont, qui se porta à cette droite pour soutenir les troupes, que le ravage de la mitraille étonnoit. Une pace d'artillerie légère se porta sur chacune des routes, on tua beaucoup de chevaux aux colonnes ennemies. Ils se replièrent : nos troupes avançaient alors, quelque temps après on sentit elles qui se replièrent. Il y eut ainsi plusieurs alternatives depuis trois heures après-midi, moment où commença le combat, jusqu'à sept heures du soir. Pouvais-je successivement des résultats de vingt-cinq à trente hommes de chaque côté, à mesure que la portée de quelques obusiers commençoit à fertiliser nos réserves.

Ainsi Wurmser avoit l'air d'être tenu en respect par nos postes avancés, qu'on contenoit; l'ennemi devoit croire que nous étions en force dans le village. Le colonel du général Kilmaine, arrivé la veille à dix heures du soir et parti le matin sur de nouveaux ordres, devoit faire illusion à l'ennemi, il nous croyoit dix mille hommes, à ce qu'on m'avoit dit : la vérité est que les troupes qui lui étoient opposées ne montoient pas à mille.

Mais ce n'est pas sans peine que nos braves ont défilé devant Warner, renforcé par une partie de la garnison de Mantoue; nous avons eu au moins trois cents hommes tués ou blessés, j compris ceux de la deuxième demi-brigade d'infanterie légère, le chef de brigade Dugoulet à la tête. Il était chargé, avec deux ou trois cents hommes, d'arrêter sur le flanc droit de la cavalerie ennemie; cette troupe se trouva imprudemment dans une plaine où Dugoulet blessé n'en eut plus le maître; elle voulut charger les escadrons des carabiniers qui s'y trouvaient, mais elle fut écrasée par cette cavalerie. Tout ce qui n'est pas mort se trouve prisonnier, et je désire que Dugoulet soit du nombre.

En revanche, le terrain qu'occupait l'ennemi se trouva jonché de cadavres d'hommes et de chevaux. Nous n'avons fait que huit prisonniers; quarante chasseurs que j'avais ne pouvaient pas poursuivre l'ennemi lorsqu'il se replia.

Le général Kilmaine, arrivé à neuf heures du soir, me donna cinquante chevaux, qui portèrent jusqu'à trois ou quatre mille ec'us-là-dés jusqu'à Ronco-Peraro, devant lequel l'ennemi bivouaquait.

Je reçus à la même heure une lettre de Murat, qui m'annonçait l'arrivée à Nagano de l'avant-garde de notre armée, et je l'avertis sur-le-champ que je revenais à mon poste d'après vos instructions. Il fut convenu, avec le général Kilmaine, qu'il chercherait à conserver peut-être même le passage par Castelfranco, où l'ennemi pouvait venir occuper une position, pour la défendre contre notre armée, qui arrivait à sa poursuite. Je par-

tie à dix heures du soir, et je suis arrivé à Gênes ayant tout ramené dans le plus grand ordre.

Ce n'est pas sans raison, que j'ai toujours dit avec orgueil de je : toutes les mesures que j'ai prises étaient concertées ou décidées par les généraux Bessières et Saint-Hilaire, par le brave Charbon avant sa mort, et par le brave et bonné Abbé, que j'ai chargé depuis le commencement des détails de la division, qui a échappé vingt fois aux mirailles de la droite et de la gauche, et qui est, à ce qu'on me dit, brutalement dans je ne sais quelle demi-brigade.

Mendier, chef de bataillon du génie ; N..., maréchal des logis du premier régiment d'artillerie légère, qui commandait l'écluse de la droite et qui a eu six chevaux tués ou blessés, N..., chef de bataillon de la dix-neuvième d'infanterie, les mille hommes qui se sont battus, dont je voudrais savoir les noms, tous ont fait des merveilles.

Je vous demande la permission de garder avec moi Raoust, aide-de-camp de Charbon, et Gardier, ancien aide-de-camp du général Canot, qui ont rendu les plus grands services. Je suis aussi obligé de vous nommer Croisier et Cabaret, tous deux capitaines au vingt-cinquième des chasseurs, qui, dans les redoublements dont je les ai chargés, ont mis toute l'intelligence possible.

Succurs.

Am quartier-général de Ferri-Lagays, le 29 fructidor an 4
(12 septembre 1796).

Alu général en chef Bonaparte.

Depuis quatre ans de campagnes toujours actives et jamais interrompues, je lutte contre les inconvéniens d'un tempérament débile. J'espère que des palliatifs me conduiront ainsi jusqu'au moment où la paix me permettra de songer au repos; les fatigues de la dernière marche ont heurté cette espérance, et je me trouve assailli de tout de maux à la fois, que je suis dans la nécessité de renoncer pour quelque temps à la continuation de mon service. Les hémarthroses m'empêchent absolument l'usage du cheval; des douleurs rhumatismales presque universelles ma patrie depuis long-temps affectée, m'ont jeté dans l'état le moins tolérable. Il est triste pour moi de laisser ajour l'ouvrage de la guerre imparfait au moment de la terminer; mais il est consolant pour mon cœur d'avoir vu mes foyers, vu ma patrie, détruit mon tempérament, en servant ma patrie. Personne n'y mit plus de zèle et ne se vit avec plus de regret forcé de suspendre ses travaux. J'espère, général, que vous êtes convaincu de tout cela.

Je laisse le commandement de la division au général de brigade Bon; mais je vous engage à y envoyer un officier qui ait votre confiance. Celui des généraux de brigade qui aurait eu droit de le commander, est le même homme, et cela ne pourrait être.

Je vais me rendre à Brescia ou à Milan, d'ici, si je
peux me établir, je reviendrai prendre mes fonctions le
plus tôt possible.

ANCONA.

Des qu'on arriverait à Milan, le 10 vendémiaire au 4
(1^{re} octobre 1795).

Le Directeur cardinal.

Après la bataille de Saint-Georges, nous cherchâmes
à attirer Wurmser à une seconde action, afin d'affai-
blir la garnison dans une affaire d'artillerie : nous
nous gardâmes donc bien d'occuper le Stenglio, j'im-
pûmes qu'il s'y rendrait. Nous continuâmes seulement
à occuper le pont de Geresando, afin de nous faciliter le
passage du Mincio.

Le quatrième jour complémentaire, l'ennemi se porta
avec 1500 hommes de cavalerie à Castiglione. Nos
grandes gardes se replièrent comme elles en avaient
l'ordre, l'ennemi ne pensa pas outre. Le 5 vendémiaire,
il se porta sur Geresando, en suivant la rive droite du
Mincio. Après une canonnade très-vive et plusieurs
charges de notre infanterie, il fut mis en déroute : il
eut cent hommes faits prisonniers et cinq caissons pris,
tout attiré.

Le général Kilmain, auquel j'ai donné le comman-
dement des deux divisions qui assiègent Mantoue, resta
dans ses mêmes positions jusqu'au 8, espérant toujours
que l'ennemi, porté par l'espoir de faire entrer des four-
rages, chercherait à sortir ; mais l'ennemi s'était campé
à la Chiusone, devant la porte Pradella et la chapelle

devant la porte Cérus. Le général Kilianus fit ses dispositions d'attaque, se porta par plusieurs points sur ces deux camps, que l'ennemi évacua à son approche, après une légère fusillade d'arrière-garde.

Nous occupons la porte Fredella et celle de Cérus, et nous bloquons la citadelle.

Il est impossible, dans ce moment-ci, de penser au siège de Mantoue à cause des pluies : il ne sera faisable qu'en janvier. A cette époque, l'empereur aura une puissante armée dans le Tyrol et dans le Frioul : déjà il a réuni un corps de 6,000 hommes dans ce dernier pays, et il a fait venir 8,000 hommes à Bressan.

Rien n'égale l'activité qu'il y a dans l'Empire pour recruter l'armée d'Italie.

Voici la force de notre armée :

J'ai 18,000 hommes à l'armée d'observation, 9,000 hommes à l'armée de siège.

Je vous laisse à penser, si je ne reçois point de secours, s'il est possible que je résiste cet hiver à l'empereur, qui aura 50,000 hommes dans six semaines.

J'ai demandé au commandant du gouvernement de me faire passer la quarantième demi-brigade qui est à Lyon; j'ai ordonné que l'on me fût passer la quatre-vingt-troisième, qui est à Marseille, et le dixième bataillon de l'Ain, qui est à Turin, et qui doit être incorporé dans nos cadres. Ces deux demi-brigades, si elles arrivent, fontent 4,500 hommes.

Le général Wifflé a mal à propos retiré la centième demi-brigade, forte de 400 hommes, et que le général Ostermann-francken envoyait lui. Ajouter à ce nombre

le dixième bataillon de l'Ain, fort de 500 hommes, qui est à Nice, cela fait 900 hommes des 2,000 que ce général devrait envoyer.

Renouvelez les ordres au général Châteauneuf-Randon; ordonnez le départ de la quarantaine, qui est à Lyon, et de la quatre-vingt-septième, qui est à Marseille; faites-nous passer 15,000 hommes de ceux qui sont à partir; mais calculez que, sur 4,000 hommes que vous envoyez, il n'en arrivera que la moitié.

Sougez qu'il faut que vous ayez en Italie, pour pouvoir vous soutenir pendant l'hiver, 35,000 hommes d'infanterie à l'armée d'observation et 18,000 hommes d'infanterie à l'armée de siège, pour faire face à l'ennemi. Ces deux forces réunies font 53,000 hommes, il en existe dans ce moment 27,000. Supposons que la saison étant meilleure, il nous reste 3,000 malades, quelque les places d'évacuation nous en descendent beaucoup, il resterait 24,000 hommes à nous envoyer.

L'Espagne aura avant un mois, si par des courriers extraordinaires vous confirmez mes ordres et mes régulations, 8,000 hommes, tirés des garnisons de midi.

Il faut donc encore 15,000 hommes. Si vous les faites partir de Paris ou des environs, ils pourront arriver dans le courant de décembre, mais il faut qu'ils aient les ordres de suite. Si vous avez des dépôts, envoyez-les-en de même pour entrer dans vos corps.

Il nous faudrait encore 1500 hommes de cavalerie légère ou des dragons; par exemple, le quatorzième régiment de dragons. Il faudrait des canonniers pour

le siège de Mantoue ; 10 officiers du génie et quelques officiers supérieurs d'artillerie pour ce siège.

Il nous faudrait de plus 1500 charretiers, organisés en brigades , et par leurs chefs ; je n'ai que des Italiens qui nous valent : 4 bataillons de sapeurs et 7 compagnies de mineurs.

Si la conservation de l'Italie vous est chère , citoyens directeurs , envoyez-moi tous ces secours. Il me faudrait également vingt mille fusils , mais il faudrait que ces envois arrivassent , et qu'il n'en soit pas comme de tout ce que l'on amène à cette armée où rien n'arrive. Nous avons une grande quantité de fusils , mais ils sont autrichiens ; ils pèsent trop , et nos soldats ne peuvent s'en servir.

Nous avons ici des fabriques de poudre , dont nous serions , et qui nous rendent trente millions par mois ; cela pourra nous valloir.

Je vous recommande de donner des ordres pour que les bons hommes que j'envoie à la fin d'octobre arrivent : cela seul peut me mettre à même de porter encore de grands coups aux Impériaux. Pour que les trois mille hommes du général Chinussens arrivent , il faut qu'ils partent le 7,000.

J'aimerais de faire lever ici une légion armée de fusils autrichiens , et habillée avec l'uniforme de la garde nationale du pays : cette légion sera composée de 3,500 hommes au complet ; il est possible que cela réussisse.

Les avant-postes du général Vauluis ont rencontré la division autrichienne qui défend le Tyrol ; il a fait à l'ennemi 110 prisonniers.

Quelles que soient les circonstances qui se présentent, je vous prie de ne pas douter un seul instant du zèle et du dévouement de l'armée d'Italie à soutenir l'honneur des armes de la république.

DECLARATION.

As quartier-général à Milan, le 2^e jour complémentaire
an 4 (10 septembre 1796).

A sa majesté le roi de Sardaigne.

Les officiers préposés par votre majesté pour commander en la partie de ses états qui lui a été restituée par le traité de paix, voient, d'un œil pénétré, au moins avec indifférence, les amas d'armes et les brigandages qui se commettent contre les Français.

Par le traité de paix conclu entre votre majesté et la république française, la république devait continuer à occuper la partie de ses états qui avait été laissée à l'armée par le traité d'armistice. Croysant faire quelque chose d'agréable à votre majesté, je lui ai rendu non seulement le gouvernement civil, mais encore le gouvernement militaire, avec la clause spéciale que les routes seraient gardées, et que même nos convois seraient escortés par ses troupes.

Je prie donc votre majesté de vouloir bien ordonner que l'on tienne un corps de troupes respectable aux villages de Limon et de Larocenis, lesquelles feroient des patrouilles jusqu'à Lomax, escortant les convois, et prenant toutes les mesures nécessaires pour maintenir cette

reste sûr, ainsi que *Piedier*, et généralement dans tous les pays voisins de *Dornum*, formant la communication de *Corté* à *Barcelonnette*.

Je demande également à votre majesté que les cinq individus qui ont été arrêtés à *Borgo-San-Dalmazzo* par les Français, soient remis entre les mains du commandant militaire, à *Corté*.

Je la prie également de donner les ordres à ses différents gouverneurs, pour qu'ils s'emploient avec loyauté à faire arrêter les brigands dans quelques endroits qu'ils soient trouvés.

Indépendamment de l'intérêt de l'humanité et de la justice, votre majesté desirera, par cette conduite, une preuve de sa loyauté, et contribuera à dissiper ces germes de discordes, qui finissent par se propager dans l'intérieur des états de votre majesté. *ROMA, 24 MARS 1796.*

Au quartier-général à Milan, le 27^e jour complémentaire
an 4 (24 septembre 1796)

Au ministre des affaires étrangères du roi
de Sardaigne.

Je ne suis point diplomate, Monsieur, je suis militaire; vous pardonnerez ma franchise. Sur différents points des états de sa majesté, les Français sont installés, viables. Par le traité de paix, le roi qui est tenu de nous accorder le passage sur ses états, doit nous le donner sûr, et ce n'est même que pour cet effet que, contre la teneur du traité de paix, j'ai pris sur moi de

restituer à sa majesté non-seulement le gouvernement civil , mais même le gouvernement militaire dans la partie de ses états qui lui a été restituée par la république. A Viné , à Lünen , sous les yeux de la garnison de Drenth , sous ceux des corps de troupes que M. Francher commande à Berge-San-Denis , l'on se porte tous les jours à des excès qui pourraient non-seulement tolérés , mais même encouragés par le gouvernement.

Je vous demandais donc une explication simple.

1°. Le roi ne doit-il pas être tenu d'indemniser et de réparer les pertes faites en conséquence des délits qui se commettent sur son territoire contre les Français , lorsque ces délits se commettent en plein jour et par des corps soldats de deux ou trois cents personnes ?

2°. Le roi a-t-il , avec 25,000 hommes qu'il a sous les armes , assez de forces pour contenir dans ses états des brigands , et faire respecter les lois de la justice , de l'humanité , et des traités ?

On ne juge les hommes , Monsieur , que par leurs actions : la loyauté du roi est généralement connue ; cependant on se trouve bien forcé de penser qu'il est des raisons de politique qui portent à encourager et du moins à tolérer des associés aussi révolutionnaires.

J'ai écrit à sa majesté elle-même , je vous prie de lui présenter ma lettre. Les gouvernements français ne feraient ouvertement ni secrètement , qui tendrait à dévaluer ou à affaiblir l'effet du gouvernement du roi sur ses peuples ; vous n'ignorez pas cependant , que cela serait aussi facile que d'une réponse courtoise. Le jour où vous voudrez sincèrement détruire les brigands

qui infirmité après communication de Casal à Barcelonnette, ils s'écarteront plus.

Je vous prie de mes amitiés, etc.

BONAPARTE.

*Au premier-général à Nîmes, le 10 vendémiaire an 8.
(1^{re} section 1798).*

Au chef d'état-major.

Vous donnerez des ordres au général Kilmalee pour le détachement du Mantoux, et pour qu'on répartisse tous les chevaux qui ont été achetés aux soldats. Vous ferez payer chaque cheval le prix qu'il aura coûté, mais que cela puisse excéder 150 fr. par cheval. Vous formerez trois colonnes mobiles, commandées par des hommes sages et probes, qui parcourront, la première, la partie du Mantoux comprise entre le Pô, le Minicio et l'Oglio; la seconde, la partie comprise entre le Minicio, le Pô et l'Adige; la troisième, tout ce qui se trouve au-delà du Pô. Je crois que 150 hommes d'infanterie et le moitié en cavalerie seront plus que suffisants pour chacune de ces colonnes.

Chacune des colonnes se rendra aux trois chef-lieux, Castiglione, Ravarrella et Gorisgue, pour procéder au désarmement, à la recherche de tout ce qui appartiendrait aux Autrichiens, à l'arrestation des hommes vagabonds qui auraient excité les peuples à prendre les armes contre l'armée, à la saisition des chevaux vagabonds par les soldats.

Je vous recommande surtout de vous faire rendre

accusé de la conduite des moines de San-Benedetto ; dans ce village il s'est commis des horreurs : j'y avais ordonné une imposition extraordinaire , qu'il faudra bien payer sur-le-champ. Vous demanderez au commissaire ordonnateur copie de mes ordres.

Je vous recommande aussi de mettre un terme à ces perpétuelles réquisitions qui dévalent les pays conquis, sans presque aucun profit pour la république.

Concertez-vous avec le commissaire ordonnateur Anbruno , pour qu'un tax de frisons , pour prévenir de l'approvisionnement de l'armée , ne dépouillent pas les villages à leur profit. Vous êtes dans le Mantouan le premier agent de la république , vous devez donc porter votre surveillance sur tout ce qui peut intéresser l'ordre public. Il y a à Castiglione une commission administrative chargée de la levée des impositions , priez-la, mais-fort et tout les secours qui dépendront de vous.

Bonaparte.

Paris, le 8^{me} jour complémentaire an 4
(29 septembre 1796).

*Le directeur exécutif au général en chef Bonaparte,
commandant l'armée d'Italie.*

L'armée que vous commandez, citoyen général, a complètement justifié ses espérances dans le cours de cette campagne ; mais elle semble les avoir dévorées par les nouveaux succès dont vous nous rendez compte. Le résultat des journées du 21 et du 22 fructidor , est aussi glorieux qu'incalculable , et quand bien même

Warmer parviendrait à s'échapper à votre poursuite avec ses horribles débris, ce qui n'est pas vraisemblable, vous devez regarder la défaite de nos armées comme certaine, et la conquête de l'Italie comme irrévocable.

Faites joindre, citoyen général, l'armée républicaine du prix qui lui est justement réservé par la reconnaissance et l'estime publique, après des triomphes aussi éclatans ; témoignez-lui votre satisfaction particulière, et récompensez vous-même le parti distingué qui vous en est due.

Prenez les dispositions que vous avez adoptées pour tirer parti de vos avantages, et les rendre décisifs en faveur de la république, dont les intérêts tendent tous à la paix, la première est de signifier à l'empereur que, s'il se consent à envoyer, sur-le-champ, un chargé de pouvoir à Paris, pour entrer en négociation, vous allez détruire son port de Trieste, et tous ses établissemens sur la mer Adriatique. Aussitôt que le sort de Warmer et de sa dernière division sera décidé, vous déplacerez à Vienne pour faire cette notification, et vous marcherez sur Trieste, prêt à réclamer une somme qui légitimement le droit de la guerre, et l'équité d'une vigoureuse nation qui est tout pour la république et se jure de sa loyauté.

Pendant ce mouvement, vous continuerez à faire disperser le reste des Autrichiens disséminés dans le Tyrol ; vous établirez une communication sûre entre l'armée de Fribourg et Hœlle, et vous imposerez de fortes contributions partout où pénètrent les armées françaises.

Il est à présumer qu'en vous écrivant de Milanais,

ceux des habitans de l'intérieur de l'Italie qui sont mal-intentionnés pour nous , saisissent ce moment pour fomenter de nouvelles révoltes. Comprenez d'avance l'explosion de leurs perfides desirs , en donnant aux généraux auxquels vous confiez la sûreté des troupes et du pays qu'ils occupent , des ordres précis , et en leur indiquant les mesures salutaires qu'ils auront à prendre suivant les événemens.

Quant à la situation politique de l'Italie , nos observations principales fixer votre attention et doit diriger votre conduite à l'égard des différens états ou villes qui voudraient se donner un gouvernement , c'est que la paix , notre premier vœu , peut dépendre du sort du Milanais , et qu'il nous importe de ménager des moyens d'échange pour consolider la réunion de quelques parties de territoires à la république. Il est donc essentiel de ne pas favoriser indistinctement des innovations politiques nuisibles à la conclusion de la paix et à l'affermissement de notre liberté.

Le moment paraît enfin arrivé de quitter Venise : des mesures que nous vous avons déjà prescrites , dont une sage circospection nous a fait différer l'exécution. Faites valoir la légitimité de vos prétentions , employez les formes conciliatoires autant qu'elles pourront remplir votre objet , et faites ensuite succéder , s'il est nécessaire , les moyens de la victoire aux procédés conformes à la neutralité que nous voulons conserver avec cet état après la pleine satisfaction que nous avons droit d'en exiger.

L. M. BAYENNEZ LEBLANC, président.

Paris, le 4^e jour complémentaire an 5
(20 septembre 1798).

Au général en chef Bonaparte.

Nous approuvons, citoyen général, la proposition que vous nous faites d'accéder aux vœux du Milanais, qui demande à former des bataillons pour être employés au blocus de Mantoue, puisque vous n'y trouvez pas d'inconvénients sous les rapports militaires; mais en adoptant cette mesure, il est essentiel d'observer que nos lois ne nous permettant pas d'introduire des corps étrangers dans nos armées; ainsi les bataillons du Milanais seront considérés comme des troupes distinctes de celles de la République, et qui ont un statut comme à combattre sans qu'il soit rien stipulé à ce sujet avec le Milanais.

Il nous a été soumis une considération sur laquelle nous désirons avoir votre opinion. Presque que vous pourriez le plan d'opérations que nous avons tracé dans notre première dépêche de ce jour, n'est-il pas dangereux de laisser les troupes piémontaises en supériorité de forces en Italie, et ne courraient-elles pas d'engager le roi de Sardaigne, par la conclusion de quelques avantages, à faire marcher 15,000 hommes de concert avec l'armée que vous commandez?

Nous ne présumons pas que le roi de Sardaigne se rende follement à cette proposition; quelle que soit la loyauté reconnue de la nation française, il craindra de dégrader ses états, et de se livrer par la sans défense à nos alliés, qu'il craint peut-être encore.

Quoi qu'il en soit, malgré les insinuations que nous vous avons envoyées, nous vous autorisons à traiter de cet objet avec la cour de Turin, si vous y voyez des avantages, et à lui donner toutes les garanties nécessaires pour sa sûreté. Si cette négociation n'a pas de succès, il sera bien utile de s'assurer du désarmement du Piémont ainsi qu'il a été stipulé dans le traité de paix, afin de ne laisser derrière vous aucun sujet d'inquiétude qui puisse vous distraire de vos mouvements.

La même situation doit se porter sur la cour de Naples : nous ne pouvons, en ce moment, que l'observer et la contenir de loin. Notre objet le plus important est de frapper sur la maison d'Autriche, et de marcher sur Trieste. Fixez un prompt délai pour la réponse de la cour de Vienne à votre déclaration, afin de ne pas perdre des moments que l'approche de l'hiver-saison rend plus précieux.

Nous avons reçu de citoyen Sallotti des nouvelles qui sont d'un heureux augure pour le succès de nos vœux sur la Corse.

L. M. BARNABIN-LEVAT, président.

Paris, le 8^e jour complémentaire an 4
(30 septembre 1796)

Le délégué exécutif au général en chef Bonaparte.

Nous avons reçu, citoyen général, votre réclamation au sujet de Mondovi, dont vous êtes plus que nous à portée d'apprécier la valeur. On se plaint que, malgré

l'annéaie, les patriotes piémontais qui se sont présentés pour la France sont encore persécutés par le gouvernement sarde, et nous autres le nommés Mouchet. On assure que la ligue de démocrates qui détermine les possessions piémontaises que doivent occuper nos troupes jusqu'à la paix, est souvent rompue, et que, depuis le mois de novembre, les troupes sardes sont à Mondovì. On se plaint surtout de l'exécration l'ennemi ennemi impunément par nos soldats et par plusieurs de leurs chefs, dans les parties du pays conquis où ils sont distribués. On ajoute enfin que, par une suite inévitable de ce relâchement de la discipline, les habitants, victimes des excès de leurs vainqueurs, souffrent continuellement ceux dont ils ne peuvent se venger eux-mêmes. Peut-être y a-t-il de l'exagération dans ces plaintes ; mais enfin plusieurs faits particuliers ont déjà prouvé qu'elles ne sont pas sans fondement. Le directeur, citoyen général, vous engage donc à donner tous les ordres nécessaires pour mettre ces horribles vengeances, et surtout pour en prévenir la cause : tous les militaires qui sont sous vos ordres doivent être dignes des éclatans succès que vous obtenez continuellement sur l'ennemi, et nous serons que vous ne souffrez pas qu'il se trouve dans l'armée des hommes qui déshonorent la république, quand ses triomphes, dus à vos talents et à sa valeur, élèvent si publiquement sa gloire.

L. M. BERNARDINI-LANZA, président.

Paris, le 5 mai 1806 ou le 2 (16 septembre 1798).

Le directeur central au général en chef Bonaparte.

Nous attendions avec confiance, citoyen général, les nouvelles que vous nous aviez annoncées par le courrier qui a précédé celui du 30 fructidor, et elles ont eu effet très-satisfaisantes, quoique le succès dont vous nous rendre compte n'aît pas été aussi complet que vous aviez droit de l'espérer de la précision et de la hardiesse de vos dispositions. Le débâcle de Wurmann sous les murs de Mantoue a vuégé la brave armée d'Italie de ce qu'il est échappé à sa poursuite, au passage de l'Adige et de la Brenta, et il ne lui reste plus, pour mettre le comble à sa gloire, qu'à faire tomber cette place au pouvoir de la république avec les débris de l'armée autrichienne qu'elle renferme. Pour remplir cet objet, non-seulement il est nécessaire de ne rien donner au hasard; mais les derniers événements survenus en Allemagne, nous commandent de mettre tout en œuvre pour prévenir l'arrivée des troupes que les Autrichiens pourraient envoyer au secours de Mantoue. Quelque importante que soit l'opération que nous vous avions prescrite sur Trieste, il est même plus essentiel de conclure la conquête de l'Italie par la prise de la première de ces deux places, et nous vous recommandons d'y employer tous vos moyens avec l'audace et l'activité qui dirigent toutes vos entreprises. Il serait à désirer sans doute que votre marche sur Trieste pût s'effectuer en même temps, et il est à

croire que la saison ne vous permette pas de l'opérer lorsque Mantoue sera rendue; mais, nous vous le répétons, nous croyons devoir sacrifier cet avantage à la nécessité de fermer l'entrée de l'Italie aux renforts autrichiens, et d'en rester maîtres à la fin de la campagne.

Nous sommes bien persuadés que vous sentez toute la force de nos motifs pour ne rien exposer aux chances de la fortune. C'est en Italie que nous devons nous débarrasser de nos retrs en Allemagne, et laisser l'empereur à la paix : il est donc nécessaire d'y rendre notre position militaire inexpugnable.

Sans analyser ici les effets des échecs en Allemagne, nous nous bornons à vous annoncer que l'armée de Sadow et Mase a successivement abandonné la Bode, le Mayn et la Lahn, et qu'elle s'est repliée, partie sur Dusseldorff, partie derrière le Rhin. Le général Bevensonville, qui en a pris le commandement et qui l'a renforcée d'un corps considérable de celle du Nord, nous annonce qu'il va la reporter en avant, et nous espérons qu'il marchera avec assez de célérité pour empêcher que la majeure partie des forces ennemies ne se porte sur l'armée de Rhin-et-Moselle, et ne la force elle-même à la rendre. Dans la supposition contraire, il est à craindre que l'ennemi fera filer ensuite des renforts dans le Tyrol, et c'est cette considération qui nous engage à vous prier de considérer la prise de Mantoue comme un objet auquel vous devez sacrifier en ce moment toute autre opération.

L'indisposition des Allemands contre nos troupes, occasionnée par l'indiscipline, et les suites qui en sont

réunies, nous aurions de nouveaux et d'une manière si chère combien la mollesse dans l'exercice de l'autorité militaire, de grade à grade, est funeste à la gloire d'une armée, et combien il importe de guérir les habitants du théâtre de la guerre par la maintenance du bon ordre.

Mais il ne nous suffit pas d'empêcher qu'ils ne deviennent nos ennemis, il faut les rendre tels à l'égard de leur ancien gouvernement, et jeter les germes de l'insurrection dans les pays infimes où nos armées n'ont pas encore pénétré. Cette observation s'applique particulièrement à la Hongrie, où des intérêts politiques fortement prononcés parmi la haute et la petite noblesse et les différentes classes du peuple rendent plus pesante le joug de l'Autriche. Répandez-y, dans les langues vulgaires, des proclamations dont l'énergie réveille la haine des Hongrois et leur antique haine pour leurs oppresseurs. La remontrance de vos succès et de la loyauté française les rendra sensibles à vos promesses et leur inspiressent peut-être le désir de reconquérir leur indépendance: la cour de Vienne en sera du moins alarmée, et les ressources de tout genre qu'elle retire de ce royaume diminueront proportionnellement à ses craintes.

Nous allons recevoir avec une vive satisfaction les drapeaux que l'aide-de-camp Marmont a apportés, et nous vous proposons d'accorder aux braves qui se sont distingués dernièrement les récompenses que vous êtes demandées pour eux. Nous vous invitons à témoigner à l'armée, et particulièrement aux officiers généraux et

autres qui ont été blessés, la satisfaction que leur dévouement avec a fait éprouver.

L. M. BERNARDIN-LEROUX, *président*.

Paris, le 6 novembre ou 5 (26 septembre 1798).

Le Directoire exécutif au général en chef Bonaparte :

Nous croyons utile, citoyen général, de vous transmettre, par un courrier extraordinaire, une lettre que nous venons de recevoir du général en chef Moreau : elle vous fera connaître la position dans laquelle se trouve l'armée de Rhin et Moselle. Nous espérons qu'elle se maintiendra sur les bords du Danube, jusqu'à ce que celle de Saubert et Meuse puisse reprendre l'offensive, et qu'aidée par les efforts que fera incessamment cette dernière elle s'avance de nouveau, sur les bords du Lech et même sur ceux de l'Isar, pour y prendre ses quartiers d'hiver.

Dans cette situation des choses, nous craignons que l'ennemi, abandonnant l'armée de Saubert et Meuse, ne présente un instant quelques forces à celle de Rhin et Moselle, que pour menacer avec plus de certitude un établissement dont le but serait de porter avec vivacité contre vous tout ce qu'il aurait de troupes disponibles, pour vous faire lever le siège de Manheim; et nous croyons utile de vous recommander de garder avec soin les débouchés du Tyrol (en levant dans ce pays tout ce que vous pourrez de contributions), jusqu'à ce que

le mauvais usage les intercepte , et interdit à l'ennemi toute entreprise contre vous de ce côté. Les regards de l'Autriche sont presque uniquement tournés vers Mantoue. Cette ville ; que la cour de Vienne considère comme le dernier boulevard de l'Italie , confirme les efforts de l'armée du général Wurmser , et il est probable que l'empereur tentera tout pour la délivrer.

Cherchez donc , citoyen général , à finir cette campagne d'Italie par la prise de cette place à laquelle le sort de cette presqu'île semble en quelque sorte attaché. Continuez à correspondre fréquemment avec le général en chef Moreau , afin que l'accord de vos mouvements ne impose aux ennemis de la république que la conquête de l'Italie à étendre , et qui se verraient forcés de songer sérieusement à la paix , quand ils seront certains que ce pays , défendu par le talent , le courage et la force , ne pourra sans être envahi , et que la brave armée d'Italie et son chef , qui l'ont conquise , leur enlèveront tout espoir de la reprendre.

Les dernières sommes envoyées à l'armée des Alpes ont été absorbées sur-le-champ , et une partie a été employée pour les dépenses absolument indispensables pour la conduite des nombreux prisonniers de guerre faits par l'armée d'Italie.

C'est avec regret que nous vous annonçons , citoyen général , que le vœu national est dans l'impossibilité de fournir aux besoins urgens de l'armée des Alpes , que de légers secours envoyés par vous n'ont pu encore établir dans une situation satisfaisante. Nous vous recommandons de regarder cette armée comme faisant

en quelque sorte partie de celle qui vous obéit, et nous vous invitons à pourvoir à tous ses besoins, en vous concertant avec le général en chef qui la commande. Votre site nous est connu, et nous savons qu'il suffit de vous indiquer ce moyen d'être utile à la patrie, pour être persuadés que vous vous empresserez de l'adopter.

L. M. REMUILLAT LEROUX, président.

Paris, le 3 vendémiaire an 6 (29 septembre 1798).

Le directeur exécutif au général en chef Bonaparte.

Nos commissaires près l'armée d'Italie nous ont rendu compte, citoyen général, du refus fait par le pape d'accepter les conditions de paix que nous avions tracées. Notre intention n'est point de les modifier ; mais comme il importe de terminer la campagne par la prise de Mantoue, pour dicter plus sûrement des lois dans l'Italie méridionale, et qu'il est utile, en attendant, de ne pas rompre les armistices que vous avez conclus, nous demandons pour instructions à nos commissaires de prolonger la négociation de manière à arriver au moment où nous pourrions commander impérieusement la paix à Rome ou restaurer sa puissance.

Le général Buonaparte a fait un mouvement en avant de la Sog ; le prince Charles est devant lui. La campagne recommence dans cette partie du théâtre de la guerre, avec espoir de succès, et le général Moreau, qui s'appuie à Ulm et à Bregence, nous fait éga-

lement supérieur qu'il se maintiendrait en Souabe, jusqu'à ce qu'une affaire décidée soit établie sur la gauche de notre ligne d'opérations. Quelques corps scythes du Tyrol ont cherché à inquiéter nos flancs droit et ont été repoussés.

Nous prenons la marche d'un maître d'exercice : 10,000 hommes que nous vous destinons. Chaque jour la conquête de l'Italie nous paraît devoir incliner davantage en notre faveur dans la balance des intérêts politiques ; son affermissement est lié à la prise de Mantoue , et nous vous donnons tous les moyens qui sont en notre pouvoir pour terminer la campagne par cet avantage décisif.

L. M. BEVREREAU LEFAYE.

Paris, le 10 vendémiaire an 5 (17 octobre 1797).

Le Directeur exécutif au général en chef Bonaparte.

Vous trouverez ci-joint, citoyen général, un arrêté relatif à Wurmser : ce général ennemi, que vous avez battu si souvent, et qui touche à sa dernière débaîche, dans la place que vous assièges, se trouve dans le cas des lois de la république relatives aux émigrés. Nous vous laissons à juger s'il convient de lui donner communication de cet arrêté pour le déterminer à rendre Mantoue, ou lui faisant craindre d'être traduit à Paris et y être jugé comme émigré, s'il résiste jusqu'à la dernière extrémité, et en lui offrant une capitulation honorable s'il consent à vous livrer cette place. Cette alternative

paraît devoir le frapper, et, quelque confiance que nous ayons dans l'issue de l'opération importante qui vous occupe, il ne faut négliger aucun des moyens légitimes qui peuvent être utiles contre un ennemi opiniâtre; mais si vous pensez, d'après une connaissance particulière de l'état des choses, que cette communication doit produire un effet contraire et porter Wurmser à se défendre au désespoir, au lieu de se laisser tuer par une crainte personnelle, vous ne ferez aucun usage de l'arbité, et nous nous reposerons sur la force de nos armes et sur le talent qui les dirige, pour accélérer la prise de Mantoue, à laquelle nous mettons le plus grand prix.

L. M. BERNARDINI-LIVADI.

Trente, le 1^{er} jour complémentaire an 4
[12 septembre 1795].

Ala général Bonaparte.

Je suis à Trente, mon cher général, depuis deux heures, et je retourne à mon poste tout de suite. Nous avons approché l'ennemi ce matin et fait cent et quelques prisonniers. Cette petite affaire terminée, je suis venu à Trente faire porter solennellement le serment au conseil ci-dessus indiqué.

Par l'article 7 de l'ordre que vous avez laissé à Trente, le podestat, nommé Linget Chelazzi, toscan, se trouve dans le cas de quitter Trente sous les vingt-quatre heures. Il paraît regretté par la municipalité et par des habi-

tout; mais il suit le conseil, ou une partie du conseil, de raisonner : a-t-il raison? Je n'en suis sûr.

Il m'a paru qu'il ne méritait pas la plus grande intelligence entre le conseil et la municipalité. J'ai ordonné au commandant de la place de suivre de très-près la conduite des uns et des autres, pour découvrir où doit reposer la confiance. Je vous instruirai de tout ce que je découvrirai. Je ne puis m'empêcher de suivre le septième article de votre ordre; mais si Liège (Chateau), que vous connaissez, méritait une exception, vous voudrez bien m'en faire part.

Y. A. B. 15.

Paris, le 7^e jour complémentaire an 4
(19 septembre 1795).

Ala général Bonaparte.

Nous attendions, mon cher général, avec une impatience que vous concevez facilement, le résultat de l'action que vous nous aviez annoncée par votre courrier précédent. Nous venons de recevoir vos dernières nouvelles, et, quoique accoutumés aux choses les plus extraordinaires de votre part, nos espérances ont été surpassees par la victoire de Bonaparte. Quelle gloire pour vous, immortel Bonaparte! Quel coup terrible porté à l'orgueilleuse Autriche! Elle ne s'en relevait pas, si toutes ses armées eussent eu le même succès que celle d'Italie; mais la misérable escalade de Jourdan déconcerte tous nos projets. L'armée de Rhin-et-Meuse, qui allait vous donner la main, s'est trouvée compro-

mies, presque créées, obligés de rétrograder avec précipitation pour défendre son flanc, et il faudra toute l'habileté de Mureau pour sortir d'embarras. Cependant, Fournoville, qui remplace Jourdan, vient avec un renfort considérable; il va repousser l'offensive, et j'espère que la fin de tout ceci sera la déconquête générale de l'armée du prince Charles.

Il n'en résultera pas moins que nous aurons pris les ressources de Bâle, que votre gauche n'est plus appuyée, que nous aurons beaucoup de peine à vous faire parvenir un secours équivalent à la colonne qui devait se réunir à vous par Inspruck. C'est donc dans votre énergie que nous trouverons de nouveaux moyens. Pousser jusqu'à Trévise, si vous croyez votre gauche assurée, et que vous soyez tranquille sur vos derrières; lever de fortes contributions dans le Frioul, et menacer l'empereur de détruire son port unique, s'il ne se hâte d'accepter la paix; mais il faudra bien en venir là s'il s'obstine. N'oubliez pas que, aussitôt les quartiers d'hiver pris sur le Rhin, il va avoir beaucoup de forces disponibles qu'il ne manquera pas d'employer contre vous, et que c'est une misère pour ne pas vous enfoncer sans dire certain des gorges du Tyrol. CARRER.

*Au quartier-général de Paris, le 17^e jour complémentaire an 4
(11 septembre 1796).*

Au général Bonaparte.

Je vous écris aujourd'hui une lettre militaire et une lettre politique.

J'ai fait prêter le serment au conseil de Trente ; il l'a fait de bon cœur et l'a reçu des autres autorités subordonnées. Il existe une division bien caractérisée et bien acharnée entre la municipalité et le conseil. Cette division partage les habitants, et il peut en résulter des troubles publics. Qui a tort ? qui a raison ? Je ne puis encore en juger aisément. Le podestat, au sujet duquel je vous ai écrit, tient le parti de la municipalité ; il traite les membres du conseil de schismatiques. Ce podestat ne remplit plus la place d'après votre ordre ; mais il doit être éloigné de Trente : j'attends votre réponse à ce sujet. Il a beaucoup de partisans dans le peuple, ce qui milite en sa faveur.

Le conseil a pour membre un certain comte dont je me défie un peu ; mais il y a aussi d'autres membres, et surtout un, qui paraît pour avoir soutenu révolution dès sa naissance ; cependant tous ces membres étaient nommés par le prince évêque, et la municipalité par le peuple.

Une observation m'a été faite par différents habitants que je crois bien intentionnés : ils voient avec peine que le conseil n'ait point d'autorité au-dessus de lui ; ils craignent la tyrannie et redoutent que l'esprit de parti ne dirige leur détermination.

Ils désireraient que vous recommandiez trois individus qui eussent votre confiance, de la façon de penser desquels vous fussiez sûr, et qui fussent leur bisogno. Je vous soumetts leurs désirs.

VARENNES.

A. Rome, le 1^{re} novembre 1848 (en expédition 1797).

À monsieur le général en chef.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie de la lettre que j'ai sentie hier au secrétaire d'état.

Quelques personnes mettront en doute la lettre du roi de Naples au pape, dont je vous ai envoyé copie; elle n'est pourtant pas démentie d'une manière authentique. Je suis abandonné ici sans que personne m'écrive et me donne aucune indication. Je souhaiterais fort avoir un mot de vous.

Il me semble que le pape ne peut plus se tirer d'affaire qu'en envoyant à Paris un cardinal ambassadeur pour tout signer. On en bien loin de cette détermination.

Si les 2,000,000 que j'ai fait partir d'ici, il y a trois semaines, ne sont pas arrivés à Ancone ou à Bologne, c'est qu'on en a retardé le marche.

Je vous prie, citoyen général en chef, d'agréer mon dévouement.

CAVALLI.

P. S. Je reçois dans ce moment le bulletin ci-joint, qui annonce un mouvement des troupes napolitaines, déjà arrivées à Ripetriscone sur le territoire ecclésiastique, marchant vers Ancone.

Je ne crois pas que dans ce moment-ci le gouvernement de Venise soit entré en ligne avec l'empereur, le pape et le roi de Naples; cependant, c'est de quoi on parle. Les four appellent cette ligue la dernière ressource de l'Italie.

J'ai fait demander au secrétaire des affaires étrangères du pape si l'on avait, comme l'on ne peut manquer d'en avoir, si elles sont vraies, des nouvelles de ce mouvement des Napolitains. On me répond à l'instant : Rien de nouveau à ce sujet ; peut-être recevra-t-on plus tard des avis.

Vienne, le 1^{er} fructidor an 5 (20 septembre 1796).

Au général Bonaparte.

Il y a long-temps, général, que j'ai eu l'honneur de vous écrire à l'égard de la conduite très-suspecte du cabinet de Turin vis-à-vis de la république française : je crois qu'en ce moment vous serez très-instruit des trépassages de ce cabinet et du véritable but que s'étaient proposé les ministres de Vienne et d'Angleterre en tant à Turin.

Les faits qui ont lieu chaque jour sont autant de motifs pour faire présumer que ce qui se gardera le secret de paix qu'autant qu'existera la force qui l'a contrainct à le faire. Voyez-en ici quelques-uns, tirés du rapport en date du 30 fructidor dernier :

Le club des aristocrates, situé à Turin, maison de Sales, conspire toujours et contre nos patriotes et contre l'invincible armée d'Italie. On a organisé une Vendée en Piémont de 1,500 hommes, moitié dans la vallée d'Aoste et moitié sur le Col de Tende. Leur but principal est de tuer nos braves frères d'armes en détail. Depuis quelques jours, on assassine tous ceux qui pro-

sent, et les assassins ont la témérité de venir vendre à Turin les armes et les vêtements des malheureux assassinés.

Les chefs de ces brigands sont le marquis Caluso et un caennais du grand bureau de tabac, M. Genodo. Les brigands sont soldés par le roi, à raison de soixante par jour. Pour armer ces coquins, on a pris dans les magasins royaux les munitions et on en a fait petite partie.

On a engagé quatre compagnies de chasseur francs de chéras pour les incorporer dans cette bande. On a écrit dans toutes les provinces que les Français étaient sous payés et qu'il fallait les tuer, que sans cela le Piémont serait perdu.

Ces lettres sont parties du club lors de l'assassinat d'une affaire que les Français ont eue avec les Autrichiens.

Le duc de Chablais a dit, à cette occasion : Si cette fois les Français ont été heureux, il n'en sera pas de même une seconde.

Il n'est encore sorti du Piémont aucun émigré, et il n'y portent aucunement toutes les dévies de la royauté.

Gérard, le chevalier Roussel, Rasendo et plusieurs autres, détenus pour leurs opinions politiques, gémissent encore dans les fers.

Les prisonniers autrichiens que les Français font passer en Piémont pour aller en France, sont débarrassés par des agents salariés par le gouvernement, qui les cachent à l'association française, et ensuite les envoient dans les régiments suisses qui sont à la solde du tyran.

Pisa.

Venise, le 1^{er} vendémiaire an 5 (21 septembre 1796).

Au général en chef.

Jusqu'à présent, personne n'est en marche pour prendre des communications du côté du Filiole; j'ai placé un homme à Udine, qui nous instruit des mouvemens de l'ennemi.

L'homme que j'avois envoyé du côté de Maniago est entré dans la place, et il me rapporte que la totalité des troupes que l'ennemi a de ce côté, se monte à 15,000 hommes d'infanterie et 4,500 de cavalerie, dont 6 à 7,000 sont malades.

Il y a quatre hôpitaux militaires, savoir : un dans le couvent de Santa-Barbara, près de la porte de Saint-George; un autre à Santo-Spirito, couvent des effendi; un troisième à Santa-Catarina, ces deux derniers près de la porte Cérise; le quatrième enfin à Santa-Bernardo, près la porte Pusterla.

Il y a trois magasins de blé, dont un dans le palais du marquis Luciani; un second dans le palais Dandolo; l'un et l'autre situés rue Santo-Christophoro, et le troisième, qui est le plus grand, à la Trinità, presque au milieu de la ville.

Ces magasins sont presque dépourvus, et on y attend des fourrages qui doivent arriver par le Pié, et qu'on tâchera de faire entrer par la porte Cérise.

A Saint-Georges dans le palais Gonzaga, près de la porte Molina, il y a un magasin d'avoine assez bien pourvu.

Il y a aussi deux magasins à powder dans la ville : l'un est dans l'église de Santo-Sebastiano, près de la porte Pastrelo, et l'autre dans l'église de Santo-Nicolo; celui-ci est le plus considérable; il se trouve entre la porte Carlot et la porte Catena.

On m'observe qu'il faudrait garder le poste Bivolta, par où les espions qui viennent du Tyrol s'introduisaient dans Mantoue. Pico.

Vienne, le 4 vendémiaire an 5 (25 septembre 1796).

Au général Bonaparte.

Je vous prévient, général, qu'environ six ou sept-vingt mille hommes qui étaient à Parme sont arrivés à Sicile.

Un corps de six mille hommes d'infanterie et six cents de cavalerie sont aussi arrivés à Porto-Buffale, et un troisième détachement s'est aussi rendu à Molin.

Pico.

Vienne, le 5 vendémiaire an 5 (26 septembre 1796).

Au général Bonaparte.

Les ennemis se sont avancés de Sicile à Treviso, de là, ils ont envoyé deux corps, un à Castel-Franco, qui a envoyé des patrouilles à Cladrilla et aux environs de Bassano; l'autre à Novale, qui a débouché des patrouilles à Padoue et dans les environs.

L'on m'assure que toute l'armée de 23,000 hommes, qui devoit se tenir sur la défensive du côté de Trieste, a reçu ordre d'agir d'intelligence avec celle qui se trouve aux environs de Bolzua, et qui peut être forte de 12,000 hommes. La première est commandée par le général Collé, la seconde par le général Landou.

Un certain Nodini, subergiste à Brescia, et qui a un frère dans les husards de Berchioni, m'a écrit pour me demander le paiement : 1°. de 450 fr. en numéraire, dépensés par votre ordre pour la correspondance secrète de ce côté-là et dont je vous ai envoyé la note il y a quelque temps; 2°. douze sequins qu'il dit avoir déboursés lors de la découverte, il y a dix ou douze jours, de la pharmacie des Alacchiensi, qui étoit cachée dans la douane de Brescia.

Pisto *.

Pisto, le 3 millesime au 5 (14 septembre 1798).

Au général Bonaparte.

La réponse du commissaire Solicetti, qui me manda que, tanté réflexions faites, il croit que les commissaires des arts finiroient bien de revenir à Florence, les a déterminés à partir hier au soir.

J'ai écrit au cardinal secrétaire d'état pour le prévenir que les commissaires allaient faire un voyage en Toscane, qui ne devoit nuire en rien aux travaux concertés pour l'armistice. Je vous envoie ci-joint la ré-

* Ce Pisto étoit un Pistois, employé comme agent secret.

peut que m'a fait le cardinal Rusconi en m'envoyant leur passeport, et sa réponse à mes notes précédentes.

J'ai été le trouver ce matin pour avoir une explication verbale plus approfondie. Ce cardinal milanais, ayant sa fortune à Milan, est bien dans l'esprit qui anime les congrégations et le pape, mais il sent qu'il doit garder des mesures avec nous : aussi ai-je sujet de m'en louer jusqu'à présent.

Il est résulté de notre conversation que le gouvernement romain et papal, qui effectivement est couronné autant que possible par le traité proposé, semblable à Sa Sainteté et à tous les cardinaux, déçoit et anéantit, s'ils acceptaient de semblables conditions.

Ainsi, la cour de Rome est décidée, sans espoir de retour, à persister dans le refus de signer, notifié à Florence par M. Caleppi.

Comme on prétend ici que le directeur a écrit à M. Pieracchi que si le pape ne signait pas les conditions, tout rentrerait dans l'état de guerre, on va s'occuper uniquement des mesures défensives, cherchant à armer beaucoup de monde et à se procurer des alliances.

On prétend qu'il est trop clair et articulé que la France doit traiter ce pays d'une manière hostile, pour que le pape ne doive pas refuser, malgré le traité d'amitié, de délivrer les contributions promises. En conséquence, le cardinal secrétaire d'état m'a signifié verbalement que l'exécution de l'armistice, en ce qui concerne la délivrance des objets d'arts et des contributions, était suspendue; mais que, de reste, on pouvait être sûr que le pape ne rompt le traité par aucune hostilité.

J'ai vu assez clairement qu'on était prêt à me notifier par écrit cette suspension motivée de l'exécution des conditions de l'armistice, espérant qu'en conséquence je prendrais le parti de me retirer à Florence jusqu'à la solution définitive des difficultés.

Malgré la sévérité de ma conduite, qui véritablement ne peut donner lieu à aucun soupçon d'intelligence avec ce qu'on appelle ici notre parti, que je ne connais pas, mes ennemis, qui ne trouvent rien autre chose à dire contre moi, alarmés sur le danger de mon séjour à Rome, comme si j'étais homme à remuer le pays en désordre. Cela fait que, par bêtise, pour ne voir aucun individu français ici, le pape et ses ministres me venaient parfois avec plaisir. J'ai évité d'entrer dans le sens et dans cette direction de mes ennemis.

Il restait à faire partir les bestiaux choisis par les commissaires pour améliorer les races en France : ils se mettront demain en marche pour Bologne.

Quoique je sache très-bien et officiellement que les objets d'arts ne partent pas, je continuerai la surveillance des commissaires sur l'exécution des statuts et la conservation des chariots de transport, dont le travail n'est point encore interrompu ; je reviendrai tant que je pourrai sans ordres contraires, pour observer Naples et ce pays-ci ; mais cela ne peut durer long-temps.

Je ne vois nul espoir d'obtenir le pape à signer le traité proposé, ni même à négocier avec aménité pour l'adjonction de quelques articles : on est généralement à faire pitié.

Le secrétaire d'état m'a assuré qu'il n'avait encore

nouvelle que les troupes de Naples se faussent associées dans l'état ecclésiastique, qu'il eût seulement informé du mouvement de l'armée napolitaine, qui fut sur la frontière.

Il est vrai que le cour de Naples a fait déclarer ici que la négociation avec la république française ne lui permettait pas de s'engager avant elle dans le moment présent.

Cette cour envoie à Rome M. le marquis del Vasta, grand-maître de la maison du roi, pour faire des propositions pour traiter. Il est venu à chaque moment.

L'exaspération des esprits dans toutes les tyrannies et aristocraties d'Italie contre notre puissance dominante et saignante à proportion, et les nécessités des succès bien décidés et certains. Plus de 10,000,000 d'habitans pourraient se soulever à la fois contre nous; c'est ce qu'on médite et c'est ce qu'on espère.

J'ai remis aux commissaires, à leur départ pour Florence, tout ce qui a été gravé jusqu'à présent des cartes topographiques du royaume de Naples, levées par Zanetti. Cette collection vous sera renvoyée, par eux, de Florence le plus tôt possible. Céciliani.

P. S. On jette ici les hauts cris au sujet de la censure, dirigée pour le cardinal Mattei.

Rosenthal, le 5 septembre au 8 (16 septembre 1798).

Au général Bonaparte.

J'apprends à l'instant, mon général, que l'ennemi a attaqué hier Porto-Legnago; j'ignore, ainsi que les généraux Masson et Kilmaine, quel est le résultat de cette attaque et quelle est la force de l'ennemi. J'ai dû vainc lui parer 50 chasseurs du dixième pour Porto-Legnago en passant par Castellana, Nervesa et Sanguinetto. Le commandant de cette reconnaissance a ordre d'aller jusqu'à ce qu'il trouve l'ennemi ou qu'il puisse se renseigner de sa force et de sa position.

Le général Kilmaine m'écrit que le général Bon s'est porté sur Castellana avec sa division, et qu'il a ordre de couper tous les ponts qui se trouvent sur le Tanaro.

Je ferai faire des patrouilles continues sur les bords jusqu'à ce que j'aie reçu des renseignements.

Je sais avec peine, mon général, que l'on continue à faire conduire les prisonniers avec une indifférence coupable et presque sans précaution. Hier, on a confié 7 à 800 prisonniers à 8 dragons, depuis les Due-Castelli jusqu'à Rosenthal, et sans aucun homme d'infanterie. On est sûr cependant hier à Pochiera par 50 chasseurs à cheval seulement, et sans infanterie; il est cependant temps que l'on prenne des précautions. Je suis de bonne part qu'il se forme au camp tout de nouveaux dans le val d'Ampère, et que tous les jours on passe que le lac d'Ampère trois ou quatre hommes plus de ces

autres dévotieux, qui vont grossir le corps qui se noie dans le mal Trompia.

On porte le corps qui descend de Padoue à 10,000 hommes. Des volontaires se plaindront amèrement hier, sous nos croisées, de ce qu'on avait laissé échapper les prisonniers qui composent en partie cette nouvelle armée; mais ils se flattent néanmoins de les battre et de les voir bientôt gardés à l'avenir.

Je suis ravi, par une lettre écrite de Venise, qu'un corps de Hongrois est déjà arrivé à Trieste.

Les habitants de Bergame, en reconnaissance de ce qu'ils n'avaient pas eu de garçons français, ont donné une fête au gouvernement de la ville, qui a ordonné à un jeune homme de Brescia, nommé Leoti, de sortir sur-le-champ de Bergame, pour avoir publié dans son café la nouvelle de vos triomphes, peu agréable au pays, et qu'on y traitait de fausseté.

Vous n'ignorez pas sans doute que les principaux dévotieux sont férociés dans tout le Bergamasque par les exaristes constitution. Vous estes déjoué; mais je suis trop attaché à votre gloire et à votre personne, pour ne pas vous faire part de tout ce que je recueille sur la marche et sur les intentions de tous vos ennemis.

Milan.

Firenze, le 4 novembre ou 5 (18 septembre 1795).

Ad gloriâ et en chef.

Garni a dû vous instruire, général, de la réponse du pape. Il a refusé d'accepter les conditions que le

directoire exécutif lui a fait présenter par votre organe.

Les succès étonnans que vous avez obtenus dernièrement sont tels, qu'il me paraît impossible que l'empereur puisse songer à vous opposer une armée en Italie; mais les revers de Jourdan en Allemagne, s'ils sont aussi dévastateurs qu'on le dit, doivent mettre le directoire exécutif dans un grand embarras.

Les nouvelles de Corse sont bonnes. L'intérieur de l'île est ou ne peut pas plus mécontent des Anglais: il paraît qu'il n'attend que le moment pour éclater. Gênes, avec ses hommes qu'il a choisis, a débarqué dans l'île du côté d'Ajaccio; son vingtaine d'en deds des mœurs a débarqué à la plage de Ravagna. Rocca-Serra, Sublimi et deux députés qui nous sont arrivés de Sarzana avec 36 ou 40 réfugiés, ont dû mettre à la voile hier soir, si le temps a été favorable. Le général Gentili et Casella avec 300 hommes s'attendaient que le vent pour partir, et aussitôt que le mouvement aura pris le caractère que je cherche à lui imprimer, je n'y résisterai moi-même, à moins que vous ne pensiez que ces petites pièces ne soient de quelque utilité pour les opérations que vous allez faire en Italie.

Le directoire vient de m'ordonner de mettre en réquisition à Ferrare et à Bologne le plus de charres qu'il sera possible, pour le faire passer promptement à Toulon. A cet effet, sont arrivés ici quatre employés de la marine, chargés d'acquiescer l'arrivage des charres que j'ai mis à leur disposition. Je vais partir pour Bologne demain, et je profiterai de cette occasion pour organiser à Ferrare une administration composée de gens

du pays, qui puisse provisoirement faire marcher les affaires. Si vous avez quelque chose à me mander dans l'interval, je vous prie de m'écrire à Bologne ou à Ferrare.

Pendant que je m'occuperai de faire ramasser les chevaux et de donner à l'administration de ce pays une marche plus régulière, à Livourne on continuera avec activité l'embarquement des Canes. Déjà tout y est disposé pour leur prompt départ. Tout me porte à croire que l'expédition sera heureuse, d'autant plus que les Anglais ont embarqué à Saint-Flour un parti des troupes anglaises pour renforcer la garnison de Gibraltar.

À Livourne, il y a eu quelques mouvements ces jours derniers, à cause d'un miracle qu'un chrétien a fait dans une église ; le général Surcouf a dû vous rendre compte de cette affaire, mais tout est tranquille.

SURCOUF.

Venise, le 5 médian du 56 (16 septembre 1797).

Al général Bonaparte.

Les vénitiens se sont retirés de Treviso : leurs derniers postes avancés, depuis le 5 du courant, à six heures après midi, sont à Corvigliano et à Oderzo, sur la rive droite du Montégon et à Molin, qui est au confluent du Montégon et de la Livenza.

Dans chacun de ces villages, il y a un corps de 150 hommes dont partie en cavalerie.

Du côté de Tormo, l'ennemi s'est avancé sur la droite

de cette ville, et l'on m'assure que quelques détachemens se sont montrés dans la vallée de Labia, à Subia.

Depuis trois à quatre jours, la ville de Vercor est encombrée de Français qui se disent au service de la République, quoique beaucoup d'entre eux ne portent pas le cocarde. Leurs discours ne sont pas républicains, de manière qu'on peut soupçonner qu'il y a des républicains venus de l'étranger, ou des émigrés. Pien.

De la lettre lue dans le *Sezaglio*, le 8 novembre au 8
(29 septembre 1798).

du général Bonaparte.

Je vous annonce, général, que notre investissement s'est fait dans le plus grand ordre et sans peine. Wurmser a profité des secours qu'on lui a donnés à Saint-George et à Governolo. On peut conclure du peu de résistance qu'il a fait, qu'il n'a bien justé que la garnison qu'il lui fait pour la place. D'après mes calculs, il ne doit pas en avoir assez, car je pense qu'il y a 1200 hommes de moins qu'à son arrivée.

Comme j'ai traversé le *Sezaglio* dans plus d'un sens, je me suis aperçu qu'il ne doit pas être aussi malin qu'on le dit, il est d'un terrain très pauvre, et il n'y a d'eau qu'aux bords du lac du côté de Mantoue ; ce qui prouve que c'est un endroit agréable à habiter, et la méchanceté des plus mauvais de campagne. Je n'entre dans ces détails que pour vous faire connaître qu'on pourrait y faire quelques établissements. Il y a plus, gé-

nécessaire, si vous ne faites pas faire un pont sur le Pô pour tirer des vivres de l'autre côté, dans un mois les chemins par les digues et par Fiumigosa exposent avec nos troupes à manquer de subsistances. On pourrait ajouter une autre considération, c'est que cela soulagerait le pays de Verona, qui a été occupé toute la campagne par des armées. La chaussée de Cérèse à Borgo-Forte est très-bonne, ainsi il faudrait que le pont fût à portée de cette chaussée.

Je repais à l'instant votre lettre du 7 vendémiaire, où vous me pressiez de couper à de briser les digues de Govenolo, pour que les crues du Pô puissent inonder en partie la ville de Mantoue. Ceux qui vous ont parlé de ces idées ont voulu dire sans doute : briser les écluses de Govenolo ; mais il y a trent ans qu'elles sont détruites, et que le Pô dans ses crues remonte sans contradiction à Mantoue.

Puisqu'il y a des personnes à Milan qui pensent à faire une Venise de Mantoue, elles auraient dû vous proposer un travail assez considérable, mais grand dans ses résultats, c'est de barrer par un battoir ou tout le Mincio, ou donnant à son cours la forme d'un diversoir, pour que l'eau ne passe pas par-dessous les digues, mais se maintienne à cette hauteur. Je reviendrai sur cet objet quand j'aurai vu encore Govenolo : un jour de combat je ne puis pas vous en dire davantage ; soyez seulement tranquille sur Mantoue : on travaille avec beaucoup d'activité, et je vais fortifier toutes nos positions par des redoutes, qui feront tout voir à l'ennemi de venir nous trouver.

CHARLES-LOUIS LAFAYE.

Rome, le 4 vendémiaire an 8 (23 septembre 1798).

Au général Bonaparte.

Je vous envoie ci-joint deux émiss du pape : le premier, pour manifester que sa Sainteté ne se regarde pas comme en guerre et n'ordonne que des mesures défensives ; le second, pour instituer une garde civique pour la sûreté de la ville de Rome.

Je vous envoie aussi copie de la dépêche du roi de Naples à M. le marquis del Vasto, pour l'autoriser à venir traiter de sa part avec le pape.

Cet envoyé a eu avant-hier une longue audience du pape, en présence du secrétaire d'état. On regarde comme conclue la liasse entre ces deux cours. Sa majesté apostolique fait armer 10,000 hommes, les Anglais promettent de donner de l'argent, le pape fournira 8,000 hommes et du matériel à tout le peuple.

Entre deux cours extravagantes l'accord n'est pas aisé à établir : on m'assure que le traité n'est pas encore signé.

M. Acton se verrait obligé de quitter sa place s'il signait avec la France un traité qui prouverait combien il a mal dirigé son maître jusqu'à présent. Il sait bien que les troupes napolitaines seront vaincues si l'on en vient à combattre : il veut du moins gagner du temps.

Si ces troupes restent à la frontière, les Français forceront vite un des points de sa ligne et l'ont promptement à Naples faire l'affaire. M. Acton veut que le pape ait deux actes : il a vraiment beaucoup de monde. La

moitié, qui sera avancée dans l'état ecclésiastique, retirée des troupes un peu mieux armée. Les troupes luthériennes s'enfuiront à la frontière, où il y aura encore un combat à livrer. Après cette seconde et dernière défaite, le généralissime Acton s'embarquera sur une frégate et ira en Angleterre jurer de la fortune et de la faveur de M. Pitt. Ses maîtres deviendront ce qu'ils pourront : l'état ecclésiastique sera aboli.

M. Acton se flatte qu'il sera toujours temps de signer une paix tri-dart, lorsque les Français seront à Rome, et qu'après avoir perdu en entier les affaires du pape, il pourra obtenir davantage sur l'état ecclésiastique.

Ce pays-ci est livré à l'influence étrangère : la famille Albani, rattachée à l'Autriche, a un grand ascendant. Les plus belles places de la cour de Rome sont occupées par des Bapstains, les Anglais ont une foule d'ambassadeurs et de créanciers à gages. Le pape est un homme bon et, mais violent et orgueilleux, que l'on a échauffé et qu'on souleuvre dans l'esprit de vertige; personnel lui ne s'intéresse au bien du pays : le peuple se nourrit de folles aberrations.

Les agents d'Autriche, de Londres, de Naples résistent leur influence pour que ce pays soit vicieux : il leur suffit de nous opposer un obstacle de plus, en nous tenant la main contre nous. Il y a des gens qui voudraient ne faire rien pour le peuple, afin de l'entraîner à se défendre contre les Français, pour en éviter la vengeance. Vous ne pouvez vous faire une idée de l'état d'oppression des esprits dans l'Italie inférieure. La présence des armées pourra seule rectifier les opinions, en formant le bon-

che aux déclarations forcées que les cours récom-
pensent.

Je crois qu'on ne signera le traité proposé ni à Rome
ni à Naples, sans la présence des armées. Si nos forces
sont nécessaires ailleurs, rien ne presse : laissons ces
deux états se valoir davantage par eux-mêmes ; mais il
n'y a plus moyen de reculer d'un pas sur ce qui est
arrivé : cela diminuerait trop l'idée de nos forces. Quand
l'empereur sera obligé et réduit à signer la paix, pourvu
qu'on n'y compromette ni Rome ni Naples, ces deux
états seront à la discrétion du directoire.

Cette ligne avec l'empereur, Rome et Naples avait,
bientôt fortifiée par l'adhésion de Venise, de Turin, de
la Toscane, si on pouvait se flatter de nous chasser d'Ita-
lie. Voilà pourquoi il ne faut pas agir au-delà de ce
qui s'est opéré, sans bien examiner nos forces, qu'il ne
faut plus compromettre, en exposant trop une si grande
fortune.

Je vous prie, citoyen général en chef, d'observer
sur quel ton M. le cardinal secrétaire d'état m'a écrit,
dans la note ci-jointe, au sujet d'un détachement fran-
çais parti vers la France. J'ai tâché de lui répondre de
manière à le redresser, ainsi que vous le verrez dans
la copie ci-jointe de ma réplique.

Il me paraît qu'on s'est trompé à Livorno, en en-
voyant un détachement à Farnese comme si c'était un
sief impérial : il appartient au pape. Le prince Chigi,
qui en est le propriétaire, vient de me garantir par
écrit, sur sa parole d'honneur, que jamais sa famille
n'avait pris d'investiture impériale ni payé aucune con-

tribution à l'empereur. J'écris au citoyen Miot pour qu'il examine cette affaire avec le commandant de Livourne; je serais fâché que, dans un moment de doute et de fermentation, la suspension d'armes avec le pape fût compromise avant que le directoire ou le général en chef l'eussent ordonné.

Je vous prie, général, d'agréer mon dévouement.

CACCIOPOLI.

Rome, le 8 vendémiaire an 5 (26 septembre 1796).

Al général en chef.

Je vais répondre aux différents articles de votre dernière lettre.

La cavalerie, d'après l'arrangement que vous avez agréé à Venise, sera partagée en trois brigades: la première est celle du général Bismont, la deuxième, celle du général Murat, et la troisième, celle du général Loche. Vous trouverez ci-joint le détail de répartition. Il n'y a pas encore un seul cheval arrivé à Cremonne; mais Landrinet en a trouvé trois cents seuls à Ruggiolo dans un chemin abandonné, et il me les envoie; j'en ai avec 300 hommes de la soixante-neuvième brigade, que je fais venir de Cremonne.

Établissez à San-Brandino le dépôt de munitions, dont vous ordonnez la formation; je pense comme vous que cet emplacement sera excellent.

Comme nous n'avons plus d'auto-de-vie, et que Cremonne n'en fournit plus, je profite de celle qui est à Mo-

dant, et je donne en conséquence l'ordre au commandant des gardes chargé des deux divisions d'en faire venir.

Je suis convenu de tout avec le général Laspinois ; mais, comme nous manquons de caissons, et que nous ne pourrions les remplacer, je fais prendre dans les bataillons, des caisseliers servants. Cette mesure est de la plus stricte nécessité.

L'ennemi a fait hier matin une sortie qui ne lui a pas réussi ; je vous envoie copie du rapport que m'en a fait le général Chabot.

Notre marine n'aura pas le train que cela va, nous n'aurons pas un bateau armé sur le lac avant quinze jours. Poulami est resté en force à Montevideo.

La dernière victoire de Montevideo est belle sans doute ; mais la victoire d'une armée qui s'en décampe peu malin, ne nous sert pas beaucoup, et je crains que nous serons obligés de ne compter que sur nous. S'il faut possible de tomber sur les ennemis avant qu'ils aient rassemblé leurs troupes, qu'en pensez-vous, général ? Vous pouvez disposer de 30,000 hommes d'infanterie, de 2,000 hommes de cavalerie : une petite marche révolutionnaire les démontrerait bien. Quelque chose que vous fassiez, général, servez bien vous les plus sincères, pour votre succès et votre gloire. Rouman.

P. S. Je reçois dans le moment, général, votre lettre par mon aide-de-camp. Je crains qu'il serait possible, de s'emparer des ouvrages de Puderla, et qu'on pourrait aussi s'y loger ; mais j'attends que cela nous averti-

serait beaucoup de monde, et, quant au blocus, l'ennemi est si bien maître de ce côté, qu'il ne peut y entrer ni en sortir personne. Si nous risions de quoi recommencer le siège, à moins qu'il ne s'en empêche, mais alors cela serait beaucoup plus facile, parce que, en faisant tomber quelques bombes dans l'ouvrage, on en éloigne ceux qui le défendent et on peut le battre en flanc avec des pièces de siège.

Je pense que la surprise en est possible, mais que nous aurons de la peine à nous y maintenir. Au reste, si quelques jours de plus n'y faisaient rien, je pourrais espérer que la fièvre ne donnait quelque relâche et me permettrait d'y pénétrer, j'en écris au général Dablonque et aux ingénieurs; c'est pour le moment tout ce que je puis faire, ne pouvant monter à cheval et encore moins aller à pied. Dans deux jours, je vous en écrirai.

J'aurais fait imprimer des proclamations à Mende et les ferai afficher dans tout les environs de Mende.

Les péripatétiques et le grand nombre de bateaux que l'ennemi a mis dans l'Arrière associant le projet d'une sortie anticipée et sensiblement du côté de Saint-Georges, où nos forces sont diminuées d'une manière effrayante. Cette division a perdu 1500 hommes depuis quinze jours, et on ne peut plus garder les ports.

Le premier régiment de husards partira dans deux jours pour Legnano, ainsi que le reste du régiment de dragons, parce qu'il est nos colonnes mobiles seront retrées. Il faudrait que le premier régiment de car-

Serie- viat à Roverbella , et si le diquisme de conseil-
ric n'est pas avéré , jusqu'à ce moment je garderai un
détachement de vingt-cinq de dragons.

Rome, le 2 ventôse an 5 (1e septembre 1796).

Au général Bonaparte.

Je sors, après la validation, que trois seuls
Français sans armes ont été à Faenza paisiblement ;
ainsi par la même voie de la part de nos troupes.
Je vous envoie ci-joint copie de deux nouvelles notes.

On dit que M. le marquis del Tasso traverse auprès
du pape quelques difficultés à conclure le traité d'al-
liance ; on dit que la principale vient de ce que le pape
se refuse à déclarer que la guerre que nous ferons à l'É-
tats inférieurs n'est une guerre de religion.

Je ne suis pas à portée de bien connaître ce qui se
traite secrètement entre Rome et Naples. Tout me par-
rait tendre à précipiter et à abîmer d'abord l'état ecclé-
siastique , qui n'est que le pays des rêves ; je me rendrai
peu de vous , général , après mon départ de Rome , s'il
a lieu. Faut-il reprendre un peu d'autorité d'un grand
homme , après avoir été si long-temps au milieu d'enfants ?

Je vous prie, citoyen général, d'agréer mes différen-
ciement.

Caraccioli.

AN QUINZE-PIÈRE dE TRENTE, le 9 vendémiaire an 5
(30 septembre 1796).

Al général Bonaparte.

La dix-huitième de bataille est toujours à Saint-George et à la Fausette, d'après l'ordre que le général Kléberme lui en a donné, sans que j'en aie rien su par lui; elle était restée à Ravarbella en conséquence de l'ordre du général Berthier.

Un officier supérieur que j'avais envoyé en tournée pour faire rentrer les troupes détachées de ma division, n'a pu revenir par Bassano: l'ennemi occupe Castel-Franco, Santa-Lucia et pousse des reconnaissances jusqu'à Bassano.

J'étais à Muret pour qu'il m'envoie un régiment de cavalerie pour faire faire des reconnaissances jusque sur Vicence; j'ai été obligé de donner l'ordre au général Pigeon de rejoindre sa brigade: je l'avais laissé à Ravarbella, n'ayant que lui. Victor est absent et Rampon bien malade. Donnez ordre à la dix-huitième demi-brigade de venir me joindre.

Martini.

ANQUIN DIX-PIÈME dE TRENTE, le 10 vendémiaire an 5
(1^{er} octobre 1796).

Al général Bonaparte.

Je désireais que vous me fassiez passer de suite la seizième-quinzième demi-brigade, qui doit se rendre à

Montebello; avec ce confort, je tendrai sans contredit huit jours à Bassano, comme vous le désirez, et encore bien mieux quand une fois j'aurai reçu toutes les trouppes que vous m'annonces. Je ferai, comme à mon ordinaire, tout ce qui dépendra de moi pour secourir en tout vos intentions : je tiendrai continuellement l'ennemi en échec par mes fréquentes reconnaissances.

Veuillez bien, mon général, me faire prévenir du départ des deux demi-brigades que Vanbois doit m'envoyer en descendant la Brenta, pour que je puisse profiter de ce moment pour prendre entre deux feux les Tyroliens qui se trouvent du côté de Borge, en envoyant de mon côté à leur rencontre.

Le château de Cavale serait déjà détruit si j'avais eu un officier du génie et quelques sapeurs de plus ; je n'en ai que neuf en tout, et je n'ai qu'un lieutenant du génie qui est toujours malade et ne peut m'être d'aucune utilité.

Le nombre des malades diminue à l'embouchure du Bassano ; j'entends demain visiter les hôpitaux de Vicenza et de Montebello.

Mantova.

*De quartier-général à Milan, le 22 novembre au 3
(2 heures 15/2).*

Au Directeur aulicatif.

Le peuple de la Lombardie se prononce chaque jour davantage; mais il est une classe très-considérable qui désirerait, avant de jeter la膏 à l'empereur, d'y être

CORRESPONDANCE

invitée par une proclamation du gouvernement, qui fût une espèce de gage de l'avenir que la France prendra à ce pays-ci à la paix générale.

Cette résolution du gouvernement, et l'arrêté qui établissait un gouvernement régulateur, et qui reconnaissait dès aujourd'hui l'indépendance de la Lombardie, avec quelques modifications pour la durée de la guerre, vaudrait à l'armée autant qu'un secours de trois à quatre mille hommes.

Les troupes qui se consacrent sont innombrables : au milieu de la guerre, il ne s'est pas été possible d'y porter un coup-d'œil sévère, mais aujourd'hui, pendant le séjour à Milan que les circonstances me permettent, je vous promets de leur faire une guerre vive : je vous annoncerai bientôt que le conseil en aura fait justice d'une douzaine.

Désormais le peuple de la Lombardie, plus heureux, sentira moins le poids de l'armée, et sera moins sujet aux venétiens. Il n'en est pas de même du malheureux Mantoue : le même frein en pensant à la mode de coiffes qui désolent ce pays. J'en fais quelques dispositions pour atténuer le mal.

Polagas et Fermeo, n'ayant pas de troupes, sont les plus heureux du tout : on vient d'y établir des surveillans ; ils font comme les anciens agents militaires de la Lombardie, qui se sont pour la plupart saisis avec une sagesse, ils porteront la dissolution dans ce beau pays. Je vais avoir soin de m'en faire rendre compte.

Reggio a fait sa révolution et a secoué le joug du duc

de Modène. C'est peut-être le pays d'Italie qui est le plus prononcé pour la liberté.

Modène avoit essayé d'en faire autant ; mais les quinze cents hommes de troupes que le duc y tient en garnison ont fait sen sur le peuple et dissipé l'insurrection. Je crois que le plus court de tout ceci seroit de déclarer l'armistice rompu , vu qu'il est encore dû cinq à six cent mille livres, et de mettre cette place à l'instar de Bologne et de Reggio. Ce seroit des ennemis de moins que nous aurions, car la régence ne dissimule pas la cruauté que nous lui inspirons, et la joie qu'elle prend des succès des ennemis. Je vous prie de vouloir bien me présenter vos ordres là-dessus.

Je crois qu'il ne faut pas laisser cet état dans la situation de déchirement où il se trouve , mais déclarer au plénipotentiaire que vous avez à Paris les négociations rompues. Au lieu d'avoir un nouvel ennemi, nous aurions au contraire des secours et des alliés, les peuples de Modène et de Reggio réunis. Cependant, comme la face des affaires change tous les quinze jours dans ce pays, puisque cela suit les opérations militaires, et qu'il ne faudroit pas que votre rupture avec Modène arrivât dans un instant où je ne pourrais pas disposer de quinze cents hommes, pendant quelques jours, pour établir un nouvel ordre de choses dans ce pays, vous pourriez déclarer à l'envoyé de Modène que vous n'avez rien conclu sur vos intentions², et que vous ne chargez de la conclusion de la paix avec son prince. Il viendrait alors au quartier général, ayant soin de lui signifier qu'il y soit rendu avant deux jours. Je lui déclarerais alors que

toutes négociations sont rompues, dans le même instant que nos troupes entrèrent dans Modène, feront pour les armes à la garnison, prendront pour drapeaux les plus beaux armoiries, et mettront en place les aigles de la liberté de Modène.

Vous aurez alors Modène, Reggio, Bologne et Ferrare, où la masse du peuple se forme tous les jours pour la liberté, et où la majorité nous regarde comme libérateurs, et notre cause comme la leur.

Les états de Modène arrivent jusqu'au Mantouan ; vous sentez combien il nous est intéressant d'y avoir, au lieu d'un gouvernement ennemi, un gouvernement dans le genre de celui de Bologne, qui nous serait entièrement dévoué. Nous pourrions, à la paix générale, donner le Mantouan au duc de Parme, ce qui serait politique sous tous les rapports ; mais il serait utile que vous fûtes consultés cela à l'ambassadeur d'Espagne, pour que cela revienne au duc de Parme, ce qui l'engagerait à nous rendre beaucoup de services. Puisque nous sommes alliés avec l'Espagne, il ne serait point indifférent que le duc de Parme réduise à notre usage un de ses régimens de sept à huit cents hommes : cela nous rendrait disponible un pareil nombre de nos troupes, et ferait que tous les habitans du duché de Parme regarderaient notre cause comme la leur, ce qui est toujours beaucoup. J'emploierai ce corps devant Mantoue, au point d'écarter des prisonniers et des ennemis, ce que nos gens font très-mal : sur quatre mille prisonniers, il s'en s'en va ordinairement mille ; ce qui est produit par le petit nombre d'écarts que je peux y mettre. J'ai en-

servé, pour les escortes, de quatre cents hommes militaires, ce qui m'a parfaitement réussi ; il faudrait aussi que le duc fût obligé de nous fournir un bataillon de pionniers fort de huit cents hommes, avec les outils.

Éloigné comme nous sommes de la France, ce sera pour nous un bon secours que l'alliance de ce prince, puisque ses états sont sur le théâtre de la guerre.

Les barbares déciment nos communications. Comme sont plus des villages isolés, ce sont des corps organisés de quatre à cinq cents hommes. Le général Garnier, à la tête d'une colonne mobile que j'ai organisée, occupe dans ce moment-ci Tende ; il en a arrêté et fait fusiller une douzaine.

L'administration du département du Var s'est refusée à fournir deux cents hommes que j'ai mis en réquisition pour la formation de cette colonne mobile. Le général Willet non-seulement a refusé d'obéir à un ordre que j'ai donné pour le départ du dixième bataillon de l'Ain, mais encore il a retenu la seule demi-brigade, que le général Chabran-marchandou envoyait à Parme, et un escadron du dix-huitième régiment de dragons. Ce général a cependant huit mille hommes dans sa division, troupes suffisantes pour conquérir le midi de la France, s'il était en révolte.

Je tiens en respect et je fais la police dans un pays ennemi plus étendu que toute sa division, avec huit ou neuf cents hommes. Ce général a des opinions trop engagées, et embrasse trop les différentes opinions des parties qui déchirent la France, pour pouvoir maintenir l'ordre dans le Midi sans une armée puissante.

Le général Willot a servi, au commencement de la révolution, à l'armée d'Italie; il jouit de la réputation d'un brave homme et d'un bon militaire, mais d'un royaliste enragé. Ne le connaissant pas, et n'ayant pas eu le temps de peser ses opérations, je suis bien loin de condamner ses jugemens; mais ce qui ne paraît bien avoir, c'est qu'il agit dans le Midi comme dans la Vendée, ce qui est un bon moyen pour la faire mal.

Quand on n'a égard à aucune autorité constituée, que l'on déclare en masse tous les habitans de plusieurs départemens indignes du nom de citoyens, on veut en se former une armée considérable, on faire mal la guerre civile; je ne vois pas de parti raisonnable. Si vous laissez le général Willot à Marseille, il faut lui donner une armée de vingt mille hommes, on vous attendra ses succès les plus effrayans.

Quand une ville est en état de siège, il me semble qu'un militaire devient une espèce de magistat, et doit se conduire avec la modération et la décence qu'exigent les circonstances, et il ne doit pas être un instrument de faction, un officier d'avant-garde. Je vous soumetts toutes ces réflexions, spécialement par la nécessité que j'ai d'avoir des troupes.

Je vous prie aussi d'être de nouveau mes ordres la même division, parce que les principes et la conduite du général Willot ne sont pas ceux qu'il doit avoir dans sa place, et que je ne croirois déshonoré de voir, dans un endroit où je commande, se former un ferment de trouble, et de souffrir qu'un général sous mes ordres ne soit qu'un instrument de faction.

Par sa désobéissance et par ses insubordinations, il est la cause des horreurs qui se commencent dans ce moment dans le département des Alpes maritimes. Le général des troupes chefs-d'œuvre d'Italie a été obligé de rentrer à Gênes; il est été poé par les barbares. Si le général Willot n'obéit pas sur-le-champ à l'ordre que je lui ai donné de faire partir la quatre-vingt-troisième demi-brigade, mon projet est de le suspendre de ses fonctions. Non même, dans ce moment-ci, n'est pas en sûreté.

Les barbares tiennent leurs forces du régiment provincial de Nice, que le roi de Sardaigne a licencié; peut-être serait-il utile de faire un corps particulier de tous les habitants des Alpes maritimes qui se sont trouvés engagés dans le régiment provincial et le corps franc au moment de la guerre. On pourrait, dans ce cas, déclarer qu'ils ne reprendront leurs droits de citoyens qu'après avoir servi deux ans sous les drapeaux de la république.

J'ai écrit au ministre des affaires étrangères et au roi de Sardaigne lui-même des lettres très-fortes. J'espère que tous les jours le nombre de ces brigades sera moins redoutable.

J'ai envoyé à Turin le citoyen Ponsard, secrétaire de la légation à Gênes, sonder les dispositions de ce cabinet pour un traité d'alliance; il nous faut ce prince ou la république de Gênes. J'avais même décliné une entrevue avec le ministre des affaires étrangères du roi de Sardaigne, mais cela n'a pas pu s'arranger.

BONAPARTE.

*De quartier-général à Milan, le 10 vendémiaire an 6
(4 novembre 1797).*

À l'Directoire exécutif.

La république de Venise a peur, elle traite avec le roi de Naples et le pape; elle se fortifie et se retranche dans Venise. De tous les peuples de l'Italie, le vénétien est celui qui nous hait le plus; ils sont tous armés, et il est des cantons dont les habitans sont libres. Leur présence à Paris leur écrit que l'on s'arme, sans quoi tout est perdu: on ne fera rien de tous ces grou-là si Mantoue n'est pas prise.

Le roi de Naples a soixante mille hommes sur pied, il ne peut être attaqué et défilé que par dix-huit mille hommes d'infanterie et trois mille de cavalerie. Il semblerait possible que, de concert avec l'Autriche et Rome, il portât un coup sur Rome et ensuite sur Bologne et Livourne: ce corps pourrait être de quinze mille hommes, et inquiéterait beaucoup l'armée française.

Le grand-duc de Toscane est absolument nul sous tous les rapports.

Le duc de Parme se conduit assez bien; il est nul sous tous les rapports.

Rome est forte par ses fortifications; si elle se montre contre nous, elle peut accroître de beaucoup la force du roi de Naples, s'obliger à seule trois mille hommes de plus sur nos derrières, par l'inquiétude qu'elle mettrait dans l'esprit de ces peuples: seule, sans Naples, il faudrait deux mille hommes d'infanterie et quinze cents de

cavalerie pour la soutenir. Si elle arme, le fantôme lui donne quelque force; il y aurait du sang de répanda : réunie avec Naples, l'on ne peut marcher à Rome avec moins de 22,000 hommes d'infanterie et 2,000 hommes de cavalerie; et si l'on voulait aller à Naples après avoir été Rome, il faudrait une armée de 25,000 hommes d'infanterie et de 3,500 de cavalerie. Je pense que 6,000 hommes d'infanterie et 500 de cavalerie suffiraient pour tenir les états du pape en respect, ce s'y conduisant avec adresse et caractère, une fois que l'on s'en serait rendu maître.

Le roi de Sardaigne lance la rébellion des barbares. Si Naples et Rome agissent contre nous, il faudra 3,000 hommes de plus dans les places du Piémont.

Géner. Le 16 de ce mois, le ministre Foyoult présentera une note au sénat, et nous serons notre opinion; conformément à vos ordres, si elle réussit, nous pourrions compter sur le gouvernement.

Si vous persistez à faire la guerre à Rome et à Naples, il faut 25,000 hommes de renfort, qui, joints aux 22,000, nécessaires pour tenir tête à l'empereur, font un renfort de 45,000 hommes qu'il faudrait. Si vous faites la paix avec Naples et qu'il n'y ait que Rome, il serait possible, avec les seules forces destinées à tenir tête à l'empereur, de profiter d'un moment favorable pour l'attaquer; il faudrait cependant sur un accroît de 3,000 hommes.

Je crois que vous ne pouvez faire à la fois, dans la position actuelle de la république, la guerre à Naples et à l'empereur. La paix avec Naples est de toute né-

amitié ; restes avec Rome en état de négociations ou d'armistices jusqu'au moment de marcher sur cette ville rebelle.

Rome deviendrait très-forte de sa réunion avec Naples. Si nous sommes battus sur le Rhin, il nous conviendrait de faire la paix avec Rome et avec Naples.

Il est une autre négociation qui devient indispensable, c'est un traité d'alliance avec le Piémont et Gênes. Je voudrais donner Massa et Carrara les deux impératrices à Gênes, et la faire déclarer contre la coalition.

Si vous concluez le traité avec Naples, il ne paraît nécessaire de prendre Lacques et d'y mettre garnison : cette place est forte et bien armée, elle couvre les états de Gênes et offre une retraite à la garnison de Livourne.

Par cette lettre et celles ci-jointes, vous connaîtrez parfaitement notre position. Je n'aurais jamais compté qu'après avoir détruit en une campagne deux armées à l'empereur, il en aurait une plus puissante, et que les deux armées de la république hiverneraient bien loin du Danube : le projet de Trieste et de Naples était fondé sur des suppositions.

J'ai écrit à Vienne, cet soir le courrier part dans le même temps que l'armée se porte sur le Brenta.

Je fais fortifier l'Adda ; mais c'est une faible barrière. Je vous le répète, des secours prompts, car l'empereur fait déjà filer ses troupes.

La négociation avec Rome a été mal conduite ; il fallait, avant de partir, qu'elle eût rempli les conditions de l'armistice. On pouvait en même attendre quelques jours et l'on aurait facilement eu les 5,000,000

du second paiement, dont une partie était déjà arrivée à Rome. On a montré au pape tout le traité à la fois : il fallait au contraire préalablement l'obliger à se prononcer sur le premier article; mais serions-nous ne devais pas choisir l'instant où l'armée était dans le Tyrol, et l'on devait avoir à l'appui un corps de troupes à Bologne, qui se serait accru par la renommée. Cela nous coûtait 10,000,000, cinq de dardes et tous les chefs-d'œuvre d'Italie, qu'un retard de quelques jours nous aurait donnés.

Tous ces pays-ci sont si peuplés, la situation de nos forces est si connue, tout cela est tellement travaillé par l'empereur et par l'Angleterre, que la scène change tous les quinze jours.

Si nous ne réussissons pas dans tout ce que nous entreprendrons, je vous prie de croire que ce ne sera faute de zèle et d'activité. BONAPARTE.

Au quartier-général à Milan, le 17 novembre 1797
(8 ventose 1798).

Ala. Directeur exécutif.

Même si je pouvais pas être prêt avant le mois de février, je dois déjà vous l'avoir annoncé; vous tenez par là que notre position en Italie est incertaine, et notre système politique très-mauvais.

Nous avons entamé des négociations avec Rome lorsque l'armée n'était pas remplie, lorsque 10,000,000 de tabac et 5,000,000 de dardes étaient sur le

point de nous être livrés. Rome arme, fascine les peuples; l'on se confie de tous côtés contre nous, l'on attend le moment pour agir, l'on agit avec succès si l'arrêt de l'empereur est un peu enfreint.

Telève est aussi près de Vienne, que Lyon l'est de Paris; en quinze jours les troupes y arrivent. L'empereur a déjà, de ce côté-là, une armée.

Vous trouverez ci-joint toutes les pièces qui vous mettront à même de juger de notre position et de la situation des esprits.

Je crois la paix avec Naples très-essentielle, et l'alliance avec Gênes, ou la cour de Turin, nécessaires.

Faites la paix avec Parme et une déclaration qui prend sous la protection de la France les peuples de la Lombardie, Modène, Reggio, Bologne et Ferrare, et par-dessus tout envoyez des troupes. Il est de nécessité, à la fin d'une campagne comme celle-ci, d'envoyer 15,000 hommes de secours. L'empereur en a envoyé trois fois dans sa campagne.

On gîte tout en Italie, le prestige de nos succès se dissipe; l'on nous craint. Je crois marchant, et très-inquiétant, que vous portiez en considération la situation de votre armée en Italie, que vous adoptiez un système qui puisse vous donner devant, tant du côté des princes que du côté des peuples. Diminuez vos ennemis. L'influence de Rome est insupportable. On a très-mal fait de rompre avec cette puissance; tout cela sert à son avantage. Si j'eusse été consulté sur tout cela, j'eusse retardé la négociation de Rome comme celle de Gênes et de Venise. Toutes les fois que votre général en Italie

ne sera pas le centre de tout, vous concern de grands risques. On n'attribuera pas ce langage à l'ambition; je n'ai que trop d'honneur, et un succès est tellement délabré, que je crois être obligé de vous demander un successeur. Je ne puis plus monter à cheval, il ne me reste que du courage, ce qui est insuffisant dans un poste comme celui-ci.

Tout était prêt pour l'affaire de Gènes; mais le citoyen Fayoult a pensé qu'il fallait retarder. Envoyant de peuples qui fermentent, la prudence veut que l'on se concilie celui de Gènes jusqu'à nouvel ordre. J'ai fait sender par le citoyen Poussielgues la cour de Turin; elle est décidée à une alliance. Je continue cette négociation. Des troupes, des troupes si vous voulez conservez l'Italie.

ROMANET.

À quatre-vingt à Milan, le 15 vendémiaire an 5
(5 octobre 1796).

À la Directoire exécutif.

Cent cinquante hommes de la garnison de Mantoue étaient sortis le 8, à dix heures du matin, de la place, avaient passé le Pô à Borgoforte pour chercher des fourrages; cependant, à cinq heures après midi, nous aperçûmes le drapeau de Mantoue et nous emparant de la porte Poalella et de celle Cernaie, comme j'ai eu l'honneur de vous en instruire par mon dernier courrier. Ce détachement, se trouvant par là séparé de Mantoue, chercha à se retirer à Florence. Arrivé à la Reggio, les habitants en fuite instruits, coururent aux

armes et les empêchent de passer, et qui les obligent à se retirer dans le château de monte Chiorgalo, sur les états du duc de Parme. Les braves habitans de Reggio les poursuivirent, les investirent et les firent prisonniers par capitulation. Dans la facilité qui s'en suivit, les gardes nationales de Reggio ont eu deux hommes tués. Ce sont les premiers qui aient versé leur sang pour la liberté de leur pays.

Les braves habitans de Reggio ont secoué le joug de la tyrannie de leur propre gouvernement, et nous n'hésitons plus à dire aujourd'hui qu'ils seraient soutenus par nous.

BONAPARTE.

*Au quartier-général à Milan, le 17 vendémiaire an 5
(8 octobre 1796)*

Au Directoire exécutif.

Vous trouverez ci-joint, citoyens directeurs, une proposition sur Modène. Ces petits états ne s'enlèvent de vous qu'à regret, je les ai peints. Pourquoi faut-il que je n'aie pas deux brigades pour en faire autant à Rome? Mais je n'ai pas de troupes disponibles, et Naples est là qui nous obligeait à céder. L'affaire de Modène améliore un peu notre position.

Je suis ici entouré de volontaires; j'ai déjà trois commissaires des guerres, deux administrateurs et des officiers au conseil militaire.

BONAPARTE.

Aux quarante-général à Milan, le 20 novembre 1858
(11 octobre 1858).

Aux Directeurs existants.

L'affaire de Modène, citoyens directeurs, a parfaitement réussi : ce pays est content et heureux de se voir délivré du joug qui pesait sur lui. Les passions sont calmées et apaisées. Vous trouverez ci-joint différents imprimés qui vous mettront au fait de la situation que je donne à l'esprit pour opposer l'italien à l'italien, et nous faire des amis des peuples qui, autrement, deviendraient nos ennemis à jamais. Vous y trouverez l'organisation de la légion lombarde. Les couleurs nationales qu'ils ont adoptées sont le vert, le blanc et le rouge.

Parmi les officiers, il y a beaucoup de Français ; les autres sont des officiers italiens, qui, depuis plusieurs années, se battent avec nous à l'armée d'Italie. Le chef de brigade, est un nommé Lahn, milanais : il était aide-de-camp du général Labarre. Je l'avais pris avec moi ; il est connu des représentants qui ont été à l'armée d'Italie, et spécialement du citoyen Rittet.

Vous trouverez ci-joint un manuscrit de l'organisation que je compte donner à la prochaine légion italienne. A cet effet, j'ai écrit aux commissaires du gouvernement pour que les gouverneurs de Bologna, de Modène, de Reggio et de Parme s'entendent à se réunir en congrès cela se fera le 23. Je n'oublie rien de ce qui peut donner de l'énergie à cette immense population, et tourner les

esprit en notre faveur. La Vénée lombarde sera soldée, habillée, équipée par les Milanais. Pour subvenir à cette dépense, il faudra les autoriser à prendre l'argent sur les églises, ce qui vient à peu près à 1,200,000.

Vous trouverez différentes lettres avec différentes notes de citoyens Casati. Tout annonce que, d'ici à un mois, de grands coups se porteront en Italie. D'ici à ce temps, il faudra avoir conclu une alliance avec Gênes ou avec le roi de Sardaigne. Vous serez peut-être aussi très-bien de faire la paix avec le roi de Naples.

J'ai envoyé le citoyen Poussielgue à Turin pour continuer sa négociation, je lui ai dit de vous instruire directement de Turin de l'issue de cette seconde entrevue.

Faites surtout que je sois instruit de votre position actuelle avec Naples. Vous savez que j'ai 2,500 hommes de cavalerie napolitaine, que je fais surveiller, et qu'il faudrait pouvoir, si nous avions de plus fortes raisons de nous méfier de Naples : s'ils agissent de leur côté au même temps que les Autrichiens et les autres puissances, cela ne nous irait pas d'être un secret d'embarras. Au mois de décembre, lorsque je me repliais sur Bragha, je pensais à les faire sentir et je ne l'eus pas.

Le général Servantier m'écrivit de Livourne qu'il le grand-duc avec moi.

Pour peu que ma santé me le permette, croyez que je n'épargnerai rien de ce qui sera en mon pouvoir pour conserver l'Italie.

Vous trouverez ci-joint une lettre du digne Faggeat : il me paraît, d'après cela, qu'on négocie l'al-

fait de Gênes à Paris, et que nous avons bien fait de ne pas nous en mêler. Cette conduite inspire au gouvernement glorieux de la confiance. Je reviens à mon principe, en vous engageant à souffrir avant un mois avec Gênes et Tyrin.

BONAPARTE.

De quarante-sept à Milan, le 10 vendémiaire an 5
(4 octobre 1796)

A Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Hongrie et de Bohême, Archiduc d'Autriche, etc.

Seau, l'Europe veut la paix. Cette guerre dévastatrice dure depuis trop long-temps.

J'ai l'honneur de prévenir votre majesté que si elle n'envoie pas des plénipotentiaires à Paris pour entamer les négociations de paix, le directoire exécutif s'occupe de combler le port de Trieste et de rebâter tous les établissemens de votre majesté sur l'Adriatique. Jusqu'ici j'ai été retenu dans l'expectation de ce plan, par l'espérance de ne pas accroître le nombre des victimes innocentes de cette guerre.

Je désire que votre majesté soit sensible aux malheurs qui menacent ses sujets, et rende le repos et la tranquillité au monde.

J'en ai avec respect, de votre majesté,

BONAPARTE.

*Au quartier-général à Milan, le 11 ventôse an 5
(4 octobre 1796).*

Au chef de l'État-major.

J'apprends, citoyen général, que plusieurs négocians génois, en conséquence d'une intrigue, sont sortis avec grand fracas de Gênes, et se sont réfugiés à Milan, laissant entendre qu'ils sont instruits que les Français doivent bombarder Gênes. Vous voudrez bien leur donner ordre de sortir sans-champ de la Lombardie, et de retourner à Gênes, ayant à cœur d'être aux malveillans les moyens d'inquiéter le brave peuple de Gênes auquel l'armée d'Italie a des obligations essentielles, tant pour les biens qu'il nous a procurés dans les moments de détresse, que par l'amitié que de tout temps il a témoignée pour la république.

Dans ce moment où ils veulent se former leur parti sur-anglais et de chasser le ministre de l'empereur qui avait toujours le républicanisme des âmes impérieux, ils ont des droits plus particuliers à la protection de la république française.

BONAPARTE.

*Au quartier-général à Milan, le 12 ventôse an 5
(4 octobre 1796).*

Au citoyen Garreau, conseiller du gouvernement.

Nous avons le plus grand besoin d'argent, soit à l'armée, soit en France : je crois donc qu'il faudrait que vous priâtes ce soir des mandats pour faire remonter le plus

qu'il sera possible des sommes sur les créances de la chambre, les capitales de l'archidiocèse et les créances concédées sous le nom de Rivelles : ces trois objets pour-
ront nous être d'une grande ressource, et vous savez
que nous avons besoin de ne rien épargner.

BONAPARTE.

*À monsieur-général à Viterbe, le 15 novembre an 5
(5 octobre 1796).*

À cardinal Mazarin.

Les circonstances dans lesquelles vous vous êtes
trouvés, Monsieur, étaient difficiles et nouvelles pour
vous ; c'est à cela que je vous bien attribuer les succès
épistolaires que vous avez obtenus. Les vertus morales
et chrétiennes que tout le monde s'accorde à vous ap-
prouver, ne font désirer vivement que vous vous rendiez
dans votre diocèse. Amenez tous les ministres du culte
et les religieux des différentes congrégations, de la pro-
tection spéciale que je leur accorderai toutes les fois en-
pendant qu'ils ne se mêleront pas des affaires politiques
des nations.

BONAPARTE.

*À monsieur-général à Viterbe, le 15 novembre an 5
(5 octobre 1796).*

À Son Excellence Bonaparte.

J'ai l'honneur de communiquer à votre sainteté un
passaport qui circule dans le Royaume, afin de con-

en

CORRESPONDANCE

soit s'il est officiel, ou s'il est publié par les organes de la religion et de votre salut.

Romanin.

*Au quartier-général à Milan, le 25 novembre au 5
(8 heures 1798).*

Alto-citoyen Faypaul, ministre de la république française à Gênes.

J'apprends, citoyen ministre, que le citoyen Gaudin, commissaire ordonnateur de l'armée, se trouve à Gênes, je vous prie de le faire arriver et conduire à Milan.

Romanin.

*Au quartier-général à Milan, le 25 novembre au 5
(8 heures 1798).*

Au chef de l'état-major.

Vous ferez arriver et conduire à Milan le commissaire des guerres Flagar, partout où il se trouvera. Il est accusé d'avoir rendu un sonnet de quinquins. On prétend qu'il est à Livourne.

Romanin.

*Au quartier-général à Milan, le 26 novembre au 5
(2 heures 1798).*

Au Commissaire du gouvernement.

Il faudroit, je crois, réunir un congrès à Modène et à Bologne, et le composer des députés des états de

Ferrare, Bologne, Modène et Reggio; les dépense seront payées par les différents gouvernemens, de manière que l'assemblée soit composée d'une centaine de personnes. Vous pourriez faire la distribution proportionnée à la population en faisant un peu Reggio. Il faudrait avoir soin qu'il y ait parmi ces députés des nobles, des prêtres, des cardinaux, des négocians et de tous les états, généralement estimés patriotes. On y arrêterait, 1°. l'organisation de la légion italienne; 2°. l'on ferait une espèce de déclaration pour la défense des communs; 3°. ils pourraient envoyer des députés à Paris pour demander leur liberté et leur indépendance. Ce congrès ne devrait pas être convoqué par nous, mais seulement par des lettres particulières: cela produirait un grand effet, et serait une base de confiance et d'union pour les potentats de l'Europe, et il est indispensable que nous ne négligions aucun moyen pour répondre au fascisme de Rome, pour nous faire des amis et pour assurer nos derrières et nos flancs. Je desirerais que ce congrès fût tenu le 23 de ce mois. Je vous prie de prendre en grande considération cet objet, je ferois en sorte de m'y trouver pour cette époque. Nous sommes ici tous en soin, et tout coûte. Procurez-vous de l'argent.

BONAPARTE.

*Au quartier-général à Milan, le 19 novembre au 2.
(10 octobre 1796).*

Au chef de l'état-major.

Vous voudrez bien, général, donner l'ordre de faire mettre l'officier qui commandait la porte de la Chaux.

lots de l'affaire du 21 thermidor, et le filer ensuite au conseil militaire comme trahison ou lâcheté, ayant rendu ce poste sans raison et sans y être forcé.

BONAPARTE.

Paris, le 24 thermidor an 5 (2 octobre 1798)

Le Directeur exécutif au général Bonaparte, commandant en chef l'armée d'Italie.

Vous venez appelé le premier, citoyen général, l'attention du gouvernement sur les occasions dont la conquête de l'Italie doit enrichir le Muséum français, et vous avez demandé que des savans et des artistes fussent chargés de recueillir ces précieuses dépouilles; ainsi, il sera agréable pour vous de consacrer à l'exécution d'une mesure utile à la commission que nous avons nommée à cet effet. Nous sommes assurés que les membres qui la composent éprouvent des besoins auxquels la générosité nationale doit s'empressez de pourvoir, et sur lesquels ils ont négligé jusqu'ici de l'insister par une délicatesse mal entendue.

Nous vous invitons, en conséquence, citoyen général, à faire délibérer, de concert avec nos commissaires près l'armée, à cette commission les sommes nécessaires à l'entretien de ses membres, et que l'utilité de leurs travaux réclame.

L. H. RIÉVALDAN-LAROS.

Paris, le 12 vendémiaire an 5 (8 octobre 1796).

Le Directoire exécutif au général Bonaparte.

Le directoire, intéressé, citoyen général, à accélérer le moment où la démolition des places fortes piémontaises doit être terminée, veut sjoindre au aide du général en chef Bellemare et aux moyens qu'il emploie à ce travail important pour la France. Il vous invite, en conséquence, à obtempérer avec empressement à la demande que vous faite en général d'une compagnie de mineurs. Votre situation présente fait pressentir que ce secours donné à l'armée des Alpes n'influera en rien sur les derniers efforts que vous allez tenter pour assurer à la république française la conquête de l'Italie, et dont nous espérons les succès les plus glorieux.

L. M. Bernadotte-Lafayette.

Paris, le 15 vendémiaire an 5 (8 octobre 1796).

Le Directoire exécutif au général Bonaparte.

Votre courrier du 11 vendémiaire vient d'arriver, citoyen général, au moment du départ de celui que nous retenons pour le charger de la présente dépêche. En parcourant vos lettres, l'objet qui nous a particulièrement frappé, c'est la demande de renforts que vous nous faites : nous en reconnaissons nous-mêmes la nécessité, et nous donnerons immédiatement des ordres pour rassembler encore quelques troupes des côtes de

l'Océan, et vous les envoyer. Voici, en attendant ce secours éloigné, malgré la célérité que nous prescrirons à cet égard, le relevé des ordres que le ministre de la guerre a donnés dans la première décade de ce mois, pour et qui vous concernent, en vertu de nos dispositions péfidescentes.

Quatre mille hommes partiront sans délai des côtes de l'Océan pour l'Italie (5000 seront tirés aussi immédiatement des quarante et dix-septième divisions pour la même destination, à l'exception de 2000 hommes qui sont en marche pour Toulon, où ils seront affectés à la marine, 2000, pris dans les divisions territoriales du Midi, et rendus à l'armée des Alpes.

Comptes, citoyen général, que nous mettrons à votre disposition tous les moyens qui sont en notre pouvoir pour remplacer les pertes de l'armée que vous commandez, et la mettre en état d'achever sa glorieuse campagne par la prise de Mantoue et la défile des nouvelles troupes que l'empereur pourrait envoyer à son secours. Il faut à tout prix consolider la conquête de l'Italie, non pour l'agrandissement de la république, mais en faveur de la paix.

Nous répondrons incessamment aux autres objets de vos dépêches. Bérnardin-Lavare, *présid.*

Paris, le 17 ventôse an 5 (4 octobre 1796).

Le Directeur exécutif au général Bonaparte.

Un arrangement vaux être conclu avec la république de Gènes, lorsqu'une dépêche du citoyen

Faypault est arrivé sur la situation de ce pays. Ces dépêches faussent peut-être que vous avez dépeint des troupes sur Gênes, nous nous hâtons de vous prévenir pour que nos engagements ne soient point violés. Une autre considération non moins impérieuse, c'est la présomption où nous sommes que les Autrichiens feront encore filer des renforts au secours de Mantoue dont la perte doit leur être tout jugée pour l'Italie, et il est pour nous de la plus haute importance de prévenir ces dangers. En attendant que la chartre des négoci ait formé le passage du Tyrol, soyez constamment en mesure de protéger en force le siège de cette place, dont la prise nous offre un succès décisif.

L'armée de Sambre et Meuse est évidemment formidable par les renforts qu'elle a reçus de celle du Nord, et nous lui résistons les ordres les plus pressés de se mettre en mouvement. Le général Moreau, quelque inquiété sur ses flancs et sur ses derrières, oseroit néanmoins une contenance imposante. Il est obligé de se replier pour garder ses communications qui se trouvent très-gênées, mais sa marche se fait avec ordre et sûreté, et il reprendra l'offensive aussitôt que l'armée de Sambre et Meuse avancera sur la Lahn.

Si nous réussissons, comme nous l'espérons, à secourir des quartiers d'hiver solides sur la rive droite du Rhin, cet avantage, joint à la conquête de l'Italie, assurera aux armées de la république la campagne la plus glorieuse, et nous avons lieu de le regarder d'avance comme décisive pour le pays. L. M. Bismarck-Lesau.

Paris, le 22 septembre au 3 (21 octobre 1798).

Le Directoire exécutif au général Bonaparte.

Le directoire s'est fait représenter, d'après général, la lettre dans laquelle vous l'assurez de la Lombardie et de quelques autres états de l'Italie. Il ne peut pas être désavantageux que le Milanais se prononce jusqu'à un certain point en faveur de la liberté et du gouvernement républicain ; car si nous sommes repoussés de l'Italie, cette situation des esprits pourroit occuper les esprits d'une manière qui ne nous seroit pas hostile, et, pendant que nous y séjournerions, il nous auroit le plus disposé en notre faveur, que peut à nous combattre au premier revers : mais si nous inclinons les habitants de la Lombardie à se rendre libres ; si nous leur donnons états une espèce de garantie, qui nous engageroit, en quelque sorte, à ne pas répéter leurs infortuns des nôtres au moment de la paix continentale, nous agissons, nous courtois, impolitiquement, et en succédant à cette mesure, nous préparons nous mêmes des obstacles majeurs à cette paix, qui fait l'objet des vœux des Français en général et du directoire en particulier. La politique et nos intérêts, bien entendus et bien envisagés ensemble, nous prescrivent de mettre même des barres à l'enthousiasme des peuples du Milanais, qu'il s'agit de maintenir toujours dans des sentiments qui nous soient favorables, sans nous exposer à voir prolonger la guerre actuelle par une protection ouverte, et en les encourageant trop

fièrement à manifester leur indépendance. N'oublions pas qu'il nous sera demandé des dédommagemens en Italie pour les pays que notre allié futur nous recommanda de conserver sur la rive gauche du Rhin, et que nos alliés en Allemagne ne pourront que dissuader l'acte que nous serions pu avoir d'attribuer au despotisme une partie de la pénurie dont vos talens et la bravoure de l'armée que vous avez placés sous votre commandement, vous ont momentanément rendus les maîtres. La reddition de la Lohardie, ou sa cession, peut devenir le gage d'une paix durable, et, quoique nous n'ayons rien arrêté à cet égard, nous pensons qu'il y aurait de l'imprudence, dans les circonstances actuelles, à vous interdire les moyens de la faire à ce prix.

Nous voyons avec plaisir que vous profitez du moment de loisir que vous ont préparé vos succès, pour poursuivre avec vivacité les leçons et les dissidulations, qui, par leurs discordes, obscurcissent la gloire de l'armée qui vous obéit. La guerre que vous allez leur faire n'est pas moins utile que celle que vous avez faite, d'une manière si digne d'éloges, aux ennemis Autrichiens, et nous espérons qu'elle aura le même succès.

Un des principaux abus, c'est le nombre si considérable d'employés de tous grades dans les divers administrations militaires, il serait utile que vous vous concertassiez avec les commissaires du gouvernement et le commandant ordonnateur en chef, pour en diminuer le nombre.

Le Maréchal semble également réclamer vos soins

particuliers, et il devient d'autant plus urgent d'en éloigner les voleurs dont vous vous plaignez, que c'est au genre d'écarts qu'ils commettent, que nous devons attribuer principalement nos désastres en Allemagne, et l'abus d'immigration de ce pays contre l'homme de Saxe et Meuse et celle de Rhin et Moselle.

Sont attendus les renseignements que vous nous promettez sur les surveillans qui sont à Bologne et à Ferrare. Nous avons été instruits de la fuite et de l'incarcération de quelques uns, après par des employés de ce genre par nos commissaires près de l'armée d'Italie, et nous les avons invités à être plus scrupuleux dans les choix qu'ils feront à l'avenir.

Ce que nous vous avons dit sur l'indépendance du Milanais, s'applique à Bologne, Ferrare, Reggio et Modène, et à tous les autres petits états de l'Italie, et nous devons redoubler de surveillance et de prudence pour éviter de compromettre par trop de facilité les intérêts futurs de la république. Il conviendrait de proposer le duc de Modène d'achever de payer les sommes qui nous restent dues en vertu de l'armistice conclu avec ce prince; mais il faut se garder d'exciter contre lui les peuples qui lui doivent secours avant notre arrivée en Italie, et notre désir est que vous les conteniez dans une dépendance réelle jusqu'à ce que notre horizon politique s'éclaircisse et nous permette de régler définitivement le sort de l'Italie, au moyen de la paix générale.

C'est encore en vertu des mêmes principes que nous croyons devoir ajourner la proposition faite de don-

ner dès à présent le Mantoue au duc de Parme ; nous pourrions sans doute à ce prince de grands avantages , si les circonstances nous le permettent ; mais les événemens n'en ont point encore amené le moment. Quant au régiment de Parme que vous paraissez désirer de voir réuni à votre armée , nous vous autorisons à en traiter avec le duc , ainsi que pour les 800 prisonniers que vous croyez utiles au siège de Mantoue ; mais ces négociations doivent avoir lieu sans nous engager à une cession de territoire , et sans aucune garantie formelle de notre part à cet égard , quoique nous soyons portés à favoriser de tout notre pouvoir les intérêts du duc de Parme en Italie. Il est évident , comme vous le dites très-bien , que si ce prince réunissait quelques troupes aux nôtres , il en résulterait que ses sujets regarderaient notre cause comme la leur , et que l'établissement de ces sentinelles à notre égard nous serait très-avantageux.

Nous approuvons la démarche que vous avez indiquée au sieur Pousielgue auprès de la cour de Turin. Nous vous autorisons à l'appuyer ou à la faire renouveler en faisant promettre un dédommagement au roi de Sardaigne. Ce dédommagement se trouve ouï , soit dans une petite portion du Milanais , qui pourrait lui être cédée , soit dans une portion des fiefs impériaux ; mais il est utile de le rendre aussi peu considérable qu'il se pourra , et nous ne devons , sous aucun prétexte quelconque , garantir la cession ou le dédommagement , ce qui pourrait par la suite entraîner dans des incertitudes graves , et éloigner l'époque de la paix , qui , ainsi que nous l'avons montré plus haut , doit être l'objet le plus

cher à nos cœurs , comme il est celui du désir de tous les véritables amis de la patrie.

L. M. BERNARDINI LARAY, *président.*

Bologne, le 13 novembre 1811 (15 octobre 1798).

Alu général Bonaparte.

Le citoyen Saliceti vous informera en détail de la fermentation qui a eu lieu dans la Romagne sur une proclamation de la cour de Rome , et sur le vain espoir que l'on a conçu que le roi de Naples puisse et veuille aider efficacement le pape à soutenir la guerre. Cette fermentation nous inquiète beaucoup. Nous sommes limitrophes , et Castel-Bolognese est enclavé dans l'État du pape ; on nous menace et nous sommes sans armes et sans munitions de guerre. Dans ces circonstances périlleuses , nous ne pouvons , nous ne pouvons compter qu'à nous , citoyen général. Vous avez été notre libérateur , soyez encore notre défenseur. Un seul bataillon de vos braves soldats nous suffit pour imposer aux perfides qui pourraient avoir des vues hostiles contre nous , et pour nous inspirer le courage nécessaire en cas de besoin. Ne nous refusez pas cette grâce , citoyen général , et vous aurez chaque jour de nouvelles preuves de la reconnaissance et de l'attachement que nous avons devant à tous égards.

Prope le séj. de Bologne ,

un Bolognois.

*du quartier-général de Livorno, le 15 septembre au 3
(4 octobre 1798).*

Au général Bonaparte.

Je viens de recevoir, général, un avis certain des rassemblemens considérables et nombreux qui se forment dans la Toscane, dont on instruit le peuple dans les églises cathédrales. On m'a également assuré que l'on travaillait avec la plus grande activité à la fabrication des armes et du canon. J'ai fait part de cet avis au citoyen Mist, notre ambassadeur près le grand-duc de Toscane.

BONAPARTE.

Livorno, le 15 septembre au 3 (6 octobre 1798).

Rapport sur Boccia.

La ville de Boccia ne présente aucun moyen de résistance à l'ennemi ; on se contente de garder les portes pour être prêts à son arrivée, et se retire dans le château, où on a fait monter toute l'artillerie.

L'approvisionnement de bouche est peu considérable, comme l'indique l'état de situation ci-joint.

Les hôpitaux sont moins mal que ceux de Yarese, mais, à l'exception des blessés, les autres sont dans la plus absolue pénurie d'effets et de médicaments.

Une immense quantité d'approvisionnement de vivres, un grand nombre de chevaux et de moutons livrés, point de couvertures, un encombrement considérable : tel est le spectacle que présentent les hôpitaux de Boccia.

seigneur de Brescia ; il est d'échirant. Les soldats se plaignant justement de ce qu'après avoir, au prix de leur sang, conquis les richesses de l'Italie, ils ne pourraient, sans faulx du bien-être, au moins trouver les aïeux et les secours que leur situation exige.

Le pain et le vin sont les seuls aliments possibles, mais la viande est dure. Je prie instamment le général en chef de fixer ses regards sur les compagnons de sa gloire qui ne demandent le retour à la santé que pour aller cueillir de nouveaux lauriers.

KALLERMAN, fils.

25 novembre au 5 (Brescia : 1798).

Rapport sur la situation du château de Brescia.

Le château de Brescia est placé sur un mamelon assez élevé. C'est un composé d'ouvrages élevés les uns sur les autres, la plupart enlignés de redans et en partie couverts ; cependant il existe une enceinte en assez bon état encore, et qui suffit pour mettre la place à l'abri d'un coup de main ; et même pour soutenir quelques jours de siège. La partie du château qui regarde la campagne et la ville est, par la profondeur des fossés et l'enceignement des rochers, à l'abri d'une escalade ; mais tout ce qui est à la gauche de la porte, et ce qui regarde le couvent des Capucins, est très-exposé, parce que les fossés sont remplis de débris presque jusqu'en dedans, et qu'on peut y descendre sans le moindre obstacle. Il est indispensable d'y mettre à parti

Est un officier du génie, pour faire digérer le pied des remparts et bastions, séparer les ponts-levis, faire creuser les poternes qui sont formées d'une simple porte facile à enfoncer; il en existe même une dont la porte est brisée. J'ai recommandé au commandant de la place d'en faire ouvrir quatre sur cinq, et de faire également former et ouvrir les portes qui mènent à celles de secours, pour n'avoir à garder que ses remparts, et de faire préparer des embarcations, pour y transporter au besoin de petites pièces d'artillerie à battre les faces des bastions les plus exposés à l'ennemi. L'intérieur du château se présente que des ruines; les logements des troupes sont entièrement dégradés. La plus excessive malpropreté règne dans les écuries, dans les corridors et dans les cours. Les soldats manquent de pain, on a que le rebut des pains de la ville; on avoit couché au fin les malheureux malades de passage, ils y meurent, et ces malheureux conquérans de l'Italie, pour prix de leur sang, de leurs larmes, se trouvent que des logements malsains, basés, une paille pourrie et remplie d'insectes dévorans, aucun secours, pas même de bois pour faire cuire leur viande. Cette excessive misère qu'ils éprouvent ici, ils l'ont éprouvée hier, demain ils l'éprouveront encore en poursuivant leur route; cependant M. le commissaire s'occupe de leurs besoins.

Le fortetorion ne contient d'armes très-bien et bien tenu, ainsi que celui des cartouches.

Il y a des fours pour faire cuire six cents rations à la fois.

L'hôpital n'est point préparé pour le cas de siège ; il n'y a point de local désigné, point de médicaments.

Il y a trois citernes abondantes.

L'armement de place consiste en trois bouches à feu de différents calibres, trois autres vont être incessamment montés : ce nombre de pièces et leur distribution paraissent suffire pour la défense de la place. La partie faible, dont j'ai parlé plus haut, a seul besoin de trois pièces pour empêcher l'escalade.

Les munitions de guerre ne sont pas suffisantes.

L'approvisionnement de bouche est complet à raison de 1500 hommes, pour dix jours ; le vin cependant est mauvais.

La paille, le bois, la chandelle, l'huile manquent non-seulement pour l'approvisionnement de siège, mais encore pour la consommation journalière.

La garnison est faible ; mais il y a une assez grande quantité d'ouvriers qui, au besoin, s'armement d'un fusil.

KELLERMAN *filz*.

Rome, le 15 ventôse an 5 (18 avril 1796).

au général Bonaparte.

Les différents bulletins de Rome que je vous envoie ci-joints, pourraient faire croire que la ligue entre le roi de Naples et le pape a été signée, mais le cardinal secrétaire d'état m'a assuré que cette affaire ne s'est pas conclue ; on est pourtant visiblement d'accord.

Le pape envoie monsigneur Albani à Vienne, et

L'on croit que le cardinal Doria sera envoyé en Espagne.

On chauffe tellement la tête du peuple contre les Français ; il n'en peut rester aucun à Ancone , ni à Civita Vecchia.

M. Grews , agent d'Angleterre à Rome , demandait l'entrée des blés dans les ports de l'état ecclésiastique : refusé pour le présent.

Les troupes napolitaines ne sortent point des frontières ; le cour de Naples n'a point du tout donné connaissance à personne du traité que lui propose le danois.

On fait courir le bruit qu'on ne retarde en égard de ce qui peut arriver au cardinal Menni.

Après , chery général en chef , l'assurance de mon dévouement.

CACAMUS.

Gènes, le 10 novembre au 2 (7 octobre 1795).

Au général Bonaparte.

L'Etat où sont les choses ici , mon général , et la situation générale de nos affaires me déterminent à vous écrire encore une fois sur la mesure proposée par rapport à Gènes. Peut-être avez-vous déjà fait une partie des réflexions que je vais vous exposer : si cela est , nous sommes déjà d'accord sur nos résultats.

Nous venons d'envoyer des députés en Allemagne , et ces députés ont malheureusement eu en Italie un effet moral qui équivaut à une diminution réelle de nos forces. Bien mieux , on y sait que notre armée n'est pas en nombre , ce qu'il faudrait qu'elle fût pour la garde

de cent mille lires de pays , quand Mantoue résiste encore , quand les barbes nous organisent une Vendée italienne , quand Rome prêche la croix et vous refuse le vote de sa contribution , quand les succès de l'archiduc peuvent lui permettre de faire descendre une troisième armée dans le Tyrol.

Les colléges devaient à peu près ce que nous voulons. Au moment où je vous écris , ils sont assemblés , ils sont au garde contre une surprise. Dès avant-hier soir , ils ont fait redoubler les postes français de l'Esposon et du Diamant , sur la grande muraille. La garde de la porte de la Lanterne a ordre d'être continuellement sous les armes , et les canons qui les défendaient sont munis de leurs poudres et de leurs munitions.

Vous ne les surprendrez donc point ; ils s'attendent à un événement. Ils ne le craignent pas absolument , parce qu'ils connaissent les moyens que vous pouvez employer contre eux et ceux qu'ils peuvent vous opposer. Ils tentent résister , et c'est beaucoup trop en ce moment. Ils sont forts par la circonstance , vous êtes faible , au contraire , par la circonstance. L'artillerie française de Saint-Pierre d'Arso est en leur puissance , et vous n'en avez pas à lui suppléer. On travaille déjà le peuple ; on lui insinuera , dans quatre-vingt heures , que les Français méritent une perfidie. Il sera contre vous.

Puisque je vois qu'ils ne se laisseront pas intimider par une première proposition , je dois vous en avertir , je le dois à votre gloire , et surtout à ce qui nous sert de règle commune , au bien de la république que nous servons.

Dans cet état de choses, lorsque vous savez, ainsi que je vous le mandais, que le ministre des relations extérieures traite lui-même l'affaire des Génois avec M. Spinola, lorsque j'ai informé le directoire de la manière vigoureuse avec laquelle le gouvernement génois a fermé ses ports aux Anglais, en le priant que je vous ferais, et en le priant de me répondre; lorsqu'enfin l'ambassadeur anglais a écrit trois mois de date, et que tant d'événemens majeurs ont eu lieu depuis: des-ous-estimer une entreprise aussi hasardeuse, sans de nouveaux ordres expés et formels? Mon opinion, général, est pour la négative.

Elle doit l'être, parce que, vu la disposition où sont les esprits à Gênes, et vu l'impuissance où vous êtes de mover votre artillerie, je ne puis me dissimuler que cette entreprise échouera. Le citoyen Lachaux, que je vous écris, vous donnera sur cela des développemens importants que je puis m'épargner dans cette lettre.

Je ne vous parlerai pas des difficultés de transports et d'approche que déjà la saison multiplie, et que vous n'avez pu compter pour rien dans l'hypothèse d'une réussite instantanée, que j'admettais encore il y a six jours, mais qui n'existe plus.

Si vous persistez, vous aurez Gênes et Montserrat-à-voilà à la fois.

Je crois donc indispensable, mon général, de changer de plan. Il vaut mieux, en profitant de l'inquiétude où sont les collèges, essayer d'obtenir successivement quelques places importantes, que vouloir tout obtenir et tout perdre à la fois.

Enfin, le directoire ou le ministère des affaires étrangères répondra, et nous aurons ce qu'on aura fait avec l'arrogant Spinola.

Possiblement son peut-être partit quand vous recevez ma lettre; mais comme Lacheux sera peut-être de retour en soixante heures, j'attendrai son retour avant de rien faire.

Je ne suis pas timide de ma nature, mon cher général, et vous savez que je désire, plus que tout autre, que la France obtienne de Gênes toutes les réparations qui lui sont dues; mais j'ai cru rendre service à la république, et je ne vous aurais pas marqué la confiance et l'attachement que vous avez droit d'attendre de moi, si je ne vous avais pas écrit cette lettre du point où je suis placé. Vous connaissez mes sentimens pour vous, ils sont à la vie la mort.

FATTOLE.

Rome, le 16 vendémiaire an 5 (7 octobre 1796).

Au général Bonaparte.

Les bulletins italiens ci-joints vous feront connaître les idées folles dont on se repait à Rome. On finisse partout jusqu'à la folie la populace de l'état ecclésiastique.

J'ai lieu de croire, ce que vous devez savoir mieux que moi, le traité de paix avec Naples à peu près convenu et arrangé à Paris avec M. de Belmonte. Si cela est, la cour de Naples se joint de Rome d'une manière bien perfide et cruelle, qui n'est pas nécessaire, le di-

histoire d'insister au roi de Naples tout ce qu'il peut gagner en malissant le pape. Se servir-ou n'en en site de faire régner à Rome Ferdinand iv ? Le czar de Naples n'a jamais eu en vue que de paraître avoir des forces redoutables, pour obtenir de meilleures conditions de paix. M. Acton sait ce que valent ces forces. Un sentiment de peur l'a sans doute décidé à en accroître l'apparence par l'union avec le pape, dont l'ambassade de M. del Vasto nous menace.

Le cour de Rome, au désespoir, saisit un tel usage : elle s'abandonne à l'impulsion bruyante des Napolitains.

Je ne suis que peureux, que jager au milieu d'un tel chaos d'affaires embrouillées.

Je vous prie, général, d'agréer l'assurance de mon dévouement.

CACACU.

Rome, le 19 vendémiaire an 5 (10 octobre 1796).

Au général Bonaparte.

« Je ne cesse d'agiter dans le sens que vous m'avez marqué.

Le neveu du pape, le plus intéressé à ce que sa sainteté obtienne la paix, et qui s'est employé pour calmer son orgueil, est fort ami d'un M. Grandi, qui a signé le traité d'armistice. J'ai voulu me servir de Grandi pour faire entendre qu'on ne devait pas regarder un accommodement comme désespéré; mais Grandi a répondu que le neveu du pape lui-même avait la tête menotte comme les autres, et qu'il ne servirait à rien de lui parler.

D'un-poil, pois du cardinal secrétaire d'état, tous les terribles conflits pour insinuer la vérité palpable, que Rome se livre à ses ennemis naturels, qu'elle prend le plus mensurable parti de s'appuyer d'une alliance faible contre la France, protectrice naturelle de l'indépendance de ses territoires, et contre l'Espagne, seule puissance qui lui soit amie.

Le langage de la raison, la saine politique, non-seulement ne fait aucune impression, mais on est décidé à ne pas vouloir en écouter une parole; on en a la même aversion que les hydrophobes ont de l'eau.

La terreur, la peur, la crainte sont dissipées; on est persuadé qu'avec l'armée romaine impériale, non-seulement on se défendra, mais qu'on reprendra Ferrare et Bologne. On compte aussi beaucoup sur l'empereur, à qui l'on vient d'envoyer messsieur Albani, parti ce matin pour aller s'embarquer à Rimini pour Trieste.

Je vous envoie ci-joint la liste imprimée des dons gratuits pour la guerre, qui commencent ici dans le le même goût qu'à Naples. Ces gens-ci, qui ne savent ce que c'est que la guerre, ni ce qu'il faut pour la faire, sont éblouis, enflammés de fadaïses. Les gens de bon sens se cachent pour n'être pas emportés ou inquiétés comme jacobins: ainsi il faut que la maladie ait son cours. On croit ici avoir le secret de la sainte de directoire pour Rome, dans le traité proposé, et que ce que nous dirons pour calmer n'est qu'un jeu joué.

Ce qu'on accorderait maintenant serait regardé comme attaché à la fabrique, et comme l'effet du courage et

de la résistance manifestée. Si nous donnons à de tels gens des avantages, leurs pétitions ne feront qu'augmenter : ils deviendront insatiables.

On n'accomplit certainement pas la moindre condition de l'armistice que le directeur n'ait accordé un traité de paix définitif à leur gré. Vous voyez combien nous sommes dépourvus, et qu'il faudrait maintenant le paix avec l'empereur et la prise de Moscou pour remettre à la raison des états vives, sans limites, aussi follement exaltées.

Il n'est pas douteux que toutes les conditions de l'alliance entre Rome et Naples ne soient convenues, accordées, et que les projets ne soient de faire passer par armes par le Royaume, dans le Ferraisin. Le plan de nos armées a toujours été, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire à Castiglione, que le roi de Naples y fit passer 30,000 hommes.

Il y aura aussi une autre armée destinée à couvrir la campagne romaine du côté de la Méditerranée et à entreprendre, de concert avec les Anglais, l'attaque de Livourne.

Je vous envoie ci-joint un état tel qu'on le publie, du nombre des troupes napolitaines placées à la frontière. Il y a de l'engorgement dans le nombre, qui doit être d'environ 60,000 hommes ; mais il indique fort bien l'emplacement et la distribution.

Je vous envoie aussi le nom d'un Ducé qui vient de Naples : elle est vraie et judiciaire. J'ai bien de peine, sans en être parfaitement certain, que le traité

d'alliance entre Rome et Naples non-seulement est convenu, mais a été signé.

M. le marquis del Vasto a certainement dit à une personne digne de foi, de qui je le tiens, que le courrier qui a passé ici, il y a quatre jours, venant de Naples pour se rendre à Paris, porta à M. le prince Belmonte l'ordre de se courir de solliciter au directoire qu'il ait à signer, dans l'espace de vingt-quatre heures, le traité de paix avec Naples, au pair et tel que cette cour le demande, en y comprenant aussi le pape, auquel on rendrait tout ce qui lui a été usurpé : sans quoi, M. de Belmonte devait se retirer de Paris, le parlement serait rompu. Dans le cas où le directoire accepterait le traité conclu, la cour de Rome et celle de Naples s'engageant à garder la plus parfaite neutralité durant cette guerre. Cette insolence ne me surprendrait pas.

Si M. Acton signait un traité dur et humiliant, il ne pourrait plus conserver son état à Naples. De cette manière, il soulèverait ses maîtres dans le chœur de l'illusion ; il désigne d'autant sa disgrâce ; il n'y a eu (ou que le royaume, dont il se soucie peu, et l'état ecclésiastique. Si votre armée les subjuge, il s'enfuit en Angleterre, où on lui aura toujours gai d'avoir prolongé la résistance.

On l'en est tout à fait las dans l'Italie indifférente, on cette ferait tiens à des espérances du côté de l'Allemagne, ou à des complots dans l'intérieur que je ne puis deviner. Tout autour de nous est hors de son état naturel, d'une manière incroyable. Les envoyés de France et

d'Espagne sont fuis et défaits comme s'ils avaient la peste : on peut s'étonner, mais on ne s'étonne pas.

Je fais partir un homme intelligent pour aller s'informer, en suivant la limite de l'état ecclésiastique du côté de Naples, des nouvelles qu'on peut avoir de l'armée de Xerès.

Je vous prie, général, d'agréer l'assurance de mon dévouement.

CACCEVI.

*Au quartier-général de Bresse, le 19 novembre au 3
(10 octobre 1796).*

Au général en chef.

J'ai lu votre rapport de la bataille de Saint-George, mon général, et de l'affaire de Ceren. C'est avec la dernière surprise que j'ai vu que vous êtes l'hôte de quelques généraux qui, bien loin d'avoir contribué au succès de cette heureuse poursuite, ont fallu faire écarter une colonne de ma division destinée à l'attaque de la Ferrière, et vous ne dites pas un seul mot de moi ni de Rampon; j'ai aussi à me plaindre de vos rapports de Lonsard et de Reveredo, dans lesquels vous ne me rendez pas la justice que je mérite. Cet oubli me déchire le cœur et jette du découragement dans mon armée. Je rappelle, puisqu'on m'y contraint, que le gain de la bataille de Saint-George est dû à mes dispositions militaires, à mon activité et à mon sang-froid à tout prévoir.

Par la suite du général Sahagun de n'avoir pas attaqué la Ferrière comme vos ordres le portaient, la grande

Bras de l'ennemi s'était porté vers Saint-George et la Favorite, et, sans l'ordre que je donnai à l'intrepide général Rampon de se porter sur ses droits et d'y attaquer l'ennemi, ma division était tournée, et s'en était faite de la bataille. Le heure trente-deuxième est à soutenir un combat des plus opiniâtres pendant quatre heures, et vous ne dites pas un mot de moi ni de Rampon qui avons joué les principales rôles dans cette mémorable journée.

Personne mieux que Chabran n'a marché à la tête des grenadiers, il s'y est tenu constamment; Marmont et Leclerc n'y ont servi qu'en fait de faction. Je suis sûrément qu'à me louer de la manière dont ils se sont conduits; mais cela ne doit pas faire taire ce que l'on doit à Chabran, sujet aussi brave qu'intelligent pour lequel je vous demande en vain depuis longtemps le grade de général de brigade.

Ma lettre est dictée avec ma loyauté et ma franchise ordinaires, et c'est en vous en recommandant une que je me flatte que vous me rendrez justice, ainsi qu'à plusieurs officiers de mon état-major. Marmont.

Rome, le 20 septembre 1804 (14 octobre 1798).

Al général Bonaparte.

On est toujours ici dans le délire que je vous ai dépeint dans ma lettre d'hier, et les Napolitains ont établi comme vérité certaine que le roi de Naples envoie au directoire la déclaration dont je vous ai informé dans ma précédente.

La malignité continue de faire jouer ses efforts pour ne faire quitter Rome. On avait établi aux postes voisines de cette capitale, le bruit que Rome était en ébullition, que personne ne pourrait y arriver, afin de déterminer le courrier de Milan à rebrousser chemin ; il est pourtant arrivé. Je me plains de cette indigne tentative d'être dans la note dont je vous envoie la copie ci-jointe ; je garde, au milieu de cliquetis odieux de la malice italienne, le sang-froid et le sang-nez que vous m'avez recommandés.

Le marquis del Vasto voit fréquemment le pape et le secrétaire, et tout Romain persuade que le traité d'Aliboncourt signé. Je le crois constant et arrêté. Le pape à qui les Anglais avaient fait croire qu'ils lui donneraient la Corse, peut aussi être persuadé que le roi de Naples lui rendra Bologne et Ferrare, et peut-être même Avignon. Le cour. de Naples se joue de Rome, si ce que je viens d'apprendre par une voie que je crois meilleure que les rumeurs publiques, est vrai.

L'empereur a ordonné au cabinet de Saint-James de ne rien tirer de la Méditerranée, d'empêcher les troupes qui sont en Corse, pour les laisser à Gibraltar et passer sur l'Océan, pour la défense de l'Angleterre et de ses colonies.

Cette nouvelle, parvenue à Naples, a décidé, à ce qu'on m'assure, le cabinet de sa majesté napolitaine à vous écrire de lui envoyer un ministre avec lequel le point se traiterait et se ferait sûrement.

Voilà des leçons bien différentes ; mais les dispositions ordinaires de Naples rendent tout possible. Cette cour

avait d'abord répondu au pape qu'elle ne pouvait entrer en ligne avec sa sainteté, parce qu'elle traitait effectivement de la paix avec la France. Peu de jours après, elle a envoyé M. del Vasto. Elle vous dira qu'elle est obligée de prendre ses mesures pour se mettre à couvert du côté des Anglais, qu'elle ne peut être libre tant qu'ils domineront la Méditerranée; leur départ met sa capitale et la Sicile et tout son immense littoral à la discrétion de notre marine. Ce royaume, menacé d'un autre côté par votre armée, n'a véritablement de ressources que dans la paix.

J'ai envoyé un homme, le plus capable que j'aie pu trouver, vers Soré pour chasser cette grande armée de Naples qui est rassemblée autour de ce point.

Les bulletins que je vous ai envoyés manquent sa suite jusqu'à Frascati. Cette grande armée, toujours prête à se mouvoir, n'a point encore passé les limites de sa discipline. On mande que quelques corps se sont avancés sur le territoire ecclésiastique jusqu'à Caprino, mais je n'en ai pas la certitude.

D'un autre côté, vers l'Adriatique, à Aquila et environs, il y a une armée qui se compose de 18,000 hommes, dont 6,000 sont entrés dans l'état ecclésiastique jusqu'à Ripatransone. Si cela est, le gouvernement romain se cache artificieusement; je ne saurais en avoir la certitude.

Il n'est pas douteux que le projet de Naples était d'aller donner la main aux Autrichiens, si vous aviez été battu. Il avait été préparé des bateaux à transporter

sur des chariots et beaucoup d'attirail pour le passage du Pô.

Un mouvement sérieux en avant des troupes napoléoniennes, ferait un effet qu'on ne peut cacher, et dans les circonstances présentes, le traité d'alliance doit paraître impossible. Si cela arrive, je vous en prévient; je sens que cela exigera des mesures ultérieures, auxquelles je ne dois pas vous décider sans être sûr du fait.

S'il est vrai, citoyen général, que la cour de Naples vous demande de lui envoyer quelqu'un, différez-moi de l'odieux séjour de Rome pour me donner quelque chose d'important à faire à Naples, où j'ai été huit ans secrétaire d'ambassade, et plusieurs fois chargé d'affaires de France; j'y ai beaucoup d'amis qui pourraient être utiles, et l'on ne m'y trompera pas.

Je vous prie, général, d'agréer l'assurance de mon dévouement.

CAPRARA.

Tome, le 20 ventôse an 8 (21 mai 1798).

Au général Bonaparte.

Le 18 du courant, j'ai chargé un de mes hommes de confiance de se rendre par des détours en avant du général Vialba, avec ordre de pousser jusqu'à Bolzano et de s'arrêter, à chaque station, les renseignements qu'il aura recueillis. Hier, je reçois de sa part la nouvelle que les renforts portés à Castello ne sont point, à ce que disent les paysans, des troupes françaises, mais un changement de gauche à droite. J'attends avec impatience

le retour de cet affilé, pour savoir ce que l'on peut attendre de la gauche ; notre droite, aujourd'hui, doit être couverte par la division du général Mouton.

Les sautes que j'ai dû porter de suite à la sûreté de l'armée ne m'ont pas permis de prêter encore beaucoup d'attention à la conduite des habitans ; mais croyez, général, qu'ils sont trop pusillanimes pour causer quelques ennuis. Il y a quelques prêtres qui n'osent parler : incapables de faire un mal notable, ils ne font aucun bien publiquement. Ils redoutent le retour des Autrichiens, et les prêtres que je vais surveiller de près, les entretiennent dans cette persuasion. Je consultai à fond, cette semaine, toutes leurs menées ; et s'il est nécessaire de se précautionner contre-elles, le commandant de la place y pourvoira.

Novaredo a plus de partisans français, mais ils sont retenus par les mêmes motifs que ceux du Trentin. Cependant, les prêtres y ont eu de tout temps moins d'influence qu'ici.

Depuis trois jours, les propos des agens de l'Autriche ont fait entendre une attaque générale.

D'après un manière de voir, je présume que tous les mouvemens se portent que sur Mantoue. Je puis me tromper, mais j'imagine que la division Mouton aura plus de besoin que nous. (C'est un article à ne pas négliger.)

Les besoins de l'armée sont pressans, tant en souliers qu'en autres objets de première nécessité, la saison rigoureuse qui s'approche exige qu'on songe à les

lui procurer. Je crains que les dissipations ne privent les braves qui la composent de ce qui leur en dû.

La municipalité de ville, toujours fidèle à ses devoirs, toujours lente dans sa marche, fait observer aux habitans du district de la prison que si les réquisitions sont onéreuses, c'est qu'elles ne sont pas réparties également sur toutes les communes, et qu'en vertu de vos ordres, elle ne peut les lever dans la prison où vous l'avez établie. J'ai cru devoir vous en instruire.

CARRARE.

*Des quatre-vingt à Milan, le 20 vendémiaire an 5
[10 octobre 1796].*

Au Directoire exécutif.

Des corps nombreux de l'empereur sont dans le Tyrol. Les pluies d'automne continuent toujours à nous donner beaucoup de malades. Il n'y a pas grand'chose à espérer du secours des hommes aux hôpitaux, puisqu'il y a à présent que d'un dans un mois que l'on frappera ici les grands coups.

Vous m'avez fait la réponse que le général Chénouet m'a faite par un courrier extraordinaire que je lui ai renvoyé; du'on sait donc que je ne puis rien espérer au-delà de 2,000 hommes, et votre ordre en portait 6,000. Vous m'avez prouvé, par le dernier courrier, qu'il alloit m'arriver 10,000 hommes, indépendamment de ces 2,000. Vous devez me faire connaître le jour et le lieu de leur départ, avec leur état de situation : s'il

part 10,000 hommes, vous devez calculer qu'il n'en arrivera que 5,000.

Je ne sais pas encore si le général Kellermann fait venir la quarantième de Lyon, et si le général Willot obéit l'ordre que je lui ai donné de faire partir la quarante-troisième. De ces deux demi-brigades, si elles arrivent à temps, dépend peut-être le destin de l'Italie.

Je fais fortifier Pinigblone, Reggio et tous les bords de l'Adde. J'ai fait fortifier également les bords de l'Adige; enfin, dans l'incertitude du genre de guerre que je ferai et des secours qui pourront m'attaquer, je m'abstiens aucune hypothèse, et je fais dès aujourd'hui tout ce qui peut me favoriser. Je fais mettre en même temps les châteaux de Ferrare et d'Urbino près Bologne en état de défense.

Nous avons beaucoup d'officiers d'artillerie et de génie malades. Faites-vous partir une dizaine d'officiers de chacune de ces armes, des hommes actifs et braves : Mantoue nous a ruiné ces deux armes. Je vous prie de laisser le commandement de ces armes au citoyen Chassoloup et au général Lesplasse; ce sont deux très-bons officiers. J'ai tant de généraux de brigade blessés et malades que, malgré ceux que vous faites tous les jours, il m'en manque encore; il est vrai qu'à présent on envoie de si lents, que je ne puis les employer à l'armée active.

Je vous prie de nous envoyer le général Durigean et quelques autres de cette arme. Envoyez-moi plutôt des généraux de brigade que des généraux de division. Tout ce qui nous vient de la Vendée n'est pas ac-

costumé à la grande guerre; nous faisons le même reproche aux troupes, mais elles s'aguerrirent.

Mantua est hermétiquement bloquée, et cela avec 7,000 hommes d'infanterie et 1,500 hommes de cavalerie.

Envoyez-nous des hommes qui aient servi dans la cavalerie pour recruter nos régiments, nous leur procurerons des chevaux : qu'ils viennent avec leurs uniformes de dragons, chasseurs ou hussards, leurs sabres et carabines, hormis les dragons, qui doivent avoir des fusils comme l'infanterie. Il y a tant de ces anciens gardes qui balotaient les rues de Paris, moyennant quelques pourteurs qui couraient les rues, en faisant rouscouffier qu'ici on paye en argent, je vois qu'il serait possible de vous en procurer un bon nombre. Nous avons plus de 1,500 hommes de cavalerie malades ou blessés, et leurs chevaux sont à ne rien faire aux dépôts. Envoyez-nous des officiers de cavalerie, chefs de brigade, capitaines, nous vous verrons ici à les placer : que ce soit des hommes qui se battent.

Je vous prie de donner la retraite aux chefs de brigade Goudou du vingtième de dragons, et au citoyen Serrière du vingt-cinquième de chasseurs : ce sont des hommes qui sont malades la veille d'un affreux engagement n'aimant pas le sabre. Je vous prie aussi de faire donner la retraite au citoyen Gourgassier, chef d'escadron au premier de hussards.

Le chef du septième régiment de hussards, qui a été blessé, est un brave homme; mais il est trop vieux, et il faut lui accorder sa retraite. Moyennant que cet offi-

deux supérieurs usant, les affaires descendent un petit nombre de braves qui finissent par être blessés, prisonniers ou tués; et les corps se trouvent sans chef.

BONAPARTE.

*Au général-général à Milan, le 22 vendémiaire an 5
(correspondant : 1795).*

Au Directoire exécutif

Vous trouverez ci-joint l'état de ce que l'armée a dépensé. Vous y verrez que les colonnes que l'on s'est plu mal à propos à appeler sur l'ordonnateur Dumas ne peuvent pas l'attrôler. C'est un bon travailleur et un homme d'ordre, mais avoir cependant des idées transcendantes.

Vous remarquerez qu'il y a une grande différence entre le compte du payeur de l'armée et celui des commissaires du gouvernement : cela vient sur quatre ou cinq millions. Les commissaires du gouvernement prétendent avoir donné cinq millions de plus au payeur, qui, de son côté, est en règle, puisqu'il dit : présentez-moi une liste; d'ailleurs il connaît sa dépense. Je crois que cette différence vient de ce que les commissaires du gouvernement ont eux-mêmes ordonné des fonds et fait payer des dépenses arbitraires, sans que cet argent ait été versé dans le caissier du payeur et que l'ordonnateur l'ait ordonné; ce qui est subversif de toute comptabilité et de tout ordre. Il est à ma connaissance que trois ou quatre adjudans-général, ayant été faits prisonniers, ont eu, à leur retour, 3,000 liv. de grati-

fautes accordées par les commissaires : vous sçavez bien que l'ordonnateur n'auroit pas fait valider ces gratifications. Elles ont été accordées à de mauvaises affaires qui les méritaient ; mais cela a produit le mauvais effet de faire naître des prétentions chez tous les officiers supérieurs qui ont été faits prisonniers , et malheureusement il n'y a que trop d'argent dépensé inutilement pour rien. Au moins patibèche, chacun a perdu son porte-monnaie ; les conseils d'administration signent tout ce que l'on veut, cela m'a fait prendre le parti de ne plus faire accorder, même la gratification de campagne, sans la signature du ministre, ce qui nous économi sera beaucoup.

Vous voyez donc que , depuis six mois que nous sommes en campagne, on n'a dépensé que deux millions : Il reste donc à vous expliquer pourquoi on a dépensé si peu ; c'est que , 1°. on a beaucoup vécu de réquisition ; 2°. nous avons eu des denrées en nature de Modène, Parme, Ferrare et Bologne ; 3°. la république nous a fourni et nous fournira encore beaucoup de denrées ; enfin nous vivons souvent avec les magasins de l'ennemi.

Je vous prie de vous envoyer le commissaire ordonnateur Naudin , il est un peu vieux, mais je le connais pour un homme probe et sûr : il pourra être chargé utilement pour la république d'un des services de cette guerre ; je suis même que vous seriez bien de le faire ordonnateur des contributions, chargé de correspondre avec le ministre des finances et la trésorerie : vos commissaires pourraient alors en avoir simplement la sur-

veillance contre des autres parties, ce qui les rendrait au rôle passif qu'ils doivent avoir par vos instructions, et résoudrait aux deux sans nombre qui existent.

Je ne puis pas d'ailleurs vous dissimuler qu'il n'y a presque aucun ordre dans les contributions. Vos commissaires ne sont pas assez habitués aux détails de la comptabilité; il faut de plus un esprit de suite que leurs occupations ou le grand caractère dont ils sont revêtus ne leur permettent pas d'avoir.

Je crois donc qu'un commissaire ordonnateur, chargé en chef des contributions, indépendant du commissaire ordonnateur en chef, qui aurait un payeur nommé par la trésorerie, surveillerait d'une manière efficace la compagnie Flachat, en ce qu'il aurait un détail exact, une comptabilité sûre de tout ce qu'il aurait remis et des lettres de change qui sont tirées.

Enfin, vos commissaires font de beaux tableaux qui ne s'accordent ni avec ceux du payeur, ni avec ceux de la compagnie Flachat; pourquoi? C'est que la comptabilité est une science à part, elle exige un travail à part et une attention réfléchie; d'ailleurs, peut-être pensez-vous qu'il convient de ne pas donner une comptabilité de détails à des hommes qui ont une responsabilité morale et politique. Si, suivant l'esprit de vos instructions, vos commissaires en ne doivent que surveiller, il faut que jamais ils n'agissent, et il y a, en général, une présomption défavorable contre ceux qui manient de l'argent.

BONAPARTE.

*Aspergionographes à Milan, le 22 novembre an 2
(ou octobre 1795)*

au Directoire exécutif.

Depuis que je suis à Milan, citoyens directeurs, je m'occupe à faire la guerre aux fripons ; j'en ai fait juger et pendre plusieurs (je dois vous en dénombrer d'autres. En leur faisant une guerre ouverte, il est clair que j'attire contre moi mille voix qui vont chercher à pervertir l'opinion. Je comprends que, s'il y a deux mois, je voulais être duc de Milan, aujourd'hui je voudrais être roi d'Italie ; mais tant que mes forces et votre confiance dureront, je ferai une guerre impitoyable aux fripons et aux Autrichiens.

La compagnie Flachat n'est qu'un rassemblement de fripons sans crédit réel, sans argent et sans moralité ; je ne serai pas suspect pour eux, car je les crois actifs, honnêtes et bien intentionnés ; mais il faut se rendre à l'évidence.

1.^e Ils ont reçu quarante millions, ils n'en ont payé que six, et ils refusent d'acquiescer les mandats émis par la trésorerie, à moins de quinze ou vingt pour cent. Ces honteuses négociations se font publiquement à Gènes. La compagnie prétend qu'elle n'a pas de fonds, mais, moyennant cet honnête profit, elle consent à solder le mandat.

2.^e Ils ne fournissent aucun bon marchandage à Parme, les plaintes ne viennent de tous côtés ; ils sont même fortunés soupçonnés d'avoir fait pour plus de

quatre-vingt mille quintaux de blé en vêtements factices, en contrefaisant les garde-magasins.

3°. Leur marché est odieux à la république, polé-
qu'on million, qui pèse, en argent, dix mille livres,
serait transporté par cinq ou six voitures et en poste
pour cinq à six mille francs, tandis qu'il en coûte près
de cinquante mille, la trésorerie leur ayant accordé dans
son marché cinq pour cent. Flachat et Laperre ont peu
de fortune et aucun crédit; Pergande et Poyou sont des
anciens valets et sans crédit; cependant, c'est à la
venue de ces quatre noms que l'on a confié tous les
intérêts de la république en Italie. Ce ne sont pas des
négocians, mais des agitateurs, comme ceux du Palais
Royal.

4°. Pergande, né à Marseille, s'est dévoué d'être
Français; il a revêtu sa patrie, et s'est fait Gênois. Il ne
porte pas la cocarde, il est sorti de Gênes avec sa fa-
mille, répandant l'alarme en disant que nous allions
bombarder Gênes. Je l'ai fait arrêter et chasser de la
Lombardie. Devons-nous souffrir que de pareilles gens,
plus mal intentionnés et plus aristocrates que les em-
pêchés mêmes, viennent nous servir d'espions, soient
toujours avec le ministre de Basile à Gênes, et s'entri-
chaient encore avec nous?

Le citoyen Lachet, consul à Gênes, est un fripon
qui agglutine à Livourne, se faisant vendre des blés à
Gênes à vil prix, en est la preuve.

Les marchandises ne se vendent pas à Livourne. Je
viens de donner des ordres à Flachat de les faire vendre,
mais je parle que, grâce à tous ces fripons et à ces

ne rendra pas deux millions, ce qui devrait en rendre sept ou moins.

Quant aux commissaires des guerres, borné-Denis, ordonnateur en chef, Bouché, Manda en deux ou trois autres, le reste n'est que des fripons : il y en a trois en jugement ; ils doivent surveiller, et ils donnent les moyens de voler, en signant tout. Il faut nous en purger, et nous en renvoyer de probes, s'il y en a ; il faudrait en trouver qui eussent déjà de quoi vivre.

Le commissaire ordonnateur Gosselin est un fripon : il a fait des marchés de bottes à trente-six livres, qui ont été renouvelés depuis à dix-huit livres.

Enfin, vous dirai-je qu'un commissaire de guerre, Flach, est accusé d'avoir vendu une mise de quinze-quinze que le roi d'Espagne nous envoyait ? D'autres ont vendu des munitions : mais je m'arrête. Tant d'honnêtes font songer d'être Français. La ville de Gènes a fourni plus de cinquante mille aunes de toile fine pour les hôpitaux, que ces fripons ont vendue ; ils vendent tout.

Vous avez calculé sans doute que vos administrateurs volaient, mais qu'ils faisaient le service et avertissent un peu de peines : ils volent d'une manière si ridicule et si impudente, que, si j'en avais un mois de temps, il n'y en a pas un qui ne pût être fusillé. Je ne cesse d'en faire arrêter et d'en faire mettre au conseil de guerre ; mais on achève les juges : c'est ici une foire, tout se vend. Un employé accusé d'avoir été une contribution de 18,000 fr. sur Salo, n'a été condamné qu'à deux mois de fers. Et puis comment voulez-vous prouver ? Ils s'écrivent tout.

Devrions-nous faire arrêter le commissaire ordonnateur Gosselin ; devrions les commissaires dont je vous envoie la note ci-jointe. Il est vrai qu'ils ne demandent peut-être pas mieux.

Venez aux agens de l'administration.

Theremin est un voleur, il affecte un brin insolent ; il m'a fait présent de plusieurs très-beaux chevaux dont j'ai besoin, que j'ai pris, et dont il n'y a pas eu moyen de lui faire accepter le prix. Faisons le arrêter et retenir six mois en prison ; il peut payer 500,000 fr. de taxe de guerre en argent : ces hommes ne font pas son service. Les charrettes sont pleines d'émigrés, ils s'appellent royaux charrois, et portent le collet vert sous mon yeux ; vous pensez bien que j'en fais arrêter souvent, mais ils ne sont pas ordinairement où je me trouve.

Sandoz, agent des vivres jusqu'à aujourd'hui, est un fripon : l'agence des vivres avait raison.

Qu'on est un fripon et on fait jamais son service.

Celot fait son service avec exactitude, il a du zèle et plus d'honneur que ces coquins-là.

Le nouvel agent qui a été envoyé par Carl-Eur paraît meilleur que Theremin. Je ne vous parle ici que des grands voleurs. Dites-vous que l'on cherche à séduire mes secrétaires jusque dans mon antichambre ? Les agens militaires sont tous des fripons. Un nommé Valot est en jugement à Milan, les autres se sont sauvés.

Le citoyen Faypoult, votre ministre, Pourcelgues, secrétaires ; et Sorey, commissaire ordonnateur, honnêtes hommes, sont témoins des friponneries que commet le campagnon Flachet à Gènes. Mais je suis obligé de par-

tir depuis pour l'armée : grande joie pour tous les fripons qu'un coup d'œil sur l'administration m'a fait connaître.

Le payeur de l'armée est un honnête homme, un peu borné ; le contrôleur est un fripon, même un condénué à Bologne.

Les dénonciations que je fais, sont des dénonciations en acte et considérées comme jury. Vous voyez que ce n'est pas dans ma place et avec mon caractère que je vous les dénoncerai, si j'avais le temps de ramasser des preuves matérielles contre chacun d'eux : ils se convertent tous.

Desgranges, agent des vivres, est intelligent ; mais il vous faudrait ici Saint-Même, homme de mérite et de considération : le service en ferait, et vous épargneriez plusieurs millions : je vous prie de nous l'envoyer. Enfin il faudrait pour après non pas des tripoteurs d'agiotage, mais des hommes qui causent une grande fortune et un certain caractère. Je n'ai que des espions. Il n'y a pas un agent de l'armée qui ne défile votre dossier, pas un qui ne corresponde avec nos ennemis ; presque tous ont échangé avec des puissances quelconques ; c'est eux qui disent notre nombre et qui détruisent le prestige : aussi je ne garde plus d'eux que de Warner, je n'en ai jamais avec moi ; je connais pendant les expéditions mon armée sans eux, mais cela ne les empêche pas de faire des copies à leur manière.

BONAPARTE.

*De son quartier général à Valence, le 25 novembre au 5
[27 novembre 1798].*

À Directeur exécutif.

Je vous ai rendu compte, citoyens directeurs, que j'avois formé une colonne mobile à Tarragone contre les barbares : elle remplit parfaitement sa tâche. Les barbares sont mis de tous côtés en déroute, plusieurs de leurs chefs ont été tués. Le général Gardier, qui commande cette colonne mobile, montre beaucoup de zèle et se donne beaucoup de mouvement.

Les maladies continuent toujours, mais jusqu'à cette heure elles n'ont pas fait de grands ravages.

Je vous avais demandé dans ma dernière lettre vingt-cinq mille fusils, mais en ayant trouvé seulement quatre mille à Léonore appartenant au roi d'Espagne, j'en ai fait prendre vingt mille que j'ai fait conduire à l'arsenal. M. Azara, à qui j'en ai demandé la permission, m'a écrit que cela ne le regardait pas, mais qu'il n'y voyait pas un grand inconvénient, dès l'instant qu'on les feroit remplacer.

Je vous prie de parler avec la cour d'Espagne les arrangements que vous croirez bons. Si vous lui faites rendre ces fusils aux Pyrénées, elle y gagnera, puisqu'ils n'auroient pu être pris par les Anglais.

Les Autrichiens ont dans ce moment-ci 14,000 hommes dans le Tyrol et 15,000 sur la Pénée : ils attendent de nouveaux renforts. L'attaque tardera encore probablement quelques décades. Si la quatre-vingt-

troisième est partie de Marseille comme je l'ai ordonné, et le quarantième de Lyon comme le général Kellermann me l'a promis, il n'y a rien à craindre, et nous battrons encore cette fois-ci les Autrichiens. Si la circonstance de l'évacuation de la Méditerranée par les Anglais vous portait à ne pas vouloir faire la paix avec Naples, il faudrait chercher à l'obtenir encore quelque temps. Je ne pense pas, si nous sommes maîtres de la mer, qu'il ait fait venir des troupes par là.

Si nous devenons maîtres de la Méditerranée, je crois qu'on doit exiger du commerce de Livourne 5 ou 6,000,000 fr. au lieu des qu'il offre pour indemniser des marchandises qu'il a sur Anglais.

Enfin, citons des directeurs, plus vous nous enverrez d'hommes, plus non-seulement nous les nourrirons facilement; mais encore plus nous leverons de contributions au profit de la république. L'armée d'Italie a produit dans la campagne d'été 20,000,000 fr. à la république, indépendamment de sa solde et de sa nourriture: elle peut en produire le double pendant la campagne d'hiver, si vous nous envoyez en recrues et un nouveau corps une trentaine de mille hommes.

Rome et toutes ses provinces, Trieste et le Frioul, même une partie du royaume de Naples deviendront notre proie; mais, pour se soutenir, il faut des hommes.

BONAPARTE.

*Au quartier-général à Modène, le 28 ventôse an 3
(17 et 18 mai 1795).*

Au Directoire exécutif.

- « Vous trouverez ci-joint, citoyens directeurs, la lettre que je viens de recevoir du général Gentili : il paraît d'après cela, que la Méditerranée va devenir libre. La Corse, restituée à la république, offrira des ressources à notre marine et même un moyen de recrutement à notre infanterie légère. Le commissaire du gouvernement, Salicetti, part ce jour pour Livourne pour se rendre en Corse. Je vais ordonner à la huitième division de tenir un bataillon prêt à embarquer à Toulon ; je ferai également partir un bataillon de Livourne, lesquels, joints à deux corps de gendarmes, suffiront pour y établir le bon ordre.

Le général Gentili va commander provisoirement cette division : je lui donne les instructions nécessaires pour l'organisation de deux corps de gendarmes. Je l'autorise provisoirement à mettre en réquisition plusieurs colonnes mobiles, pour pouvoir donner force au commissaire du gouvernement de pouvoir occuper les fortresses jusqu'à l'arrivée des troupes françaises. Lorsque ces troupes seront arrivées dans l'île, mon projet est d'y envoyer le général Bertruy pour y commander : j'y envoie un officier d'artillerie et un de génie pour y organiser la direction ; mais, comme cette île contient cinq à six fortresses aussi faibles qu'utiles, je leur prescris de ne faire aucune dépense, mais seulement de faire

des projets pour la défense du gâlé Saint-Florent : il n'y a que ce point qui soit très essentiel à la république, et où dès-lors il conviendrait de concentrer toute la défense de l'île, en y établissant une place, une fortification permanente, et en y employant pour la construire les sommes qui coûteraient la réparation et l'entretien des fortifications inutiles de Bastia, Corte, Calvi, Ajaccio et Bonifacio, où il suffit d'entretenir simplement des batteries de côtes. Si nous eussions eu une place à Saint-Florent et que nous y eussions concentré toutes nos forces, les Anglais ne se seraient pas emparés de cette île.

Comme l'établissement de Saint-Florent est encore en l'air, je crois que vous devriez concentrer toute l'administration militaire à Ajaccio, qui, jusqu'à ce que Saint-Florent soit devenu quelque chose, est le point le plus intérieur de l'île. Ce serait une grande faute que de placer à Bastia, comme l'avait fait l'ancienne administration, le point central de l'administration, vu que Bastia, étant situé du côté de l'Italie, communique très-facilement avec la France. L'opinion des Anglais de la Méditerranée a une grande influence sur le succès de nos opérations militaires en Italie. L'on doit exiger de Naples des conditions plus sévères, cela fait le plus grand effet moral sur l'esprit des Italiens, assure nos communications, et fera venir Naples jusqu'au bout de la Sicile.

BONAPARTE.

*De quatre-vingt à Modène, le 26 novembre au 5
[17 janvier 1798]*

/

Au Directeur central.

Bologne, Modène, Reggio et Ferrare se sont réunis en congrès, en envoyant à Modène sept centimes de députés : Fouchassians le plus vil et le patriote le plus pur les aimant; déjà ils voient revivre l'ancienne Italie : leur imagination s'enflamme, leur patriotisme se renoue, et les dignes de toutes les classes se serrent. Je ne vous parle pas que de pays-ci et la Lombardie, qui formeront une population de deux à trois millions d'hommes, en produisant vraiment une grande secousse dans toute l'Italie. La révolution n'a pas ici le même caractère qu'elle a eu chez nous; d'abord parce qu'elle n'a pas les mêmes obstacles à vaincre et que l'expérience a dégoûté les habitants; nous sommes bien sûrs au moins que le fanatisme ne nous fera pas de mal dans ce pays-ci, et que Rome aura bien déclaré une guerre de religion, elle ne produira effet dans ce pays-ci.

Une légion de 2,500 hommes d'armées, habillée, solde et équipée aux frais de ce pays-ci et nous que nous nous en méfions. Voilà un commencement de force militaire, qui, réunie aux 3,500 que fournit la Lombardie, fait à peu près 6,000 hommes. Il est bien évident que si ces troupes, composées de jeunes gens qui ont le désir de la liberté, commencent à se disputer, cela sera pour l'empereur et pour l'Italie des suites très-importantes. Je vous enverrai par le prochain courrier les

vous et les manifestes publiés à cette occasion par le congrès.

J'attends avec quelque impatience les troupeaux que vous m'annoncez. J'ai fait sommer Warmare dans Mantoue, vous trouverez ci-joint la sommation; je n'ai pas jugé à propos de me servir de l'archêve que vous m'envoyez, puisque vous m'en laissez le maître; par la réponse qu'il me fera, je verrai la ton qu'il prend. Le courrier que vous m'avez ordonné d'envoyer à Vienne est parti il y a long-temps: il doit être arrivé à cette heure et j'en attends la réponse.

Dès l'instant que je saurai bien positivement que les Anglais ont passé le détroit, et que je saurai quelles sont vos intentions sur Naples et où en sont vos négociations; je prendrai avec Rome les ton qu'il conviendra; j'espère que j'obligerai ces gâillards-là à restituer l'argent qu'ils ont payé pour la contribution et qu'ils ont fait retourner de Brindisi à Rome.

Donnez-m'en.

Am quartier-général à Venise, le 11 Brumaire an 5
(24 octobre 1796).

Am Directeur exécutif.

Je suis fâché, citoyens directeurs, que votre lettre du 20 vendémiaire ait été arrivée trop tard. Je vous prie de vous reporter aux circonstances où je me trouvais: Rome imprimant des manifestes faustiques; Naples faisant marcher des forces; le régime de Modène manifestant ses mauvaises intentions et respectant l'armis-

vies en faisant passer des courtois à Mantoue. La république française se trouvait avilie, menacée : ce coup de vigueur, de rompre l'union de Modène, a rétabli l'opinion et a réuni Bologne, Ferrare, Modène et Reggio sous un même bonnet. Le fascisme s'est trouvé défilé, et les peuples, accoutumés à vouloir, ont senti que nous étions encore là : la république avait le droit de causer un armistice qui n'était pas encaissé. La régence même ne désistait pas d'avoir envoyé des secours dans Mantoue.

Modène, Reggio, Ferrare et Bologne, réunis en congrès, ont arrêté une loi de 1,800 hommes sous le titre de *Première légion italienne* : l'enthousiasme est très-grand; les paysans qui portaient des rivières dans Mantoue sont venus eux-mêmes nous apprendre les routes cachées qu'ils connaissent. La parfaite harmonie règne entre nous et les peuples.

A Bologne, ville de 35,000 âmes, l'enthousiasme est extrême : déjà même la dernière classe du peuple s'est portée à des excès ; ils ne veulent pas reconnaître le régent : il a fallu les laisser organiser leur constitution et me promettre fermement pour le salut, pour rétablir l'ordre.

A Ferrare, un évêque cardinal, prince romain qui jouit de 150,000 fr., donne tout au peuple et me toujours dans l'église. Je l'ai envoyé à Rome sous le prétexte de négocier, mais dans la réalité pour m'en débarrasser : il a été content de sa mission.

La folie du pape est sans égale ; mais la nouvelle de Naples et de la Méditerranée le fera changer. Mes pro-

jet, lorsque je le pourrai, est de me rendre à Ancona au moyen de l'armistice, et de m'être contenté que là.

Vous trouverez ci-joint une proclamation que j'ai faite à Bologne, et la lettre que j'ai écrite au cardinal archevêque de Ferrare.

Je vous fais mes complimens du traité conclu avec Gênes : il est utile sous tous les rapports.

La vente de Livourne se fait actuellement. L'occupation, avec une petite garnison, Ferrare. Les barbeta sont battus, défilés et disséminés. Vos ordres pour mettre les licenciés à la solde du congrès de la Lombardie sont exécutés.

BONAPARTE.

*As quartier-général à Ferrare, le 4 novembre au C.
(25 octobre 1797.)*

Au Directoire exécutif.

« Nous sommes en mouvement : l'ennemi garde vouloir passer la Piave pour s'établir sur la Brenta ; je le laisse s'engager, les pluies, les mauvais chemins, les neiges m'en rendront bon compte.

Nous verrons comme cela s'agitera. Je vous prie de me dire la conduite que je dois tenir à Trieste, si jamais, après la saison des pluies et une bonne victoire, j'étais obligé de porter la guerre dans le Frioul. Si vous pouvez envoyer trois régimens dans l'Adriatique, elles seraient utiles dans toutes les hypothèses.

La paix avec Naples et Gênes, notre situation avec les peuples et les troupes que vous annoncez, vont assurer l'Italie, si elles arrivent. La vingt-neuvième

deuxi-belgade, partie de Paris, forte de 4,000 hommes, est arrivée ici à 11000. Si Willot se résout que 2,000 hommes, la quatre-vingt-troisième devrait déjà être en marche. Cette très-bonne deuxi-belgade est forte de 2,500 hommes : elle se repose depuis un an; elle devrait selon moi on les être déjà à Nice. Si je l'ai avant les grands coups, comme il paraît que j'aurai la quatorzième j'espère non-seulement battre les Autrichiens, prendre Mantoue, mais encore prendre Trieste, obliger Venise à faire ce que l'on voudra, et planter nos drapeaux au Capitole.

Il sera nécessaire d'envoyer en Corse au moins 1200 hommes; il serait bon que quelques frégates et corvettes aient à Ajaccio et à Saint-Flurent, pour se faire voir.

Si vous envoyez quelques frégates dans l'Adriatique, il serait bon qu'un officier de l'équipage vint et concertât avec moi pour choisir un point pour les protéger et nous correspondre. Il serait bon qu'une grosse gabare vint à l'embouchure du Pô, je la chargerais de charbon et de bois de construction; elle pourrait en place nous porter trois mille fascis, dix mille balles, deux mille tubes de chasseurs et de hussards, quatre mille tubes de six pouces, mille boulets de 12 et six mille boulets de 10 : ce sont des choses dont nous avons toujours besoin. Je ne vois que ce moyen pour que la marine ait bientôt des approvisionnements qui sont abondans dans le Frioul et la Romagne. Si l'on craint de manquer de blé au printemps, l'on peut envoyer des bateaux à l'embouchure du Pô, je leur ferois tout le blé que l'on voudra.

Les neiges tombent, cela n'empêche pas de se battre dans le Tyrol. Il ne sera pas impossible que j'écrive Trompe : j'en serais flatté, les habitans nous sont très-affectionnés ; je ne le feroi qu'au moment où cela sera utile : je n'y pense pas encore.

Wurmser est à la dernière extrémité ; il manque de vin, de viande et de fourrage ; il mange ses chevaux et a 15,000 malades. Il a trouvé le moyen de faire passer à Vienne la proposition que je lui ai faite. Je crois que nous serons bientôt aux mains ici : dans cinq décades Mantoue sera pris ou délivré. S'il m'arrive seulement la quatre-vingt-troisième et la quarantième, c'est-à-dire, 3,000 hommes, je réponds de tout, mais, une heure trop tard, nos forces ne seront plus à temps. Si j'étais forcé de me replier, Mantoue serait secouru.

Je fais travailler à force à fortifier Pinighione et le château de Truso, sur l'Adde, ainsi que nos deux ports sur le Pié.

Six cents autrichiens ou soldats faits prisonniers par les Anglois sont arrivés de Bassa à Livourne. Lorsque vous enverrez des troupes en Corse, je crois que vous ferez bien de ne choisir, pour y commander, aucun général ni commandant de place, Corse.

On a le projet, à ce que j'apprends, de donner une amirauté générale en Corse : il faut, à ce que je crois, en excepter, 1°. les quatre députés qui ont porté la couronne à Londres ; 2°. les membres du conseil d'état du vice-roi, composé de six personnes, entre les émigrés, qui étaient portés comme tels sur les registres du département. Je crois que c'est la seule mesure de ré-

des Français sûrs, cela n'en exceptera que deux ou quinze ; sur tout de complices, c'est être indulgent.

J'ai fait arrêter à Livourne le citoyen Passalunghi, secrétaire de Paoletti, arrivant de Londres, et venant de nouvelles intrigues.

BONAPARTE.

*Au quartier-général à Turin, le 4 brumaire an 5
(25 octobre 1796).*

Ala Directoire exécutif.

Il paraît, citoyens directeurs, par votre lettre de sollicitude, que les savans et artistes se sont plaints d'avoir manqué de quelque chose : il sembleroit très-ingrat de votre part de ne pas leur donner tout ce qui leur est nécessaire, car ils servent la république avec autant de zèle que de succès, et je vous prie de croire que, de mon côté, j'apprends plus que personne les secours réels que rendant à l'état les arts et les sciences, et que je serai toujours empressé de secourir de tout mon côté vos intentions sur cet objet.

BONAPARTE.

*Ala quartier-général à Modène, le 25 brumaire an 5
(15 octobre 1796).*

Ala général Farnese, commandant en chef l'armée impériale.

Le général en chef de l'armée française en Italie, Bonaparte, s'ordonne d'écrire à votre excellence.

Le siège de Mantoue est plus désastreux pour l'Em-

moins que deux compagnies : le bonve doit alléger le danger, mais non la perte d'un maréchal; votre cavalerie est sans fourrage; votre garnison si nombreuse est mal nourrie; des milliers de malades ont besoin d'un nouvel air, de médicaments et d'une nourriture saine : veillez bien des ruines de destruction.

Le général en chef de l'armée française voit qu'il est dans l'esprit de la guerre, de l'intérêt des deux armées, d'accéder à un arrangement. Rendez à l'empereur votre personne, votre cavalerie et votre infanterie; rendez à l'armée française Martono, nous y gagnerons tout, et l'humanité plus que nous.

Cependant, général, comme vous pourriez croire que le général en chef de l'armée française a des raisons particulières, autres que celles de l'humanité, pour vous faire cette proposition, il sent que vous devez prendre connaissance de la situation de son armée d'observation. Il me charge donc de vous dire qu'il ne voit aucun inconvénient à prendre des arrangements qui, en se conciliant avec les usages et l'esprit de la guerre, vous mettront à même de connaître la situation de l'armée française dans la Tyrol et sur la Brenna.

Berlino.

De Charles-Frédéric à Naples, le 28 novembre 1797.
(17 articles 1797.)

Alu général Gentili.

Vous passerez au Carre, citoyen général, pour y commander cette division. Arrivé dans cette lie, vous

donnera le commandement temporaire de Bastia au citoyen Rizzoï, chef de brigade; celui d'Âlghero au citoyen Ragi, chef de brigade; celui de Saint-Florent au citoyen Jean-Charles Coton, capitaine; celui de Corte au citoyen Collé, chef de brigade; celui de Bonifacio au citoyen Sabatini, capitaine, et celui de Calvi au citoyen Manabilli, capitaine.

Vous leverez trois compagnies dans la garde nationale de Bastia, qui feront le service de la forteresse; vous choisirez trois capitaines patriotes, entre autres, le citoyen Girasco.

Vous leverez deux compagnies dans la garde nationale d'Âlghero, qui feront le service de la garde de la forteresse, vous nommerez capitaines les citoyens Tacchino et Lorio.

Vous leverez de même une compagnie, prise dans la garde de Bonifacio, de Calvi, de Saint-Florent et de Corte, pour la garde des forteresses et des magasins de la place.

Vous ferez ensuite des compagnies de gendarmerie de la vingt-huitième division tant les officiers et soldats qui sont des départemens de Livourne et de Gênes. Vous laisserez le commandement de la gendarmerie du département de Livourne au citoyen Gastelli, avec le grade de chef de bataillon.

Vous vous concerterez avec le commissaire du gouvernement Sabatini pour le choix des autres emplois; vous prendrez des hommes attachés à la république et à la liberté.

Vous organiserez trois colonnes mobiles dans le dé-

partement du Golo, fortes chacune de 300 hommes. Vous en organiserez deux dans le département de L'Isère. Vous donnerez le commandement de l'une au citoyen Grimaldi; vous choisirez pour les deux autres des patriotes braves et républicains : en Balagne et dans les terres des comarques, vous choisirez, pour commander l'une des colonnes militaires du département de L'Isère, le citoyen Boschi, et un patriote reconnu pour le côté de la Roque.

Vous accorderez un pardon général à tous ceux qui n'ont été qu'égarés; vous ferez arrêter et juger par une commission militaire les quatre députés qui ont porté la couronne au roi d'Angleterre, les membres du gouvernement et les meneurs de cette infâme trahison, entre autres les citoyens Pizzo di Borgo, Bertholacci, Pinelli, Stefanespoli, Tartarolo, Filippi et l'un des chefs de bataille qui seront convaincus d'avoir porté les armes contre les troupes de la république.

Ainsi, la vengeance nationale n'aura à peiner que sur une trentaine d'individus, qui se seront peut-être mélangés avec les Anglais.

Vous ferez également arrêter tous les déserteurs, s'il y en avait qui oseront l'audace de continuer leur séjour dans les terres occupées par les troupes républicaines.

Mais je vous recommande avant de faire une prompt justice de quiconque, par un ressentiment contraire à la loi, se serait porté à assassiner son ennemi; enfin, citoyens généraux, saluez ce qui dépend de vous pour rétablir la tranquillité dans l'île, dissiper toutes les haines, et réunir à la république ce pays si long-temps agité.

Le payeur de l'armée aura soin de fournir aux dépen-
ses de la solde des différents corps de troupes fran-
çaises, qui partiront de Toulon au moment où la li-
berté des passages sera constatée et qui se rendront en
Corse pour occuper les fortresses.

Vous donnerez l'ordre au général Lamont et à l'adju-
dant-général Gallissot de se rendre à Medina, ainsi
qu'à tous les officiers supérieurs qui servent en activité
dans les demi-brigades de cette armée, hormis ceux qui
ont été désignés comme devant remplir des comman-
demens temporaires, et qui dès-lors seront remplacés
à leurs corps.

L'ordre est donné pour qu'il ne soit payé aucun trai-
tement à un officier hors de sa demi-brigade; engagez
tous ceux qui sont avec vous à rejoindre leurs corps, où
leur présence est nécessaire, aussi qu'elle devient inu-
tile en Corse. Cependant, si vous croyez qu'il y en ait
quelques-uns que vous devez garder, vous m'en en-
verrez la note, afin qu'il leur soit accordé de deux à
trois décaies, pour ensuite rejoindre leurs corps; vous
aurez soin aussi de s'occuper aucun moyen pour faire
passer à Livourne et de là à l'armée le plus de Canons
qu'il sera possible. A cet effet, il sera nécessaire d'éta-
blir à Livourne un dépôt pour les habilles, les armes
et leur donner leur route, à mesure qu'ils arrivent. Le
seul moyen de faire sortir de Corse tous les hommes
inquiets, ceux mêmes qui ont combattu pour les An-
glais, c'est de les envoyer à l'armée. Si vous pouvez
vous emparer de l'île d'Elbe avec le général Serurier,
jequel je donne l'ordre de vous aider dans le cas où

cette expédition sera possible, je vous envoie à en prendre possession.

Tenez-moi souvent instruit de tout ce que vous ferez. Donnez l'ordre à deux des députés les plus intelligens de se rendre au quartier-général, qui sera à Bologne ou à Ferrare.

BONAPARTE.

Modène, le 25 mai/année vii (17 octobre 1798).

Mon citoyen Cacault, agent de la république à Rome.

Je reçois à l'instant la nouvelle que les Anglais évacuent la Méditerranée : ils ont déjà évacué la Corse, qui a arboré l'étendard tricolore, et m'a envoyé des députés pour prêter serment d'obéissance.

Un courrier arrivé de Toulon m'apporte la nouvelle que notre escadre, composée de 16 vaisseaux de guerre et de 10 frégates, est sur le point de mettre à la voile ; qu'elle est déjà dans la grande rade, et qu'elle a, à sa suite, un convoi de soixante voiles chargé de troupes de débarquement.

Le délire étranger du pays où vous êtes ne sera pas long, il y sera bientôt porté au prompt remède. Cette folie passera comme un rêve ; ce qui restera, ce sera la liberté de Rome et le bonheur de l'Italie.

Ces députés de Bologne, Modène, Reggio et Ferrare ont été réunis ici : il s'agit dans tous ces pays un enthousiasme auquel on n'avait pas le droit de s'attendre. La première légion de la Lombardie est déjà organisée, la première légion italienne s'organise : c'est

le général Bugey qui commande cette légion. Vous savez bien que j'ai mis un bon nombre de vieux officiers accoutumés à vaincre et à commander.

Restez, toutefois, encore à Rome. L'intention du gouvernement est qu'on mette les gens dans leur tort.

BENJAMIN.

À Paris, le 25 novembre 1858.
(21 novembre 1858).

À monsieur le cardinal Mattei.

La cour de Rome a refusé d'adopter les conditions de paix que lui a offertes le directoire, elle a rompu l'armistice, et en suspendant l'exécution des conditions, elle arme : elle veut la guerre, elle l'aura ; mais avant de pouvoir de sang-froid prévoir la ruine et la mort des innombrables qui voudront faire obstacle aux phalanges républicaines, je dois à ma nation, à l'humanité, à moi-même, de tenter un dernier effort pour ramener le pape à des sentimens plus modérés, conformes à ses vrais intérêts, à son caractère et à la misère. Vous connaissez, monsieur le cardinal, les forces et la puissance de l'armée que je commande : pour détruire la puissance impériale du pape, il ne me faudrait que le vouloir ; allez à Rome ; voyez le Saint-Père, séparez-le de ses vrais intérêts ; arrachez-le aux intrigans qui l'environnent, qui veulent sa perte et celle de la cour de Rome. Le gouvernement français permet encore que l'échec des négociations de paix ; tout pourrait s'arranger. La guerre, si cruelle pour les peuples, a des

réduits terribles pour les vaincus ; évitez de grands malheurs au pape : vous savez combien je desirais finir par la paix une lutte que la guerre terminerait pour moi avec gloire comme sans périls.

Je vous salue, monsieur le cardinal, dans votre minute le succès que la pureté de vos intentions mérite.

BONAPARTE.

Tome, le 2 novembre 18 (24 novembre 1795).

• *Au siegier Casale.*

Vous trouverez ci-joint une lettre du ministre Delacroix. Le directeur me prévient que vous êtes chargé de continuer les négociations avec Rome. Vous me tiendrez exactement au courant de ce que vous ferez, afin que je saisisse le moment favorable pour exécuter les intentions du directeur exécutif. Vous savez bien qu'après la paix avec Naples et avec Gênes, la bonne harmonie qui règne avec le roi de Sardaigne, la reprise de la Corse et notre supériorité décidée dans la Méditerranée, je n'attends que le moment pour m'élancer sur Rome et y venger l'honneur national : la grande affaire actuellement est de gagner du temps. Mon intention est, lorsque j'entrevis dans les yeux du pape, ce qui encore est éloigné, de le faire en conséquence de l'ambassade, pour prendre possession d'Ancone; de là, je serai plus à même d'aller plus loin, après avoir mis en ordre mes desirées.

Enfin, le grand art actuellement est de joindre récipen-

quantum la balle pour rompre le cordon rouge. Si vous pouviez obtenir un commencement d'exécution de l'armistice, je crois que cela serait bon, mais difficile, à ce que je crois.

Nos alliés impetueusement aujourd'hui, et le victorieux paraît revenir sous nos drapeaux. ROMANENS.

Verona, le 4 janvier et 24 (et autres 1798).

Al citoyen Ponsardier.

J'ai reçu votre lettre du 30. Les propositions ne sont pas acceptables. Demander toute la Lombardie pour un secours de 8,000 hommes, c'est-à-dire pour 3,000, car il n'y en aura jamais davantage, c'est trop demander aujourd'hui, que la paix avec Naples et Gênes est faite. Le Piémont aime beaucoup à faire une alliance avec nous ; il est sûr que si d'effacer de l'esprit de ses sujets le mépris que leur donne le dernier traité. Ajoutez à cela, 1°. des expéditions rapides d'un livard dans le royaume de pié ; 2°. les bords impériaux, ou un équivalent de même du côté de la rivière de Gênes, cela devrait être bien suffisant.

L'armée deus est insubmersible ; jamais la France ne garantirait rien qu'autant que le succès permettrait de l'obtenir. Continuez toujours vos négociations.

Tout ici va bien.

ROMANENS.

Vienne, le 4 décembre au 6 (25 ventose 1798).

Aux membres du congrès d'état.

Je vous autorise, messieurs, à prendre toutes les mesures que vous croyez utiles, en les communiquant au général commandant la Lombardie et obtenant son approbation.

Vous pouvez, en conséquence, accéder aux étrangers la faculté d'acheter des biens mobiliers dans la Lombardie, rappeler tous les émigrés et surtout ceux demeurant en pays ennemi, sous peine de séquestrer leurs biens; saisir les revenus de ceux qui servent chez des puissances ennemies, chasser tous les prêtres et les moines qui ne sont pas nés de la Lombardie, accorder l'opposition directe au point de pouvoir suffire à la solde journalière de la légion lombarde; changer les municipalités, les préfets et les professeurs des écoles; et pour chacune de ces mesures, il vous faudra, à chaque acte, le conseil du général commandant la Lombardie.

Quant à la solde de toute l'argenterie des églises, je la crois nécessaire; mais je pense que la moitié vous suffit pour la légion lombarde; l'autre moitié sera versée dans la caisse de l'armée qui éprouve des besoins réels.

J'ai saisi l'occasion de cette mesure essentielle aux commissaires du gouvernement, qui pourraient un jour se concerter avec vous.

DOUGLASS.

Venise, le 7 brumaire an 5 (26 octobre 1796).

Au citoyen Cocault.

Vous trouverez ci-joint un paragraphe que je regois en ce moment du directoire. Je vous prie, en conséquence, de commencer des ouvertures avec le cardinal secrétaire d'état, ou de vous servir du cardinal Mattei, qui pourra parler directement au pape. Dès l'instant que le cour de Rome sera décidé à ouvrir une nouvelle négociation avec nous, vous m'en ferez part, et vous pourriez venir avec le ministre qu'elle aura nommé, dans une ville que je vous indiquerai, comme par exemple, Crémone.

Vous pouvez donc signaler au pape que la réponse de Paris n'est venue de, que, par une suite des sentimens de modération qu'a adoptés le gouvernement français, il n'a chargé de terminer avec Rome toute espèce de différend, soit par les armes, soit par une nouvelle négociation. Désirant donner au pape une marque du désir que j'ai de voir cette guerre si longue se terminer, et les malheurs qui affligent la nature humaine avoir un terme, je lui offre une manière honorable de sauver encore son honneur et le chef de la religion. Vous pouvez assurer de vive voix que j'ai toujours été contraire au traité qu'on lui a proposé, et surtout à la manière de négocier; que c'est en conséquence de mes instances particulières et réitérées, que le directoire m'a chargé d'ouvrir la route d'une nouvelle négociation. L'ambition ne peut pas d'être le surnom du Saint-Siège, que

d'en être le destructeur. Vous savez vous-même que nous avons toujours eu des principes conformes, et moyennant la faculté illimitée que m'a donnée le directoire, si l'on veut être sage à Rome, nous en profiterons pour donner la paix à cette belle partie du monde, et tranquilliser les consciences timorées de beaucoup de peuples.

J'attends votre réponse par le retour du courrier.

Rien de nouveau des armées. L'armée de Sambre et Meuse s'avance sur le Rhin, et l'armée du Rhin a défilé Kehl et est absolument hors de tout danger.

ROMANETTE

Paris, le 10 brumaire an 5 (1^{er} novembre 1796)

A votre altesse royale le duc de Parme et de Plaisance.

J'ai reçu la lettre de votre altesse royale, le 24 octobre, je me suis empressé de satisfaire à ce qu'elle désirait. L'intention du gouvernement français est de faire tout ce qui pourra être agréable à votre altesse royale : elle me trouvera, dans toutes les circonstances, prêt à lui donner les secours et les faveurs dont elle pourrait avoir besoin.

Si des employés de l'armée se conduisaient mal, j'inviterai votre altesse royale à les faire arrêter : lorsqu'ils sont dans ses États, ils doivent s'y comporter avec la décence et le respect qui est dû à l'autorité du prince. Lorsque votre altesse royale voudra m'en avoir besoin, je les ferai sévèrement punir.

La bonne intelligence qui régit entre les deux états ; la bonne conduite que votre altesse royale a tenue dans toutes les circonstances, doivent passer de famille et de la protection de la république française contre ceux qui voudraient méconnaître son autorité et transgresser les lois établies dans ses états. Je serai toujours charmé de recueillir les occasions de témoigner à votre altesse royale les sentimens d'estime et de considération, etc.

BONAPARTE.

Yver, le 11 brumaire an 5 (1^{re} novembre 1798).

Au commandant de Plaisance.

L'attention du gouvernement français, citoyen, est que non-seulement la neutralité qui existe entre la république française et les états de Parme soit respectée, mais encore que le prince soit protégé par l'armée française toutes les fois qu'il en aurait besoin.

Vous voudrez bien vous conduire en conséquence, et punir sévèrement tout Français qui s'écarterait de cette conduite.

BONAPARTE.

Yver, le 11 brumaire an 5 (1^{re} novembre 1798).

Au général Serrurier.

Je ne reconnais pas aux commissaires du gouvernement le droit de faire des arrestations pour requérir des secours de division. Je vous renvoie, en conséquence, l'arrêt des commissaires.

Quand le général Gentil , chargé de l'expédition , vous demandera quelque chose , vous serez maître de le lui accorder , lorsque vous penserez qu'il ne pourra en résulter aucun inconvénient , mais ne m'allez pas jamais un arrêté des commissaires , qui pour moi est absolument insignifiant : et cette méthode est sujette à trop d'abus pour que vous ne sentiez pas vous-même le conséquence de ne pas y donner lieu. Quand les commissaires vous envoient un arrêté , renvoyez-le , en disant que vous ne connaissez d'ordres que ceux de l'État-major.

BONAPARTE.

Toulon , le 11 brumaire an 5 (1^{er} novembre 1796).

Au général Gentil.

J'ai reçu , citoyen général , la lettre que vous m'avez écrite. J'ai eu avec plaisir que vous ne perdiez pas de vue l'occasion de vous enlever de l'île d'Elbe. Je n'ai pas encore sur la Corse des nouvelles assez pécises ; mais du moment que vous sentez maître de la mer , des flottes françaises se rendront à Ajaccio , et ce ne sera qu'à leur retour , que je ferai passer des troupes en Corse. Vous devez vivre en bonne intelligence avec le commissariat du gouvernement , sans vous croire obligé pourtant d'obéir à tous les ordres qu'il pourrait prendre pour le service militaire , qui seul vous regarde. Vous devez surtout ne permettre aucun acte législatif , ni qu'on s'eloigne en rien des lois constitutionnelles de la république. Il faut que la Corse soit une bonne

faite française, et il ne faut plus y entrevoir ce petit tripatage de considérations particulières, qui tendent à dénigrer les vœux de la France. Je ne crois pas que l'intention du gouvernement soit d'accorder une amnistie aux quatre citoyens qui ont eu tort de baser leur projet sur la couronne du roi d'Angleterre, et à ceux qui étaient membres du conseil d'état. BOURBON.

Verona, le 11 brumaire an 5 (1^{re} novembre 1796).

Ala Commandante ordonnateur en chef.

Le sieur de Bolognes a fourni au citoyen Arona plus de soixante mille aunes de toiles, estimées trois à quatre cent mille lir. Comme cet entrepreneur n'avait point d'ordre pour fournir des chemises, que le peu qu'il en a présente au magasin étaient défectueuses, impropres au service, et de toile grossière, vous voudrez bien ordonner à cet entrepreneur de ne faire aucune fourniture, mais le percevoir que la valeur de ladite toile sera portée en compte de la valeur de ses fournitures de souliers : on s'assure qu'il lui en dû à peu près le montant de ladite toile, surtout en faisant prendre les quarante mille paires de souliers qu'il a dans ce moment à Milan.

Je vous prie de ne pas perdre un instant pour vous rendre à Verona avec le payeur, parce qu'il est instant que nous prenions des mesures pour le service de l'armée et des opérations qui doivent avoir lieu. Quoi-

que vous pourriez être incommodé, votre seul présence à Verone vous mettra à même de diriger le commissaire qui vous remplace, et de donner de l'unité au service. Je vous prie, avant de partir, de voir le citoyen Flachat, pour savoir si toutes les soies et marchandises qui existaient à Milan sont vendues, et quels sont les fonds qu'il peut fournir à l'armée.

Voyez aussi le congrès d'état et la municipalité de Milan, pour savoir où en sont les contributions ; voyez également sur cet objet les bureaux des commissions du gouvernement, et qu'ils vous disent enfin clairement les raisons qu'ils ont pour l'armée : tous ces gens-là ne pensent qu'à vous. S'il arrivait que vous ne puissiez pas absolument vous, voyez à charger quelqu'un de votre opération ; envoyez-lui, à cet effet, les instructions dont il aura besoin.

J'apprends avec indignation que le citoyen Anon se retire avec les quinze ou seize cent mille liv. qu'il a à l'armée : cette conduite est celle d'un coquin.

Le service des charrois de l'artillerie, celui des fourrages, celui de la viande, enfin tous les services exigés que l'on prenne un parti.

Rendez-vous donc sur-le-champ lui.

BONAPARTE.

Paris, le 22 ventôse an 5 (15 mars 1796).

Le Directeur adjoint au général Bonaparte.

Nous sentons comme vous, citoyen général, qu'il est indispensable de vous envoyer des secours puissans

et déjà nous en avons dirigé de considérables sur l'armée d'Italie. Le ministre de la guerre nous rend compte aujourd'hui que des ordres sont donnés, conformément à nos intentions, pour le passage de 4,000 hommes à l'armée d'Italie, trois des quinquèmes et dix-septième divisions, et que les 4,000 hommes à perdre sur les nouvelles et dixième divisions sont en route pour la même destination; vous trouverez ci-joint extrait de ce rapport du ministre. Vous êtes déjà parvenu que 4,000 hommes doivent être retirés des côtes de l'Océan et dirigés sous vos ordres; nous ignorons si leur mouvement est commencé, mais nous avons perçu la plus grande célérité. Outre ces renforts, nous proposons de diminuer encore en votre faveur de nouvelles troupes de celles qui sont réparties dans la division de l'Océan. Le troisième régiment de dragons, qui se trouve dans la dix-septième, va être dirigé sur l'Italie, et nous pressons le ministre de la guerre de satisfaire, autant qu'il lui sera possible, aux différentes demandes que vous faites.

Le siège de Mantoue présente trop de difficultés pour être tenté : il serait un gouffre pour les Français, et il vaudrait de se borner à un blocus, alimenté fréquemment de troupes fraîches, qui réduira cette place plus tard, sans doute, mais avec moins de perte qu'un siège réglé.

Nous présumons que l'état de situation de l'armée était plus considérable, à sa payer par celui des renforts que vous avez reçus, et celui où elle se trouvait lorsque vous avez pris le commandement. Mais vous voyez, citoyen

général, combien, dans le partage des secours qui sont à votre disposition, nous sommes jaloux de maintenir la gloire de l'armée conquérante que vous commandez, et vous remarquerez que nous ne pourrions les augmenter encore, lorsque ceux que nous vous destinons seront arrivés, sans épuiser les moyens de la république.

L. M. BÉVANSCHEN-LÉVANT, *président*.

Paris, le 21 vendémiaire an 5 (11 octobre 1796).

Le Directeur exécutif au général Bonaparte.

Vous trouverez ci-joint, citoyen général, l'expédition de l'armée que nous venons de prendre, par lequel nous ordonnons que la huitième division militaire sera provisoirement distraite de l'arrondissement de l'armée d'Italie. Nous séparons de cette division par le même arrêté, le département des Alpes maritimes et celui des Hautes-Alpes.

Nous vous envoyons en même temps copie de la lettre que nous écrivons au général Willot, dans laquelle nous lui prescrivons de ne consacrer que ce qui est indispensable pour le maintien de la tranquillité dans les pays soumis à son commandement ; de vous faire passer toutes les troupes dont il pourra disposer, et principalement le fameux bataillon de l'Ain, qui doit être incorporé dans les cadres qui sont sous vos ordres.

Le général Willot n'a cessé de donner des preuves de son patriotisme à l'armée des Pyrénées, où il s'est

beaucoup éloigné, c'est lui qui a préparé au parti la pacification réelle de la Vendée, et glorieusement obtenue par le général en chef Hoche, et sa coopération dans cette circonstance est une preuve de ses sentimens républicains, et démontre toute rapidité de ses pas d'attachement de sa part à la république et à ses partisans.

Le premier courrier que nous vous enverrons incessamment, vous portera des réponses aux autres objets dont vous nous entretenez dans vos lettres du 11 vendémiaire.

Un courrier venu de Strasbourg nous annonce que les Autrichiens ont été complètement battus le 26 et le 27, aux environs de Bacher, par l'armée de Rhin et Moselle : deux drapeaux, six bouches à feu, 3,000 prisonniers, parmi lesquels cinquante-six officiers, étaient déjà arrivés le 13 au quartier-général à Sarrebourg ; 2,000 autres prisonniers y étaient attendus deux jours après. Les prisonniers rapportent que l'empereur n'a plus de forces dans l'intérieur de l'Autriche, et qu'il a envoyé à l'armée toutes celles qui jusqu'alors étaient restées en réserve et dans les garnisons.

L. M. BÉRONNET-LÉVY, président.

Paris, le 27 vendémiaire an 3 (15 octobre 1795).

Le Directeur exécutif au général en chef Bonaparte.

L'organisation des colonies maritimes, citoyen général, n'a été commandée par le gouvernement qu'en don-

tant aux individus qui la composent la garantie spéciale qu'elle ne quitteraient point le camp pour être dirigés contre les ennemis extérieurs, et leur principal but est d'y maintenir la police. C'est sans doute en vertu de cette promesse que l'administration départementale du Var a refusé de faire marcher une de ses colonnes, ainsi qu'elle en avait été requise : nous nous voyons en conséquence dans la nécessité d'appuyer son refus.

L. M. RAVENNAIS-LÉVAT, président.

Paris, le 27 novembre 1851 (15 octobre 1798).

Le Directeur exécutif au général en chef Buonaparte.

Les observations que causent, citoyen général, celle de vos dépêches du 21, qui traitent de la situation des différentes puissances de l'Italie, avons déjà fixé notre attention. Le paix que nous venons de conclure avec Naples en est le résultat. Ne pouvant faire tout à la fois et avec une supériorité constante à un aussi grand nombre d'ennemis, nous avons cru devoir faire cesser notre état de guerre avec l'Italie méridionale.

Nous pourrions maintenant signer avec plus d'avantage à châtier l'opiniâtreté du pape, qui a refusé les conditions de la paix, mais la prise de Rome est une opération grande et délicate dans la situation où nous sommes, et qui ne doit être entreprise qu'au moment le plus favorable. Vous avez vu, par l'une de nos dernières dépêches, que, pour couvrir nos projets ultérieurs, nous avons engagé à nos conseillers près l'armée d'Italie de

prolonger la négociation avec le pape, mais nous vous invitons à prévenir le citoyen Cacciotti qu'il est chargé avec des mesures qu'il a à prendre pour maintenir la sécurité dans Rome et écarter tout soupçon de nos desseins jusqu'à ce que vous puissiez vous flatter à leur exécution. Le nombre des troupes que vous destinez à cette expédition nous a paru un peu faible, car, pour la tenir, il faut que le succès en soit certain : d'un autre côté, le rassemblement des Autrichiens dans le Frioul et l'avantissement de Mantoue sont les deux objets que vous regardez avec raison comme les plus essentiels; ainsi nous pensons que vous porterez dans le choix du moment et des moyens propres à cette opération, l'habileté du coup-d'œil qui vous distingue. Il ne nous paraît pas que le corps qui réduira Rome doive l'occuper entièrement, attendu l'immensité de sa population; il nous semble préférable d'en prendre possession par des camps établis sous ses murs. Le droit de la guerre et les circonstances politiques, décident alors du sort de la puissance du pape. L'arrangement conclu avec Gênes remplit nos précédentes intentions et nous dispose naturellement à conclure avec cet état un traité d'alliance, s'il en fait la proposition.

Les besoins de renfort qu'éprouve, citoyen général, l'armée d'Italie, d'après le compte que vous nous rendez d'un rassemblement de nouvelles forces contre elle, et les sacrifices que le grand-duc de Toscane semble devoir faire pour obtenir l'évacuation de Livourne, nous déterminent à vous autoriser à renvoyer les troupes qui composent sa garnison, mais, pour que cette mesure

produit tout le fruit que nous en attendons, il faut laisser entrevoir au grand-duc que l'on pourrait accorder à un arrangement qui lui rendrait la libre possession de cette place, s'il proposait des indemnités convenables, ou au moins une reconnaissance à ses réclamations. Nous vous laissons à juger si, pour l'y déterminer, il ne serait pas utile d'effectuer de nouveaux desseins contre ses états, et de faire quelques mouvements de troupes si-mulés pour cet objet. Les traitemens hostiles qu'ont éprouvés à Livourne les Français républicains, au mépris de la neutralité, et la préférence secrète qui y était accordée aux Anglais et aux émigrés, demandaient à être expiés par la Toscane, et vous vous servirez de ce motif pour consentir avec plus d'avantage et plus de dignité pour le gouvernement, aux conditions du retirément des troupes françaises de Livourne, en stipulant toutefois que la plus exacte neutralité y sera observée.

En adoptant cette mesure, l'expédition de la Corse se trouve nécessairement ajournée, et est inconvénient nous paraît lui-même léger attendu les dépenses considérables que coûte à l'Angleterre l'occupation de cette Ile.

Il est néanmoins nécessaire de lui laisser de continuëles appréhensions à cet égard, et de nourrir une inquiétude qui ne peut que rendre pour elle plus précieuses ses dispositions dans la Méditerranée.

Vous nous confirmer dans la pensée qu'il est utile de réserver jusqu'après le priat de Mantoue le traitement que l'incertitude de Venise mérité de notre part, mais il

est instant de s'opposer à son serment, et nous vous invitons à entrer avec elle, à ce sujet, dans une négociation pressante. Quant à la ville de Looques, nous traité avec le roi de Naples ne rend plus ses occupations importantes.

Quelle que soient, citoyen général, les efforts de l'empereur pour empêcher ses généraux en Italie, leur conquête est d'un trop haut prix pour la république, pour qu'elle se consacre par tous les efforts qu'elle peut faire sans compromettre sa sûreté intérieure, à leur conservation. La gloire de l'armée d'Italie et de son héros et héros général y est attachée.

L. M. Rivarola-Lisieu, *président.*

Paris, le 25 vendémiaire an 5 (15 octobre 1796).

Le Directoire exécutif au général en chef Bonaparte.

Nous avons pris en considération, citoyen général, ce que vous nous avez écrit dans une de vos dernières dépêches relativement aux barbares. Nous sentons, comme vous, qu'il sera extrêmement difficile d'exterminer des soldats féroces, auxquels on ne peut accorder la facilité de revenir dans le département des Alpes maritimes, qui lui a vu naître, mais la constitution et les lois étant formelles à cet égard, nous ne pouvons nous permettre de les enfreindre, et notre premier devoir est de les respecter. Comme il devient cependant extrêmement intéressant de diminuer le plus possible les hordes de barbares qui commettent des ravages dans les environs

de cel de Tende, nous avons pensé que le gouvernement provisoire de la Lombardie pouvait les prendre au soldo, soit en en formant des corps particuliers, soit en les incorporant dans la légion milanaise. Nous vous recommandons l'attention et toutes les dispositions nécessaires pour atteindre ce but désirable.

L. M. BERNARDINI-LEROUX, président.

Paris, le 14 vendémiaire an 5 (16 octobre 1798).

Le Directoire écrit au général en chef Bonaparte.

La veuve de l'infortuné Basseville, citoyen général, se propose de se rendre auprès de vous, afin que sa présence accélère autant qu'il sera possible le paiement des indemnités qui lui sont dues. Le directoire vous invite, citoyen général, à l'accueillir avec le même intérêt que vous avez témoigné à la mémoire de son époux, et à lui faire tous les moyens qui vous paraîtront convenables, d'obtenir au moins quelques indemnités provisoires, en attendant la fixation des dédommagemens stipulés expressément dans le traité d'armistice conclu avec le pape. Le directoire vous invite à accueillir avec la même bienveillance le citoyen Moussé, qui l'accompagnera. L. M. BERNARDINI-LEROUX, président.

Paris, le 27 vendémiaire an 8 (18 octobre 1798).

Le Directeur général au général en chef Bonaparte.

Vos dépêches du 17 vendémiaire, citoyen général, ont rendu encore plus stricte l'attention que nous n'avons cessé de donner à notre situation militaire et politique en Italie, et nous allons ajourner ici, sur les différents objets qui y ont rapport, les développemens nécessaires à nos lettres des 21 et 24 dernier.

Nous vous donnons exclusivement plein pouvoir de négocier et de conclure avec le pape un nouvel armistice, et même d'arrêter les articles d'un traité de paix, lesquels nous-mêmes aurons signés par le citoyen Cacciatore seul; ce traité devrait aussi être signé par le pape, de manière que nous n'annonçons plus qu'à l'approuver et à le présenter à la ratification du corps législatif.

Si cette négociation reste sans effet, et si le pape se refuse à la paix ou à un armistice, nous continuerons l'opération que nous vous avons déjà demandé d'agir hostilement contre lui pour le décider à un accommodement, ou de marcher vers Rome pour vous en emparer; mais, dans ce cas, il faut être sûr de la neutralité de Naples et attendre la ratification du traité de paix que nous avons conclu avec cette puissance.

À l'égard de Turin, nous nous occupons du choix d'un ambassadeur à y envoyer, et prochainement nous vous autorisons à négocier avec le roi sarda un traité d'alliance; mais ce traité ne pourra être conclu définitive-

ment que par nous, et dans les conditions que vous stipulez, n'engage la France à aucune cession d'agrandissement de territoire en faveur du roi. Vous sentez qu'il ne faut pas s'exposer à ne pouvoir tenir des engagements de cette nature, soit parce qu'on aurait engagé des rois, soit parce qu'on se trouverait en contradiction avec les mesures que l'on aurait prises pour provoquer les peuples à la liberté.

Il est d'une sage politique de montrer de la bienveillance au duc de Parme et de lui ménager un agrandissement de puissance, mais toujours sous la condition essentielle de ne promettre aucune garantie.

Quant aux autres états de l'Italie, notre opinion est continuellement celle que nous vous avons déjà manifestée, et nous vous laissons la liberté d'en agir selon les circonstances, sous le double rapport de la politique et de la guerre. Vous observerez avec soin que la France ne se trouve engagée dans aucune garantie, afin de se réserver la plus grande latitude de liberté pour faire la paix avec l'empereur sans d'événement malheureux.

Vous savez, par l'une de nos dernières dépêches, que nous croyons convenable de suspendre l'expédition de la Corse et de retirer les troupes qui sont à Livourne. Nous vous en avons développé les motifs, et il nous paraît qu'on pourrait saisir avec avantage, pour un autre et double objet avec la Toscane, le moment de notre paix avec Naples.

Neuf vous avons donné l'aperçu des forces que nous dirigeons sur l'Italie, et qui comprennent 6,000

hommes du midi, 4,000 des côtes de l'Océan, et le troisième régiment de dragons, fait de 400 hommes.

À ce renfort, nous ajoutons de nouvelles troupes, qui seront tirées de l'Ouest, jusqu'à la concurrence de 8 à 10,000 hommes, et nous avons déjà prié le général Maresc que notre intention est de détacher une colonne de 10,000 hommes de l'armée de Rhin et Moselle, où elle sera remplacée par des troupes de Sambre et Meuse, et de la diriger sur nous, mais ce mouvement ne pourra avoir lieu que lorsque les opérations de la campagne seront interrompues sur le Rhin, ou que notre supériorité y sera de nouveau bien décidée.

Enfin apprenons que l'armée de Sambre et Meuse fait un mouvement sur la rive droite du Rhin.

Nous insistons sur les avantages d'un blocus pour Mantoue, et sur la préférence que nous devons lui donner sur un siège régulier, qui exigerait un appareil de moyens instructifs et nous exposerait à de grandes pertes, s'il survenait un échec.

Nous avons terminé ici l'arrangement avec Gênes, et nous apprenons les motifs de l'apaisement occasioné entre nous et le clergé l'abbé.

L'inimitié prononcée et la conduite inquiétante de Venise rendent urgent l'emploi de tout les moyens propres à pénétrer ses intentions : un mélange habile de menaces et d'adoucissement lui sera nécessaire.

Aux différents points d'instruction que vous nous dépeignez, citoyen général, nous joignons une nouvelle et pressante invitation de maintenir la discipline avec cette rigueur soutenue qui est commandée par les lois

de la république. La fermeté de votre caractère nous offre, à cet égard, une précieuse garantie.

L.-M. KRAMARZ-LAPORTE, *président.*

Paris, le 7 novembre 1817 (26 ventôse 1798).

au général Bonaparte.

Nous avons reçu, citoyen général, votre lettre du 3 vendémiaire, et deux autres suivantes, avec plusieurs pièces dont nous allons nécessairement vous accuser la réception.

Le ministre des finances a reçu des ordres, afin de faire examiner la cause de la différence qui existe entre les comptes demandés par les commissaires du gouvernement à ceux produits par le payeur général de l'armée. Le relard général que vous nous avez envoyé des ordonnances expédiées par l'ordonnateur en chef au payeur de l'armée, depuis le 1^{er} nivôse jusqu'au 15 brumaire, a dû communiqué aux ministres de la guerre et des finances.

Nous persistons toujours dans l'opinion que le régime des réquisitions est mauvais en soi, et conduit à beaucoup d'inconvénients, tels que ceux d'enrichir des agents infidèles, et d'affaiblir les peuples qu'il faudrait attacher à la république.

Nous avons écrit au ministre de la guerre de s'occuper des demandes que vous faites relativement au commandant ordonnateur Naudin, et le ministre établit pro-

chaînement un régime d'administration qui pourra remédier aux abus dont vous vous plaignez.

Il vous sera facile d'épurer l'armée française de tous les dangers qui s'y sont introduits, et auxquels la république veut seule d'accorder des traitements à la paix, en les incorporant dans les légions qui se forment à Ferrare, Bologne et dans le Milanais. Il n'y a aucun inconvénient à se servir de l'apostrophe des églises pour la formation de ces corps, mais il faut éviter que les fanatiques ne fient parti de cette mesure.

Nous avons reçu toutes les lettres qui vous ont été communiquées par le citoyen Casault : ses alarmes doivent cesser en partie depuis le traité entre la république et le roi de Naples, et ses combinaisons politiques et militaires recevront par conséquent les modifications nécessitées par ce nouvel ordre de choses.

Les circonstances vous procurent peut-être les moyens d'acquies à la république les chevaux et l'équipement des 2,400 hommes de cavalerie napolitaine, livrés à notre surveillance dans le Bencian. Nous désirons, citoyen général, que vous puissiez trouver ou faire naître adroitement une occasion qui puisse satisfaire cette mesure, laquelle servirait efficacement à remonter les troupes à cheval de l'armée d'Italie.

Continuez toujours de surveiller le grand-duc de Toscane, et de combattre les efforts clandestins qu'il emploie pour nous nuire. Nous vous recommandons également de veiller votre santé.

L'affaire de Glac étant terminée, les inquiétudes, manifestées dans la lettre du ministre Faypoult, que

vous vous êtes envoyé, doivent être entièrement oubliés.

« Nous désirons que vous donniez une partie de vos soins aux malades de l'armée, afin d'être exactement informé de la manière dont ils sont traités. Il est probable que leur trop grand nombre provient, jusqu'à un certain point, du vice qui existe dans l'administration des hôpitaux.

Les 10,000 hommes de renfort qui vous ont été fournis viennent des départements de l'intérieur et de l'armée des côtes de l'Océan.

Le général Kellermann vous a annoncé le départ pour l'Italie de la quarantième demi-brigade, et le général Willot a ordre de ne garder que 2,000 hommes pour l'accompagnement de son commandement; tout le reste vous est destiné.

C'est une précaution très-puissante de faire fortifier les places sur les bords de l'Adige et de l'Adda, ainsi que les postes importants dans la partie des états du pape, occupée par les troupes françaises.

Les officiers Chanceloup et Laspinaise seront conservés pour commander le génie et l'artillerie. Le ministre de la guerre a ordre de vous envoyer les généraux de division Dugas et Dumas et le général de brigade Mignot.

Le général Davigeant, n'ayant pu accepter sa nomination pour l'armée d'Italie, le directeur y fera envoyer d'autres militaires du même grade.

Vous observerez soigneusement le recrutement des régimens de cavalerie et de tout ce qui est nécessaire

afin de renvoyer promptement cette somme, ont été prises en considération, et le ministre de la guerre s'en, à cet égard, ce qui dépendra de lui pour satisfaire à votre demande.

Les chefs de brigade Gaudin et Seuilhas recroqueront leur retraite, ainsi que le chef d'escadron Gourguier; il en sera de même du chef du septième régiment de hussards: ils seront remplacés par des officiers plus en état de répondre à vos vœux pour l'activité du service militaire.

Le compte que vous m'avez le commandant de Livourne nous tranquillise sur l'état actuel de cette place.

Le Directoire approuve le projet que vous lui avez soumis pour la formation de la première légion italienne.

Nous avons reçu les différents imprimés en langue italienne qui finissent par le des dépêches auxquelles nous venons de répondre.

L.-M. BARNAGAN-LARAY, *président.*

Paris, le 7 brumaire an 5 (26 octobre 1796).

Le Directoire exécutif au général en chef Bonaparte.

Les patriotes polonais, jaloux de peupler les rangs de régénérer leur patrie, désirent, citoyens généraux, prendre rang dans les phalanges glorieuses de la république française. La proposition vient de nous être faite par le général Dabrowski, de prendre à la solde de la république ceux que la défection enlèverait à

quitter les troupes impériales. Aux termes de la constitution, le gouvernement français ne pouvant prendre à son solde aucune troupe étrangère, la proposition devrait être inadmissible. Néanmoins, comme il pourrait n'être pas indifférent à l'intérêt de la république de faciliter aux Polonais qui sont aujourd'hui au service de l'Autriche les moyens de désertion, le directoire vous engage à voir s'il ne serait pas possible de déterminer le gouvernement provisoire du Milanais, du Modénais, etc., de les prendre à leur solde.

L.-M. REYNAUD-LAFAYE, président.

Paris, le 5 brumaire an 3 (25 octobre 1794).

Le Directoire exécutif au général en chef Bonaparte.

Une de vos dépêches du 26 vendémiaire dernier, citoyen général, nous donne lieu de croire que l'on peut exiger du commerce de Lincourne 5 ou 6,000,000 fr., au lieu de 2, qu'il offre pour indemniser des marchands anglais. Nous vous autorisons à demander cette somme, si les circonstances le permettent, après vous être concerté avec les commissaires du gouvernement près l'armée d'Italie et le citoyen Miot.

L.-M. REYNAUD-LAFAYE, président.

Paris, le 7 brumaire an 5 (26 octobre 1797).

Le Directeur exécutif au général en chef Bonaparte.

Nous avons reçu, citoyen général, les différentes dépêches que vous nous avez adressées de Modène, le 26 vendémiaire, et les pièces qui étaient jointes. Nous sentons comme vous combien l'enthousiasme de la liberté chez les habitants de Bologne, Modène, Reggio, Ferrare et Milan est avantageux à la cause pour laquelle nous combattons; nous sentons convaincus de l'utilité dont sera pour le succès de nos armes la bonne volonté des différents peuples de l'Italie, qui manifestent le désir de secouer le joug du despotisme; mais, quelques soient que soit celui que nous espérons nous-mêmes de secouer leur élan vers la république, la prudence et la politique saines nous commandent de modérer autant qu'il est en nous, à l'époque actuelle, le feu qui les anime et les démarches qu'un premier mouvement pourrait les porter à faire. Sans doute la bravoure de l'armée d'Italie et les talents du chef qui la dirige, sont de puissans motifs pour nous faire croire que l'Autriche n'arrêchera point de nos mains les conquêtes glorieuses que vous avez faites, mais, ayant le prix de Mantoue, avant surtout que de nouveaux succès en Italie et en Allemagne aient réprimé l'audace que son retour sur le Rhin ont redonné à la cour de Vienne, il serait impudent, ainsi que nous vous l'avons montré dans nos précédentes dépêches, d'allumer trop fortement en

Italie, un incendie révolutionnaire, qui pourrait par la suite devenir funeste aux peuples que nous voulons encourager à se rendre libres. Le poëte se contopait de succès et de revers : cette campagne, dont l'histoire retracera avec plaisir les détails honorables pour nous, en est un exemple frappant. Sans la retraite inattendue de l'armée de Sambre et Meuse, nous aurions pu dire à l'Italie : *Soyez libre, avec la certitude d'être obéie ; aujourd'hui, soyez glorieux*, que la lassitude de la guerre semblait avec force dans l'intérieur de la république ; quand une partie du gage de la paix continentale a été replacé par les événements dans les mains des ennemis de la république, il conviendrait de penser sérieusement à cette paix, l'objet des vœux de tous, et peut-être ne pourrions-nous le voir sans qu'en dispois-sons en faveur de quelques princes d'Allemagne d'une partie des conquêtes que l'armée d'Italie a faites.

Le directoire n'oublie pas toutefois combien il est de son intérêt d'empêcher, autant qu'il le pourra, la réunion d'Autriche de l'Italie, et les circonstances les plus fortes pourront seules l'engager à continuer à la cour de Vienne ce que le courage des braves que nous commandons lui a saisi ; mais ces différentes bases qu'il peut devenir nécessaire d'adopter pour arriver à la paix continentale, nous avertissent de sauter aux intérêts égoïstes des particuliers italiens ; et ce serait peut-être les compromettre, que de trop encourager l'ardeur qu'ils témoignent. Nous pensons que les intérêts de la république exigent que nous maintenions les peuples de Milanais, du Modénois, etc., dans des sentimens qui nous

soient favorables, nous vous engage à garantir leur indépendance future, et surtout nous les exposons d'une manière qui serait aussi odieuse qu'humiliante, à devenir par la suite victimes de leur imprudence ou de nos conseils.

Nous avons vu avec plaisir l'organisation de différentes légions italiennes, nous espérons que leur courage contre nos ennemis communs sera digne de l'armée qui vous obéit. Nous vous engageons à composer, autant qu'il se pourra, vos troupes d'étrangers et principalement de Polonais déserteurs du service de l'Autriche, afin de soulager les campagnes et nous les rendre favorables. Si vous jugez convenable qu'il vous soit envoyé quelques officiers polonais qui pourraient stimuler la désertion chez les patriotes de leur pays qui sont fascinés dans les rangs des Impériaux, nous adresserons au ministre de la guerre de vous adresser ceux qui se trouvent dans l'intérieur.

Nous approuvons la nomination que vous avez faite au général Wurmser, et nous espérons qu'elle sera le succès que sa sagesse et l'humanité qui l'a dictée semblait lui promettre.

L.-M. RETZIUS-LEZARD, *président.*

¶

Paris, le 2 novembre ou 3 (18 octobre 1797).

Le Directoire exécutif au général Bonaparte.

Le ministre de la guerre vient de confirmer, citoyen général, l'insémination nouvelle des succès du général.

de brigade Garnier contre les barbets. Nous vous invitons à écrire une lettre de satisfaction à ce général à cette occasion.

Nous transmettons au ministre des relations extérieures la note que vous nous avez envoyée sur les vingt mille fusils appartenant au roi d'Espagne, que la cession vous a été de gréce. Nous espérons que cette mesure aura l'approbation de la cour de Madrid, à laquelle il serait bon que M. d'Azara écrivît, afin de la disposer favorablement.

Les renforts que nous vous avons envoyés nous donnent l'espoir de nouveaux succès, soit contre les troupes autrichiennes dans le Tyrol, soit contre celles qui sont en ce moment sur la Plave. Nous vous recommandons de les attaquer séparément le plus tôt qu'il sera possible, et principalement celles qui sont dans le Tyrol, avant surtout qu'elles ne soient jointes par les renforts que les armées autrichiennes d'Allemagne pourraient être disposées à leur faire passer.

L.-M. BERNARDINI-LEROUX, président.

Rome, le 22 septembre au 5 (23 octobre 1798).

Au général Bonaparte.

Je viens de recevoir la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 17 de ce mois.

J'ai sur-le-champ envoyé au secrétaire d'état votre lettre pour le pape, avec la note dont copie est ci-jointe.

L'idée de demander, comme vous le faites, une explication au sujet du manifeste évidemment publié par la cour de Rome, mais pourtant sans signature, est excellente : vous avez saisi le véritable point pour entrer en matière. J'ai pensé qu'en envoyant votre lettre originale, je produirais plus d'effet qu'en faisant la même chose. Je vous ferai passer la réponse aussitôt qu'en me l'aura donnée.

Monsieur Galeppi vient d'arriver de Florence : on me l'envoie probablement. Vous avez vu, par ces précédentes, que j'ai senti la nécessité de venir faire à Rome ; je n'en partais pas sans doute sans ordre de vous ou du pape.

J'entretenais les rapports avec desecur, mais sans laisser perdre aucun avantage sur moi à ces esprits sophistiques et passionnés.

Je vous remercie, général, de m'avoir donné le mot de l'athée.

Rien de si difficile que de rassurer aujourd'hui le pape, avant qu'il ait l'assurance d'un traité définitif qui lui coùtasse, à vous payer seize millions qui restent en arriéré, entre les sujets d'arts : on craindra de retomber de Charybde en Scylla, d'autant plus que les derniers discours du commissaire Salicetti, à Florence, ont été fort menaçans.

Les deux millions de livres tournois que j'avais fait partir, et que le pape a donné ordre d'envoyer à Rimini, sont revenus hier à Rome comme en triomphe. On se prépare des oppositions de la part du peuple.

On s'opposera lui qu'en venant sur ses pas, paron

que le besoin d'argent y force , à raison de la situation de l'armée , après qu'on a paru mépriser ce secours lorsqu'il étoit en train de marcher. Ne perdez pas de vue que c'est Naples qui nous a guidé l'armée de Rome.

Je vais travailler avec ardeur dans la direction que vous me donnez ; mais il importe avec ces gens-ci de les tenir toujours au-dessous de vous. Vous savez avec quelle elasticité l'orgueil oppressé vient de repaître ; il faut que je l'amène doucement à me venir demander conseil, autrement nous ne ferons rien ; ces choses sires passent aisément d'une extrémité à l'autre, d'où est il faut que je les attende, sans quoi nous ne ferons rien.

Les armées de Naples n'ont pas dépassé la frontière. M. del Vasto voit souvent le pape , et cependant le traité d'alliance n'est pas signé. L'on m'assure à présent que le cour de Naples ne veut s'engager à promettre le secours de ses armées que dans trois cas :

1°. D'une invasion de quelque partie de l'état ecclésiastique ;

2°. Dans le cas d'un soulèvement ou fermentation insurrectionnel tendant à une révolution ;

3°. Dans le cas d'une attaque formelle de l'état ecclésiastique et d'une guerre déclarée au pape.

Le secrétaire d'état m'a promis de m'avertir si les troupes napolitaines entrent sur le territoire ecclésiastique, et si le traité avec Naples doit être signé.

CACARET.

Rome, le 25 novembre au 5 (24) octobre 1798).

Au général Bonaparte.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie de la réponse que je viens de recevoir du cardinal secrétaire d'état au sujet de votre lettre au pape, que je lui ai remise pour la présenter à Sa Sainteté. Sans beaucoup la demande d'une réponse pressée du souverain en personne, j'expliquerai demain à M. le cardinal Beuca que je suis chargé ainsi de demander par son canal l'explication au sujet du manifeste non signé, parce qu'il est nécessaire de savoir s'il vient ou non de Sa Sainteté.

Manciguar Galeppi, que je croyais arrivé hier, est encore attendu à Rome. Il paraît qu'on veut le voir et l'entendre, car il ne laisse pas que d'être fort empressé de répondre à votre lettre.

Vous verrez, par les bulletins ci-joints, ce qui est répondu à Rome par les nouvelles pour autant de vérités certaines.

On distribue jusqu'à la liste des régimens napoléoniens entrés dans la Romagne pour porter main-forte au pape contre de prétendus soulèvements populaires.

Il est vrai que le pape a fait partir environ huit cents hommes de troupes pour la Romagne.

Il est vrai que ce gouvernement paraît craindre beaucoup des complots de révolte dans les lieux de Romagne.

Il est vrai qu'il a été emprisonné ici, il y a deux mois, plusieurs personnes accusées de complot tendant à s'emparer du château Saint-Ange, et de soulever la Romagne.

Il est vrai que plusieurs personnes dont je vous ai envoyé les noms viennent d'être arrêtées à Ancone; mais je suis sûr qu'il n'est entré des régimens napoléoniens en Romagne, car je suis sûr, avant qu'il est possible de l'être par de bons rapports, que le général qui est à la tête de l'armée papale n'en a pas dû avoir, ce qui est pourtant nécessaire pour que l'entrée des soldats étrangers se combine avec les troupes du pape, et pour que les logemens et les étapes soient préparés.

Le citoyen Masseville, commandant de la place de Bologne, est à portée de vous aviser plus promptement que moi de ce qui peut arriver en Romagne, et il a autour de lui de meilleurs moyens de le savoir avec sûreté. Je lui écris de donner à cet égard une grande attention, et de vous donner avis, par un courrier, des premières nouvelles certaines de l'entrée des Napoléoniens sur le territoire ecclésiastique. CACARET.

La 23 continue au 6 (14) octobre 1795.

Au général Bonaparte.

Il a été arrêté dernièrement, général, au pont de Fornigosa, quatre hommes qui cherchaient à pénétrer dans Mantoue. On me les a amenés, et, en les fouillant, on a trouvé beaucoup de lettres écrites dans leurs habits : dans le nombre je n'en ai trouvé que cinq qui parlaient de nos affaires; elles étaient de différentes personnes, qui s'accordaient à annoncer un renfort de quinze mille Autrichiens au premier colosse, et une

seconde colonne beaucoup plus forte : ses lettres viennent de Padoue. J'ai tout envoyé, hommes et lettres, à Verone, où l'on m'assure qu'il y a un conseil militaire établi pour payer les troupes. Je les adresse au général Gauthier.

J'ai établi à Santa-Benedetta quatre-vingt cavaliers du premier régiment ; le commandant me marque que la commune Pavaii reçoit de fournir une escorte pour conduire Castiglione 10,000 liv. de Milan, dont 6,000 du monastère et 4,000 de la commune, ainsi que 100,000 livres de Mantoue, dont 500,000 liv. de Gonzaga et 10,000 liv. de Belli. Il me marque que la commune se presse beaucoup plus que les autres. Le commandant a ordre de les stimuler et de les menacer.

Le général divisionnaire Sabaguet, qui depuis quelques jours était malade, est parti ce matin pour Boule ; je n'ai pour le remplacer que le général Bertin.

Le général Dellenbourg m'annonce qu'il se trouve beaucoup mieux et qu'il pourra remplir ses fonctions. Quant à moi, j'espère que ma santé, qui s'améliore, me permettra de sortir dans quelques jours, et le général Blay écrit de Boule qu'il se porte beaucoup mieux et qu'il pourra rentrer tout peu.

Tout ce qui arrive des magasins de Crémone est d'une qualité détestable, que les soldats n'ont même point le loisir de boire de l'eau que le vin, qu'ils appellent avec raison du poison, et ils mettent un peu d'improvement pour ce qu'on désigne nommer ma-de-vin, qu'ils le boient : j'ai bien peur que tout ceci ne nous cause bien des maladies. Tous les débris comptent quatre mille pauvres armés d'infat.

Je ne connais pas de meilleur moyen pour mettre un terme à ces abus, que de livrer les entrepreneurs à la justice du talent.

J'ai arrêté pour quelques temps la construction du pont de Cambrana, parce que les chemins entre la citadelle et le château de Prado et Suave ne sont pas encore coupés, mais on y travaille : de ce côté, tous les matériaux du pont sont prêts à Guito, et, dans vingt-quatre heures, il peut être en place. Nous n'y perdons rien ; car, pour nous en servir, il faudrait établir des chemins sur la rive gauche du Miró. La flotte, composée de cinq vaisseaux, mettra en mer demain ou après : deux pour le lac inférieur, armés chacun d'une pîlole de 3 et d'un canon ; trois pour le lac Supérieur, armés chacun d'une pîlole de 3.

Il y a ici un officier, nommé Clément, chef de brigade sans passé sur le taléna. Il est arrivé avec le général Pellerin, au moins je le crois ; en tout cas, il se donne beaucoup de peine et montre beaucoup de bravoure et d'activité. Je vous certifie qu'il nous rend de grands services pendant ses malades ; il est à tout, rien ne lui paraît difficile, mais il est sans appointements : ne serait-il pas possible de faire quelque chose pour lui ?

Je n'ai pas besoin de vous faire l'éloge du chef de bataillon Andréouy, vous connaissez son talent et son activité ; mais chaque jour s'ajoute une obligation que nous lui avons.

Le chef de bataillon du génie Sanson continue tous-jours à faire l'impossible ; j'ai beaucoup à me louer de

lui et des officiers du génie à ses ordres : je n'en pourrai pas dire autant de l'artillerie, je n'en tire presque aucun service.

Comme je vous ai proposé de mettre trois cents hommes de cavalerie à la disposition du général Suess pour surveiller les Napolitains, j'ai donné l'ordre à ceux qu'on m'a assuré être sur le point de partir des dépôts pour me rejoindre, quoiqu'ils fussent en plus grand nombre que celui de trois cents, de s'arrêter à Brescia, à moins de dispositions contraires de votre part. Malgré que je sois obligé de former les escadrons habituels de cavalerie, n'ayant pas d'infanterie disponible, je pourrais même y ajouter une certaine d'hommes, si vous le jugez nécessaire.

Je crois, général, que si vous n'êtes fortement persuadé des intentions amicales des Napolitains, vous ferez bien de prendre l'avant; ils sont beaucoup trop loin de moi, et j'ai trop d'occupations ailleurs pour pouvoir y donner des soins.

J'ai envoyé à Rovigo le vingt-quatrième de chasseurs, sa force n'est que de cinquante hommes; je suis sûr qu'il se conduira bien, j'ai donné au commandant l'instruction nécessaire.

Il restait encore à Modène plusieurs chevaux, l'on s'en est emparé, je ne sais pas qui, mais je doute que la république en profite. On m'a remis quarante chevaux de brancards provenant de la prise de détachement autrichien, je les ai donnés au vingt-quatrième de chasseurs, solides et bédés. Ce régiment en a perdu quarante-vingts à Brescia, et a beaucoup d'hommes à pied; c'est

un des régimens que je désirois le plus voir en état, parce qu'il a beaucoup de discipline et beaucoup de bravoure.

Les manteaux commencent à être d'une nécessité indispensable pour la cavalerie, il en faudroit au moins cent par régiment.

J'ai chargé le chef de brigade Teillier de la colonne mobile du Haut-Mantouan, il est à Bantreibell. Je n'ai pu trouver d'autre commandement qui lui convint : je ne suis pas sûr qu'il ne m'envoie pas même plusieurs lettres pour des explications très-ambitieuses, j'en ai déjà reçu quelques uns de lui en ce genre. R. 1791.

Tourin, le 25 novembre au 2 (25) octobre 1792.

Alu général Bonaparte.

J'ai l'honneur de vous adresser, général, l'avis que je vous ai donné le 20. J'apprends dans l'instant que l'ennemi a reçu un confort à Solman de trois mille cinq cents hommes, y compris cinq cents de cavalerie, avec ordre de suivre Bragueloux avant-postes du général Davidovich. Tous mes rapports sur cette partie estiment le portent aujourd'hui à quinze mille hommes de troupes de ligne; il est possible de réduire ce nombre à douze mille, mais pas à moins. Depuis les avant-postes du général Vassila, à droite et à gauche, il y a un homme armé par chaque feu, incorporé dans les troupes de ligne et chasseurs tyroliens. Ce service provient d'une leyte forcée qui a eu lieu jusqu'à Isperack. D'après la

connaissance que j'en ai acquise personnellement, tous ces hommes vous auront bien les armes et feront fort bien.

Il n'est impossible de ne présenter en ce moment un support solide sur leur position, leur cavalerie et leur artillerie : ce ne peut servir à portée convenable. Je ne doute qu'au retour de la prison que j'ai expédiée à Belzoni je sois plus instruit.

Comme je vous en provenais dans ma lettre, mon général, tous les secours sont en mouvement pour la place de Mentana.

Le général Laudon, toujours sur notre gauche, d'après tous mes rapports, vient de l'abandonner et de se jeter sur Ibro, par conséquent sur Betulin. Sa colonne est de cinq mille hommes au moins, y compris quatre cents hommes de cavalerie. Le général Vukobrat est au courant de tout ce qui se passe, et je me rends auprès de lui toutes les fois que je le crois utile. Sa communication avec le général Maschina n'a été que momentanée, puisqu'à Borgo on voit au vent l'ennemi, en petit nombre il est vrai, mais cependant assez fort pour empêcher la jonction. Nous devons avoir perdu deux hommes, chasseurs ou hussards, à Borgo, l'un tué, l'autre pris. Ce sont les paysans qui conduisent l'ennemi.

Je suis allé à Baccardo : tout y est tranquille, et les soins du commandant y maintiennent l'ordre.

CAPORERA.

P. S. Il paraît cependant, par tous les rapports, que le général Laudon, qui a envoyé un courrier à Vienne,

a laissé du monde sur notre gauche, et qu'il ait eu une intelligence avec le général Davidovich.

Liéven, le 24 vendémiaire an 5 (15 octobre 1796).

Au général Bonaparte.

Notre pays est rendu à la liberté. Le vic-roi ayant annoncé qu'il allait évacuer la Corse, la ville de Bastia se forma de suite un comité, qui a fait mettre en liberté tous les prisonniers républicains, et a nommé une députation, qui vient d'arriver avec celles de plusieurs communes, pour renouveler, au nom de tous nos concitoyens, le serment de fidélité à la république.

Je m'annonce, pour mettre à la voile, que le vent favorable, et je profiterai du premier pour aller assurer à la république les plus intéressantes places de l'île. Bastia, ses forts et Saint-Florent sont déjà gardés par les habitans, complètement avec les Anglais, qui vont en partir dans trois jours.

On me ditte que nous trouverons de l'artillerie et des magasins : je m'emparerai de tout, et je vous donnerai des détails.

GARRAU.

Cianbery, le 25 vendémiaire an 5 (16 octobre 1796).

Au général Bonaparte.

Je n'ai pu mûr le moindre retard au départ de la quarantaine : elle va se mettre en marche pour tout àh.

aller joindre. Je vous ai envoyé tout ce que j'avais absolument, et je ne puis plus détacher un seul homme de mon armée. Je demande aussi votre au directeur et au ministre de la guerre des renforts de cavalerie pour la vôtre.

Je vous répondrai, par le premier courrier, à l'occasion des brèches à feu que vous me demandez. Donnez des ordres pour l'arrivée des chevaux nécessaires pour huit pièces. Je n'ai plus que deux chevaux et presque point de chevaux : ce qui me reste est hors d'état d'aller ; c'est au point que des renforts viennent de me conduire deux mille fusils de Grenoble ici, pour armer la quarantième demi-brigade.

Envoyez-moi 30,000 fr. par un courrier extraordinaire, je vous ferai passer de suite les six mille fusils ; vous donnerez aussi de l'argent pour acheter les chevaux d'artillerie ou les points où je vous marquerai de les placer. Vous ne pouvez vous faire une idée de notre misère.

BRILLAT-SAVARIN.

Paris, le 28 novembre au 5 (13 nivôse 1795).

du général Bonaparte.

M. le cardinal secrétaire d'état a répondu fort poliment à la note où je lui indiquais que je serais bien aise de le voir : je vous envoie ci-joint copie de sa réponse.

J'ai eu, hier matin, avec lui, une conversation qui a duré une heure et demie, je lui ai dit que j'étais assailli par vos lettres, que vous n'aviez aucune nouvelle de vous

battre contre le sacré collége ni contre le pape, et qu'il étoit vraiment surprenant que le sage et antique conseil du Vaticen montrât plus de vivacité et d'engagement qu'une armée de jeunes Français, armés qu'il l'on étoit quant à ses promesses; que des propositions de paix, quelles qu'elles soient, ne pourroient être regardées comme un grief, tandis que le manifeste du pape et l'insurrection de l'armée en faisoient un indélébile.

Le cardinal n'a répondu que le renvoi de M. Pignatelli de Paris et le traité inachèvement, non proposé pour base des négociations, à Florence, mais comme une loi qu'il falloit accepter, sous quel nom le pape était évidemment menacé de la guerre, avouait ouvertement la crainte imminente et prochaine, et que, dans l'impossibilité de signer le traité, il avait bien fallu songer à sa sûreté; que le manifeste, ainsi que toutes les mesures que le card de Rome prend, n'étoient que défensives, et qu'il étoit de droit à qui clairement est menacé de recourir à tous les moyens de défense; qu'on voyoit trop, dans ce qui étoit arrivé et dans ce qui se passait, que le projet de détruire le gouvernement papal étoit arrêté par le dissensoire; qu'on peütoit s'il le faut, mais non sans faire toute la résistance possible; qu'il ne pouvoit être sage ni juste de rompre des conditions d'armistice qui ne faisoient que fournir des moyens contre soi, car la paix proposée étoit impossible; jusqu'à ce qu'il y eût un traité acceptable, les menaces du directoire rendent la guerre trop imminente, pour qu'il soit raisonnable de remettre à poüoir entre ses mains les seize millions restant à payer.

J'ai fait connaître au cardinal que ce qu'il pouvait y avoir de juste et de raisonnable en faveur de la cause de Rome ne vous était point échappé, et que tout avait été représenté au directoire; que maintenant je savais que la négociation pouvait se couvrir en admettant la démission.

Le cardinal m'a dit : « Vous voyez bien que le pape, et nous tous, n'avons d'intérêt qu'à la paix, et combien nous la désirons ; mais comment l'espérer acceptable d'après les articles de trêve proposés, d'après la proclamation du général Bonaparte au sujet du manifeste répandu par ordre de Sa Sainteté ; d'après les menaces des membres du gouvernement français, qui nous déclarent de tous côtés ; d'après des correspondances tendant à des soulèvements dans la Romagne ? » Il est ensuite tombé dans le détail des courroux ponticaux, qui sont la maladie des cours ; que nous trahissons sans cesse à nous faire parmi leurs sujets un parti contre leur autorité, que nous avons toujours en tête de séduire et de corrompre. Ce sont ces fautes liées, qui rendent la paix si difficile. Je lui ai expliqué, comme je l'ai fait cent fois parisiens, que nous n'avions en vue que des intérêts raisonnables et justes, après qu'on nous a fait tant de mal avec le perfide qu'on nous soupçonne et que nous méprisons. Mais on ne peut guère de la prudence si l'on n'auroit strictement pas persuadé le cas final.

Il ne m'a pas caché qu'on me regardait, avec une confiance sage, comme le médiateur de la république avec lequel il fallait avoir le plus de crédit, que j'étais sans doute mes instructions secrètes que je ne disais

pas ; qu'il pourrait craindre que ce que je lui disais ne servît qu'à envenimer le cœur du Roman. Avec des gens soupçonneux et inquiets à ce point, comment parvenir à s'entendre ?

Le pape, piqué de votre proclamation en réponse à son manifeste (que je ne connaissais pas encore quand je lui ai fait remettre votre lettre), a de l'humeur et ne vous répondra pas tout de suite. Mon but, dans la conversation que j'ai voulu avoir avec le secrétaire d'état, était de l'inviter à répondre à la note où je lui demande de vous dire si le manifeste est authentique ou non : « Que cet édit est échappé à l'administration romaine dans la dernière agitation d'une grande crainte de la guerre prochaine dont elle était menacée, mais que Sa Sainteté, qui ne peut douter que la paix, était toujours disposée à la rechercher, et demandait une négociation réglée à l'ordinaire, pour y parvenir, et qu'elle était toujours prête à remplir toutes les conditions de l'armistice. »

J'ai dit franchement que j'avais sujet de croire qu'une telle réponse était inférieure et qu'elle pouvait nuire ; et j'ai fort bien vu que la délicate ordonnance faisait regarder ma proposition, quoique émise et appuyée très-doucement, comme un piège, et j'ai fort bien senti, dans ce que m'a dit M. le cardinal et dans le ton du discours, qu'on a promis aux coalisés, et surtout à Naples, de ne plus rien exécuter de l'armistice, et que, aujourd'hui, on a bien dans le tête de ne jamais revenir à l'exécution de l'armistice-qu'entant que le traité de paix sera conclu et signé. On aura été échappé à un

grand désastre, en retirant les vases millions¹ qui nous auraient servi à briser le pape, qui n'aurait rien eu pour soutenir sa belle défense, s'il nous les avait payés.

Tout prouve qu'il y a un traité d'union concerté entre Rome et Naples pour vous opposer la résistance de l'armée sicilienne, qui est nationale, et celle de la haine générale contre nous qu'on inspire au peuple. On se flatte de repousser par de tels moyens l'armée d'Italie, ainsi que celles de Bonaparte et de Murat venant de l'Étrurie en Allemagne. On espère que vous correspondrez avec tout parti de forces de subjuguer l'Italie inférieure, et qu'il arrivera aux Français, comme du temps de Charles VIII et dans les guerres postérieures en Italie, de fuir par deux expulés.

Le cardinal m'a une fois répété : Nous attendons la réponse du directeur au sujet du traité que le pape ne peut signer tel qu'il a été proposé ; nous nous sommes prêts à tout ce qu'on a voulu ; s'il est possible de se flatter d'un accommodement, faisons-nous des propositions. Je lui ai fait sentir la différence de grandeur entre les deux puissances, et que l'importance des circonstances et tant d'affaires supérieures dont s'occupait le directeur, empêchaient que le pape, qui n'a que cette seule préoccupation, agit pour s'accommoder, plutôt que d'attendre qu'on songeât à le rechercher ; que je l'entretenais par pur amour de la paix, que le directeur avait une entière confiance en vous, que je savais que vous étiez dans de bonnes dispositions, et que je m'acquiesçais d'un devoir d'obligeance comme en cherchant à remettre la cour de Rome dans le bon sens. Comme on est

trop accoutumé lui à voir les gens parler autrement qu'ils ne pensent, qui sait si l'on ne m'y prête la même bêtise ? Le fait est que je n'ai réussi à rien. Je n'ai point d'ordres de faire des propositions ; j'ai poussé les insinuations aussi loin qu'il a été possible, sans indiscretion ; j'attendais que vous m'informiez de vos intentions ultérieures.

Je vous envoie ci-joint la réponse à votre demande, au sujet du secrétaire que le cardinal secrétaire d'état vient de me faire passer.

Je vous envoie aussi la liste des nouveaux dons patriotiques pour la guerre que le pape va soutenir.

L'assentiment des gens de ce pays et leur résolution qui est très-décidée, ne se fonde que sur l'appui des armées de Naples, et sur l'espérance que l'empereur gagnera des avantages.

Il y a une chose désespérante ici pour la négociation. Le secrétaire d'état n'a que peu de crédit, au point que, après l'avoir persuadé, on n'aucit encore rien gagné.

La volonté du pape, vieillard de quatre-vingt ans, dépend des intrigues qui l'environnent, et change suivant leurs intérêts. Ce sont les partis de Vienne, de Naples, et l'argent de l'Angleterre, qui ont l'ascendant à cette cour. De plus, le pape n'oseroit perdre un parti sans rassembler les cardinaux en congrégation. Ces hommes, la plupart étrangers à tous les vices de l'état, décident en corps, sans qu'aucun soit responsable de rien. Cette ancienne politique du Vatican, si célèbre autrefois, est tombée en ruine, et l'administra-

tion intérieure de l'état est également dans une confusion extrême.

Il paraît à la cour de Naples et à celle de Rome qu'un traité par lequel elles s'obligeraient à admettre les Français avec des privilèges, à ouvrir les prisons à leurs agents dévoués pour opérations politiques, et à renoncer à la persécution de ce qu'on appelle les jacobins, elles prendraient tous leurs moyens d'autorité et de sûreté. Le nombre espéré de la tyrannie est plus fort que les anachorètes du véritable laïcisme. Le pour que la duplicité a d'être méprisée, un plus grande que celle que nos armées peuvent lui inspirer.

J'ai parlé au cardinal Bona du bruit répandu dans Rome, de l'entrée en Romagne de plusieurs régimens napolitains ; il m'a dit n'en avoir aucune nouvelle, et les lettres de ce pays arrivées aujourd'hui par la poste ordinaire n'en parlent pas non plus. C'est, comme je l'avais jugé, un de ces faux bruits courus, à je ne sais quel dessein, par le parti napolitain. Je remarque que M. Galeppi est arrivé ici, et qu'il ne vient point me voir. On ne cherche en aucune manière à revêtir et à s'entendre.

Vous m'annoncez une lettre des commissaires du gouvernement, qui ne m'est point encore parvenue ; je pense qu'elle m'arrivera par le courrier de Milan ; elle contiendra peut-être la réponse du district, au sujet du traité que le pape a refusé de signer. Je serai tout ce qu'il me sera possible, et je vous informerai exactement. J'ai cru devoir vous marquer d'avance à quel point en sont les choses, afin qu'en ne compte pas trop sur d'autres idées.

CACABIT.

Stoksch, le 27 novembre au 3 (28 octobre 1798).

Au général Bonaparte.

Depuis que les Français ont été forcés de se retirer de l'Allemagne, nous nous sommes trouvés dans une situation inquiétante et dangereuse : non-seulement nous avions à craindre que les troupes qui étaient dans le voisinage ne fussent contraintes de chercher une retraite en Suisse, mais on nous faisait même redouter que l'armée de Moreau qui est restée quelques semaines à Stoksch, ne tentât également le passage par notre pays, lorsque les Autrichiens se sont retirés vers le pays de Wurtemberg et dans la forêt Noire.

Pour garantir et défendre notre neutralité, nous avons pris toutes les mesures nécessaires : nous avons mis sur pied un bon nombre d'hommes, et les autres citoyens se sont également disposés à nous secourir au premier signal. Heureusement que nos corps de l'armée française ont défilé le long du lac de Constance et du Rhin, sans les villes frontières nous touchent le territoire suisse, à l'exception de petites bandes de paysans, qui ont été poursuivies par les paysans justement irrités contre les Français, et qui ont été dévoués en entier dans le pays. Le gros de l'armée de Moreau s'est tourné vers Fribourg, et quoique les Autrichiens eussent été bien possible pour repousser les Français, ils n'ont pu s'opposer à leur marche : au point que les corps qui ont défilé le long du Rhin, ne sont arrivés ni les villes frontières. Moreau, selon la lettre que j'ai reçue de

M. Barthelomy, en date du 15, est arrivé à Fribourg avec une partie de ses troupes; le reste arrive successivement, et le quartier-général doit être à Lornach.

Nous rendons grâce à Dieu de ce que le danger qui nous a menacés, soit passé ainsi heureusement. La moindre tentative que les Français auraient faite pour forcer le passage par notre pays, nous aurait causé des malheurs infinis. Les cruautés que les Français ont commises dans leur retraite, ont tellement indisposé le peuple contre eux, que sûrement ils auraient éprouvé la plus vigoureuse résistance, et il leur aurait été infiniment plus difficile et plus dangereux de passer par la Suisse que par la route qu'ils ont prise.

Kaiserslautern.

Trier, le 17 novembre au 3 (18 octobre 1792).

Mon général Souperon.

J'ai eu l'honneur, mon général, de vous écrire les 14, 16, 20 et 23 du courant. Tout annonce effectivement un mouvement de la colonne ennemie commandée par le général Laudon, sur notre gauche, pour se porter à Breda ou à Sals. Les Bourgeois pour 1,500 chevaux, ainsi que les vivres pour environ 5,000 hommes, étaient ordonnés à Trier, à la Val-di-Sol; j'en fus informé de suite, et dans la même nuit tout fut contremaîné: dès lors, il y eut un mouvement de cette même colonne sur Binn, où un détachement avec force se fit voir à huit milles de distance et se retira. D'après

tous les rapports confondus, j'ai dû capotter de rebref un homme de confiance à la Val-di-Sol, lequel m'a fait passer son rapport de Riva et a poursuivi la route.

Nous pourrions être tranquilles sur notre front et notre droite : les rapports s'accordent jusqu'à ce moment, tant ceux reçus de Bolzano que de la ligne ennemie. Outre les émissaires que je mets journellement en route, j'en ai un à Bolzano, qui m'instruira au poste, et ne lui arrive rien de fâcheux.

Je suis assuré que nous n'avons rien à craindre de la part des habitants du Tyrol conquis : il n'est pas probable qu'ils désirent revoir les Autrichiens avant la paix, et s'il s'en trouve quelques-uns qui les scandalisent, le nombre en est si petit, qu'il n'est pas fait pour inquiéter. Nos soins, pour le moment, doivent se borner à veiller de près les émissaires que peut avoir l'ennemi, et là-dessus je ne néglige rien.

J'ai peut-être le général Vaulois de faire arrêter un nommé Alessandro Pantalico, ce diable Corse et qui ne l'est point. Il était la surveillant de la police de Wermser.

La rapidité des déviers de première nécessité, que ce pays doit tirer des états de Venise ou de la Lombardie, exige que vous en accédiez le transit, ainsi qu'un nombre suffisant de barques pour remonter l'Adige. Il est nécessaire de les faire escorter, car on a déjà pillé des marchands, qui n'osent plus s'y fier.

Il existe là fort peu d'émigrés ; mais il y a des riches et des monastères dont vous pourriez exiger des contributions. Votre armée a des besoins urgents, tant

paris manque de vêtements , et voit tous ses exposés aux rigueurs de la mauvaise saison.

Observez que la classe riche ne soulage point les pauvres , de sorte que le poids des dévénemens tombe sur l'indigent et sur l'artisan.

Ce pays seul de la poëture payait annuellement à l'empereur 44,000 florins , pour être maintenu et garanti dans ses propriétés , non compris les douanes , gabelles , cens , etc. , etc. Dans les autres provinces , soit du Royaume , soit du Trentin , il se trouve également des gens opulens.

Bien n'était plus vrai , mon général , que Paris que je vous donnais dans ma lettre du 23 courant , du mouvement de l'ennemi pour s'avancer sur Brescia , n'allait en contre-sens au moment même de sa marche l'a fait rétrograder.

Aujourd'hui d'après mes rapports , je crois qu'il voudrait se jeter du côté du général Maresca ; je suivrai de près ses mouvemens , vous en serez de suite informé.

Caravatta.

*Au quartier-général de Paris, le 27 ventôse an 5
(28 octobre 1796).*

Au général Bonaparte.

Pendant que j'envoyais un chef de bataillon pour commander le dépôt à Milan , à la place de Brera que j'avais nommé d'abord , vous en nommiez un autre , et ou me revoyez celui que j'ai nommé.

J'ai fait remplacer Preempt, à Toronto, par le chef de bataillon surnuméraire de la quatre-vingt-dixième, le citoyen Bustin, le seul chef dont je pouvais disposer ; on le dit très-bon et très-exact.

Vous trouverez ci-joint une lettre de la municipalité de Toronto. Je ne cessai, mon cher général, d'intercéder pour ces pauvres gens, qui sont obstinément à plaindre s'ils ne trouvent des moyens à tirer du dehors les objets de premières nécessités pour cet hiver. Je n'ai qu'à me louer de la conduite des pouvoirs constitués, ils semblent nous être attachés.

Je ne vous dissimule pas que je suis persuadé que les réquisitions, sont-elles indispensables, dignes d'un grand abus, et que je soupçonne fortement qu'elles deviendront souvent la proie des spéculateurs.

On me parle souvent d'émigrer ; mander-moi si votre intention est qu'on envoie des séquestrés en exil, dont il vous sera rendu compte.

Il se trouve aussi au Mont-de-Pitié, à ce qu'on m'a assuré, des objets au-dessus de la valeur de ceux que vous avez cru devoir faire rendre : que voulez-vous qu'on en fasse ?

Plusieurs autres communes sollicitent la faveur que vous avez accordée à Toronto, relativement aux effets déposés au Mont-de-Pitié par les indigens. Veuillez bien me donner l'autorisation nécessaire.

Rien de nouveau dans la division. J'ai les plus grandes espérances de réussite en toute occasion. Il nous arrive presque tous les jours des décrets aux antichistes.

YACOB.

Venise, le 25 vendémiaire an 5 (19 octobre 1796).

Au général Bonaparte.

Je vous envoie copie d'une lettre que je viens de recevoir de Turin, en date du 25 du courant.

« Le roi est mort ce matin à onze heures. On a renouvelé aujourd'hui l'ordre de ne plus différer de congé, de rappeler ceux qui ne l'ont obtenu, et de recruter indistinctement et sans mesure de taille. Les nobles se rassemblent partiellement dans la maison du prince de la Cisterna, ami intime du prince de Piémont. On ignore l'objet de ces rassemblemens; mais je vous prie de leur hat car de suspendre la dissolution des fortifications. »

Rien de nouveau aujourd'hui.

Pise.

Venise, le 25 vendémiaire an 5 (19 octobre 1796).

Au général Bonaparte.

Le gouvernement vénitien continue ses armemens : il arrive fréquemment des troupes de la Dalmatie; elles ne parviennent point à Venise, on les dispense sur les différentes lies des lagunes, où elles sont enrôlées. Tout se fait dans le plus grand secret.

On va harceler depuis plusieurs mois des paysannes dans les villages de la terre-ferme, sous prétexte d'y maintenir le bon ordre, on s'assure qu'elles viennent d'y être déshonorées. Il paraît qu'on veut sans succès

venant une grande partie du peuple, et il est aisé de juger contre qui on se propose de diriger ces forces.

Tout nouveau des intentions perfides de la part du gouvernement républicain : un peuple ne se paraît plus au mystère ; il ne faudrait qu'un moment pour le rendre pour les voir déceler. Nous devons avoir les yeux ouverts sur toutes ses démarches : trop de secret pourrait être funeste aux intérêts de la république.

Il y a dix-huit mois que je suis à Venise. Il ne faut qu'un coup d'œil pour voir que le sénat était un ennemi irréconciliable de la république française : c'était le résultat nécessaire de l'opposition des principes des deux gouvernements. J'ai toujours cru que les raisons politiques qui existaient en notre faveur ne seraient qu'un bien faible contre-poids dans la balance où l'aristocratie pèsait ses plus chers intérêts.

Mais, dans ce moment, ce n'est plus l'aristocratie seule que nous avons à craindre ; elle a mené le peuple à un tel degré d'effervescence qu'il n'attend qu'un signal pour se déclarer contre nous. on a mis en jeu tous les ressorts du fanatisme religieux, et on l'a fait avec tant de succès, qu'on entend assez généralement des individus du peuple se plaindre de ce que le gouvernement ne leur permet pas de s'armer contre nous.

Vous ne sauriez concevoir, mon général, le haine qu'on s'inspire à ce peuple contre les républicains français ; ils sont haïs, méprisés, comparés avec l'indécence la plus effrontée. Le gouvernement français, ses loix, ses armées, tous les individus qui lui appartiennent sont l'objet continuel des propos les plus indécent.

des salomais les plus pures : pour dire qu'il n'y a pas un seul poitrine à Venise qui n'ait eu des humiliations à souffrir. Tout le monde le doit d'invectiver les Français, personne n'a la liberté de dire un mot en leur faveur. Il semble que la salomais dirige sa vie sur une vertu, et que la vérité défende ses crimes.

Le petit nombre d'amis que nous avons ici nous fait, se cache et veut se faire oublier : un seul avait osé fréquenter la maison du ministre, l'aspersion vient de la chambre de Venise.

Pour ne point abuser de vos moments, mon général, je ne vous trace que cette faible esquisse du tableau dégoûtant qui s'est présentée sous mes yeux, à mon retour de Milan. Je me suis empressé d'en instruire le gouvernement, quoique bien persuadé que rien n'a échappé à la sollicitude des agents diplomatiques dans le site et la persécution me sont venues, j'ai été rempli en de voir de citoyens en me jugeant à eux dans une circonstance où il est si essentiel que vous ayez pu prévoir des manœuvres de nos ennemis.

On m'avait assuré ces jours derniers que le saint venait de rendre un décret d'amnistie en faveur des coupables violents bannis des états de Venise, à condition qu'ils s'incrimineraient dans les troupes de la république. — Avant de vous en informer, mon général, je voulais avoir plus de certitude des faits et connaître les moyens dont on se sert pour faire exécuter dans le secret un décret de cette nature.

J'ai vu qu'on avait ordonné à tous les podestats d'en donner connaissance aux familles des bannis existant

dans leurs attributions respectives et de leur laisser le soin de les rappeler.

Voilà comment le gouvernement couvre toujours ses opérations d'un voile qui, s'il n'est pas impénétrable, le met au moins dans le cas de résister aux filles contre lesquels il pourroit s'élever des jaloux. *AMATEUR.*

*Au quartier-général de Milan, le 27 novembre 1795
(un anbre 1796)*

Au général Desapparte.

J'ai résolu, mon général, le projet que je vous avois communiqué lors de votre séjour ici, d'un voyage sur le haut Adige, et je joins ici le résumé de mon voyage sur les châteaux de Canso, le pont de Lesso et le château de Trevis; j'ai vu à Canso les barques canonnières qu'on y dépose par vos ordres; j'ai trouvé cet ouvrage fort peu avancé, puisque l'on n'y a encore que les planchers destinés à porter les pièces, qui soient adossés aux murailles, grénoues manquantes. Il seroit bien important que l'officier chargé de votre confiance pour cette partie, vint inspecter et hâter ces travaux, qui languissent hors de l'œil du maître. Je n'ai pu qu'ordonner de l'activité, car j'ignore les détails des mesures prescrites. Les affûts marins seront prêts dans deux jours, mais les pièces ne sont pas encore arrivées.

J'ai trouvé une grande négligence de la part du commissaire des guerres ou des administrateurs des hôpitaux dans les arrangements relatifs aux grands dépôts des caravanes des divisions d'infanterie; tout man-

qu'ils aient le 25 à Casano et le 28 à Cornoio, les soldats furent réduits à coucher sur la paille, sans couvertures ni draps, sans marmites ni gaudes, etc., etc., les pieds nus, sans chemises, avec des habits en lambeaux : l'état de ces malheureux vous eût fait pitié. J'ai pris sur moi, pour obvier à ces inconvénients, de mettre en réquisition pour ce service la quantité de fournitures nécessaires. J'ai écrit de nouveau à l'ordonnateur, les lettres les plus pressantes, et j'apprends, par ses réponses, qu'enfin les ordres aux diverses administrations ont été donnés. Les dépôts de Milan et de Lodi vont très-bien. J'ai été également content de la tenue des hôpitaux dans tous les lieux. ~~Et~~ mon passage. J'ai examiné aussi, général, les travaux qui se font à Pignatellas, et il m'a semblé que votre objet étant de mettre cette place à l'abri d'un coup de main, on n'aurait pas placé les troupes dans les lieux qui demandaient les plus urgentes réparations, tels que la partie de l'assiette de la place qui est entre la porte de Commos, la tour qui est à sa gauche et les écluses. Tous ces points sont entièrement à découvrir et seraient dû être les premiers objets de l'attention de l'ingénieur, puisqu'ils seraient les premiers exposés à l'attaque, en cas de siège. L'état des écluses surtout est tel qu'il n'y a pas un ponton d'eau dans les fossés, tandis que le Serio coule à grande force, et que ces fossés pleins d'eau seraient une grande ressource pour l'assiégé. Je prends la liberté de vous soumettre encore quelques idées que m'ont suggérées la connaissance qui m'a été donnée du plan de la décoration totale des ouvrages extérieurs de cette place, parce qu'il me semble que ce plan cadre

mal avec les autres données, de faire des approvisionnements de siège pour 2,000 hommes pendant quarante jours, et que c'est réserver la défense de la place dans un tracé étroit, serré, étreint dans toutes ses dimensions, dans tous ses saillans, et qui ne présente pas la moindre ouverture, tandis que le simple rétablissement d'une partie de la première enceinte bastionnée, extérieure, nous devient trop étroite pour la garnison, suffirait pour obliger l'ennemi à se contenter ses approches qu'avec la plus grande circonspection, et à marcher méthodiquement. Je vous engage donc, général, à jeter un regard nouveau et particulier sur cette place, qui peut devenir formidable avec quelque soin et sans beaucoup plus de dépense que celle que vous y avez consacrée; je crois que vous y trouverez de quoi justifier mes observations, que l'intérêt public m'a seul dictées et que je ne vous offre d'ailleurs que comme un avis.

J'ai écrit à Lodi des étincelles d'un fanatisme religieux, qui cherchoit à éclater : on y faisoit des miracles, des prêtres les certifioient, des diables les répandoient, et tous les imbécilles y croyoient. J'ai cru, dans ces circonstances, devoir prendre une double mesure : la première a été de mander l'évêque. Je lui ai parlé avec franchise, et lui ai déclaré que, s'il se faisoit encore un miracle dans son diocèse, et que les prêtres continuassent à abuser du tribunal de la pénitence pour coloniser les Français et armer contre eux la crédulité superstitieuse du peuple, il m'en seroit personnellement responsable; que je le traduisois, ainsi que le haut clergé, devant une commission militaire, comme l'agent, l'espion du laïcisme romain et l'exploit des maximes con-

trêves à la tranquillité publique et au maintien de paix qu'il devait remplir, etc., etc.

D'un autre côté, informé que dans le Lodion le peuple se plaignait de la défense faite, je me suis à quelle époque, de sonner les cloches pour le service du culte catholique, j'ai autorisé pour qu'on les sonnât dans chaque paroisse trois fois par jour, aux heures nécessaires et utiles, en appuyant cette permission du développement de ce principe, que le gouvernement ait soin de faire la garde aux opinions religieuses des peuples, qu'il respecte et protège toutes les cérémonies saintes par les citoyens dans l'exercice des divers cultes, sur le territoire ou apé par les armées de la république, toutes les fois qu'elles ne peuvent compromettre leur sûreté et la tranquillité générale.

Les sites du pont de Maisonneuve seront tracés demain, et celui de Paris après demain. J'ai confié à cet égard avec le chef du génie, et les fonds sont déjà arrivés sur les lieux; je hâterai la construction de ces ouvrages autant qu'il me sera possible; mais les événements sont avertis; les vœux de la dernière révolte et des annuities d'hiver les retiennent aux champs, et je n'ai pas tant de troupes pour employer les vœux de contrainte à leur égard. Si vous pouvez, général, me laisser quelques bataillons pendant quelque temps, tout sera très avantageux.

La légion hambourgeoise fait des progrès, je vois-à-dire son état de situation du pays; mais le corps des experts ne va pas, l'argent manque à l'administration pour payer les premiers frais, et je n'ai ni mesures ni autorisations nécessaires pour y suppléer. *Bonne nuit d'illuminer.*

Rome, le 22 novembre au 2; ne soient vus).

Al général Bonaparte.

On travaille, général, à le et du monde, à faire des recettes dans l'état ecclésiastique pour augmenter l'armée papale.

Vous trouverez ci-joint la route d'étapes pour arriver à 100 soldats de la garnison de Rome qui sont en marche pour la Romagne.

On suppose qu'il viendra des officiers autrichiens et napolitains pour former et commander l'armée des papes.

Il y a long-temps qu'on assure que le cour de Naples et le pape demandent à celle de Vienne le général Clairfeyt.

On parle maintenant de l'arrivée prochaine d'un officier-général impérial, sans en dire le nom: ces officiers allemands ne pourraient venir que par mer de Trieste. Je pense qu'on assure le pape par de telles promesses de secours des catholiques. Si nous occupons l'Italie supérieure, de manière à bloquer le pape et le roi de Naples, et à ne plus leur laisser de moyens de communication possibles, ils doivent se trouver en l'air, si la guerre a lieu, sans aucune correspondance extérieure que par les ports de Venise, de Tunis, de Gênes, d'Espagne et de Florence. Nous ne pourrions alors perdre au moment des combats la communication avec Rome et Naples; cependant, si on arrive à bloquer l'Italie inférieure, c'est le cas de ne plus laisser passer de courriers

à l'ennemi, à qui ce serait sans doute porter un grand coup de le priver des communications, d'autr aux prêtres tout moyen de faire passer leur poison et de nous nuire au dehors.

M. le marquis del Vasto a prévenu l'officier commandant les troupes du pape qu'un corps de 9,500 hommes des troupes du roi de Naples entrerait dans l'état ecclésiastique, sous le commandement d'un maréchal de camp dont il s'a pas dit le nom; que 6,000 hommes d'infanterie passeraient le Trente, marchant en Romagne, que 2,000 hommes d'infanterie arriveraient à Ricci, et que 500 hommes de cavalerie avançaient sur la route de Sora à Rome.

Le commandant romain lui a demandé la date de l'entrée, une note de la marche et des jours d'arrivée, pour pouvoir donner les ordres et faire préparer le nécessaire.

M. del Vasto s'est trouvé un peu embarrassé. Il a répondu qu'un commandant napolitain devait venir à Rome, avec lequel on réglerait tous ces détails.

Je suis sûr de cette conversation. Elle prouve qu'on est bien d'accord avec le pape concernant un passage ou un établissement des Napolitains dans l'état ecclésiastique, et que la cour de Naples n'est occupée que de faire accroître qu'à tout moment ses troupes vont entrer, tandis qu'elle s'est point encore décidée.

On attend à Rome la réponse du directeur au sujet du refus du pape de signer le traité, et on attend à Naples le retour du courrier expédié à Paris, qui est passé par ici il y a environ dix jours.

On se parle en attendant que de mesures défensives.

tout délaissés quand les derniers éclaircissemens seront venus du Pape.

Suivant les traités d'armistice avec Naples et Rome, les hostilités ne peuvent commencer qu'au certain nombre de jours après la rupture des négociations, formellement déclaré. Naples voudra profiter de cette prolongation pour retirer sa cavalerie ; quant au pape, les cinq jours de prolongation n'ont aucun inconvénient, et j'espère que vous les ferez observer afin que j'aie le temps de me retirer.

Je n'ai point encore de nouvelles de l'armée que j'ai envoyé observer le camp napolitain sous Sora.

On m'assure que le roi de Naples a fait donner ordres aux maîtres de poste sur la route de Naples à Rome, par Mont-Cassin, de tenir prêts dix-huit paires de chevaux. Chacun cherche à deviner quel peut être ce passage extraordinaire du roi ou d'officiers principaux.

Je vous prie d'agréer mon dévouement.

CACCIAT.

*Au quartier-général à Chambéry, le 29 novembre 1798
(20 octobre 1798).*

Au général Bonaparte.

Je vous adresse, mon général, un extrait des différents rapports concernant l'Italie, que je viens de recevoir.

KALLERBERG.

Extrait des relations de correspondance du citoyen Daloz.

Les nouvelles du Piémont et de l'Italie deviennent de nouveau très-intéressantes : l'on répand d'un côté

que 25,000 hommes autrichiens doivent renforcer Parme de Wagram, et de l'autre que Castiglione profitera du désastre que les Français doivent subir en Allemagne, ainsi que les princes malchanceux de ces contrées, pour se délivrer des Français. Castiglione doit déclarer la guerre au roi serbe : celui-ci s'opposera-t-il avec vigueur et de bonne foi ? On en doute. Il est sûr que les régimens suisses qui sont à son service reviennent à force.

Les nouvelles qui arrivent d'Italie dans ce moment paraissent cacher quelques dessous. La France a, dit-on, demandé seulement-trois articles au pape, tous absurdes et qui tendent à détruire la religion. On espionne trouver dans ce bruit le voile qui avait été employé pour faire soulever un peuple fanatique. Il est certain que ce bruit répandu par les prêtres n'a entraîné pas l'opinion en Suisse : ajouta-t-on ce bruit les sacres espionnages, l'affranchissement des troupes russes, et tout cela semble attester que l'on veut employer de nouveaux efforts.

Les Français doivent déployer les premières, en Italie, leurs artillerie pour perdre les Français.

Ceux qui descendent l'armée d'Italie passent depuis Milan à Côme; ils ne vont qu'à huit lieues de la Suisse. Il faut surveiller cette route.

L'on se flatte que Castiglione se fera un parti assez considérable pour couper aux Français leur retraite sur Vico, en cas qu'ils éprouvent des malheurs en Italie. On se assure que les Anglais se négligeront eux pour le soutenir. On dit même que des employés de la république française lui vendent des munitions de guerre.

Depuis, agent du Saint-Père, est à Lyon.

Ducloux.

Rome, le 10 novembre 1801 (10 novembre 1798).

Ala général Bonaparte.

Tout va-t-il, à l'égard des troupes napolitaines, dans la même situation. Je vous ai marqué, dans ma précédente, ce qui s'était passé entre M. del Vasto et le commandant des troupes papales, au sujet de l'entrée prochaine dans l'état ecclésiastique de 9,500 hommes, et de plus je vous ai écrit, au moment du départ de la poste, qu'on m'assurait que le secrétaire d'état avait donné des ordres pour le logement et l'équipement des troupes napolitaines; mais cette dernière nouvelle n'est pas vraie.

Le général des troupes papales à Rome et du cardinal secrétaire d'état et de M. del Vasto, de fait avec un commissaire napolitain qu'on attend à Rome, mais qui jusqu'à présent n'est arrivé, tout le travail nécessaire pour régler ce qui concerne le logement, les étapes et autres fournitures nécessaires pour les troupes napolitaines dans l'état ecclésiastique; mais à l'époque de l'entrée des troupes, si l'arrivée du commissaire ne sont encore discontinu.

Naples attend : 1°. l'issue de sa négociation à Paris, 2°. l'effet de ce que les agents de l'empereur promettent d'une nouvelle armée napoléonienne, envoyée pour vous soutenir, et faire lever le siège de Marteau. Si ce troisième effort des Allemands avait du succès, alors il est probable que les Napolitains se mettraient vite en mouvement, et qu'on chercherait à aller soutenir Wurms.

CACCHIA.

P. S. On parle d'un mouvement des troupes napoléonniennes sur Gênes, d'où elles doivent passer par terre ou par mer vers l'île d'Elbe, pour défendre Livourne, ou dans diverses places de la Toscane.

Il est vrai qu'il a été ordonné trente-six chevaux à chaque poste sur la route de Naples à Rome par Mont-Cassin, et l'on sait à présent qu'ils doivent servir au passage des officiers de la cavalerie que le pape se prépare de mettre sur pied.

*Am quartier-général de Livourne, le 1^{er} novembre ou 2
(21 octobre 1798)*

Au général Bonaparte.

Sur la nouvelle, mon général, que les Anglais étaient sur le point d'évacuer la Corse, j'ai envoyé ordre au commandant militaire à Castiglione della Pescaia de se porter lui-même avec 150 hommes à Porto-Ferraïo, aussitôt que les Anglais l'auraient évacué, et de faire en sorte d'y arriver avant les Toscans ou les Napolitains. Si vous n'approuvez pas cette mesure, j'écarterai les ordres que j'en ai donnés à cet égard. Le général Gentili, d'accord avec le commissaire du gouvernement, a jugé à propos d'envoyer un détachement de hussards sur la côte; j'ai accordé ledit détachement, qui reçoit des ordres de ce général.

La vente commence décidément le 25 octobre. Je vous envoie l'état des objets que j'ai fait mettre de côté; s'il y a quelque chose qui ne convienne pas, je vous prie de me le faire savoir.

Je vous fais passer un rapport de Rome. J'ai vu, par une autre voie, que les Français étaient installés à Civita-Vecchia; que d'ailleurs, excepté les troupes, le reste des sujets romains devraient appartenir à un gouvernement plus conséquent.

On m'a assuré que Naples poussait ses préparatifs de guerre avec la plus grande activité; mais la nouvelle de la paix avec ce royaume, que nous avons apprise ce matin, va tout faire cesser.

Je vous envoie la traduction d'une lettre qui a été interceptée par la mer.

Il y a toujours une ou deux frégates anglaises en station devant ce port.

Jusqu'à ce moment nous n'avons point trouvé de poudres appartenant au ci-devant duc de Modène: comme il est possible que vous en ayez besoin, j'en ai fait partir pour le fort Uchia vingt-trois milliers neuf quintaux cinquante-trois livres, provenant de deux négocians anglais qui ont fait Livourne, et du dépôt d'une frégate anglaise.

Jusqu'à ce moment nous n'avons pu obtenir qu'une très-petite quantité de salpêtre, encore n'est-il pas suffisant. J'engagerai le comte Belleville à faire la vérification des livres des négocians soupçonnés, afin, s'il est possible, de nous en procurer une plus grande quantité.

Les huit mille fusils pour Milan sont partis, ainsi que les vœux de la soixante-quinzième demi-brigade.

Les nouvelles circonstances, mon général, ne vous feront-elles pas changer d'avis relativement aux cent mille rations de biscuit, desquelles vous m'avez ordonné

d'approvisionner les forts de cette ville? Le commissaire des guerres Fournier, chargé de cette partie, est si lent, que j'ai vu encore le temps de recevoir votre réponse, si votre intention étoit de suspendre toutes opérations. J'ai prévenu ces commissaires que j'en ai plaintes à vous de ce qu'ils laissent manger à nos chevaux du très-mauvais fourrage; il parle beaucoup de son indépendance des autorités militaires, et ne se soucie pas plus que rien d'autres.

Bonaparte.

Paris, le 4 janvier ou le 13 février 1798

Au général Bonaparte.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint la seconde partie de la relation de l'armée que j'ai expédié pour observer l'armée napolitaine jusqu'à Sorre et Saint-Germain.

Je vous ai envoyé précédemment, de Gènes, un tableau des forces militaires de l'Italie, dans lequel se trouvoient le plus exact et le plus détaillé des corps de troupes régulières du roi de Naples, des milices; en supposant tout sur pied, au complet, l'armée napolitaine se composoit alors de 57,000 hommes.

La cour de Naples, par les édit répétés que je vous ai envoyés, appelle de toutes les provinces le bon et l'arrière-bon; elle a fait marcher de force tant de monde qu'elle a pu, et il a fallu beaucoup d'hommes pour parvenir à compléter les anciens corps sur le pied de guerre, et faire arriver ainsi à 57,000 hommes

une armée qui, avant la guerre déclarée par le roi de Naples, n'était pas de 25,000 hommes effectifs, la plupart des régimens étant au-dessous de la moitié.

La population de Naples-Suèves, de dix à sept millions d'habitans, a fourni aux levées forcées qui durent depuis plus de trois ans, au-delà de ce qu'il fallait pour compléter les anciens corps, et de quoi former des bataillons de volontaires; ce qui porta l'armée napoléonienne à un nombre d'hommes considérable, que je ne puis connaître avec une précision pour le déterminer exactement.

Le roi de Naples avait six régimens de cavalerie, il en envoya quatre à l'armée napoléonienne, dont les restes se trouvent en danger selon le traité d'armistice; il ne lui en reste que deux. Sa nouvelle cavalerie, formée de volontaires, n'est pas considérable et sera mauvaise.

Tous les régimens d'infanterie napoléonienne ont les plus mauvais officiers, et les soldats sont forts peu de chose sous tous les rapports.

Les deux corps sur lesquels compte le plus M. Anton, sont celui qu'on appelle les *Esam* (étoupeurs), et celui des *Alliés*. Le premier est composé de l'ancien fond des régimens salins au service de Naples, et de déserteurs allemands et piémontais, qu'on a fait engager et ramener par des débauchés; l'autre est composé d'hommes engagés dans l'Alliance et le Mercenaire, de beaucoup de déserteurs de troupes vénitennes pris dans les montagnes de l'autre côté de l'Adriatique. Ces deux corps, qui forment ensemble plus de 20,000 hommes, sont composés de soldats, gens de guerre, grands, vi-

général, mais c'est l'esprit et celui de toutes les troupes composées de volontaires, et les officiers, un peu meilleurs que les Napolitains, ne sont là que pour la pays, et n'ont point du tout l'affection de leurs soldats.

Le roi de Naples manque énormément d'armes, surtout de fusils et de ce qui appartient à l'artillerie, pour une armée aussi nombreuse.

On a fait du camp de Sora un joug pour le roi Ferdinand iv, qui se croit un grand général. Celui qui commande sous les ordres de sa majesté est M. de Gamba, ancien, qui a fait la campagne d'Amérique, comme lieutenant-colonel du régiment que commandait le vicomte de Montgomery-Land : il avait été envoyé à Naples par l'ancien gouvernement français, sous le baron de Solis, il est resté au service de Naples, malgré la déclaration de guerre, et le vœu généralissime : ce n'est qu'un homme de détail, d'un esprit droit et borné. Le reste des généraux napolitains ne mit pas un mot de la guerre et se moqua, avec le public de tout le royaume, du métier des armes que M. Acton veut que des Napolitains fassent sérieusement, contre toute espèce d'intérêt et d'inclination naturelle à leur pays.

Quelque déplorable que soit cette grande armée, formée uniquement pour servir d'épouvantail et pour assurer une cour dévorée de terreur, elle deviendrait très-dangereuse, si vous pouviez avoir des revers vis-à-vis des Autrichiens.

Si nous pouvions nous trouver dans le cas fâcheux d'avoir besoin de toutes nos forces dans l'Italie supérieure pour contenir le roi de Sardaigne, les Vénitiens

et les Impériaux : si l'armée de Naples veut avancer dans l'état ecclésiastique, en Toscane, à Bologne, à Ferrare, à Modène, rien ne résisterait, et quand on parviendrait ensuite à la faire rétrograder, on ne trouverait plus que des pays épuisés et ravagés par elle. M. Acton cherchera à séparer le royaume de Naples de nous par un défilé, s'il le pourra.

Toutes les grandes forces napolitaines sont réunies à Sorre.

Le roi de Naples peut transporter promptement, par mer, de Gaète une armée à Longone, et autres places des points les de Toscane, point central en Italie; il peut faire entrer en Romagne une autre armée, en passant le Tivoli, et avancer sur Rome avec l'armée qui est à Sorre. Je doute que M. Acton ose faire partir du royaume des troupes qu'il croit nécessaires pour contenir les mécontents, mais le projet qu'il annonce pour imposer et obtenir la paix, qu'il veut honorable après une guerre lâche et perfide, est certainement de venir occuper Rome avec un gros corps d'armée, et de nous attaquer encore par la Romagne et par les présides; mais il le feroit sûrement, et nous verriez les Napolitains déborder et ravager l'Italie, comme ils ont voulu nous enfoncer le poignard à Toulon, s'ils pouvaient le faire avec sûreté.

Je fais partie pour Béné et par la frontière napolitaine le même espion que j'ai envoyé à Sorre pour connaître et observer les Napolitains qui sont de ce côté.

Le pape fait lever autant de récrues qu'il peut, fait acheter des chevaux pour former une cavalerie. Quelque

volontaires munis et présentent déjà avec leur nouvel uniforme.

Je vous envoie ci-joint le mandement de M. le cardinal Maury : voilà le langage des pères et des intérêts au milieu desquels il faut vivre ici bien momentanément. Vous me soutenez par vos victoires avec plus de dignité réelle et solide, que ne le font les fautes d'envoies des potentats barbares.

Je vous prie, citoyen général en chef, d'agiter l'existence de mon dévouement.

GAGNIER.

Le Havre, le 4 thermidor an 3 (26 août 1795).

au général Bonaparte.

Je vous ai rendu compte de l'expédition des troupes que j'avais envoyées à Capréja. Vous trouverez ci-joint le rapport que viennent de me faire le commandant militaire et l'agent militaire qui ont débarqué dans cette île. Les troupes grecques nous y avaient devancés de deux heures et avaient occupé la fortification. Leur commandant a refusé d'y recevoir les nôtres sans un ordre du gouvernement grec; néanmoins notre détachement a pris ses positions militaires, et, de concert avec les habitants, ils surveillent la côte, pour empêcher les Anglais de débarquer. Le lendemain il s'était présenté, devant cette île, deux frégates anglaises, qui ont envoyé à terre un parlementaire, pour solliciter aux soldats l'ordre de leur rendre de nouveau le fort, sous prétexte qu'ils voulaient les garantir de l'arrivée dont ils étaient menacés.

de la part des Caracs réunis à Livorno. Le commandant génois leur a répondu qu'il étoit prêt à se défendre jusqu'à la mort. La réunion de nos troupes avec les habitans et les Génois ont tranquillisé entièrement sur le sort de ce pays, j'espère même que le commandant de ces derniers consentira à y recevoir une partie de notre détachement; je lui envoie à ce sujet la lettre ci-jointe. J'en envoie à Emmanuel un croquis de cinquante hommes.

Vous verrez par la lettre que j'ai reçue du chef de bataillon Gironzi et de l'adjutant Pons, que les Anglois ont envoyé toutes les forces qu'ils avoient en Corse, à Porto-Ferrojo, où le vice-roi d'Ala arriva le 20. Je réponds à Gironzi de se rendre à Porto-Longone, de s'informer de ce que sont devenus les Caracs qui étoient dans l'île d'Elbe, de les réunir et de tâcher, par tous les moyens possibles, d'occuper la citadelle lorsque les Anglois l'envahiront. Les mesures sont prises pour empêcher les Toscans d'y arriver avant nos troupes.

Il est arrivé, cette nuit, un bâtiment génois, parti hier de Mariage, qui a annoncé que l'escadre anglaise est toujours à Saint-Florent, que Bastia avait été évacuée, et que les six corvettes que nous avons envoyées en Corse pour escorter les troupes corses aidées par le général Canclès, s'étoient rendues à Bastia. Il y a eu un petit combat entre ces corvettes et un brick anglais, qui étoit se rendre, sans le secours d'une frégate anglaise. Nous avons perdu, dans l'action, un canotier qui a péri sans se voir point reçu de nouvelles nouvelles de l'arrivée de

Compte à Bastia; mais je présume qu'il a, par le marche, devancé la remise de l'argent. Gervais.

Au quartier-général de Marone, le 4 brumaire an 8
(25 octobre 1798).

J'ai fait bien voir bien tard la reconnaissance de mes postes, je voudrais pouvoir vous en faire un rapport avantageux; mais j'ai vu avec infiniment de peine que toutes les parties des différents services y sont infiniment négligées, et qui ne peut s'attribuer qu'à l'impossibilité où se trouvent les différents officiers-généraux de ma division de surveiller eux-mêmes, leur tant les mettant hors d'état de faire aucun service.

Les différents travaux qui ont été ordonnés n'ont point été exécutés, on l'a été si mal, que je me vois forcé d'en ordonner la reconstruction. Je vous avoue que l'officier de place m'a inspiré bien peu de confiance, je ne le juge guère propre à être chargé de travaux si importants, et je ne puis voir sans peine qu'on lui confie encore la surveillance de la totalité des travaux du blocus; il serait instant qu'on nous envoyât d'autres officiers de cette arme, sur lesquels nous pourrions mieux compter.

Le service se fait avec beaucoup de négligence dans tous les postes, et je suis même étonné de ce que plusieurs n'aient déjà point été surpris; je vais donner à ce sujet les ordres et les consignes les plus sévères, et j'en surveillerai moi-même l'exécution autant que pos-

sible. Le défilément où se trouve le temps de toute espèce d'habillement est bien dans le cas d'occasions quelques décauvemens. Presque tous les hommes sont nus, sans soulers et peu couverts pour l'hiver qui s'approche. Il paraît, d'après le rapport du commissaire des guerres, qu'il existe ici dans les magasins des effets d'habillement, je désirerais être autorisé à en faire la distribution. Tel le plus grand besoin d'un renfort de troupes et de travailleurs.

Tout est tranquille dans la division. Les ennemis se bornent à dévaster quelques-uns sur leurs glacia, toujours sous la protection de leur artillerie : les mesures que je vais prendre, les empêcheront sans doute d'aller plus loin.

Quoiqu'il n'existe dans ma division que cent pièces d'artillerie de campagne, il est absolument nécessaire d'augmenter le nombre des caenniens, qui n'est que de cinquante-neuf, dont la moitié est hors d'état de faire le service. Je pense que, vu l'importance de ma demande à cet égard, on ne me laissera pas long-temps dans cette pensée. Il manque aussi beaucoup de chevaux d'artillerie.

CAENOT.

Caen, le 8 novembre au 5 (17) novembre 1793.

du général Bonaparte.

Je vous envoie ci-joint la copie de vos lettres, ainsi que vous me le demandez, je serais bien fâché que celles que je vous ai écrites vous eussent été dérobées.

Des Espions ont déjà prétendu que plusieurs de mes dépêches leur avaient été livrées à Paris. D'après cela, ils en ont fabriqué pour me rendre bien odieux aux cabinets confédérés, qui, sans pouvoir jamais m'attaquer, ont toujours fait l'impossible pour me discréditer et même me pousser dehors, d'abord de Toscane où j'ai mené la paille du grand-duc, malgré eux, ensuite de Gênes et de Rome.

Je sais que des intrigues me coùtent à Paris dans le parti avançant que j'ai mérité, en disant, par exemple, que je ne servirai peut-être pas bien près de la cour de Naples, parce que M. Acton m'en veut, en disant que j'ai été le seul qui ait pu avoir bien informé qu'on l'avait à Paris, de tout ce qui concerne les Deux-Siècles. Où en sommes-nous, général, si la qualité d'ingratitude à une cour fait donner la préférence sur des services rendus à la république, et si l'on croit être mieux servi par des intrigues adroites, que par un négociateur ferme et intelligent?

Je sais que la réponse du directoire, au sujet du refus de M. Galeppi de signer le traité à Florence, est arrivée; mais je n'ai reçu aucune lettre des commissaires du gouvernement. J'ignore comment cette réponse sera communiquée. J'ai fait, d'après vos indications, tout ce qui était possible. Si j'ai été dérangé indirect, j'agisse encore en conséquence; mais le dénoué de l'affaire est dans d'autres mains. Je suis planté ici regardant un bord-d'œuvre, depuis la suspension de l'armistice.

L'agent d'Angleterre lui dit qu'il n'est point vrai que sa nation abandonne toute la Corse et la Méditerranée,

que la déclaration de guerre de l'Espagne à l'Angleterre n'est pas tellement définitive et formelle que nous voulons le faire croire. M. Micheroux, résident de Naples à Vienne, expédie des courriers à sa cour, qui lancent à Rome des relations des victoires des Napolitains dans le Tyrol, de sorties brillantes de la prison de Mantoue.

M. del Vasto presse pour que les routes se réparent pour le passage de l'armée napolitaine, pour qu'on dispose des approvisionnements. Les commissaires napolitains sont attendus, l'un à Rome, l'autre à Ancone, pour concerter, pour fixer les routes et les étapes. Les officiers de Naples qui doivent venir enseigner la métier de la guerre aux officiers du pape, sont attendus et n'arrivent jamais, de même que l'armée napolitaine, qui ne passe pas la frontière.

Le vieux pape a la tête remplie de toutes ces erreurs, et ses valets les font courir et les répondent; l'homme de sens se cache et ne dit mot. Ceux qui, parmi les intelligents de la cour, ont la conservation du royaume, ont conservé encore de la raison, sont aussi frappés par la lecture du traité proposé, et de l'idée que le dicteraire a voulu de détruire ou d'amoindrir la destruction du gouvernement sacerdotal de l'État ecclésiastique, ils disent : Nous allons péir, cela est sûr; mourir pour mourir, ne succombons pas sans faire quelques efforts. Je ne puis aller prêcher sur les places et dans les cercles qu'en leur principe sur ce qui nous concerne, égaré; qu'en se perdant, finit de connaître à qui on a péir.

L'apprendre, d'un autre côté, de bonne part, que le traité de paix de Sardaigne a été signé à Paris le 9, et je reçois que l'un des ministres des relations extérieures, de 1848, ne m'en parle pas; je ne puis donc l'annoncer au cardinal Bona.

L'évacuation de la Corse et de la Méditerranée par les Anglais, les opérations de l'escadre de Toulon et des troupes de débarquement, que vous avez la bonté de m'annoncer toutes à partir la prise de Messine qu'en m'annonçant aussi devoir se rendre vers huit jours, et surtout le traité avec Naples, doivent bientôt jeter le pape et ses conseillers dans le désespoir. Mais ces vieilles têtes à portique enrouent-elles le dictateur, sortent du précipice, en se jetant dans mes bras ?

Je n'ai aucune satisfaction; rien ne m'a été confié que l'existence de l'association. Voilà un traité fait et publié, dont on ne voit pas clairement et qu'on regarde comme impossible à réaliser; il est bien difficile d'en faire un autre qui conserve la direction et soit admis tel; tout d'ailleurs exigeant de la discussion! Je ne suis ni l'avis de la pour accepter à simple proclamation les conditions de l'association, je ne suis d'il arrivera comme un mouvement de débâcle, ou le vieux pape s'enfuit en France et tous les cardinaux, évêques s'abandonneront à nous, ne pouvant faire autrement, ou si le papisme s'obstinera à jouer de son rôle.

Vous avez pris, général, un parti excellent, en qui ne craint ni qu'après la conquête assurée et après avoir mis tous les peuples à l'abri de la crainte des Autrichiens, c'est celui de révolutionner toute l'Italie et de

former des légions italiennes. Vous êtes maître des pays habités par les meilleurs espions d'hommes qu'on trouve : on peut en faire de bons républicains et former ainsi une masse de puissance unie à tous de cœur, avec force pour conquérir les rois de Naples et de Sardaigne dans leurs limites. Il faut être républicain ainsi Romain, le Romain et tout ce qui se trouve entre la chaîne des Apennins et l'Adriatique, jusqu'à la frontière de Naples, laissant Rome et tout le territoire ecclésiastique de l'autre côté des Apennins jusqu'à la Méditerranée se préparer, par le spectacle catholique, à la révolution qui s'y fera au dernier lieu. Le colosse de Rome est moins difficile à détruire qu'on ne pense, on y procède de sang-froid et ne faisant qu'enrichir aux profits le gouvernement temporel, comme étranger et contraire même à l'esprit de la religion.

Si le paix avec le roi de Naples est signée, tout l'état ecclésiastique est en votre pouvoir ; il est conquête d'Espagne et tout autre à votre disposition.

Si le roi de Naples sait, comme on ne l'aime depuis quinze jours, que sa paix est signée à Paris, elle mystifie la cour de Rome d'une manière abominable. Le duc Litta arrive de Naples, et dit à tout le monde que le roi ne l'a bien su que qu'on ne faisait jamais la paix de Naples que conjointement avec le pape. M. del Tizio, grand-maître de la maison du roi, qui de reste est un pauvre homme, est un personnage de la plus haute distinction. On lui a donné pour secrétaire le premier commis des affaires étrangères ; toutes les communications napolitaines sont enchaînées pour attendre l'état

ecclésiastique à la guerre. Jamais nation ne fut plus
impudemment oulée et soutenue. CACAREX.

Rome, le 5 novembre ou 8 (septembre 1858).

Au général Bonaparte.

On raconte partout à Rome, général, que vous avez
été rendre visite au cardinal Mairi à Ferrare, et que
vous lui avez dit ne pas comprendre comment Rome ne
se peignait pas avec la France, et que vous l'avez en-
gagé à venir à Rome en parler au pape; que le cardinal
avait désiré que vous lui marquiez cette intention
par écrit, et que vous lui avez accordé.

Le cardinal Mairi a vu le pape; il a été en confé-
rence avec monsieur le cardinal secrétaire d'état, en
présence de M. del Vasto.

Suivant l'étiquette de Rome, un cardinal ne fait de
première visite à personne, pas même aux ambassa-
deurs; mais si celui-ci est venu à Rome pour travailler
à la pacification, il doit chercher à me voir et m'ex-
pliquer le premier son désir, ce qui était facile sans
déranger la sainte étiquette. Ce n'est point à moi à
rechercher personnel dans la situation présente des choses.

Suivant les intentions que vous m'avez marquées,
je dois soutenir l'espérance d'un accommodement et
déclarer ce qui me mettrait dans la nécessité de partir de
Rome. J'ai suivi et je suivrai cette direction, profitant
de toutes les occasions pour arrêter le bandeau dont
les yeux du pape sont couverts, mais il est toujours si

évident qu'on s'obstine à se faire voir hors du bon chemin, qu'il me semble qu'on se laisse plutôt tromper de nouveau par des offres de médiation que Naples ne manqueroit pas de faire, et par ce que les intrigans les plus ardents proposent et par ceux qui se fassent dans les négociations pour en tirer du profit, que de remettre bonnement à M. Azuni et à moi, qui avons l'un et l'autre des intentions droites et pures.

Vous trouverez ci-joint copie du billet que j'ai écrit hier au cardinal secrétaire d'état, en lui envoyant copie des lettres qui annoncent la paix de Naples et les avantages militaires en Allemagne, avec la réponse de ce cardinal : on ne refuse en rien le bon traité-arrêté qu'on a pu.

Je vous prie d'observer, général, sur la carte géographique de l'état ecclésiastique combien la mesure du pape se prête à la subdivision de cet état en trois républiques : celle de Bologne et Ferrare réunies, celle de Pérouse avec la Romagne, et celle de Basse jusqu'à la Méditerranée. Cela peut se faire en laissant le pape, chef de l'église universelle, séculier, comme pasteur avec un cœur de prince et comme prince, s'il le voudroit, de la manière dont il résidoit à Rome, sans qu'aucune donation des Français l'eût rendu souverain d'un territoire.

L'établissement de la liberté et de bonnes républiques depuis Milan jusqu'au royaume de Naples, est sans doute ce qui peut le mieux assurer nos intérêts en Italie, et contenir dans les limites, d'un côté le roi de Naples, et de l'autre la puissante Allemagne.

Suivant les registres mortuaires de l'hôpital de la Consolation de Rome, où l'on porte tous les blessés, il a passé dans cet hôpital seulement quinze mille personnes atteintes de différentes manières à Rome et aux environs, sous le règne du pape actuel : c'est la même chose dans le royaume de Naples et dans tout l'état ecclésiastique. D'après cela seul, jugez du reste du gouvernement, et combien les peuples doivent y être attachés ! La répartition seule et un peu de crainte des châtiments contiennent dans une apparence d'ordre ces populations violentes, si difficiles à gouverner.

Je pense qu'il ne faudrait songer, ces jours-ci, qu'à réunir la légation de Ravenna à celles de Bologne et de Ferrare, et à former un nouvel état du Paragone, d'Urbin et de la Romagne, laissant de côté la ville de Rome et tout son territoire adjacent, jusqu'à la Méditerranée qu'on dominerait par mer.

Je souhaite que la situation de nos affaires nous permette encore d'entreprendre cette entreprise, et que nous soyons en état de la soutenir. Vous êtes trop sage pour être convaincu qu'on serait obligé d'abandonner aussitôt.

J'apprends avec grand plaisir que l'affaire de Gênes va se terminer, ainsi que je l'ai toujours désiré et proposé. La bonne politique est de nous assurer les peuples de l'Italie supérieure, qui valent infiniment mieux que ceux de la partie inférieure.

A Naples, tout gémit et débâille sous un terrocrisme inquiet ; les ministres étrangers mêmes sont asservis au point de ne pouvoir dire et recevoir une lettre qui ne soit pas dénichée ; ils n'ont ni la parole ni le pouvoir de lire

chez eux non-seulement nos gaquettes et celles des pays conquis, mais pas même celle de Florence.

M. del Vasto assure ici qu'il n'est pas possible que la paix de Naples soit signée à Paris; il a envoyé un courrier à sa cour pour demander ce qui en est. Le développement de toute cette affaire est fort comique; mais, dans ce pays-ci, le mensonge est mensonge constant, jamais-on ne dit un mot de vérité, tout est imposture et erreur, et l'esprit juste, obligé de s'occuper de tant de propos et de discours insidieux et mensongers, se dégoûte et se lasse, et ne peut rester dans la ligne du vrai qu'avec une fatigues continuelle.

Au moment où un lettre va partir, j'apprends d'une manière très-certaine que les agents de Naples continuent ici qu'ils ont, par le retour de leur courrier, l'assurance certaine que sa majesté sicilienne n'a aucune nouvelle que sa paix soit signée à Paris, et que la lettre de Fay-poult, publiée partout, qui l'annonce, et que la nouvelle qu'en disaient de Florence Miot et Azara, sont des mensonges. Je ne comprends rien à cet imbroglio.

CACIOT.

Rome, le 14 brumaire an 5 (25 octobre 1796).

Al général Bonaparte.

Je suis très-sensible, général, à la confiance que vous avez bien voulu me témoigner dans votre lettre en date du 4 brumaire dernier. Permettez-moi de vous prier de vouloir bien lui la même-ci-jointe au ministre Lecroix,

que je vous envoie enchaîné volant, pour lui faire passer. Vous y observerez l'exposé de mes idées sur la situation actuelle, à l'égard de Rome. Je ne vais jour ni apparence à aucune négociation, et encore moins à rompre l'entente des conditions de l'armistice, à moins d'avoir un traité tout fait qui soit au gré du pape. Il n'est pas douteux qu'il serait bien aise d'avoir le paix aux conditions exprimées dans l'armistice; mais on ne veut plus se mettre à discrétion, après s'être débarrassé de 20,000,000 fr. Le traité qu'a envoyé le directeur, indépendamment de ce qui regarde la religion et des articles qui ne sont qu'humiliants, heurte si violemment l'esprit du gouvernement de Rome, qu'il se croirait perdu en le signant, ainsi que vous. Plusieurs choses, en effet, sont d'une exécution difficile et embarrassante.

Je pense qu'il ne peut y avoir de négociation que dans le sens de ma dernière conversation avec le cardinal secrétaire d'état, dont je vous ai rendu compte; c'est toujours dans ce même sens que je parlerai, si l'on vient enfin à me rechercher.

Je continuerai à vous rendre compte avec la même exactitude et la même attention que je l'ai fait jusqu'à présent, et je suivrai ponctuellement vos directions.

Vous observerez dans la bulle de Rome ci-jointe qu'on s'est déjà mis en défense, à Ancone, contre un blâme qu'on avait cru mal à propos être une simple franchise.

Vous êtes informé des ordres donnés par le pape aux peuples, aux troupes, de se mettre partout en défense où il y aurait apparence d'agression: de

maîtres que, si aujourd'hui, sur la foi de l'armistice et de l'ordre du pape dont vous êtes cardinal, vous essayiez un détachement pour occuper la citadelle d'Assise, il serait attaqué en Romagne, dans sa route, et il ne serait pas venu à Assise, où l'esprit est très-mourant.

Le pape a suspendu l'accomplissement de toutes les conditions de l'armistice qui pourraient lui être onéreuses; il ne m'a pas renvoyé, mais je n'ai guère ici que la faculté de respirer l'air de Rome, il m'a pas délié l'armistice romain, mais il vous refuse tout. Il ne lui manque que de recommencer les hostilités; c'est ce qu'exécute le cardinal Maeri en vous écrivant à quel le manifeste de sa sainteté a donné le signal des pétitions contre nous. On vous regarde, dans ce pays soupçonneux, comme méditant certainement une entreprise sur l'état ecclésiastique, et l'on n'est occupé qu'à préparer partout des obstacles, bien loin que vous puissiez trouver des facilités d'après l'armistice.

Ce traité, généralement rompu par la cour de Rome, vous donne au grand-vident, d'après lequel vous avez droit de recommencer les hostilités, et d'agir suivant toutes les lois de la guerre; mais la défiance nouvelle aux pères, l'inquiétude et la crainte qu'on a de nous sont si exagérées, que, bien loin de se prêter à rien, on en imaginera toujours plus que vous n'aurez osé à entreprendre. Le pape a, au plus, environ 8,000 hommes de troupes répandues dans l'état ecclésiastique, fort mal armés; ces recrues sont pitoyables; il ne peut rassembler une force suffisante. Vous savez ce qu'on peut évaluer les forces et faiblesses idées impies-

au peuple; les forces avec lesquelles vous agirez, quand cela sera nécessaire, seront proportionnées à de tels obstacles mais soyez sûr qu'à la moindre difficulté ou apparence d'hostilité de votre part, tout l'état ecclésiastique sera d'abord en fermentation. Ou courra aux armes partout où il n'y aura pas d'ennemi à combattre, et l'on fera des armées en bataille; vos moyens ne peuvent consister que dans leur force militaire.

J'ai parfaitement lu votre lettre en chiffres, soyez bien sûr que je me conformerai à vos désirs et à vos intentions.

La congrégation d'état, qui s'assemble une fois par semaine, a appelé M. le cardinal Martini et M. Galeppi, ce qui fait juger qu'elle doit s'occuper des affaires avec la France, à l'occasion du traité de Naples, signé par le prince Belmonte.

M. del Vasto, qui semble ignorer le traité signé à Paris et ce qu'on répond de la cour de Naples, ne se peut ratifier la paix sans obtenir celle de Rome, est probablement aussi faux qu'incertain; cependant je répéterai toujours qu'il faut être en grande défiance du Naples.

Caserta.

Rome, le 20 novembre au 5 (20 octobre 1798).

À un général en chef.

Je m'empresse de vous rendre compte de mon arrivée à Bastia. Nous avons été à la voile de la rade de Livourne le 7 de ce mois, à huit heures du soir, et nous sommes arrivés heureusement à Bastia à neuf heures du

ravin, le lendemain, par un temps très-fort. Une demi-heure après notre entrée dans ce port, un ourag terrible survenu a obligé deux barques qui étaient au moment de gagner la rade de regagner le large, et ont disparu. On espère qu'elles n'auront éprouvé aucun malheur et qu'elles auront été recueillies à Porto-Vecchio. Le chef de brigade Ristori, les chefs de bataillon Arrighi et Sallusti, avec environ deux cents militaires au refuge, s'y sont vu enterrer.

J'ai trouvé la ville et l'intérieur de l'île extrêmement tranquille; partout il y a des comités provinciaux établis, qui veillent à la tranquillité publique, et jusqu'à ce moment il n'y a eu aucune réaction. Vous pouvez être assuré que je ne négligerai rien pour maintenir le pays dans un état satisfaisant.

Je m'occupe de l'exécution de différentes instructions que vous m'avez données. J'envoie le général divisionnaire Casabianca, pour commander provisoirement à Ajaccio; il y lèvera les gardes nationales et les colonies mobiles, suivant vos instructions. Je travaille à la nomination des officiers, et j'ai soin de les choisir parmi les patriotes les plus capables et ayant le suffrage des républicains. J'envoie le général Casalta à Corte pour y faire même travail, et je me tiens à Bastia pour organiser moi-même la force publique dans ce pays. J'aurai soin de vous faire passer des états de tous les nominations qui auront été faites, et de l'organisation définitive des gardes nationales des villes et des colonies mobiles.

Vous trouverez ci-joint le rapport du commissaire

des guerres sur tout ce qui s'est passé en vires dans les environs de Bastia. Je n'ai pas encore l'état des pièces d'artillerie, ni celui des munitions arrivées à Saint-Florent et à Bastia. Le service de l'artillerie n'était point encore organisé à mon arrivée : j'en ai confié le commandement à un officier qui m'a donné le général Serurier, avec quarante canonniers marins.

J'ai trouvé à Bastia à peu près cent canonniers marins relâchés par les Anglais, qui les avaient fait prisonniers sur une frigate; j'en ai vué quarante à Ajaccio, avec un officier, vingt à Bonifacio, vingt à Calvi, et vingt à Saint-Florent : il y aura des sous-officiers à leur tête. Ce parti était indispensable pour faire déclouer et remonter en batterie toute l'artillerie que l'ennemi a enlevée avant son départ. Je garde si ces canonniers marins jusqu'à l'arrivée des troupes de cette arme que vous destinez pour la Corse.

Je vous fais passer plusieurs lettres officielles reçues sur un bâtiment anglais : elles expliquent des détails très-importans, particulièrement sur la détresse de leurs forces navales, sur le mauvais état de leurs vivres et sur leur défaut de provisions. Ils redoutent infiniment l'ennemi espagnol, qui doit être réuni en ce moment à la nôtre. Il serait bien heureux qu'ils pussent sortir et aller à sa rencontre; la supériorité de nos forces et la crainte de l'ennemi nous assureraient la victoire, et ces navigateurs ne sortiraient point intactes de la Méditerranée.

Ces lettres annoncent aussi un projet d'expédition de troupes sur le Barbade, dans les Indes Occidentales : elles doivent être embarquées à Trionto.

Ces renseignements seront précieux pour nos conseils combinés et pour le gouvernement.

Je reçois à l'instant une lettre du commandant de Saint-Florent, qui m'apprend que l'escadre anglaise rassemblée dans ce golfe est de cinquante vaisseaux, dont six à trois ponts et huit de 34, avec trois frégates et dix-huit bâtimens de transport.

Les Anglais ont fait sortir la tour Lamartelle, et tiennent à terre des troupes. Je vais marcher demain sur eux avec six cents hommes, et vous pourrez compter que je les chasserai aisément de la Corse. Il paraît qu'ils avaient couru l'espoir d'en retirer quelques provisions.

J'attends avec impatience l'arrivée des commissaires du gouvernement, pour organiser toutes les autorités civiles suivant l'ordre constitutionnel. J'espère que tout sera calmé et que la tranquillité ne sera pas troublée.

Je n'ai reçu aucun rapport de l'évacuation d'Ajaccio ni de Bonifacio; celle de Calvi n'en sera il y a cinq jours. Toutes les pîèces ont été embarquées, tous les effets saisis; mais on renâblera à tout. GARENA.

Au quartier général de Lunel, le 15 novembre au 5
(15 novembre 1798)

Au général Bonaparte.

On ditait, mon général, que vous étiez peu d'occupé devant nous : pour vous sembler aperçus de contraires aujourd'hui. Nous avons eu une journée totale-

chède, et, malgré des prodiges de valeur, nous n'avons pu parvenir à ce que nous nous proposions.

Le général Guérou a occupé Saint-Michel dans l'expectation d'aller plus loin, on a été obligé de revenir trois fois à la charge pour l'emporter. L'adjudant Jouanne de l'adjudant-général Jonard a tué, à force de pelères, les grenadiers pour la troisième fois; il a le bras cassé; sa conduite est digne des plus grands éloges. Nous avons eu au moins cent blessés au moins et plusieurs tués.

L'adjudant-général Yaux attaqua une partie de la montagne. Il a eu affaire à cinq colonnes, dont deux de quinze cents hommes environ; il lene a fait soixante prisonniers, et beaucoup ont été tués; il a perdu peu de monde.

Fiorella et moi étions à sa gauche, allant à Gombes; nous avons été arrêtés par une position des plus formidables: à notre approche, deux hommes sont tombés.

Nous avons donné ordre à notre avant-garde de la tourner, elle s'est perdue en parcourant le chemin. Celle n'a pas été un grand malheur; elle a rencontré les colonnes que Yaux avait combattues qui venaient sur nos derrières. J'étais témoin du combat, mais je n'en ai pas pu le résultat.

La quatre-vingt-cinquième attaqua en même temps Segonzano: elle a fait trente prisonniers, et a tué prodigieusement de monde. Elle a combattu corps à corps, a pris deux fois le château de Segonzano, qui lui a été repris; mais les colonnes sont arrivées de toutes parts contre elle: elle a au moins cent tués ou blessés et deux cents prisonniers.

Enfin, le résultat est que nous avons fait environ cinq cents prisonniers, tué beaucoup d'ennemis, mais cela nous coûte cher.

Il y avait encore quatre mille hommes en bataille à Gaudes et à Parve, qui nous attendaient. Parmi les troupes que nous avons combattues il ne se trouvait presque point de paganes : elles étaient entièrement composées de troupes de ligas.

Suivant le rapport des dérouteurs qui nous sont venus, nous devions être attaqués aujourd'hui; nous les avons prévus, et je crois que nous avons bien fait.

La nature est ici de la plus grande difficulté à vaincre; joignez à cela beaucoup de force. Il est impossible de combattre avec plus de courage ! Mari et Suin-Marc n'étaient rien en comparaison de ces attaques.

YANCOU.

LIVRE CINQUIÈME.

Depuis la première expédition du Tyrol jusqu'à la
bataille de Rivoli.

De quartier-général à Vienna, le 24 décembre au 2
[15] janvier 1797.

Au Directoire exécutif.

Je vous dois compte des opérations qui se sont passées depuis le 22 de ce mois : s'il n'est pas satisfaisant, vous n'en attribuez pas la faute à l'armée : son infériorité, et l'épuisement où elle est des hommes les plus braves ne font tout craindre pour elle. Peut-être sommes-nous à la veille de perdre l'Italie. Aucun des secours attendus n'est arrivé ; la quatre-vingt-troisième demi-brigade ne part pas ; tous les secours venus des départemens sont arrêtés à Lyon et surtout à Marseille. On croit qu'il est indifférent de les arrêter huit ou dix jours, on ne songe pas que les destinées de l'Italie et de l'Europe se décident ici pendant ce temps-là. Tout l'empire a été en mouvement et y est encore. L'activité de notre gouvernement au commencement de la guerre peut seule donner une idée de la manière dont on se

conduit à Vicence. Il n'est pas de jour où il n'arrive cinq mille hommes; et, depuis deux mois qu'il est ardent, qu'il fait des secours ici, il n'est encore arrivé qu'un bataillon de la quarantième, mauvaise troupe et non accoutumée au feu, tandis que toutes nos vieilles unités de l'armée d'Italie languissent en repos dans la belle saison d'hiver. Je fais mon devoir, l'armée fait le sien : nous nous en débarrasser, mais en conscience et en repos. Des secours, envoyez-moi des secours; mais il ne faut plus s'en faire un jeu : il faut, non de l'effectif, mais du présent sous les armes. Amenez-moi six mille hommes, le ministre de la guerre envoie six mille hommes effrayés et trois mille hommes présents sous les armes; arrivés à Milan, ils sont réduits à quinze cents hommes : et n'est donc que quinze cents hommes que reçoit l'armée.

Je fus informé, le 10, qu'un corps de deux mille cinq cents Autrichiens s'avancèrent de la Gorizia, et déjà étaient campés sur la Piave; j'envoyai aussitôt le général Maistre, avec un corps d'observation, à Bassano sur la Brenta, avec ordre de se retirer à Vicence du moment que l'ennemi aurait passé la Piave. Par conséquent le général Vautour d'attaquer les postes ennemis dans le Trevisin, et surtout de le chasser de ses positions entre le Laveo et la Brenta. L'attaque fut bien le 12, la résistance fut vive. Le général Colaux emporta Saint-Michel et brûla les ponts des ennemis; mais ceux-ci recouvrèrent notre cinquante mille sur Sagorano, et la quatre-vingt-cinquante demi-brigade y fut maltraitée malgré sa valeur. Nous avons eu trois cents blessés,

avons tués et deux cent cinquante prisonniers ; nous avons fait cinq cents prisonniers, et tué beaucoup de monde à l'ennemi.

Le 12, j'ordonnai que l'on recommençât l'attaque sur Segusano, qu'il fallait avoir, et en même temps informant que l'ennemi a passé la Piave, je pars avec la division du général Angerion. Nous nous joignons à Vicence avec la division Maubon, et nous marchons, le 13, au-devant de l'ennemi, qui avait passé la Brenta. Il fallait passer comme la Sado, et balayer, dès son premier pas, l'ennemi. La journée fut vive, chaude et sanglante : l'avantage fut à nous, l'ennemi repassa la Brenta, et le choc de bataille nous resta. Nous fîmes cinq cent dix-huit prisonniers, et tuâmes considérablement de monde : nous enlevâmes une pièce de canon. Le général Lantini a été blessé d'un coup de sabre. Toutes les troupes se sont couvertes de gloire.

Cependant, le 15, l'ennemi avait attaqué le général Vialon sur plusieurs points, et menaçait de le tourner, ce qui obligea ce général à faire sa retraite sur la Piave, sa droite appuyée à des montagnes, sa gauche à Monfalcone. Le 16, l'ennemi ne se présenta point ; mais, le 17, le combat fut des plus épouvantés. Déjà nous avions enlevé deux pièces de canon et fait trois cents prisonniers, lorsque, à l'entrée de la nuit, une terreur panique s'empara de nos troupes, la dispute devint complète : nous abandonnâmes six pièces de canon.

La division part, le 18, en position à Rivoli et à la Quosa par un pont que j'eus fait jeter exprès. Nous avons perdu, dans cette retraite, entre six pièces de

cannon, trois mille hommes tués, blessés ou prisonniers. La perte de l'ennemi doit avoir été considérable.

Ayant appelé une partie de ce qui se passait dans le Tyrol, je m'exprimai de partir le 17, à la pointe du jour, et nous arrivâmes le 18, à la pointe du jour, à Verona.

Le 21, à trois heures après midi, ayant appelé que l'ennemi était parti de Mondebello et avait campé à Villa-Nova, nous partîmes de Verona. Nous rencontrâmes son avant-garde à Saint-Martin; Augereau l'attaqua, la mit en déroute, et la poursuivit trois milles : le suit le soir.

Le 22, à la pointe du jour, nous nous trouvâmes en présence. Il fallait battre l'ennemi de suite; nous l'attaquâmes avec intelligence et bravoure. La division Masséna attaqua la gauche, le général Augereau la droite. Le succès était complet; le général Augereau s'était emparé du village de Caldaro, et avait fait deux cents prisonniers; Masséna s'était emparé de la hauteur qui tournait l'ennemi, et avait pris cinq pièces de canon; mais le plan, qui tombait à terre, se change brusquement en une petite gelée froide, qu'un vent violent portait au visage de nos soldats et servait l'ennemi; ce qui, joint à un corps de réserve qui ne s'était pas encore battu, lui fit reprendre la hauteur. J'envoie la sixième-généralissime demi-brigade, qui était restée en réserve, et tout se maintint jusqu'à la nuit, mais l'ennemi resta maître de la position. Nous avons eu six cents blessés, deux cents morts et cent cinquante prisonniers, parmi lesquels le général de brigade

Leunai, le chef de brigade Dupuis, qui a été blessé pour la seconde fois. L'ennemi doit avoir perdu davantage.

Le temps continue à être mauvais. Toute l'armée est atteinte de fatigue et sans souffrir : je l'ai reconduite à Verona, où elle vient d'arriver.

Une colonne ennemie, commandée par Loidon, s'avance sur Brescia, une autre sur Chiavari, pour faire sa jonction avec le corps d'armée. Pour résister à tout cela, je n'ai que dix-huit mille hommes.

L'ennemi a au moins cinquante mille hommes, composés : 1°. d'un corps autrichien venant du Rhin ; 2°. de toutes les garnisons de la Pologne et des frontières de la Turquie ; 3°. du reste de son armée d'Italie, recrutée de dix mille hommes.

Aujourd'hui, à 4 heures, repos aux troupes ; demain, selon les mouvements de l'ennemi, nous agirons. Je désespère d'empêcher la levée du blocus de Mantoue, qui dans huit jours éuit à nous. Si c'est malheur arrivé, nous serons bientôt derrière l'Adda, et plus loin s'il n'arrive pas de troupes.

Les blessés sont l'hôte de l'armée : tous nos officiers supérieurs, tous nos généraux d'état sont hors de combat ; tout ce qui n'arrive est si blesé, et ils n'ont pas la confiance du soldat. L'armée d'Italie, réduite à une poignée de monde, est épuisée. Les héros de Lodi, de Bassano, de Castiglione et de Rivoli, sont morts pour leur patrie ou sont à l'hôpital ; il ne reste plus aux corps que leur réputation et leur orgueil. Joubert, Lannes, Leunai, Victor, Massé, Charlet, Dupuis, Bern-

pon, Fignon, Henard, Chaboud, sont blessés; nous sommes abandonnés au fond de l'Italie. La présomption de mes forces nous était utile; on publia à Paris, dans des discours officiels, que nous en sommes que trente mille hommes.

J'ai perdu dans cette guerre peu de monde, mais tous des hommes d'élite qu'il m'est impossible de remplacer. Ce qui me resta de braves rejoint la mort inévitable, au milieu des chacois si continuelles et avec des forces si inférieures. Peut-être l'heure du brave Angereux, de l'insatiable Maudou, de Berlioz, de... est prête à sonner; alors! alors? que deviendront ces braves gens? Cette idée me rend ému; je n'ose plus affronter la mort, qui serait un sujet de découragement et de malheur pour qui en l'objet de mes sollicitudes.

Seuls peu de jours, nous tentâmes un dernier effort; si la fortune nous sourit, Mantoue sera prise, et avec lui l'Italie. Renforcé par mes armées de siège, il n'est rien que je ne puisse tenter. Si j'avais reçu la quatre-vingt-troisième, forte de trois mille cinq cents hommes, comme à l'armée, j'aurais répondu de tout! Peut-être, sous peu de jours, ne sera-ce pas mais de quarante mille hommes.

BERNARDINI.

Venez, le 12 novembre au 1 (1 novembre 1797).

du commissaire du gouvernement.

Nous manquons entièrement d'argent; mais nos mines sont vides et nous nos services assurés: le ser-

vice même du prêt du soldat n'est pas assuré. Vos lettres, chers commissaires, font de très-bons effets qui ne sont jamais d'accord avec le payeur, et, depuis trois mois qu'on cherche à concilier vos comptes, il n'y a jamais moyen de trouver l'emploi de trois ou quatre millions qui existent de différence.

L'ordonnateur, depuis deux mois, n'a reçu que deux millions : tout souffre, et nous sommes en présence de l'ennemi. Vous m'avez dit que vous faisiez passer les vingt mille livres de Méduse à Milan, et on s'en a fait passer que la moitié. Des trois cent mille livres qui devaient être soldées à Ferrare, il n'a été soldé que la moitié. Quant à Livourne, bien loin de nous présenter de l'argent, on nous offre de cinq à six cent mille livres perdus sans aucune forme légale. La compagnie Flachat, qui a toutes les manœuvres de l'armée, qui s'occupe des fonds, qui fait tous ses services en promesses, est la seule qui ait les moyens de pourvoir aux besoins argens du moment. Faites qu'elle verse dans la caisse du payeur général de l'armée quinze cent mille livres. Vous devez fournir à ses besoins, et, depuis deux mois, l'ordonnateur lui que tous les services manquent.

Je vous prie donc, chers commissaires, de songer que toute l'armée est en mouvement, que nous sommes en présence de l'ennemi, que le moindre retard peut être funeste; occupez-vous donc à faire fournir à l'ordonnateur l'argent qui est nécessaire : nous sommes ici à la veille des plus grands événements. Si la quarante-troisième demi-brigade, aujourd'hui soixante-quatrième, est partie de Marseille, conformément à l'ordre que

J'ai donc, nous s'adressaient à craindre, mais une mille hommes de bonnes troupes de moins, dans des circonstances comme celles-ci, sont pour nous un terrible malheur. La quarantaine même arrive bien tard : il paraît que tout au plus le premier bataillon arrive à temps, cependant, comme nous avons quelques bataillons en route, je vous prie d'expédier un courrier au général Kellermann, pour le requérir et le prier de faire filer ce qu'il y a de disponible. Toutes les troupes de l'empire sont arrivées en poste avec une activité surprenante ; ils paraissent vraiment décidés à faire de grands sacrifices, et nous, on nous a livrés à nous-mêmes : de belles promesses et quelques petits corps de troupes sont tout ce qu'on nous a donné.

BONAPARTE.

Verona, le 13 brumaire an 5 (3 novembre 1796)

Ala général Baraguay d'Hilliers.

Nous sommes en présence de l'ennemi, qui a passé la Piave. Vous sentez combien nous avons besoin de troupes ; saluez donc la marche de tous les dépôts et de tous les bataillons qui nous arrivent, bien entendus que vous prendrez des mesures pour que les fusils qui sont à Cremona soient répartis aux dépôts de Lodi et de Cassino, et que tous les soldats qui nous viennent soient armés. Vous dirigerez les dépôts des divisions d'Angereux et de Masséna sur Verona, où ils prendront de nouveaux ordres à l'état-major ; les dépôts de Mar-

aux à l'ordinaire , et les dépôts de la division du général Vauluis , à Peschiera , ou ils recevront de nouveaux ordres. Envoyez-nous promptement les soixante hommes du cinquantième régiment de dragons que vous avez gardés à Milan ; faites partir le premier bataillon de la légion lombarde pour Varèse. Vous ne nous écrivez plus assez. Nous ne savons plus exactement ce qui arrive à Milan : il faut que vous ayez une correspondance suivie avec le général qui commande à Tortone , pour être instruit du jour où partent les différents bataillons de Tortone , des jours où ils arrivent à Milan , et l'annoncer ensuite.

L'ennemi paraît en force : il est nécessaire d'avoir à la fois de l'activité , de la vigilance , et de secourir de votre mieux les opérations de l'armée , spécialement les approvisionnements de l'artillerie. Ayez l'œil sur ce qui pourrait se passer du côté de Bagnasco et dans les vallées de Trampir et Dider : quelques ce soit loin de vous , cela vous intéresse trop , pour que vous ne soyez pas pénétré aussi sous les autres de ce qui pourrait arriver de ce côté-là , qui méritent votre attention.

L'armée manque également de fonds , le service même du prêt est exposé. Je vous prie de remettre la lettre ci-jointe au commissaire du gouvernement , s'il y est , ou au citoyen Flechet. Voyez également le conseil d'état et la municipalité de Milan , pour que tout ce qui est dû , soit promptement payé.

Si nous faisons des provisions , peut-être les ferai-je passer de l'autre côté du Pô , pour les dépayser. J'espère que la deuxième colonne de la légion lombarde sera

pourpreront orgueille , et qui vous fournira les
moyens d'escorta.

BONAPARTE.

Verona , le 25 novembre au 2 (4 novembre 1796).

Au Chef de l'état-major.

Le général Masséna a évacué aujourd'hui Bassano , à cinq heures du matin , l'ennemi se trouvant en force à Castel-Franco. La soixante-quinzième doit être arrivée , à cette heure , à Vicence. Le général Augereau est déjà à Mantoue ; indépendamment des hussards du premier régiment , ce général aura encore le vingtième de dragons , fort de 350 hommes. J'ai donné au général Meynier le commandement de Verone , au général Kellermann le commandement depuis le fort de la Chiesa jusqu'à Berio , ainsi que celui de Mantoue ; il se tiendra à Verone. Piant , qui est parti à minuit de Padoue , et qui a été jusqu' dans les postes ennemis , m'assure qu'ils ne sont pas plus de 8 à 9,000 hommes. Aucune de leurs patrouilles n'a encore paru à Padoue. Arrangez-vous bien avec le général Vaubois pour qu'il exécute comme il faut les dispositions du plan. J'espère que cette fois nous pourrons , d'un seul coup , donner du fil à retordre. Si cette lettre vous rencontre en chemin , faites-en part au général Vaubois , et par Dieu recommandez-lui de ne pas ménager les ennemis. Cet adjuant peut continuer jusqu' chez le général Vaubois et me renvoyer Louis. Je ne suis pas fâché que le citoyen Janet reste jusqu'à l'attaque de

déjà. Si l'on est certain qu'on doit attaquer demain , qu'il fasse en sorte que l'aile des nouvelles trois fois dans la journée.

En passant la Chéou , jetez un petit coup d'œil et assurez-vous qu'il n'y manque pas de munitions de bouche ; assurez-vous aussi de la situation du pont et de l'escorte de garde qu'on y fait , cela toutefois suivant que la nuit vous le permettra. BERNARDIN.

Au quartier-général à Yverre, le 15 novembre au 5
(5 novembre 1795).

Au Chef de l'état-major.

Nous sommes arrivés avec la division Augereau à Yverre : celle de Masséna était à huit milles d'ici , où elle s'est arrêtée lorsqu'elle a vu notre arrivée. L'ennemi est entré hier au soir à Besano , où l'on dit qu'il n'a que 2 ou 3,000 hommes. Le reste de ses troupes , que l'on porte à 7 ou 8,000 hommes , est à Castelle : un corps léger a même passé la Berna à Capidella de Berna. Masséna va aller les chasser.

Pourvu par tous les moyens possibles l'arrivée des cinq pontons ; il faudrait les faire venir en poste , vous avec déjà les rencontrer entre Villa-Nova et Montebello. Si ces pontons n'arrivent , je passerai la Berna cette nuit ; j'ai fait préparer ici 36 chevaux pour les conduire où j'en aurai besoin. J'aurais ordonné qu'on en préparât un égal nombre à Montebello ; jusqu'à cette heure , tout se dispose très-bien ici : si nous avons une

peut-être ce soir, la poursuite de demain sera décisive. Maréchal s'a perdu une chose qu'un seul homme qui avait eu la même idée, qu'il a déposée à l'hôpital de Bassano. Finaglier que le bataillon des grandes carabines aujourd'hui à Vicence. Je vous attends avec impatience. Je n'ai pas de nouvelles du général Laspinaise, du général Demanville, ni d'aucun officier du génie.

BONAPARTE.

Paris, le 17 brumaire an 5 (7 novembre 1796).

Le Directeur adjoint du général en chef Bonaparte.

En vous remerciant, citoyen général, de vos dépêches du 4 brumaire, que l'ennemi s'effraie dans le Frioul et que vous êtes en conséquence, vous avez fixé plus particulièrement notre attention sur l'Italie. Nos vents en Allemagne ajoutent au nombre de nos conquêtes de l'inde que vous commandez. Si un restant de 5,000 hommes présents vous paraît suffire pour vous mettre en état de reprendre les projets autrichiens, nous devons avoir, et nous avons, en effet, une confiance entière sur l'issue des opérations qui se préparent, puisque les secours que nous vous faisons passer s'élèvent à 25,000 hommes, dont la plupart doivent vous rejoindre incessamment. Quel que soit le déficit que l'on doit admettre pour les pertes que les troupes feront en route, et pour l'incertitude des états de situation, il restera une force importante et qui surpassera de beaucoup vos besoins.

La sécurité où nous sommes désormais à l'égard de l'Italie méridionale, et les dispositions favorables des peuples qui se trouvent voisins du théâtre de la guerre, seront pour vous de nouveaux moyens de forces contre les ennemis que vous avez à combattre et à vaincre.

Le ministre de la marine en, de son côté, secondera par tout vos opérations.

Une division de vaisseaux ou frégates les plus fortes qu'il sera possible d'équiper, et dans le plus court délai, sera envoyée dans le golfe de Vardar. L'officier destiné pour la commander, connaît ses pouvoirs ainsi que Trieste, et il aura des ordres pour se concerter avec vous.

Une gabare sera également dirigée avec escorte vers l'embouchure du Pô, où elle déposera les munitions de guerre demandées, et où elle se chargera des objets que vous indiquerez.

Un convoi de bâtimens sera en outre expédié à la même destination, pour charger des blés : toutes ces importations seront précieuses.

Si, comme vous l'expliquez, le succès des opérations nous rendra Turin, la conduite que vous aurez à y tenir, dépendra de l'effet qu'aura produit, à Vienne, la déclaration que nous vous avons chargé de faire, et nous attendons le compte que vous nous en rendrez, pour régler d'après nos intentions définitives à cet égard.

Le parti que vous avez pris au sujet du cardinal qui vous faisait justement ombrage à Ferrare, nous a paru le fruit d'une conception heureuse.

Vous connaissez nos instructions relativement à la

situation politique des différents états qui ont adopté un gouvernement populaire, et nous y persistons.

Nous avons la vive satisfaction des détails que nous a donnés le général Bernabé dans sa lettre, et de rendre-misier, sur vos dispositions militaires : leur résultat sera, nous n'en doutons pas, la prise de Manroze, la déroute de l'armée nouvelle qui se forme contre nous, et un titre éminent de gloire pour la brave armée d'Italie.

Buonaparte, président.

Paris, le 17 brumaire an 6 (7 novembre 1797).

Le Directeur exécutif au général en chef Bonaparte.

Le directeur exécutif se propose, citoyen général, de faire expédier des ordres pour que quelques légations aillent se rétablir sur les passages de la Corse. La proposition que vous lui en faites, lui a paru devoir être accueillie autant que la situation de notre marine pourra le permettre. Il est impossible de pouvoir extraire en ce moment des divisions territoriales du Midi une force de 1000 hommes, que vous juger nécessaire pour garder la Corse; mais les malheurs que nous vous envoyons vous mettront en état, lorsqu'ils auront entièrement effacés leur jonction, de détacher de l'armée des troupes pour cette destination.

Nous vous adressons accompagnés de l'arrêt d'un projet, dont l'exécution favoriserait puissamment vos opérations : ce serait de faire porter par mer, à Ténos,

un corps de 7 à 8,000 hommes, qui surprendrait les derrières de l'ennemi et lui couperait ses communications : l'expérience de cette campagne prouve l'importance d'obtenir sur lui des avantages de cette nature. Il est fâcheux que nous ne puissions pas nous rendre à temps à Toulon les forces que cette opération exigeait, elle mériterait toutefois d'être méditée, en la réservant pour le moment où elle pourrait être exécutée avec succès, et nous vous invitons à nous donner votre avis sur les avantages qu'elle présente. Bonaïo, président.

Bonaïo, le 12 Brumaire an 8 (1 novembre 1798)

Au général en chef.

Les troupes qui sont sous mon commandement ont été toute la nuit sous les armes. Hier soir, j'envoyai le général Lesclap à Castel-Franco avec quelques chevaux, pour pousser ce matin une reconnaissance très en avant sur Trévise ; il rencontra Piccini à son retour dans Castel-Franco, il le chargea très fort et lui prit six hommes ; il revint sur ses pas et arriva à Brignano à dix heures du soir. D'après son rapport et les renseignements qu'il avait pu recueillir des habitans de Castel-Franco, il y avait à craindre que ce ne fût l'avant-garde des troupes qui ont passé la Piave, ce qui me fit faire de suite des dispositions pour me préparer à replier sur Vicence. Les patrouilles de cavalerie ordonnées sur toutes les routes doivent m'avertir pour exécuter mon mouvement stratégique. L'ordre fut envoyé aux deux

pièces d'artillerie que j'avais à Carpenaie , de replier sur Busano : rien n'y couronnerait plus jusqu'à ce qu'il y ait du changement dans ses position. Ce qui me donnait des inquiétudes , c'est que depuis hier matin , avant que je connus le passage de la Piave par les ennemis , les citoyens Farnet et Duclou étaient en reconnaissance ; ils ne sont pas encore rentrés.

Je vous répète encore , mon général , que ma position n'est pas mauvaise : je suis sur le qui-vive nuit et jour ; si j'avais du moins des forces à pouvoir arrêter quelque temps l'ennemi , je serais moins inquiet. L'ennemi se la résume - qu'il aime , à Montebello , ne change rien à ma position , puisque votre intention est que je l'y laisse reposer , et que je n'en dispute qu'à la dernière extrémité. Nous sommes bien loin de Montebello , et je crains que le secours n'arrive trop tard.

J'ai envoyé ce matin deux espions à Tolbian. Un d'eux doit s'y tenir à poste fixe , et n'en partir que lorsqu'il sera assuré de la marche de l'ennemi sur nous. L'ennemi a porté des postes d'infanterie sous près de Castel-Franco ; je crois que son projet ne tendra pas à être vain , c'est-à-dire qu'il nous attaquera sous peu.

Si vous tenez si fort à ce que je reste à Busano , pourquoi , mon général , ne me renforcez-vous pas ? Je pourrais alors garder cette position qui paraît très-importante ; mais , pour y rester en observation , c'est , tel-quant-moi , bien hasardeux.

Votre lettre de ce jour me dit que si je dois recevoir différemment les deux brigades du général Traubitz. Demain parleront les hommes de Carpenaie pour

faire un mouvement sur Borgo. Je n'ose pas leur ordonner d'aller loin, car, si j'étais obligé de me replier pendant leur absence, ces troupes courraient grand danger.

Ma cavalerie est mal en ordre : ce n'est que par elle que je puis être averti assez à temps pour pouvoir passer la Broca sans danger.

Je donnai ordre, après d'essais, à la soixante-quinzième demi-brigade de partir de Montebello, pour se porter à Vicenza, à moins que vous n'en ordonnassiez autrement.

L'adjutant-général Fernet arrive à l'instant de sa reconnaissance : il a été poursuivi par la cavalerie ennemie, et me rapporte que l'ennemi, à ce qu'on lui a assuré, marche sur deux colonnes, une sur Asolo, et l'autre sur Castel-Franco; cette dernière colonne a du canon avec elle. Si ce rapport se vérifie, je ferai vraisemblablement ma retraite dans la nuit; vous en serez averti : je prends, en attendant, toutes les mesures que ma position exige pour ne pas être surpris.

La reconnaissance sur Borgo est suspendue.

Mantova.

Lomb., le 15 brumaire an 5 (3 novembre 1795).

du général en chef.

Il paraît que l'ennemi est très-fort; il est sans cesse en mouvement : ses troupes se battent comme elles ne l'ont jamais fait jusqu'à cette heure; ce n'est pas simple bravoure, c'est un acharnement, une rage qui tient du désespoir. Le général Vauluis n'est pas content du

cinq ou six Carabins ; ces espions vont jusqu'à nos avant-postes , et viennent rapporter tout ce que leur disent les paysans , souvent il les escorte avec des patrouilles de chasseurs à cheval , il fait moins que rien : il vient quelquefois ici et veut se mêler de l'armée.

A ce qu'on me dit , l'opération est finie. Je vous demande vos ordres. Dois-je rester ici ou retourner vous joindre ?

Le général Vanbois est persuadé que l'ennemi est très en force du côté de Penet , qu'il peut nous tourner et se porter à Trente par notre droite ; il veut changer de position et se porter en deds du Lœvis , pour tenir tête à Segonzano et Penet ; il est très-inquiet de cette partie , et il me prie de vous expédier un homme en poste , pour que vous lui donniez vos ordres promptement ; il craint de n'être plus à temps , si vous tardez à lui répondre.

Les troupes sont sans seliers , sans habits , enfin , elles sont nues et commencent à s'affrayer : elles regardent hier avec respect la belle troupe des Autrichiens en bataille ; elles sont dans la crainte : on devrait penser bien sérieusement à elles.

Quelques milles n'auraient pas notre défaite ! Les officiers , en général , sont fatigués ; il y en avait qui , au milieu du feu , se parlaient que de se retirer chez eux.

Dans ce moment-ci , on voit des patrouilles venir vers nos avant-postes ; cependant je crois que ce ne sera rien : il est possible qu'elles ne veulent que reprendre leurs positions.

On dit que l'ennemi a deux divisions très-fortes com-

postes de paysans et de troupes de ligne ; que celle de London ait de sa 30,000 hommes , dont cinq de ligne, et celle de Dubrovnik , de quinze mille , dont la plus grande partie ait de ligne. Le fait est qu'ils avaient hier des forces majestueuses.

L. BERNARDINI.

Paris, le 12 novembre ou 13 (12 novembre 1798)

Au Général en chef.

Le jour de d'hier ne s'est pas passé comme nous le voulions , malgré tous nos efforts.

Le 11, en effet , deux directeurs de nos postes de Novi et de Pesce , privèrent l'ennemi de ses munitions , et nous le trouvâmes bien préparé et surtout bien disposé.

Le 12, au matin , le général Guyon , à la tête de 1500 hommes , un escadron de vingt-deuxième de chasseurs , et l'artillerie de la division , devaient partir de Novi pour s'emparer de Saint-Michel , y brûler les ponts , et se porter à mesure de poursuivre jusqu'à Beaumuck.

Le général Fiopola , commandant la colonne du centre , forte de 1,800 hommes , devait partir de Lagaria pour se porter sur Cambra , tandis que l'adjutant-général Vrau , avec 600 hommes , devait s'y porter par la crête des montagnes , en saisissant la gauche de la colonne du général Fiopola , entre ce général et le général Guyon.

Au même instant , la quatre-vingt-cinquième demi-

brigade, commandée par le chef de brigade Gaspard, devait partir de Pease pour s'emparer du village et château de Segosasso et passer le Lario.

Le 12, à trois heures du matin, ces colonnes se mirent en marche, chacune de leur côté. Le général Gaypuz éprouva une forte résistance à Saint-Michel ; toutes les maisons étaient crénelées et remplies de troupes, et l'entrée du village fermée par un retranchement.

Trois fois ses troupes tentèrent la charge et trois fois elles furent repoussées avec un acharnement insupportable ; enfin l'adjudant Jonasse se mit à la tête des troupes, revint à la charge, renversa les obstacles et pénétra dans le village : au même instant il fut blessé lui-même d'un coup de feu ; mais le village fut emporté malgré le feu des maisons, qui était d'une violence extrême.

L'avant-garde du général Fiorella, commandée par le chef de brigade Marchi, trouva les ennemis à quatre milles de Cinisio, les attaque et les poursuit jusqu'à quelques distances de cet endroit, où il y a une montagne très-escarpée : là, les ennemis se débattaient avec courage, en lançant pleuven sur nous une grêle de pierres. Le citoyen Marchi, avec quelques volontaires de la vingt-cinquième, se précipita, sur l'ennemi, malgré le feu de l'ennemi, de gravité la montagne, et, arrivé sur la plaine, d'élever un des chevaux des officiers autrichiens.

Du que le général Vialboja, qui était avec le général Fiorella, n'entendait pas arriver la colonne de l'adjudant général Vera, il se doute que l'ennemi était en force, et qu'il trouvait une forte résistance, il fit passer

sur la gauche, huit compagnies, commandées par le chef de brigade Mambé ; ces deux corps réunis marchèrent sur l'ennemi, qui, divisé en cinq colonnes, se dirigeait sur Laris pour nous couper : un moment après l'adjutant-général Venn vint seul joindre le général Vanbois ; il lui apprit que l'ennemi était très-fort, que ces cinq colonnes faisaient un total de 6,000 hommes, qui s'avançaient sur Laris : au même instant, on vit passer le feu de la quatre-vingt-cinquième demi-brigade sur notre droite, ce qui décida le général Vanbois à faire rentrer les troupes dans leurs positions. En revenant, ces troupes passèrent un peu sur la gauche, vinrent joindre les huit compagnies sur le point où était l'adjutant-général Venn, qui est une superbe plaine sur la crête des montagnes : là, l'ennemi fut battu toute la journée et à la nuit pourrissait bien loin. La quatre-vingt-cinquième a attaqué Segonnac, a pris le village sans s'y arrêter, et s'est portée sur le château défendu par 200 hommes : les troupes des environs le laissaient passer, et lorsqu'elle ne fut plus dans le village, elle se résolut : les feux du château et du village, tous deux très-vifs, pendant la demi-brigade était deux, elle n'a pu résister et s'est retirée sur ses premières positions de Pizat. Dans toutes ces affaires, l'ennemi a perdu 1,200 hommes et environ 500 prisonniers. Nous avons eu en tout 400 hommes hors de combat.

Le général Gaynez, avant de quitter Saint-Michel et de revenir à Bessé, a brûlé les deux ponts que l'ennemi avait sur l'Idige.

Les deux détenteurs que nous avons eus, sont partis

de rage d'avoir les pieds nus et en sang. Il paraît certain que nous devions être attaqués : les généraux Landon et Dabovich étaient venus la veille à Saint-Michel pour se concerter.

LOUIS BONAPARTE.

■

Paris, le 21 brumaire an 8 (3 novembre 1798)

Au Général en chef.

Je vous ai mandé ce qui s'était passé hier dans la journée, dans le premier instant, et je n'avais pu recueillir les détails. Le résultat réel est que la colonne de Saint-Michel, qui a éprouvé beaucoup de résistance, a tué beaucoup de monde, qu'on peut évaluer au moins à 300 hommes; ils en ont sûrement blessé autant, et ils ont fait environ 300 prisonniers. Nous avons eu là une centaine de blessés et une quinzaine de tués.

L'adjudant-général Voss a fait 60 prisonniers environ; il s'est battu avec 300 hommes pendant trois heures, à portée de pistolet, contre des forces huit fois plus fortes. Il a tué beaucoup de monde à l'ennemi.

Une partie de l'avant-garde de notre colonne, commandée par Marché, s'est parfaitement battue; mais il a été abandonné par la plus forte partie deux fois différentes. C'est la vingt-septième et les compagnies de grenadiers de Cravoline et de l'Ain qui l'ont abandonné; il s'est battu, avec le peu qui lui restait, au sabre et à la baïonnette, a repoussé l'ennemi et aurait fait beaucoup de prisonniers, si on ne l'avait pas aban-

décoré. Malheureusement dans ces montagnes, on ne peut voir ce qui se passe, et ce n'est que bien du temps après que l'on sait les événements ; les ordonnances se perdent ou entrent dans les villages pour piller, et je suis persuadé que nous avons eu au moins des hommes coupés à ces hommes.

- L'attaque de Seguzano a été mal faite, par mauvaise interprétation de mon ordre ; mais le combat a été des plus acharnés ; l'ennemi a perdu prodigieusement en tués, en blessés ; on s'est battu corps à corps avec des forces considérables qui étaient continuellement augmentées ; on n'a fait dans cette partie que 30 prisonniers ; nous avons eu sur ce point 25 tués, 75 blessés et 150 prisonniers. La faute du commandant Gaspard, qui est d'une bravoure sans exemple, est de n'avoir pas mené en échec un corps qu'il voyait perdant son attaque. Comme je lui avais dit d'employer toutes ses forces à son opération, il n'a pas senti que c'était une opération qui facilité l'autre, que de tenir l'ennemi en échec sur un point où on le voit, tandis qu'on agit sur l'autre. Voilà le résultat de la journée d'hier : vous pouvez hardiment mettre la perte de l'ennemi à 1,000 hommes au moins. Nous avons au point fait des prisonniers, dont 4 officiers seulement.

Je dois maintenant vous dire ce que je pense sur ma position. Outre les forces de Saint-Michel, de la montagne Salares et de Beaumarch, que je puis estimer à 4,000 hommes de troupes de ligne, dont beaucoup de Hongrois, qui se battent bien, il y a à Gauden le régiment de Walbeck complet, celui de Strassoldo, un ba-

indien de Toscane, de la cavalerie ; ce qui fait, suivant les rapports, 4,500 hommes de ligne entre Clodena et Fivis ; il y a encore des troupes en arrière à Castello et dans la vallée de Fivis. Il y a 5,000 hommes à Segorana et Bedol ; à Padua, 600 hommes ; du côté de Borgo, il se réunit beaucoup d'infanterie et de cavalerie. Outre cela Lunden est toujours de l'autre côté de la rivière avec 5,000 hommes ; il n'a point fermé l'œil. Si l'on en croit un détachement du régiment de Schir, que je viens de questionner, il y a encore beaucoup de monde à Neumarch.

Nous n'avons presque pas vu de paysans hier, il y en a cependant beaucoup. Enfin je crois que le moins que l'on puisse estimer l'ennemi devant nous, tant dans la partie où commande Lunden que de l'autre côté de la rivière, et depuis cette rivière à Borgo par le Fivis, est en moins de 15,000 hommes de ligne.

Notre position est incertaine : la droite risque beaucoup, et je suis assuré que Lunden fera un mouvement devant Salò et Brescia ; les 1,000 hommes que j'ai du côté de l'Adige auront peine à l'empêcher. Je pensais donc que, voulant couvrir Trento, il faudrait quitter Lavis, rompre le pont et garder les hauteurs qui le commandent, ainsi que la route.

Ainsi, il faudrait placer la vingt-cinquième demi-brigade à Segorana, la quatre-vingt-cinquième à la Place-Petit et sur la cheminée qui va de Petit à Perghin, avoir un bon poste au-dessus de Zivernone, avoir à Perghin deux bataillons de la trente-neuvième, filant à peu près par les hauteurs, et quatre compagnies de grenadiers

de la quatre-vingt-cinquante; à Lervio, la vingt-neufième d'infanterie légère, qui n'est que de ses hommes: on ne peut se dispenser de garder Lervio, parce qu'il s'y trouve un chemin qui descend à Roveredo.

Deux bataillons de la vingt-septième, très-faibles, gardaient le point de Lervio.

Le surplus de nos forces restait dans ses positions de l'autre côté de la rivière. Je crois que nous serions plus sûrs, plus forts, si que nous devrions servir plus sûrs.

Yambou.

Lerna, le 18 brumaire an 5 (8 novembre 1796).

Al général de division Foubols.

J'ai exécuté, avec beaucoup de travail, l'ordre que vous m'avez donné. J'ai fait attaquer hier au matin, à la pointe du jour, l'ennemi, qui était en force supérieure: la résistance la plus opiniâtre s'est opposée à nous; le poste de la montagne de la Corona a été enlevé qu'après une fusillade très-vive, qui a duré pendant deux heures.

Je me suis porté sur Saint-Michel. L'ennemi, qui s'était renforcé dans les maisons, j'ai il faisait un feu très-vif, a montré une opiniâtreté aussi égale, il avait fait des barrières sur toutes les avenues du village pour empêcher notre entrée: cela lui a servi quelques instans.

Une colonne des plus fortes et un feu des plus vifs ne pouvaient en aucune manière les débarrasser du vil-

lage; le troisième bataillon de la vingt-cinquième s'occupa pendant trois fois d'y entrer, trois fois il a été repoussé; j'ai ordonné de suite au chef d'uniforme de diriger son feu à la porte de la maison d'où l'ennemi faisait feu, sans espérer d'aller couper les barricades que l'ennemi avait faites à l'entrée du village, et au chef du troisième bataillon de la vingt-cinquième de charger par la grande route et de prendre tout ce qui se trouverait dans le village, tandis que le chef de bataillon Amard, à la tête des carabiniers et des grenadiers, tournait le village du côté opposé, pour s'emparer du pont qui est sur l'Adige : cela a parfaitement réussi. Nous avons fait deux ou quatre-vingt-cinq prisonniers, dont quatre officiers et un chirurgien. Nous veillons enfin maîtres de Saint-Michel et de l'avenue du pont, après un combat des plus opiniâtres pendant quatre heures et demie.

J'ai ordonné de suite qu'on coupât ce que l'on brûla le pont, mais l'ennemi, qui avait été obligé de prendre la fuite du notre côté de la rivière, où il avait une batterie, faisait de dedans les maisons et en empêchait l'approche; nous aide-de-camp Duret, que j'avais chargé de cette opération, prit le parti de faire mettre une quantité de bois sous ce pont et d'y faire mettre le feu : cela s'est fait avec la plus grande célérité, le pont est brûlé et hors d'état d'être recommencé. Je me portai en avant de Saint-Michel avec les grenadiers, carabiniers et une partie du troisième bataillon de la vingt-cinquième, pour me rendre maître encore du pont de Marot, qui est sur l'Esich. L'ennemi, après la plus grande résistance, a été repoussé de l'autre côté

de la rivière; c'était à cinq heures et demie du soir : je reçus votre ordre pour faire retraite et reprendre mes anciennes positions, ce qui s'est exécuté avec le plus grand ordre dans la nuit.

Dans cette glorieuse journée, chacun a rempli ses devoirs. Le chef de bois de Salva a très-bien dirigé le feu de son artillerie, qui a beaucoup contribué au succès; le détachement du vingt-deuxième régiment de chasseurs à cheval s'est très-bien conduit. Je ne puis trop faire d'éloges du citoyen Gagnet, chef du troisième bataillon de la vingt-cinquième, qui est entré à la tête de sa troupe dans Saint-Michel, en franchissant tous les obstacles, ainsi que du chef de bataillon Arnaud, qui s'est également conduit et qui a été blessé à la jambe d'un coup de balle, en repoussant l'ennemi du pont de Maret.

L'adjudant Roussel a reçu une balle qui lui a traversé le bras; ce brave militaire a été blessé à l'entrée du village de Saint-Michel, à la tête de sa troupe.

L'ennemi a perdu beaucoup de monde et a été complètement battu. Gervais

Besançon, le 14. L'empereur au 3 (4 novembre 1796)

du général en chef.

Un espion-quadrille de Castel-Franco me confie le rapport de l'adjudant-général Férret, de la marche des troupes autrichiennes sur Castel-Franco. L'espion a vu lui-même de l'artillerie, beaucoup d'infanterie, et de la

cavalerie; il supporte de plus que le restant des troupes qui ont passé la Pieve marche aussi sur Castel-Franco. Je vous de donner les ordres en conséquence des vôtres et de ceux que vous m'avez fait transmettre par le chef de l'état-major, de faire ma retraite sur Vicenza, ne devant pas hasarder un combat à Bassano; il en coûtera assez à mon amour-propre de leur devant l'ennemi sans le combattre: tels sont vos ordres, il faut s'y soumettre.

Le mouvement rétrograde se fera dans le plus grand ordre l'infanterie commencera à filer à trois heures du matin, je ferai l'arrière-garde avec la cavalerie et les grenadiers; arrivé à Vicenza, je prendrai des positions militaires autant que les localités le permettront.

J'envoie ordre à la soixante-quatrième de se porter à Vicenza dès qu'y sera arrivé. J'ai ordonné de couper le pont de Carpetto.

MARINA.

Bassano, le 25 brumaire an 5 (5 novembre 1796).

du général en chef.

Je vous ai écrit sur le champ de bataille, je continue à vous rendre compte. La journée a été belle de mon côté. Nous avons fait 500 prisonniers et tué bien du monde, notre perte n'est pas considérable. Il était plus de midi quand l'ennemi nous a attaqué; la nuit seule nous a arrêté. Je n'ai qu'à me louer des troupes; plusieurs individus se sont distingués, je vous les ferai connaître lorsque j'aurai tous les détails.

Mais je dois vous citer le trait d'un officier qui me

casse de ligne de belles actions, et dont le courage fait honneur à votre pays : c'est le chef de bataillon Marché. D'après l'avis du général Berthier, je l'avais envoyé à Vigolo pour protéger notre retraite : après que nous eûmes passé, je lui envoyai trois hommes pour l'avertir de se retirer, il ne reçut point cet ordre, ceux qui le portaient ayant probablement été pris par l'ennemi : alors il fut enveloppé par un très-grand nombre d'Autrichiens ; leur commandant le somma de se rendre, il refusa de le faire, perça l'ennemi et tomba sur leurs derrières pendant que nous combattions. Cet officier méritait le grade de chef de brigade.

Dans le moment où je vous écris, j'apprends une fâcheuse nouvelle. Paris fortement menacé ; mais Torbold s'est laissé surprendre, il a été attaqué de deux côtés ; le pont de Nago s'est replié sur Moos ; une partie a passé le pont ; j'envoie ordre de le repasser de suite. Je fais venir de nouvelles forces, et demain matin je fais attaquer Torbold.

Vienne.

Remise, le 26 novembre au 3 (5 novembre 1798).

Alu général en chef.

Votre ordre, mon général, m'est arrivé trop tard. J'ignais votre dessein et l'importance du poste d'Innsbruck. Moos sera attaqué demain au matin en tête et en queue ; toutes les forces de Laudon sont de ce côté. Le poste ne peut tenir : si je

le renforce trop, je risquer mon artillerie dans cette position, et je risque d'être battu par parties et de tout perdre. Faisons, en cas d'attaque et qu'on nous envoie des renforts, que l'on se retire par le pont. Je connais les positions de toutes mes forces, et il ne me reste de retraite que sur Verone ou la Corona, si l'ennemi ne s'y peut pas enlever moi par le droit de l'adage, mais il peut se faire qu'il y aille déjà. On ne m'a pas fait sentir l'importance de me retirer par l'autre côté et de le tenir avec mes plus grandes forces, il était encore temps ce matin : je l'aurais fait volontiers, connaissant votre idee; mais j'aurais été battu à la Pietra et mené grand train. Des deux côtés je vois des dangers, mais j'espère que le courage nous tirera d'affaire de ce côté-ci.

On ne laisse manquer de cartouches et de munitions d'artillerie.

VARENN.

Rome, le 17 brumaire an 5 (7 novembre 1798).

Ala général de division Kléber.

Le général Vauola vous a déjà instruit, citoyen général, que Turbels était au pouvoir de l'ennemi; je m'empresse de vous prévenir qu'il s'est également rendu maître des hauteurs de Mori : rien ne l'empêche plus par conséquent de se porter sur Montebello et sur la Corona; vous savez, j'imagine dans cette circonstance critique qu'il est essentiel d'envoyer le plus de force possible à Rivoli, par lequel l'ennemi ne tardera sans doute pas à se porter. Le bataillon de la quar-

un seul demi-brigade qui y arrive aujourd'hui, d'éprouver les ordres que je lui ai expédiés, ne peut suffire à sa défense, et le deuxième bataillon de cette même demi-brigade, ne devant arriver qu'aujourd'hui à Peschiera, ne pourra être rendu que demain tel-quel à Rivoli, et je crois bien que d'ici lors l'ennemi ne s'y soit porté; d'ailleurs aucune disposition militaire n'a été encore faite pour la défense de ces hauteurs; il suffit, et me semble, de proposer d'y envoyer sur-le-champ un officier d'artillerie pour y placer quelques pièces de canon. Si le général Doubert est à Vérone, il pourrait s'y rendre, et, de concert avec moi, nous ferions toutes les dispositions qui seront nécessaires pour attendre l'ennemi le plus possible, afin de donner le temps au général en chef de rétrograder sur Vérone, et d'opposer de ce côté à l'ennemi des forces pareilles aux siennes. Je vous observe que celles qu'il a portées jusqu'à présent à Turbigo et à Mari ne s'élèvent pas à plus de 6,000 hommes, mais il y a grande apparence qu'il y en fera filer un plus grand nombre. Le général Vaulabelle, qui n'a plus d'espoir de se retirer sur la Corona, se dispose à envoyer à Rivoli deux bataillons de la quatre-vingt-cinquième demi-brigade, qui passeront pour s'y rendre par la grande route de Trente, passant l'Adige en port en deçà de la Chiara. Il y en fera passer même un plus grand nombre, s'il le peut sans danger, avant d'effectuer sa retraite, qu'il se propose de faire par la Chiara sur Vérone ou même sur Rivoli, si nous pouvons l'occuper de manière à empêcher l'ennemi de s'en rendre maître.

Je me propose de partir dans deux heures pour Bi-

vall : je n'y aurais rendu me-le-champ, quoique j'eusse fait que d'arriver à Boveredo, s'il y avait des troupes ; mais il n'y en a encore aucune. L'objet me paraît très-urgent, et j'engage en conséquence le général Vachot de presser le départ des deux bataillons de la quatre-vingt-cinquième. Vous voudrez bien m'adresser à Rivoli les ordres que vous jugerez à propos de me donner.

VACHOT.

Boveredo, le 13 lémovier an 5 (13 novembre 1796).

Alu général en chef.

Les postes de Mori n'ont point fait de résistance. Je viens de recevoir une ordonnance du général Gardanne, qui me mande que deux bataillons de la quatre-vingt-cinquième ont échelé pied n'étant atteints que par quelques d'ennemis ; ils se sont portés en force sur le pont, et des malheureux ont coupé les cordes ayant encore des troupes de l'autre côté. Il y avait cinq bataillons pour défendre un seul point. Je crains que l'un ne s'en soit pas mieux conduit à Tortolè.

Pendant ces actions désespérées, nous nous battons avec le plus grand succès de notre côté. Je ne puis plus effectuer ma retraite que sur Verona, peut-être sur Rivoli ; j'y envoie de suite deux bataillons pour se joindre à ceux de la quarantième ; le général Vignolle, qui part devant, les fera passer, s'il est possible. VACHOT.

Vienne, le 26 novembre au 1 (8 novembre 1798)

Au général Bouchier.

J'ai reçu votre lettre à trois heures de matin. Toute ma division est en marche pour se rendre à Montebello le plus tôt possible. Je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour protéger la retraite de l'armée, quoique l'ennemi me suive de près. Comptez sur mon zèle et sur mon dévouement au bien de la chose et au salut de nos troupes.

ANONYME.

Rome, le 26 novembre au 2 (8 novembre 1798)

Au général en chef.

Je vous ai rendu compte à mon arrivée à Paris, de l'état politique et militaire dans lequel j'avais trouvé le département, et des premières dispositions que j'avais faites conformément à vos instructions. J'avais joint à ma lettre datée du 10 de ce mois la copie de la circulaire que j'avais écrite aux comités et aux municipalités, ainsi que des dépêches importantes en langue anglaise qui avaient été saisies à l'ennemi.

Par une autre lettre du 14, je vous faisais part du résultat de mon expédition sur Saint-Florent, et, en vous annonçant la totale évacuation de l'ennemi, je vous instruisais des errements que j'avais eus sur la position de ses forces maritimes.

Le citoyen Gallandini, arrivé hier, m'a fait connaître

que mes dépêches n'étaient pas encore arrivées à Livourne, et qui ne fut connue que l'ennemi ne s'en soit occupé. Je prends le parti de vous en envoyer le duplicata, afin de vous mettre à portée de connaître tout ce qui a été fait depuis mon arrivée au Corps. J'espère que vous serez satisfait de la situation du pays.

Les principaux chefs, Pozzo di Borgo, Peraldi, Tartaroli, Bertolini, Negroni, Giampietri et autres, avaient pris la fuite avec les Anglais avant notre arrivée; plusieurs autres, qui ne sont pas moins coupables qu'eux, se sont retirés dans l'intérieur. Je fais marcher à leur poursuite, et j'espère qu'on les atteindra. Mais je ne dois pas vous taire une vérité, mon général, c'est que l'or et la corruption des Anglais avaient tellement gagné un empire décidé sur l'esprit des Corcés, qu'un très-grand nombre s'étaient rendus coupables du crime de rébellion. On a formé, à différentes reprises, des bataillons, des corps de gendarmes, des compagnies franches; tout le monde s'empressait d'acquiescer pour solliciter des places, de là le nombre des officiers au service de l'ennemi, et, si l'on devait les punir tous, le glaive de la justice nationale aurait long-temps à agir. L'ennemi a manqué beaucoup d'esprits; presque tous croient y avoir droit, presque tous visent à exploiter la clémence de la république; c'est à ceux qui ont prouvé l'attachement au nom du gouvernement à faire des exceptions. D'après une explication positive à cet égard, on examinera ceux qu'il faut frapper et ceux à qui l'on doit pardonner. Les dangers français sont tous passés.

La Corse est généralement tranquille; on attend avec

importance l'activité du citoyen Salicetti pour accepter la constitution et organiser les pouvoirs civils. Partout les comités provisoires élus par le peuple remplaçant les autorités anglo-corses, et j'ai lieu d'être satisfait de leur sèle et de leur énergie; mais je ne le suis pas auant du district de Vico, de la ville de Bonifacio et du district de l'île Rousse.

Les communes du district de Vico, après le départ des Anglais, se sont insurgées, ont marché main armée contre les malheureux Grecs de la colonie de Carghèse, les ont chassés, se sont mis de leurs habitations et de tout leur bien. Il y a eu deux Grecs tués.

A Bonifacio, la ville, sous prétexte de crainte de pillage, n'a pas voulu recevoir le capitaine Barbieri, son officier de gendarmerie arrivé en Corse avec le citoyen Bonelli, qui était accouru avec des gardes nationales de Sarthe, pour empêcher les Anglais d'embarquer tout ce qu'ils voulaient enlever au moment de l'évacuation.

A Calvi, on a fait le même refus; mais l'esprit de la ville était différent: on était le départ des Anglais, tout en refusant l'entrée des gens de Balagne, dont ils redoutaient l'aspect de pillage.

J'ai ordonné au général Casabianca de marcher d'abord avec forces supérieures, et même de l'artillerie, sur Carghèse, d'en chasser les payans de Vico, de remettre les Grecs en possession de leurs biens, sauf aux insurgés à faire valoir leurs droits en justice réglée, lorsque les tribunaux seront en activité. Quant à Bonifacio, j'ai envoyé le citoyen Sabatini avec une compa-

gais de gardes nationales et des instructions très-précises. L'espère qu'il sera reçu. En cas de refus, l'ordonne au général Cambiacq de rassembler des forces et de marcher contre cette ville, de la bloquer par terre, et de lui intimier qu'elle est en état de rébellion, et qu'elle va être bloquée par mer. Je connais l'esprit de ce malheureux pays: l'appareil seul de la force le réveille; mais s'il fallait le déployer, je pense qu'il ne faut pas hésiter, et vous pouvez être assuré que je ne négligerai rien pour l'ordre de vos forces. Il ne faut pas que le reste de la Corse puisse nous prouver, dans ce moment, capables de faiblesse. Il faut qu'il voie que le gouvernement veut tout et combler de générosité et de pardon la Corse révoltée et soumise, que châtier et punir la Corse persistant dans la rébellion et dans la révolte. Je pense que ce sont là vos principes.

Quant à Calvi, la ville a reçu pour commandant le chef de bataillon Sazary; on y a organisé une compagnie de gardes nationales, et tout est rentré dans l'ordre ainsi que dans la Balagne.

Je vous ré pétaré, général, que toutes les places de la Corse sont dépourvues de vivres et de munitions, qu'on y manque de tout, qu'elles sont hors d'état de faire une résistance sérieuse, si l'ennemi revenait; qu'il faut y envoyer au plus tôt des troupes, des munitions, de l'artillerie et des subsistances.

Genève.

Rivoli, le 19. Brumaire an 5 (9 novembre 1797).

Mon général en chef.

Le général Masséna vous a rendu compte, hier au soir, que nous étions enfin sortis de la position critique dans laquelle nous nous sommes trouvés par le soudaineté de connaissances qu'avait le général Vaubois de l'importance du poste de la Cocca, tellement qu'il avait tout fait pour ôter les moyens de s'y retirer, tandis que tous ses efforts devaient se borner à se conserver la rive droite de l'Adige jusqu'au lac de Garda. Lorsque je suis arrivé à Rovereto, il y avait encore quelques moyens de repasser sur cette rive et de s'emparer de la Cocca; mais il ne voulait pas l'employer, ne les croyant pas assez sûrs (venant après la discussion que venait d'éprouver le général Gardanne), malgré qu'il établît la certitude que telles étaient vos intentions. Or il assure ne les avoir connus qu'à ce moment. Le fait est que le général Vaubois, quoique très-bon homme et militaire instruit, n'avait pas assez raisonné sa position, et il n'a réellement connu le danger qu'à cette suite de divisions, que lorsqu'il a vu le débouché de la val de Caderas dans le bassin de Rivoli et le descendant de ce bassin de la rivière; dans son affaire d'aujourd'hui, il paraît qu'il a perdu beaucoup de monde, l'emmenant en a aussi perdu beaucoup de son côté. Le bataillon de la quarantième demi-brigade, que j'envoyais avec grande importance à Rivoli pour le faire monter à la Cocca, n'est arrivé qu'hier, lorsque j'étais déjà rendu à ce poste

avec la quatrième demi-brigade d'infanterie légère que j'avais demandée au général Kilmear. Le général Joubert, qui était monté avec moi, disposa cette demi-brigade d'infanterie légère dans tous les postes que nous avions jadis occupés. La division étant enfin arrivée, ces postes furent encore renforcés par quelque autre troupe. Le général Vaubois fit ses dispositions pour occuper la Corone avec les forces indispensables pour sa défense, ainsi que tous les points qui en dépendent.

La retraite n'a point été inquiétée par l'ennemi, et tout annonce qu'une grande partie des forces qui étaient en opposition au général Vaubois se sont portées ailleurs. Le général Barthier vous aura sans doute fait part, mon général, des lettres que je lui ai écrites depuis que je vous ai quitté à Vicenza, et qui étaient relatives à l'objet dont vous m'avez chargé.

Si nous sommes maîtres de la Corone, c'est bien parce que l'ennemi n'en a pas voulu; ce qui annonce encore qu'il est dans le dessein de se porter ailleurs.

Vaubois.

Rome, le 17 novembre au 8 (11 novembre 1798).

Al général en chef.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie de la note que j'ai remise, hier au soir, à M. le cardinal secrétaire d'état, conformément à ce que je vous ai annoncé. J'attends, sur cet objet, la décision du pape.

Des que M. le cardinal Albani a vu que je proposais

de couvrir la négociation, il a été chez le pape pour lui rappeler toutes les promesses de l'empereur de s'occuper de l'état ecclésiastique lors de la paix générale, et toutes les assurances de faire restituer à sa sainteté les légations de Bologne et de Bâstia. Il voulait que le pape expédiât sur-le-champ un courrier à Vienne pour avertir l'empereur que la cour de Rome ne trahissait pas ses vœux.

Il paraît que M. del Vasto sait maintenant que son maître a ratifié le traité de paix signé à Paris, et qu'il est un peu déconcerté. Cependant, comme vous le verrez par le bulletin italien, on soutient toujours les mêmes idées, pour soutenir l'esprit d'erreur et de vanité, afin que, si vous éprouviez une défaite, tout soit prêt à tomber sur vous.

CACUON.

Firenze, le 20 brumaire an 5 (11 novembre 1796).

Au général en chef:

Je vous trans mets, général, deux lettres que je viens de recevoir pour vous de Livourne, au même temps que la nouvelle du débarquement effectif par cinq cents Anglais sur la côte de Toscane; leur objet est de se procurer des vivres, dont ils éprouvent le plus pressant besoin à Porto-Ferraïo: ils trouveront les plus grandes facilités, à cet égard, dans la partie du territoire toscan où ils cherchent actuellement des subsistances. Il n'y a pas le plus léger doute à former sur l'impression que nousont à leur en livrer une grande partie

des habitants. Afin d'enflammer encore leurs dispositions favorables aux ennemis de la liberté, les prêtres emploient tous les moyens dont les armes le font servir. Ceux de Gènes ont prouvé, par leur conduite, qu'ils étaient animés du désir de soulever les habitants contre les troupes françaises. Ce fait important m'est attesté par le général Serrurier, qui ne manque sûrement pas de vous en donner connaissance. Je vais faire auprès du gouvernement de Toscane une démarche fortement pressante, pour exiger de lui la répression des dispositions hostiles que la malveillance s'efforce de développer contre nous dans les habitants de ce pays. Vous entendrez, général, si, dans les circonstances présentes, il n'y aurait pas quelques avantages à ce que vous exprimassiez aussi votre opinion sur le même objet.

Le général Serrurier me mande qu'il ne peut se dispenser de retirer tous les postes de la côte, pour s'occuper exclusivement de Livourne. Il est d'autant plus fâcheux que le petit nombre de troupes qu'il commande rende cette résolution nécessaire, que les Anglais auraient dû bientôt réduire aux plus grands embarcés, s'ils avaient été repoussés du pays, sans lesquels ne pourraient subsister à Porto-Ferraio. Vous savez, général, qu'ils ont réuni dans ce lieu toutes leurs richesses, et que leur escadre s'en est éloignée. Quel que soit l'objet pour lequel elle s'en soit mise à la voile, les Anglais recevraient un coup terrible, si la flotte combinée venait prendre possession de la Méditerranée.

Avant le départ de mon courrier, je reçois une réponse du gouvernement de Toscane à mes instances

pour la répression des malfaiteurs, dont se plaint le général Serurier. Je vous envoie-copie de cette pièce, qui, probablement, ne vous paraîtra pas plus satisfaisante qu'à moi, et qui contribuera à confirmer votre opinion sur les dispositions de ceux qui gouvernent ce pays.

Mons.

Mons, le 25 brumaire an 5 (15 novembre 1798).

Au général en chef.

Je vous prie de me dire que l'ennemi s'avance sur nous, et que ses flots, de l'autre côté de l'Adige, sont en face de nos postes. Il y a en, hier, une petite scallade à la Corona. Je fais rapprocher les troupes qui sont à la Sogno et à Bussalengo : il y a apparence que nous serons attaqués demain au matin.

Y. ANTON.

Am quartier-général à Modène, le 25 brumaire an 5
(15 novembre 1798).

Au comité-directeur du gouvernement.

La compagnie Finchet n'a fait encore aucune vente ; cependant elle a des soies et autres marchandises assez conséquentes dans la Lombardie et à Tortosa. Les ventes qu'elle fait à Livourne se font par devant elle : il est indispensable d'y faire intervenir le conseil de la république. Cette compagnie, qui a reçu quarante à quinze millions, ne paye pas les mandats, sous le prétexte qu'elle n'a pas d'argent, mais effrontément pour

les faire négocier par main tierce, à quinze ou vingt % pour cent de perte. Faites-vous remettre l'état des maîtres qu'elle a aujourd'hui acquittés ; ordonnez lui : 1°. d'afficher, sous vingt-quatre heures, la vente de toutes les marchandises qu'elle a, pour être faite ensuite conformément à votre arrêté ; 2°. que tout l'argent provenant des marchandises soit, vingt-quatre après, versé dans la caisse centrale, sans que, sous quelque prétexte que ce soit, cette compagnie puisse retenir cet argent ; 3°. qu'elle vous remette l'état des versements en grains qu'elle a faits à l'armée depuis le commencement de la campagne car elle est fortement prévenue d'avoir fait des versements factices pour quatre-vingt mille quintaux.

Je vous engage à porter sur cette compagnie un œil sévère. De tous côtés on réclame contre elle ; tous ses agens sont d'une incivilité si marquée, que je suis foudré à croire qu'une grande partie sont d'espions à l'ennemi. Je vous prie de prévenir cette compagnie que, si M. Faragallo, français assez indigne pour avoir dénigré le caractère national, vient en Lombardie, je le ferais mettre en prison. J'ai de fortes raisons pour croire que cet homme a des liaisons avec le ministre de Russie à Gênes, et je suis instruit d'ailleurs que je suis environné d'espions ; les employés qu'elle a à Livourne sont en grande partie des émigrés.

BONAPARTE.



B.

Ferrare, le 19 brumaire an 5 (19 novembre 1796).

Alu chancelier du gouvernement.

L'armée est sans souliers, sans pelt, sans habits ; les hôpitaux manquent de tout ; nos blessés sont sur le carreau et dans le désolant le plus horrible : tout cela parvient du défaut d'argent, et c'est en moment où nous venons d'acquiescer 4,000,000 à Livourne, et où les marchandises que nous avons à Tortone et à Milan nous offrent encore une ressource réelle. Modène devait aussi nous donner 1,800,000 fr., et Ferrare des contributions assez conséquentes ; mais il n'y a ni ordre ni exécution dans la partie des contributions dont vous êtes spécialement chargé. Le mal est si grand, qu'il faut un remède. Je vous prie de me répondre dans la journée si vous pouvez et pouvez aux besoins de l'armée ; dans le cas contraire, je vous prie d'ordonner au citoyen Haller, fripon qui n'est venu dans ce pays-ci que pour voler, et qui s'est érigé intendant des finances des pays conquis, qu'il rende ses comptes à l'ordonnateur en chef qui est à Milan, et en même temps de leur laisser prendre les mesures pour procurer à l'armée ce qui lui manque. L'attention du gouvernement est que ses commissaires s'occupent spécialement des besoins de l'armée, et je vois avec peine que vous ne vous en occupez pas, et que vous laissez ce soin à un étranger dont le caractère et les intentions sont très-suspectes.

Le citoyen Salicrati fait des arrêtés d'un côté, vous de l'autre ; et le résultat de tout cela est que l'on ne s'oc-

trou pas et que l'on n'a pas d'argent. Les 1,500 hommes que nous tenons à Livourne nous coûtent plus qu'une armée; enfin nous sommes, grâce à tous ces inconvénients-là, sur le point de manquer des choses indispensables. Nos soldats manquent déjà de ce qu'ils ne devraient pas manquer dans un pays aussi riche, et après les succès qu'ils obtiennent.

BONAPARTE.

Paris, le 22 brumaire an 5 (16 novembre 1796).

Au commissaire du gouvernement.

Le général en chef requiert le commissaire du gouvernement Garreau de faire verser, dans les quarante-huit heures, par le citoyen Flachat, tout l'argent provenant de la vente à Livourne, les besoins de tout genre où se trouve l'armée la mettent dans le cas de manquer au premier jour; et de faire mobiliser toutes les ressources qui peuvent exister en Italie, les besoins étant urgents et le parti même étant sur le point de manquer.

Le citoyen Garreau sera vêtu aux froids dans la même du payeur de l'armée.

BONAPARTE.

Paris, le 22 brumaire an 5 (16 novembre 1796).

Le Directoire exécutif au général Bonaparte.

Les rapports que nous avons reçus, citoyen général, des affaires qui ont eu lieu le 10, et le rapprochant

des ennemis, nous font penser que des opérations plus sérieuses ont pu être entreprises depuis ce moment, et nous occupons en recevoir incessamment de vous la nouvelle. La plus grande partie des renforts que nous vous avons annoncés doit vous avoir joint, et, quelque célérité que l'empereur ait mise à rassembler de nouvelles troupes contre l'armée d'Italie, vous êtes, et vous conserverez sans doute la supériorité du nombre; mais celle de l'audace et des dispositions mérite encore davantage notre confiance.

Après avoir déclaré l'Europe sans avoir pu contraindre nos ennemis à la paix, les plus grands intérêts de la république reposent aujourd'hui sur la brève armée que vous commandez : celles qui occupent la ligne du Rhin ne peuvent être pendant cette saison, dans la pénurie des moyens qu'elles éprouvent et au sortir des vicissitudes possibles qu'elles ont éprouvées, que spectatrices en quelque sorte de la nouvelle campagne où vous vous trouvez engagé. En prescrivant toutefois aux généraux qui les commandent de garder la défensive et d'assurer la conservation du passage qu'ils ont sur le Rhin, nous leur recommandons de tenter des entreprises partielles avec vivacité pour donner à l'archiduc, de sincères inquiétudes, et de le menacer sans cesse d'une autre irruption combinée et générale en Allemagne.

Le sort de Mantoue, d'après les probabilités militaires, ne peut tarder à se décider en notre faveur, et nous attendons de cet événement ou de quelques succès importants sur l'ennemi qui tient la campagne, une issue

favorable de la mission que nous avons confiée au général Clarke.

Nous vous adressons copie d'une lettre du général Lapeyrouse, relative à des rassemblements armés qui paraissent distincts de ceux des barbets. Rien de ce qui se passe en Piémont ne peut vous être indifférent, et nous vous invitons à vérifier ces renseignements.

● BARRAS, président ●

Rome, le 27 brumaire an 5 (17 novembre 1796).

du même.

Je n'ai point encore reçu la réponse du cardinal secrétaire d'état à ma note pour proposer l'ouverture d'une négociation avec le pape : je sais qu'il a été expédié des dépêches à Vienne et à Naples sur ce sujet. Il était arrivé ici, à l'ordinaire, de l'issue relative du combat du 17, suivant laquelle nous aurions été battus, et tout Rome paraît abandonné à l'épouvante et à la joie. La lettre du général Berthier au citoyen Miot, qui vient de m'arriver, devrait faire changer les idées.

Le cardinal Mucchi n'a pas eu la politesse de passer au salon lacrié chez moi, après la visite que je lui ai rendue : on voit retomber dans le néant.

Il y a toujours la plus grande intimité entre M. del Vasto et la cour de Rome, quoique, aujourd'hui, et le motif de paix et les ratifications ne soient plus constants. Il y a même des conventions définitives et un traité d'alliance défensive préparé et conquis, s'il n'est pas

signé, entre le roi des Deux-Siciles et le pape. Le cabinet napolitain prétendra qu'un traité d'alliance défensive n'est point contraire à un paix avec la France.

La politique de Naples est modelée sur celle de Pétersbourg; son cabinet joue au petit la même comédie, se trouvant à une distance qui le rend fort.

Naples s'est mis en accord par le traité de Paris; ses foudres à Livourne sont gardés, ainsi que sa cavalerie; ses côtes immenses et dépourvues, ses marines, n'auront rien à valandre de nous. Naples ne va s'occuper maintenant que d'éluder et d'éviter, s'il est possible, l'accomplissement des conditions onéreuses du traité. S'il doit, comme on me l'assure, nous fournir huit millions en denrées, et payer des indemnités aux Français en piastres, qu'on aille lui les arracher : on verra ce que c'est que cette cose quand nous lui aurons rendu sa cavalerie et levé le séquestre de Livourne.

Il ne convient point à l'intérêt de la France que Naples soit dans une entière dépendance de l'Espagne; mais il lui convient encore moins que les Deux-Siciles soient unies à Pétersbourg; à Vienne, à Londres, au pape, qui forment aujourd'hui le grand contre-poids de la France et de l'Espagne. Un cabinet comme celui de Naples, qui est double et à deux faces, est encore plus que celui de Rome, dont le balanc est toujours découvert; il aura écarté avec plus d'art les dangers et périls, mais il nous fera effectivement plus de mal, en trompant et séduisant toujours quand il ne pourra braver.

La paix avec Naples, si elle nous assure bien sa neu-

traité dans la guerre avec Rome, nous livre le pape et tout l'état ecclésiastique : car rien ne peut nous empêcher d'y venir, de le conquérir au moment qui sera favorable.

La politique des coalisés tend visiblement à arrêter à soi le pape, à lui donner des garanties, à se l'attacher : pour nous ôter, le plus qu'ils pourront, les avantages à tirer de cette belle portion de l'Italie.

Le refus du pape, dès le commencement de la révolution, de recevoir l'ambassadeur Ségur, le renvoi de Bessville, les persécutions des patriotes, les bruts incendiaires, la marche dont on s'est agité ici auprès de la coalition, ne donnent encore qu'une très-faible idée de la féroce sacerdotalité contre la république française.

L'extrême peur, lorsque vous êtes arrivé jusqu'à Bologne, a forcé à demander grâce à genoux, mais toujours dans les invocations les plus perfides ; aussi le traité d'armistice n'a-t-il servi qu'à augmenter griefs sur griefs. Les nouvelles avantageuses aux armées autrichiennes, venues au secours, servaient chaque jour pour arrêter l'indication d'un traité formel.

La cour de Rome ne s'oppose qu'à l'extranéation des Français en Italie, et elle est bien décidée, si cela arrivait, à continuer encore, par ses pamphlets incendiaires et par tout autre moyen, à faire à la république tout le mal qu'elle pourrait, même pendant des siècles. Elle ne saurait pardonner aux Français l'abolition de la tyrannie, de l'intolérance religieuse et du crédit du clergé, ainsi que du paiement des annates, et enfin de tout de

droits et de belles prérogatives que l'ancienne religion lui donnait en France. Conviendrait-il que le roi de Prusse a toujours sollicité instamment que le pape renouvellât du serment des évêques de Silésie la promesse qu'ils font à leur sacre de persécuter les hérétiques?

Voilà avec quel venant le diocésain voudrait que nous fussions vite un traité signé du pape, pour qu'il ne restât qu'à y donner l'approbation et à le faire valoir par le corps législatif.

Si les circonstances de l'Europe ne nous permettent pas de prendre la Romagne et de venir résider à Rome surveiller le trône pontifical, notre résident par nature; s'il faut, après que vous aurez pris Mancini, que l'ambassade reste là; si Rome peut compter sur le secours des appartements d'armées du roi de Naples, et qu'autant plus qui sépare l'empereur de l'Italie ne soit pas faite, la cour de Rome aura encore difficile, même alors, à plier aux conditions modérées.

On veut sans doute l'exécution des conditions de l'armistice, et on les voudrait promptes. Cette cour répondra que le pays est ruiné, et qu'il lui est impossible de lui remplir.

On disputera long-temps avant de s'accorder.

À l'égard de Bologne et de Ferrare, on pourra consentir à leur accorder quelques privilèges, mais jamais à en perdre la souveraineté.

Je ne crois pas qu'on nous dispute beaucoup la propriété d'Avignon.

Mais l'article le plus aisé, le plus concluant avec toute

autres puissances, nous, avec le pape, d'une difficulté terrible.

Rome ressemble exactement à ce qu'était Constantinople quand les Turcs en firent la conquête; il est plus aisé de prendre cette ville à un peuple qui ne veut pas s'y établir, que de s'en emparer et en disposer. Venir à Rome pour en tirer une contribution et faire signer un traité au pape le pistolet sur la gorge, laissant ensuite ce malheureux pays abandonné à lui-même et à son gouvernement, et sous la grille du roi de Naples, ce n'est pas remplir un objet aussi honorable, et ce n'est pas se ménager des avantages de commerce.

Il faut abandonner Rome avec mépris à son état actuel, jusqu'à ce qu'on soit en mesure d'y tout changer utilement. Si cependant le directoire persiste à juger qu'il faut en finir avec Rome par un traité, il faut tout arranger d'avance; il faut une instruction positive, plénipotentiaire en règle, dont nous nous servirons quand votre situation et les événements nous auront mis en état de traiter.

Cacaret.

Genève, le 27 brumaire an 5 (17 novembre 1796)

Alu général en chef.

Nous avons été vigoureusement attaqués, ce matin, par des forces au moins doubles; le général a repoussé trois fois l'ennemi. La quarante-cinquième a été attaquée après, elle a cédé sans beaucoup de résistance et a pris la fuite; le corps, qui s'est assez bien tenu par cette

faite, on a fait tant. Nous avons eu le bonheur de saluer à un quart de lieue en arrière, sur les hauteurs de Piancenne. Je ne sais si nous pourrions y tenir : dans le cas contraire, nous ferons notre retraite sur Castel-Bovo et Panchiera, à moins que l'ennemi, qui a fait filer des forces sur notre gauche, ne nous ait prévus, ce que je fais craindre. J'ai failli être pris par l'ennemi, j'en aurais eu peu de chagrin, ayant le malheur de commander à des troupes qui ne veulent pas tenir le feu long-temps. Notre perte cependant est peu conséquente : nous avons fait à l'ennemi plus de trois cents prisonniers.

VATROIS.

*Au quartier-général à Milan, le 16 brumaire an 5
(8 décembre 1796).*

Au directeur exécutif.

Le citoyen Dumas est un brave homme, bon comme ordonnateur ordinaire, mais n'ayant point avec de caractère ni de talents pour être en chef. Je désirerais que vous m'envoyassiez le commissaire ordonnateur Villamari, dont tout le monde dit beaucoup de bien.

J'ai fait mettre le citoyen Orco, agent en chef des fourrages de Parme; il a reçu 1,700,000 fr. depuis la campagne, et il laisse manquer son service partout : je vais le faire juger par un conseil militaire. Il faudrait quelque grand exemple; malheureusement il y a beaucoup de tripotage dans ces conseils, qui ne sont pas assez sévères.

Un nommé Lemaire, que l'opinion publique désigne

et qui me l'a dit plus spécialement par les soins d'un cousin, où il a proposé de recevoir ses acquies pour ne pas y établir un hôpital, a été élargi par le conseil militaire pendant mon absence; je viens d'ordonner qu'il serait destitué et chassé de l'armée; mais cette punition est bien faible.

BONAPARTE.

Au quartier-général à Milan, le 25 Vénétien ou 5
(11 décembre 1796).

Au Directeur exécutif.

Le général Clarke est arrivé depuis quelques jours; j'ai écrit le même soir à M. le maréchal Alvinzi. Le général Clarke a pensé, avec raison, devoir écrire une lettre à l'empereur même, qui est partie avec une lettre pour M. Alvinzi.

Le général Clarke m'a communiqué l'objet de sa mission. Si l'on n'eût considéré que la situation de cette armée, il eût dû à désirer que l'on eût attendu la prise de Mantoue, car je crains qu'un armistice sans Mantoue ne soit pas un schématisme à la paix, et soit tout à l'avantage de Vienne et de Rome.

Vous trouverez ci-joint toute note relative à l'objet important dont est chargé le général Clarke. Espérez qu'avant peu de jours nous recevrons la réponse de Vienne, et que ce général se rendra à sa destination pour y remplir vos intentions.

BONAPARTE.

Amsterdam, le 25 novembre 1797
(4-Brumaire 1798).

Au Directoire exécutif.

Le gouvernement de Venise a très-bien traité l'armée autrichienne; il y avait auprès de M. d'Alviani des provisions et des approvisionnements.

Les Allemands, au s'en allant, ont commis toutes espèces d'horreurs, occupé les arbres fruitiers, brûlé les maisons et pillé les villages. Dans ce moment-ci, les ennemis sont à Trente et sur la Brenta. Nous sommes sur l'Adige, et nous occupons la ligne de Montebello; il paraît qu'ils se renfortifient considérablement dans le Tyrol, où est dans ce moment-ci M. Alviani.

Il ne nous est encore rien arrivé, ni si on nous envoie des 10,000 hommes du Rhin, ni des 10,000 hommes de l'Océan : ces deux renforts nous sont bien nécessaires.

Si la campagne prochaine a lieu, il faut tourner tous nos efforts du côté du Frioul, et pour cela avoir deux armées en Italie : une dans le Tyrol, qui occupera Trente et qui attaquerait les ennemis; l'autre, dans le Frioul, se porterait à Trieste, et s'emparerait de tous les établissemens des ennemis dans cette mer-de.

Si vous pouviez faire passer 30,000 hommes ici, l'on pourrait les nourrir et les payer et envahir tout le Frioul; l'empereur serait obligé, 1°. de retirer 30,000 hommes du côté du Rhin; 2°. de retirer au moins 20,000 hommes pour seconde ligne, puisque, sans cela,

une bataille heureuse compromettre Vienne : alors on ne faisait presque pas de guerre sur le Rhin, et le théâtre se trouvait très-éloigné de chez nous.

Il n'y a à ce projet qu'une objection, ce sont les maladies que nos troupes gagnent en été en Italie ; mais cette objection est fautive : nous avons eu à cette année 22,000 malades, sur lesquels 4,000 étaient des 26,000 entrés, 14,000 sont de Marteau, et 2,000 sont du reste de l'armée : ce n'est pas la proportion ordinaire.

Envoyez-nous donc 70,000 hommes du Rhin et 10,000 de l'Océan, j'en ai-y 1,500 hommes de cavalerie, quelques compagnies d'artillerie, et je vous promets, avant le mois d'août, de dégager le Rhin, de forcer l'empereur à une guerre d'autant plus désastreuse, qu'elle aura à ses dépens ses propres troupes.

Mes armées actuelles, renforcées par les 10,000 hommes du Rhin et les 10,000 de l'Océan, que vous m'envoyez, est suffisante pour le Tyrol et l'Italie.

Les 10,000 hommes qui assiègent Marteau, qui seront bientôt 12,000, avec les 20,000 hommes que je vous demande, forceront l'armée du Piémont : avec ces deux armées jointes à Vienne, ou du moins je me maintiendrai toute la campagne prochaine dans les fers de l'empereur, vis-à-vis à ses dépens, réduisant ses sujets, et portant la guerre de l'insurrection en Hongrie.

Enfin, citoyens directeurs, je crois que le prompt départ des 10,000 hommes du Rhin peut dépendre le sort de l'Italie, mais que si vous en tirez 20,000 autres, et que vous y joignez 10 à 15,000 hommes de l'Océan, vous aurez le droit d'attendre des millions,

des succès et une bonne paix. De Trieste à Vienne il y a cent lieues sans places fortes, sans place de défense arrêtée : ce pays-là n'a jamais été le théâtre de la guerre.

ROMANETTE.

*Am quartier général à Milan, le 17 février au 18
(5) mars 1807.*

Am Directeur national.

Plus j'apprends-ils, dans mes moments de loisir, les plaies incurables des administrations de l'armée d'Italie, plus je me convaincs de la nécessité d'y porter un remède prompt et infaillible.

La comptabilité de l'armée est, chez le payeur, dans un désordre frappant; on ne peut avoir compte de rien, et à la réputation de répondre bien connue du contrôleur, se joint l'ineptie des autres employés. Tout se vend. L'armée absorbe cinq fois ce qui lui est nécessaire, parce que les gardes-magasins font de faux bons, et sont de moitié avec les commissaires de guerres.

Les principales actions de l'Italie sont entrevenues par les employés de l'armée française; la honte, la déperdition et la malversation sont à leur comble. Les lois sont insuffisantes : il n'y a qu'un seul remède, il est à la fois analogue à l'expérience, à l'histoire et à la nature du gouvernement républicain, c'est une syndicature, magistrature qui serait composée d'une ou de trois personnes, dont l'autorité durerait seulement trois ou cinq jours, et qui, pendant ce court espace, serait

le droit de faire faillir un administrateur quelconque de l'armée. Cette magistrature, envoyée tous les ans aux armées, faisait que tout le monde ménageait l'opinion publique, et gardait une certaine décence, non-seulement dans les mœurs et dans la dépense, mais encore dans le service journalier.

Le maréchal de Berwick fit pendre l'intendant de l'armée, parce qu'il manqua de vivres; et nous, au milieu de l'Italie, ayant tout en abondance, dépensant dans un mois cinq fois ce qu'il nous faudroit, nous manquons souvent. Ne croyez pas cependant que je sois moi, et que je trahisse la patrie dans cette portion essentielle de mes fonctions. Je fais arriver tous les jours des employés, je fais examiner leurs papiers, visiter les caisses; mais je ne suis secondé par personne, et les lois n'accordent pas une assez grande autorité au général pour pouvoir imprimer une terreur salutaire à ceux seuls de trépasser. Cependant le mal diminue, et, à force de grandeur, de pain et de me flatter, les choses, je l'espère, se feront avec un peu plus de décence; mais songez, je vous le répète, à l'idée que je vous donne d'une tyrannie.

Vous trouverez ci-joint le procès-verbal qu'on m'apporte de l'interrogatoire d'un journaliste arrêté par mes ordres; par ce procès-verbal vous verrez combien le mal est porté à son comble et a besoin d'un remède puissant.

La compagnie Flachat a donné à l'Italie l'exemple des niches. Le commissaire ordonnateur Sney, qui a vu de tous ces tripotages, n'en a parlé avec quelques détails lors de son dernier voyage à Milan.

Ces gens-là ont peut-être gagné trois millions par des ventes en fausses. Cette compagnie doit deux millions à l'armée, provenant des contributions; le payeur de l'armée a été, sur six millions à Gênes, pour dix cent mille livres de traites pour le prêt, elle a eu l'impudence de les laisser passer. J'ai regardé la compagnie comme banqueroutière, et j'ai fait mettre les scellés sur six millions de Livourne et de Gênes. Je vous prie de donner des ordres pour faire arrêter à Paris les agents de cette compagnie : ce sont les plus grands escrocs de l'Europe, ils sont tout mêlés dans une situation bien embarrassante. J'ai voulu faire arrêter Flachat et son beau-frère, agent de la compagnie à Milan, jusqu'à ce qu'ils eussent payé, mais ces diables s'étaient sauvés.

En vous parlant des friponneries qui se commettent, je ne dois pas oublier de rendre justice aux employés qui se conduisent bien et avec droiture.

Je sais très-bien le nom de cet agent Pasifico, agent de la compagnie Carliani. Si cette compagnie nous avait envoyé un homme comme celui-là au commencement de la campagne, elle eût gagné plusieurs millions, et l'armée encore davantage.

Je sais également le nom de l'agent des vivres-vivande, Colles, c'est un administrateur, il rendait son service.

Parmi les commissaires des guerres, le premier du citroya Bolani est particulièrement distingué et reconnu par toute l'armée. S'il y avait à l'armée une quinzaine de commissaires des guerres comme celui-là, vous pourriez leur faire prêter de cent mille écus à cha-

que, et nous aurions même gagné une quinzaine de millions. Je vous prie de donner à ces différents administrateurs des marques de votre satisfaction.

Ci-joint une dénonciation du commissaire des guerres Boissac contre l'ancien agent de la compagnie Gerbier, Thévenin.

BENJAMIN.

*À son Excellence à Milan, le 2 octobre au 3
(28 décembre 1798).*

Au Directoire exécutif.

Il y a dans ce moment-ci en Lombardie trois partis : 1°. celui qui se laisse conduire par les Français ; 2°. celui qui veut la liberté, et montre même son désir avec quelque impatience ; 3°. le parti ami des Autrichiens, et même des Français. Je soutiens et j'encourage le premier, je calme le second, et je séduis le troisième.

Il est faux que j'aie augmenté la contribution de la Lombardie de huit millions, et le parti qui vous a remis un mémoire basé sur ce fait, finit beaucoup mieux de payer les cinq millions que lui et ses associés doivent à la république, et ont volé à l'armée, que de parler d'un pays où la compagne s'est fait universellement mépriser par les coquetteries de toutes espèces qu'elle a commises.

Les républicains claudicans sont divisés en trois partis : 1°. les amis de leur ancien gouvernement ; 2°. les partisans d'une constitution indépendante, mais un peu aristocratique ; 3°. les partisans de la constitution fran-

causes en de la part démocratique. Je comprends le premier, je soutiens le second et je révoque le troisième.

Je soutiens le second et je révoque le troisième, parce que le parti des seconds est celui des riches propriétaires et des princes, qui en dernière analyse finissent par gagner la cause du peuple, qu'il est essentiel de rallier autour du parti français.

Le dernier parti est composé de jeunes gens, d'écrivains, et d'hommes qui, comme en France et dans tous les pays, ne changent de gouvernement, n'aiment la liberté, que pour faire une révolution.

Les Allemands et le pape réunissent leur crédit pour braver les Apennins; leurs efforts sont inutiles: une partie de la Gracchiana s'était cependant révoltée, ainsi que la petite ville de Carrara. J'ai envoyé une petite colonne mobile pour mettre ces gens-là à la raison, et faire des exemples terribles, qui apprendront à ces montagnards à ne pas jouer avec nous. La révolte des Apennins, si elle se faisait au moment où nous aurions affaire à l'ennemi, nous donnerait beaucoup d'embarras. Ces montagnes arrivant jusqu'à Tortone, les habitans pourraient gêner les communications: aussi j'y ai perpétuellement les yeux.

Dans ce moment-ci, les républiques cispadanes sont réunies dans un congrès qu'elles tiennent à Reggio.

BONAPARTE.

*Des quarier-général à Milan, le 8 novembre an 5
(28 décembre 1796).*

Alu Directoire exécutif.

Vous trouverez ci-joint la lettre écrite par le général Alvinci et la réponse du général Berthier : en conséquence le baron Vincent et le général Clarke se rendront à Vienne, le 13 de ce mois. Mon opinion est que, quelque chose que l'on puisse stipuler pour le statu quo de Mantoue, l'occupation en sera toujours impossible. Si l'empereur consent à conclure l'armistice avec le pape, l'avantage de pouvoir retirer toutes troupes, cet hiver, d'Italie, et de pouvoir en donner quinze aux armées de Sarabre et Mosse et du Rhin, est une considération telle qu'elle nous permet d'ouvrir la campagne prochaine avec avantage.

Mais si l'empereur veut y comprendre le pape, l'armistice nous fera perdre Mantoue, l'argent de Rome, et donnera le temps au pape d'organiser une force militaire avec des officiers autrichiens : cela mettrait toutes les chances contre nous pour la campagne prochaine.

BONAPARTE.

*Des quarier-général à Milan, le 8 novembre an 5
(28 décembre 1796).*

Alu Directoire exécutif.

Les Vénitiens ayant reculé de soixante l'armée du général Alvinci, j'ai cru devoir prendre une nouvelle

préhension, en s'emparant du château de Bergame, qui domine la ville de ce nom et empêcherait les partisans-mauvais de venir gêner notre communication entre l'Adda et l'Adige.

De toutes les provinces de l'état de Venise, celle de Bergame est la plus mécontentée de nous à égalité. Il y avait dans la ville de ce nom un conseil chargé de répandre les nouvelles les plus ridicules sur le compte de l'armée ; c'est sur le territoire de cette province que l'on a le plus assassiné de nos soldats, et c'est delà que l'on favorisait la défection des prisonniers autrichiens. Quoique la place de la citadelle de Bergame ne soit pas une opération militaire, il n'en a pas moins fallu de la denté et de la fermeté : le général Barmagoy d'Hilliers, que j'en avais chargé, s'est dans cette occasion parfaitement conduit ; je vais lui donner le commandement d'une brigade, et j'espère qu'àux prochaines affaires il méritera sur le champ de bataille le grade de général de division.

Vous trouverez ci-joint plusieurs pièces de ma correspondance avec le duc de Parme, bonnes à communiquer à notre ambassadeur en Espagne, pour s'en faire un mérite près de la cour de Madrid.

J'ai eu une entrevue avec M. Manfredini, qui, comme vous le savez, a été gouverneur de l'empereur, du prince Charles et du grand-duc de Toscane ; je suis intervenu avec lui, après deux heures de pourparlers et de fausses diplomatiques, que, moyennant deux millions, j'engageais Livourne à beaucoup plus malin. J'attends la réponse du grand-duc sous quelques jours.

Les Napolitains m'ont fait signifier la paix et m'ont demandé la permission de s'en retourner à Naples; je leur ai répondu que le gouvernement se méfiait pas encore signé la paix, que j'allais tous expédier un courrier, que j'attendrais des ordres. Je vous prie de me faire connaître vos intentions à ce sujet. Je désirerais cependant, n'importe de les laisser s'en aller, mais terminer quelque chose avec Rome, car cette cavalerie m'est un gage que le roi de Naples s'en dresse à la paix et se conduira comme il faut.

Quant à Rome, le pape a dans ce moment réuni toutes ses forces à Falerme et dans les autres villes de la Romagne, où il a près de six mille hommes. Comme cela fait très-peu aux Bolognais et pourrait être à l'avantage l'émission de Wurms de la place de Narni, conformément à un article de l'amistice, je ferai servir des étages dans les différents pays, conformément à l'usage de toutes les nations, et ces étages serviront les citoyens les plus attachés au pape et les plus grands ennemis du parti français; par ce moyen, le pays s'organise de lui-même contre Bologne. Je séquestrerai tous les revenus de la Romagne et de la Marche, pour me tenir lieu de paiement des quinze millions, conformément à l'amistice. Je mettrai à Ancône les quinze cents hommes que je tiens à Livourne, et par ce moyen j'alignerai ce corps d'ennemis qui peut se combiner avec le parti d'Alvinzi à Padoue et l'ordre que l'empereur vient de donner à Wurms; et je trouverai de l'argent pour l'armée.

Si je tarde quelques jours dans l'exécution de ce pro-

peut, c'est-à-dire, qu'il faut laisser passer quelques jours pour que l'impression faite sur les Vénitiens par l'occupation de Bergame soit suffisamment décolorée; 2°. qu'il faut que je m'assure que les secours que vous m'annoncez sont en route et arrivent véritablement. Vous sentez bien qu'il me faut au moins trois mille hommes pour aller jusqu'à Asolo, qui est à quarante lieues de Bologne. Si les dix mille hommes de secours de l'Orban et les dix mille du Rhin que vous m'annoncez depuis long-temps arrivent enfin, je prendrai six mille hommes pour aller à Rome. Vous sentez combien, dans toutes ces hypothèses, il est essentiel d'être toujours en égard les trois mille Napolitains, qui tiennent en respect la cour de Naples, qui d'ailleurs, à ce qu'on m'écrit, commence déjà à déserter. Cela aussi est une raison pour laquelle je retarde de quelques jours mon opération.

Le citoyen Poudingue vous a rendu compte en détail de l'état de la négociation avec Turin. Il paraît que ces gens-là ne peuvent pas s'accoutumer au nouvel état de choses. Le nouveau roi met de l'ordre dans ses finances, se capture ses sujets, et je ne doute pas qu'il n'exerce, par la continuation de la guerre, pourvoit jouer de nouveau un rôle. Je crois que notre politique à l'égard de ce prince doit consister à maintenir toujours chez lui un ferment de mécontentement, et surtout à bien s'assurer de la destruction des places du côté des Alpes.

Berlin, 1797.

Au quartier-général à Milan, le 6 messidor II
[26 décembre 1793]

Au Directoire exécutif.

Le citoyen Mairon a servi, depuis les premiers jours de la révolution, dans le corps de l'artillerie ; il s'est spécialement distingué au siège de Toulon, où il fut blessé en entrant par une embrasure dans la cellule redoute anglaise.

Son père était alors arrêté comme fermier-général - le jeune Mairon se présente à la convention nationale, au comité révolutionnaire de sa section, couvert du sang qu'il veut de répandre pour la patrie ; il obtient la libération de son père.

Au 13 vendémiaire, il commandait une des divisions d'artillerie qui défendaient la convention ; il fut soulevé aux séductions d'un grand nombre de ses connaissances et des personnes de sa société. Je lui demandai si le gouvernement pouvait compter lui : « Oui, me dit-il, j'ai fait serment de soutenir la république, je fais partie de la force armée, j'obéis en obéissant à mes chefs ; je suis d'ailleurs, par ma manière de voir, content de tous les révolutionnaires, et tout autant de ceux qui n'en adoptent les maximes et la marche que pour rétablir un trône, que de ceux qui voudraient rétablir ce régime cruel où mon père et mes parents ont si longtemps souffert. » Il s'y comporta effectivement en brave homme, et fut très-utile dans cette journée, qui a sauvé la liberté.

Depuis le commencement de la campagne d'Italie, l'armée prit le citoyen Maisin pour son aide-de-camp : il a rendu dans presque toutes les affaires des services essentiels ; enfin, il est mort glorieusement sur le champ de bataille d'Arcola, laissant une jeune veuve enceinte de huit mois.

Je vous demande, en considération des services rendus dans les différentes campagnes de cette guerre par le citoyen Maisin, que la citoyenne veuve Bernault Courville, sa belle-mère, soit rayée de la liste des émigrés, sur laquelle elle a été inscrite, quoiqu'elle n'ait jamais émigré, ainsi que le citoyen Charles-Marie Bernault Courville, son beau-frère. Ce jeune homme avait quatorze ans lorsqu'il a été mis sur la liste des émigrés, étant en pays étranger pour ses études.

BUTENANT.

Au quartier général à Milan, le 8 février an 5
(26 février 1797).

Au Directoire exécutif.

L'armée du général Alvinci est sur la Brenta et dans le Tyrol ; l'armée de la république est le long de l'Adige, et occupe la ligne de Montebello, Cereno, Rivoli. Nous avons une avant-garde en avant de Porto-Legnago.

Mantoue est assiégée avec le plus grand soin. Le 2 de ce mois, le général Buten aperçut un espion qui entraînait dans la ville : c'est un soldat autrichien qui avait été expédié de Venise par Alvinci. Après de grandes questions, il avoua qu'il était porteur de dépêches ; et, ef-

feintement, il rendit, vingt-quatre heures après (allant à la garde-robe), un petit cylindre où était renfermée la lettre ci-jointe de l'empereur. Si cette méthode de faire entrer les dépêches n'était pas parfaitement connue, je vous enverrais les détails, afin que cela soit envoyé à nos généraux, parce que les Autrichiens se servent souvent de cette méthode. Ordinairement les espions gardent cela dans le corps pendant plusieurs jours; s'ils ont l'estomac dérangé, ils ont soin de reprendre le petit cylindre, de le tremper dans de l'huile et de le cracher. Ce cylindre est trempé dans de la cire d'Espagne défilée dans du vinaigre.

Vous verrez, par la lettre de l'empereur, que Wagram doit effectivement être à toute-entrainée; la garnison ne se nourrit que de pain sec et de viande de cheval; cependant il est possible que sa réduction tarde encore : les Autrichiens mettent tant d'espérance dans cette place, qu'il n'est pas étonnant qu'ils souffrent toutes les entrées avant de la rendre.

Le parti qu'ordonne l'empereur n'est pas bien dangereux.

Le corps franc des volontaires de Vienne, fort de quatre mille hommes, est arrivé à Trente, il y a un camp qui est chancelier : c'est une garde nationale. Trois mille hommes sont déjà arrivés à Trente, venant du Rhin, et quatre mille recrues de Hongrie. Les chemins sont chargés de troupes. Nous, au contraire, nous en sommes toujours au premier des renforts annoncés au commencement de la campagne, qui n'arrivent pas encore.

L'état de situation que vous m'avez envoyé est plein de doubles emplois et de fautes. Je suis entré en campagne avec un corps d'armée de 24,000 hommes d'infanterie, une division du col de Tende et de Fenestre, et les garnisons des Alpes maritimes de 8,000 hommes, dont 6,000 m'ont rejoint après la bataille de Mondovì, en descendant le col de Tende. J'ai donc eu 30,000 hommes de la ci-devant armée d'Italie dans les plaines du Piémont.

L'armée des Alpes m'a fourni 8,500 hommes, qui ne doivent pas être considérés comme renfort, puisque l'armée des Alpes défendait les frontières d'Italie.

On peut donc considérer l'armée d'Italie proprement dite, comme ayant été primitivement de 38,500 hommes d'infanterie.

Le gouvernement l'a renforcée de 2,800 hommes venant du général Chacamarubianou, et des trente-troisième, sixième, quarante-troisième et cinquante-huitième demi-brigades, venant de la Vendée, et de la quarante-neufième, venant de Paris, faisant en tout 20,000 hommes.

Si donc l'armée n'avait perdu personne, elle aurait 58,500 hommes d'infanterie; mais sur lesquels 4,000 hommes ont été tués sur le champ de bataille, comme le prouve l'état ci-joint, 1,000 blessés hors de service; 2,000 morts aux hôpitaux : en tout 7,000.

On a donc perdu 7,000 hommes, dont 1,000 cavaliers, piétons ou artilleurs : reste donc 51,500 hommes d'infanterie dont elle est composée.

Vous voyez donc, chers directeurs, que votre armée a reçu, non pas 57,000 hommes de renfort, mais

seulement 12,500 hommes, dans une campagne où il y a eu tant de batailles, et où les mêmes hommes ont détruit l'armée napoléonienne et l'armée de Beaulieu, fortes de 73,000 hommes : l'armée de Beaulieu, renforcée de 20,000 hommes du Rhin commandés par Wurmser ; l'armée de Wurmser, renforcée de 18,000 hommes tirés de la Pologne, 6,000 du Rhin et 12,000 recrues, commandés par Alvinci, et nous sommes à la veille d'avoir affaire aux débris de toutes ces armées, renforcés par 4,000 volontaires de Vienne, 3,000 hommes du Rhin, 3,000 recrues déjà arrivés, 1,500 que l'on m'annonce que les ennemis attendent dans le courant de janvier, plus, les recrues qui arrivent de tous les côtés.

Il a fallu du bonheur et du bien joué pour vaincre Alvinci. Comment espérer vaincre, avec les mêmes troupes, Alvinci, renforcé de 30 à 35,000 hommes, tandis que nous n'avons encore reçu que 3,000 hommes ?

La guérison de nos malades est sûrement un avantage ; mais les malades de Wurmser se guérissent aussi dans Mantoue.

Vous m'annoncez 10,000 hommes de l'Océan et 10,000 du Rhin, mais rien de cela n'arrive ; il y a cependant six décaies de votre armée. On dit même que la tête de cette colonne de l'Océan a été repoussée.

Il paraît, d'après la lettre de l'empereur, qu'une bataille se prépare pour janvier, faites au moins que les secours qui devaient arriver contre Alvinci, et dont la victoire d'Aspaul nous a mis à même de nous passer, arrivent effectivement, sans quoi vous sacrifiez l'armée la plus attachée à la constitution, et qui, quand que soient les

mouvements que se donnent les ennemis de la patrie, pour attachés au gouvernement et à la liberté avec le même zèle et la même intrépidité qu'elle a mis à conserver l'Italie à la république.

Je le dis avec une vraie satisfaction, il n'est point d'armée qui désire davantage la conservation de la constitution sacrée, seul refuge de la liberté et du peuple français. L'on hait ici et l'on est prêt à combattre les nouveaux révolutionnaires, quel que soit leur but. Plus de révolution, c'est l'espoir le plus cher du soldat : il ne demande pas la paix, qu'il désire intérieurement, parce qu'il sait que c'est le seul moyen de ne la pas obtenir, et que ceux qui ne la désirent pas l'appellent bien haut pour qu'elle n'arrive pas. Le soldat se prépare à de nouvelles batailles, et s'il jette quelquefois un coup d'œil sur l'espérance qui anime plusieurs villes dans l'intérieur, son regard est de voir les districts ennemis, protégés, et les lois sans force dans un moment où il s'agit de décider le sort du peuple français.

Enfin, citoyens directeurs, l'ennemi retire ses troupes du Rhin pour les envoyer en Italie; faites de même, secourrez-nous : il n'y aura jamais que la disproportion trop marquée des ennemis qui peuvent nous vaincre. Nous ne vous demandons que des hommes, nous nous procurerons le reste avec d'autant plus de facilité, que nous serons plus nombreux.

Ci-joint une pétition des officiers de la cinquante-septième, qui réclament le citoyen Maçon, leur chef de brigade, arrêté par ordre du général Willot.

BELLEVILLE.

*Auques du général à Brevinella, le 23 venant au 5
(17 janvier 1797)*

Au Directoire exécutif.

Il s'est passé depuis le 23 des opérations d'une importance telle, et qui ont si fort multiplié les actions militaires, qu'il m'est impossible, avant demain, de vous en faire un détail circonstancié. Je me contente aujourd'hui de vous les annoncer.

Le 23 au soir, l'ennemi est venu attaquer la division du général Mombou devant Verant, ce qui a donné lieu au combat de Saint-Michel, où nous l'avons battu complètement. Nous lui avons fait six cents prisonniers et pris trois pièces de canon. Le même jour, il attaque la tête de notre ligne de Montebello, et donne lieu au combat de la Corona, où il a été repoussé. Nous lui avons fait cent dix prisonniers.

Le 24, à minuit, la division de l'armée ennemie, qui depuis le 19 était établie à Brevinella, où elle avait fait repêcher l'avant-garde du général Augereau, jeta rapidement un pont sur l'Adige, à une lieue de Porto-Longo, vis-à-vis Aoghiari.

Le 24, au matin, l'ennemi fit filer une colonne très-forte par Montagna et Capriao, et par là obligea la division du général Robert à évacuer la Corona et à se rallier à Rivoli. J'avais prévu le mouvement, je m'y portai dans la nuit, et cela donna lieu à la bataille de Rivoli, que nous avons gagnée le 25 et le 26, après une résistance opiniâtre, et où nous avons fait à l'en-

neuf mille trois cents prisonniers, pris plusieurs drapeaux et plusieurs pièces de canon. Le général Alviuzi, presque seul, a eu beaucoup de peine à se sauver.

Le 25, le général Goleux attaque l'ennemi à Angliari, pour chercher à le culbuter avant qu'il eût entièrement effectué son passage. Il ne réussit pas dans son objet, mais il fit trois cents prisonniers.

Le 26, le général Augereau attaque l'ennemi à Angliari, ce qui donna lieu au second combat d'Angliari. Il lui fit deux mille prisonniers, s'empara de seize pièces de canon, et brûla tous les ponts sur l'Adige; mais l'ennemi, profitant de la nuit, défila sur Mantoue. Il étoit déjà arrivé à une portée de canon de cette place; il attaqua Saint-George, faubourg que nous avions retranché avec soin, et se par l'emporter. L'arrivai dans la nuit avec des renforts, ce qui donna lieu à la bataille de la Favente, sur le champ de bataille de laquelle je vous écris. Le fruit de cette bataille est sept mille prisonniers, dix drapeaux, des canons, tous les bagages de l'armée, un régiment de hussards, et un convoi considérable de grains et de bœufs que l'ennemi prétendait faire crever dans Mantoue. Wurmer a voulu faire une sortie pour attaquer l'aile gauche de notre armée; mais il a été reçu comme d'ordinaire, et obligé de rentrer. Voilà donc en trois ou quatre jours la cinquième armée de l'empereur entièrement détruite.

Nous avons fait vingt-trois mille prisonniers, parmi lesquels un lieutenant-général, deux généraux, six mille hommes tués ou blessés, soixante pièces de canon, et environ vingt-quatre drapeaux. Tous les bataillons de

volontaires de Vienne ont été faits prisonniers : leurs dépouilles sont boudés des mains de l'inspiration.

L'armée du général Alvinci était de près de cinquante mille hommes, dont une partie était arrivée en poste de l'intérieur de l'Autriche.

Du moment que je serai de retour au quartier-général, je vous ferai passer une relation détaillée, pour vous faire connaître les mouvemens militaires qui ont eu lieu, ainsi que les corps et les individus qui se sont distingués. Nous n'avons eu dans toutes ces affaires que sept cents hommes tués et environ douze cents blessés. L'armée est animée du meilleur esprit et dans les meilleures dispositions.

Vous m'avez annoncé, depuis plus de trois mois, dix mille hommes venant de Pologne ; il n'est encore arrivé que la soixante-quatrième demi-brigade, forte de dix-huit cents hommes.

L'empereur aura réorganisé une nouvelle armée en Italie, avant que je n'aie reçu ces dix mille hommes.

BONAPARTE.

Vienne, le 3 février au 5 (14 novembre 1797).

À citoyen Bst.

Je reçois, citoyen ministre, la lettre que vous m'avez écrite avant de partir pour la Corse. La mission que vous avez à remplir est extrêmement difficile ; et ce sera que lorsque toutes les affaires seront arrangées, qu'il sera permis de faire passer des troupes en Corse. Vous y trouverez le général Gentili, qui commande

cette division. C'est un bonné homme, généralement estimé dans ce pays.

La Corse est un peuple extrêmement difficile à connaître ; ayant l'imagination très-vive , il a les passions extrêmement actives.

BENEFARTE.

Venise, le 2 Mars 1793 (21 novembre 1792).

A Monsieur Paul Grépy.

J'ai reçu, monsieur, la lettre que vous vous êtes donné la peine de m'écrire de Milan, en date du 6 brumaire dernier.

Ey si vu avec indignation le détail de la scène sanglante et licencieuse dont vous avez si bien été la victime. Tant que les armées françaises seront à Milan, je ne souffrirai jamais que les propriétés soient violées, non plus que les personnes. Je désire qu'après avoir fait votre tournée en Toscane, vous retourniez dans votre patrie à Milan ; et soyez sûr qu'on réprimera cette poignée de brigands, presque tous étrangers à Milan, qui croient que la liberté est le droit d'assassiner, qui ne pensent pas à insulter le peuple français dans ses moments de courage et dans les états de vertu qui ont étonné l'Europe, mais qui chercheraient à renouveler ces scènes horribles produites par le crime, et dont les auteurs seront l'objet éternel de la haine et du mépris du peuple français, même de l'Europe et de la postérité. Soyez donc sans inquiétude, et permettez-moi que le peuple français et l'armée que je commande, ne

laisseront jamais avorter sur les ruines de la Liberté la hideuse et dégoûtante anarchie : nous avons des batteries pour exterminer les tyrans ; mais, avant tout, le ciment.

BONAPARTE.

Milan, le 14 février ou 5 (4 décembre 1796).

Au général Basso.

Il est essentiel, citoyen général, d'occuper le fort de Gouligonne et de faire cesser les troubles qui altèrent la tranquillité de ce pays-là ; je n'ai pas de renseignements assez positifs pour déterminer le parti qu'il convient de prendre, je vous prie de me faire un détail de ce que je dois penser à ce sujet.

Je vous autorise à ordonner aux troupes qui ont été la cause du trouble de se rendre à Milan, si vous le jugez nécessaire.

Faites arrêter et conduire à Milan le général du pape qui est arrivé à Modène.

Ayez la plus grande surveillance, et instruisez-moi de ce qui se passe : faites courir le bruit que je fais passer 6,000 hommes à Modène, cela m'imposera.

Ordonnez sur-le-champ qu'il y ait deux députés de la Gouligonne au congrès de Modène, je vous autorise à les nommer.

Attendez, par le retour de l'ordonnance, des renseignements précis qui me mettent à même de prendre un parti.

BONAPARTE.

Milan, le 14 janvier au 3 (4 décembre 1798).

À la citoyen Flachat.

La compagnie Flachat était à la fois receveur de l'argent provenant des contributions et fournisseur de l'armée. La compagnie Flachat devait naturellement entrer dans les dépenses de l'armée, et dès-lors soldées par le payeur ; cependant la maison Flachat à Gênes, dans les comptes qu'elle vous a présentés, porte cinq millions en compensation. Il est indispensable d'exiger par tous les moyens possibles la prompte rentrée des cinq millions, dont une partie pourra servir à solder le reste des mandats, spécialement celui de la marine et de l'armée des Alpes. Les besoins de l'armée sont si pressés, que nous avons besoin de compter sur la ressource de l'autre partie, pour pouvoir fournir au service. Je vous engage donc à pousser les moyens que vous croirez les plus expéditifs pour faire rentrer promptement lesdits cinq millions dans les caisses de la république.

BONAPARTE.

Milan, le 18 janvier au 5 (8 décembre 1798).

À la citoyen Murat.

J'ai reçu, citoyen, les deux lettres que vous m'avez écrites.

Si je ne vous ai pas encore fait dire la raison pour laquelle je vous ai fait arrêter, c'est que j'attendais les installations des nouveaux conseils militaires, qui étant

compagnie d'officiers , vous donneront, des juges plus éclairés et plus dans le cas de vous entendre.

Je me plains de vous , parce que votre service n'a jamais été organisé dans l'armée et ne s'y est jamais fait ; parce que l'arsenal n'a jamais été approvisionné ; parce que vous n'avez jamais fourni les moyens nécessaires à vos sous-traitans ; parce qu'enfin vous avez laissé tomber le service à plat dans un moment critique pour l'armée , enfin parce que vous ne vous êtes jamais trouvé au quartier-général, toutes les fois que votre présence y était nécessaire , c'est-à-dire lorsque l'ennemi était sur le point de vous attaquer.

C'est par votre coupable négligence que nous avons perdu plusieurs centaines de chevaux , que le service de l'artillerie a considérablement souffert , et que la cavalerie, obligée de courir les champs et de fouiller les fermes pour trouver sa subsistance , s'est souvent perdue à des excès propoés à nous ôter l'esprit des habitudes : tout cela cependant lorsque votre service a reçu depuis le commencement de la campagne dix-sept à dix-huit cent mille liv. , dont vous n'avez certainement pas dépensé le tiers.

Je vous prie de m'envoyer , 1°. un état des consommations journalières des fourrages dans l'armée , ou un relevé des baux pour un des mois passés ; 2°. un état de l'emploi que vous avez fait de l'argent qui vous a été remis ; 3°. un état exact de ce que vous avez remis à chacun de vos sous-traitans ; 4°. enfin s'il arrivait qu'il y en eût parmi eux qui par leur conduite ou leur in-

paillé, et quelques ayant reçu des fonds, comme l'ait manqué le service, de me les décauser.

BONAPARTE.

Milan / le 18 thermidor an 5 (8 novembre 1796)

Al général Kuma.

J'apprends par la lettre qui m'est apportée par le citoyen, que les affaires de la Goulagiana sont un peu arrangées.

Trois compagnies de grenadiers et 150 hommes de piques de la dix-marche sont partis pour se rendre à Modène. Le citoyen Lahou, chef de brigade, est parti avec deux cohortes de sa légion et deux pièces de canon pour se rendre également à Modène. J'ai envoyé l'ordre que vous avez dû faire passer au général commandant à Livourne, pour qu'il envoie 200 hommes par Massa et Carrara. Je désire qu'assez ces forces, et les deux cohortes de Modène et de Reggio, vous vous rendiez à Castel-Novo, que vous fassiez arrêter et flétrir six chefs, que vous fassiez brûler la maison d'une famille de ce pays, très-censée pour être à la tête de la rébellion, et que vous fassiez arrêter douze égaux et décapiter tous ceux qui auront pris part à cette rébellion, après quoi vous publierez un pardon général pour le passé. Vous mettrez dans le château de Mant-Al-sano une garnison de 50 hommes de la cohorte de Modène; après quoi, vous donnerez l'ordre au citoyen Lahou de se rendre, avec ses deux cohortes et celles de

Modène et de Reggio, six pièces de canon et 80 hommes de cavalerie, à Livourne, pour y tenir garnison sous les ordres du général commandant.

Vous donnerez l'ordre sur-le-champ à la colonne de Bologne et à celle de Ferrare de se rendre à Cremona. Je donne ordre au général Miquel, qui y commande, de compléter leur armement.

Quant aux grenadiers et au piquet de la dix-neuvième, si vous croyez ne pas en avoir besoin pour la Gouffagnana, vous les renverrez à Modène jusqu'à ce que vos opérations soient finies, et immédiatement après vous les renverrez à Milan.

J'oubliais de vous dire qu'il faudra faire peindre au gouvernement de Modène, à la petite ville de Castel-Novo, et à tous les villages qui ont pris part à la révolte, un nouveau serment d'obéissance à la république française.

Mettez de l'éclat, dépêchez-vous, et punissez sévèrement les coupables, afin que l'exemple ne leur permette pas de se révolter lorsque nous pourrions être occupés.

BONAPARTE.

Milan, le 28 décembre an 5 (8 décembre 1797).

Le président général de la république de Venise.

Je n'ai pas reconnu, monsieur, dans la note que vous m'avez fait passer, la conduite des troupes françaises sur le territoire de la république de Venise, mais bien celle des troupes de sa majesté l'empereur, qui

partout où elles sont passées, et sont portées à des larmes qui font frémir.

Le style de cinq pages, sur les six pages que constituait la note qu'en vous e envoyée de Venise, est d'un mauvais écolier de rhétorique, auquel on a donné pour thème de faire une explication. Eh ! bon Dieu, monsieur le président, les maux inséparables d'un pays qui est le théâtre de la guerre, produits par le choc des passions et des intérêts, sont déjà si grands et si effrayans pour l'humanité, que ce n'est pas, je vous assure, le point de les augmenter au centuple, et d'y broder des courtes de fils, siens rédigés avec inutile, au mieux extrêmement ridicules.

Je donne un démenti formel à celui qui oserait dire qu'il y a eu dans les états de Venise une seule femme de violée par les troupes françaises. Ne dirait-on pas, à la lecture de la note ridicule qui m'a été envoyée, que toutes les propriétés sont perdues, qu'il n'existe plus une église et une femme respectées dans le Venetia et le Boscchia ? La ville de Verone, celle de Brescia, celle de Vicence, de Bassano, en un mot toute la terre-ferme de l'état de Venise, souffrent beaucoup de cette longue lutte ; mais à qui la faute ? C'est celle d'un gouvernement égoïste, qui concentre dans les lieux de Venise toute sa sollicitude et ses soins, sacrifie ses intérêts à ses préjugés et à ses passions, et le bien de la nation vénitienne sacrifie à quelques coquetages de courtois. Certes, si le sénat eût été mené par l'intérêt du bien public, il eût senti que le moment était venu de fermer à jamais ses frontières aux armées indisciplinées de l'Au-

triche, et par là protéger ses sujets et les garantir à jamais du théâtre de la guerre.

On ne menace de faire valoir des troubles et de faire sceler les villes contre l'armée française : les peuples de Vénétie et de Romano savent à quel ils doivent s'en prendre des malheurs de la guerre, et savent distinguer notre conduite de celle des armées autrichiennes.

Il me paraît qu'on nous jette le gant. Ecco-vous, dans cette démarche, autorisé par votre gouvernement ? La république de Venise veut-elle aussi se déclarer contre nous ? Déjà je sais que le plus tendre solliciteur l'a animée pour l'armée du général Alvinci : vivres, secours, argent, tout lui a été prodigué ; mais, grâce au courage de nos soldats et à la bienveillance du gouvernement français, je suis en mesure, et contre la perfidie, et contre les ennemis déclarés de la république française.

L'armée française respectera les propriétés, les moeurs et la religion ; mais malheur aux hommes perfides qui voudraient lui susciter de nouveaux ennemis : c'est sans doute par leur influence qu'on assaillit tous les jours sur la territoire de Bergame et de Brescia. Mais puisqu'il est des hommes que les malheurs que leur incurie pourrait attirer sur la terre-française ne touchent pas, qu'ils apprennent que nous avons des aqueducs ; certes, ce ne sera pas au moment où le gouvernement français a généreusement accordé la paix au roi de Naples, où il vient de restituer les lieux qui l'unissaient à la république de Gènes et au roi sarde, qu'on pourra l'accuser de chercher de nouveaux ennemis, mais ceux qui vou-

désire reconnaître sa puissance, attendre ses citoyens et punir ses ennemis, tenant d'eux de leurs perfidies et confondus par la même main qui, jusqu'à cette heure et non encore renforcée, a triomphé des plus grands ennemis.

Je vous prie du reste, monsieur le président, de me croire, pour ce qui vous concerne personnellement, aux sentiments d'estime, etc. BONA-PAARTE.

Milan, le 18 novembre au 5 (8 décembre 1796).

À citoyen Laferrière, à Venise.

Des mouvements insurrectionnels qui sont entièrement apaisés ont eu lieu dans la partie du ci-devant duché de Modène appelée la Grégoriana; ils sont attribués en grande partie aux nommés Foder-Zoccolente Magni, cordelier du couvent de Castel-Nuovo, à la Grégoriana. On m'assure que ce scélérat s'est retiré à Venise: il pourrait se trouver, soit auprès du duc, soit dans le couvent des cordeliers de cette ville.

Je vous prie d'adresser au gouvernement de Venise une note pour demander son arrestation, et de me faire part du fruit de vos démarches. BONA-PAARTE.

Milan, le 20 décembre au 8 (1^{er} janvier 1797).

À monsieur le président général de la république de Venise, à Brécia.

Si j'ai été surpris, monsieur, de voir de la dernière note que l'on m'a envoyée à Venise, c'est que, comme

son extrême cupidité est évidente à tous les yeux, j'ai pensé qu'elle pourroit être le fait d'un complot secret de système : la conduite tenue contre l'armée de M. Alvinzi m'en fournisoit une preuve assez naturelle. Quoi qu'il en soit, monsieur, l'amide française suivra la ligne qu'elle a commencée depuis le principe de la campagne, et l'on n'oubliera jamais de punir exemplairement les soldats qui pourroient s'éloigner des règles d'une stricte discipline.

Je vous demande seulement, monsieur, que vous vouliez bien engager les gouverneurs qui sont sous vos ordres, lorsqu'ils auroient des plaintes à me faire, qu'ils m'indiquent simplement ce qu'ils voudroient que l'on fit, sans les noyer dans un tas de folies. Vous me trouverez en toute occasion disposé à vous donner des preuves des sentimens, etc. — BASTIENNE.

Milan, le 22 Février au 5 (10 Mars 1798).

De congrès d'état.

Je ne vois aucun inconvénient, citoyens, à ce que vous envoyiez des députés à la fédération de Reggio : l'union des patriotes fait leur force. Je suis bien aise de saisir ces circonstances pour détruire des bruits répandus par la malveillance. Si l'Italie veut être libre, qui pourroit désormais l'en empêcher ? Ce n'est pas avec que les différens états se réunissent, il faut, avant tout, rassembler les bons de français entre les différens classes de l'état ; régner sur tout le petit nombre

d'égarés qui n'aiment la liberté que pour arriver à une révolution : ils sont les plus grands ennemis et les plus dangereux de l'Europe pour remplir leurs desseins perfides.

L'homme français ne souffrira jamais que la liberté de l'Italie soit couverte de crimes. Vous pouvez, vous devez être libres sans révolutions, sans secouer les chaînes et sans éprouver les maux qu'a éprouvés le peuple français. Protégez les propriétés et les personnes, et inspirez à vos compatriotes l'amour et le respect des lois et des autres citoyens, qui défendent et protègent les républiques et la liberté. Le crime que plusieurs mauvais sujets se sont permis envers le citoyen Gœguy a pu être commis et inspiré une terreur que vous devez vous efforcer de dissiper. Comprenez les malveillances, mais n'accoutumez pas un petit nombre de prisonniers à s'insulter le peuple et à commettre des crimes en son nom.

BONAPARTE.

Milan, le 21 Brumaire an 5 (10 décembre 1796).

À un citoyen Lombrone, aide-de-camp du général en chef.

Vous vous rendrez à Plaisance ; vous y passerez toute la journée de demain, vous me rendrez compte de la situation des deux rivières de pont, de celle de l'artillerie qui les défend, et vous m'en enverrez l'avis ainsi que l'état de situation de la garnison de Plaisance. Vous m'enverrez l'état nominatif de tous les Français qui sont à Plaisance avec des notes sur ce qu'ils font

et depuis quel temps ils y sont; vous visiterez les hôpitaux, vous m'en direz l'état de situation avec des observations sur le terrain, et au dessus de quelques douze brigades sont les malades, avec l'état nominatif des officiers qui y servent; vous visiterez tous les magasins et vous m'enverrez les inventaires; vous partirez ensuite dans la nuit du 23 au 24, pour vous rendre chez Son Altesse Royale, vous le complimentera de ma part sur le traité de paix qui vient d'unir les deux états.

Vous vous ferez remettre l'état de tous les Français qui sont à Parme, vous ferez écrire ceux qui y sont sans raison, surtout, si vous pouvez le rencontrer, un ex-convict qui s'est dit long-temps mon aide-de-camp, s'appelant Lestrange, et de me l'envoyer sous bonne escorte à Milan, ainsi qu'un comédien nommé Flori.

Vous trouverez ci-joint une lettre pour le premier ministre de Toscane. Je le prie de faire acquiescer deux mille paires de bottes, dont il faudra que vous emportiez un échantillon, que vous demanderez au général Beauveoir, et, au défaut d'échantillon, un modèle, et vingt-cinq mille paires de souliers.

Vous m'écrirez de Parme sur tous ces objets; vous partirez dans la nuit du 23 au 24, pour vous rendre à Reggio et à Modène. Vous m'enverrez de chacune de ces deux villes la liste des Français qui s'y trouvent, soit officiers, ou soldats, ou employés; vous me ferez connaître tout ce qui pourrait vous frapper, qui pourrait caractériser l'esprit des habitans de ces deux villes, surtout pour ce qui regarde leur légion.

De Modène vous irez rejoindre le général Rusca, vous m'écrirez sur la situation actuelle de la Gœthefrancia, sur la manière dont se sont comportées les légions italiennes, sur les exemples que l'on a faits, ainsi qu'à Carrara; de là vous vous rendrez à Livourne.

Vous m'enverrez l'état nominatif de tous les Français qui sont dans cette place, ne faisant pas partie de la garnison.

Vous m'écrirez le plus souvent possible pour m'instruire de l'état des choses, et vous ne cesserez que lorsque je vous en aurai donné l'ordre, à moins qu'il n'y ait quelques choses de fort intéressantes qui nécessitent votre retour.

BONAPARTE.

Milan, le 20 décembre 1798 (10 décembre 1798).

Al général Rusca.

Le général Vialba me rend compte, citoyen général, que, le 16 de ce mois, il y a eu une révolte dans la ville de Carrara: mon intention est qu'après avoir exécuté mes ordres à la lettre à Castel-Nevo, vous vous transportiez à Carrara et que vous fassiez fusiller trois des chefs, brûler la maison du plus apparent de ceux qui ont pris part à la rébellion, et que vous portiez six étages que vous enverrez au château de Milan; ils ont fait occuper le bois de Larian: mon intention est que mon ordre, tant pour Castel-Nevo que pour Carrara, soit promptement exécuté. Il faut dire au peuple l'ordre de se révolter et de se laisser égarer par les malveillans.

BONAPARTE.

Milan, le 21 février au 5 (et dépêche 1798).

« *Au général Faidherbe.*

Vous voudrez bien, citoyen général, me faire rendre compte de l'ordre qui paraît de couper le bois de Livourne. C'est toujours par des exactions faites par le commissaire du gouvernement qu'on excite le peuple à se révolter; il faut que la position des chefs principaux de la révolte soit éclatante. Je donne l'ordre au général Bata de s'y transporter de Castel-Nevo, d'en faire fusiller trois et d'en arrêter six au moins, et de brûler dans la ville de Carrara la maison la plus apparente d'un de ceux qui ont pris part à la rébellion. Vous voudrez bien organiser les trois demi-bataillons que vous avez à Livourne, et en former deux bataillons de la soixante-neuvième, et le troisième bataillon sera formé par les troupes qui arrivent de l'Occident. Les 80 hommes de cavalerie, les 700 de la légion italienne et les 600 de la légion lombarde, avec six pièces de canon qui doivent vous arriver, vous mettront à même de chasser les Anglais de la côte et d'en imposer aux malfaiteurs.

Rendez-moi compte de la conduite qu'ont tenue les agents militaires du côté de Milan et de Carrara.

Sous quelque prétexte que ce soit et sur quelque ordre que ce puisse être, ne laissez rien sortir de Livourne. Toutes les ressources qui peuvent y être, sont absolument nécessaires pour l'armée, qui manque de tout, et dont les finances sont dans le plus mauvais état. Le commissaire ordonnateur a dû donner les ordres

pour la vente de tous les objets que vous demandez. Quant aux habillemens pour les demi-brigades que vous avez sous vos ordres à Livourne, l'esai qu'en on a fait sur la soixante-quinzième a mal réussi, qu'il est impossible de penser à leur en faire fournir dans cette ville ; mais on en fera faire à Milan. BONAPARTE.

Milan, le 21 Mars au 5 (11 décade) 1798.

Au sénat de Bologne.

L'imposition appelée *imposta pèsa* sur le peuple des campagnes de Bologne.

L'impôt appelé *cassaf*, qui retient les *casali* des communes à un but d'utilité réelle, puisqu'il doit suppléer à l'entretien des ministres du culte ; mais il n'en pas moins odieux pour le peuple, qui est obligé de payer pour soutenir les sacristans ; vous avez bien des moyens pour abolir ces deux impositions et améliorer le sort de vos concitoyens.

Maintenant l'ordre que vous avez donné pour expulser les moines qui ne sont pas Bolognais, vous avez économisé l'entretien de 5 ou 600 personnes ; il faut que ce soit le peuple qui jouisse de l'avantage que la suppression de ces moines a procuré à votre république.

Ordonnez qu'il n'y ait dans l'état de Bologne qu'un seul couvent de même ordre, supprimez tous ceux qui n'ontient moins de quinze religieux ; conservez les couvents de religieux, et servez-vous des revenus considérables que cela vous donnera, pour remplacer dans

votre trésor public le déficit qu'y produisait la suppression de la taxe dite *sequeste*, et indemniser les curés et vicaires du déficit que leur prégros le suppression de *canon*.

Je vous prie de faire exécuter l'ordre ci-joint sur les commandeurs de Malte. Je n'ai pas voulu l'étendre aux *moines*, parce que j'ai pensé que vous en profiteriez pour soulager le peuple. BONAPARTE.

Milan, le 21 février au 5 (22 décembre 1798).

Au sujet de Bologne et au gouvernement provincial de Modène et de Ferrare.

Vous voudrez bien commander à tous les commandeurs et autres bénéficiaires ou fermiers de l'ordre de Malte de verser dans la caisse du sénat, dans le courant de février, une somme de leurs revenus, sous peine d'être déchu de leurs bénéfices ou fermes. Les receveurs du sénat et des gouvernements de Ferrare et de Modène en tiendront compte à la caisse du payeur de l'armée, et, pour cet effet, correspondront avec l'ordonnateur en chef. BONAPARTE.

* Milan, le 21 février au 5 (22 décembre 1798).

*Au citoyen Friville, secrétaire d'ambassade à
Florence.*

J'en ai déjà reçu, citoyen, par le général commandant à Livourne le procès-verbal fait par l'officier comman-

dans le détachement français qui a passé à Sienne. Il y a vu avec la plus vive satisfaction que le conduite du gouverneur, regardant pour son altesse royale le grand-duc de Toscane, avait été conforme aux principes de neutralité de ce prince avec la république française. De mauvais sujets de la ville de Sienne se sont portés à quelques excès injurieux pour l'armée française ; le temps n'est pas éloigné où nous verrons si les habitants de Sienne soutiendront ce caractère de mépris qu'ils paraissent manifester chez eux contre l'armée française ; ils ont lâché un détachement de 200 hommes : ils sont les seuls du brave peuple toscan qui se soient égarés des sentimens d'estime qu'on professe avec généralement pour la république française.

N'entreprenez pas la cour de Toscane de ces vifilles, des l'insulte qu'il est prouvé que le gouverneur a fait et qui dépendoit de lui pour réprimer ces malintentionnés.

Lorsque le moment sera venu, j'ordonnerai à un général français d'apprendre aux habitants de Sienne qu'on n'insulte pas en vain l'armée française, et que tôt ou tard on la verra dans son sein en bon nombre et lorsque l'on s'y attend le moins. Il ne sera plus temps alors de se repentir.

Bonaparte.

Milan, le 22 février au 5 (21 décembre 1796).

Alu citoyen Bacci.

Je vous prie, général, de témoigner ma satisfaction aux municipalités de la Miranda et de Saint-Felice

sur la conduite qu'elles ont tenue. Vous voudrez bien sur-le-champ faire connaître que les cinq rebelles arrêtés à Concordia ont continué à frapper ceux qui vivaient la carotide tricolore et à dénoncer l'arbre de la liberté : après quoi, vous les ferez fusiller tous les cinq, au milieu de la place publique de Modène par la légion modénaise. Vous ferez partir les deux régens pour le château de Milan, où ils seront vigilement gardés. J'approuve fort la conduite que vous avez tenue dans cette affaire délicate, c'est à votre promptitude qu'est due la bonne issue de votre opération.

J'attends avec quelque intérêt les nouvelles que vous allez me donner de votre expédition sur Castel-Novo et Carrara ; j'espère que vous aurez promptement acquis les ordres que je vous ai donnés. BONAPARTE.

Milan, le 21 février au 2 [15 décembre 1796].

Au général Barea.

Vous trouverez ci-joint, citoyen général, le procès-verbal de ce qui s'est passé à Carrara. Mon intention est que vous fassiez arrêter tous ceux qui ont dénoncé comme royaliste participant à la révolte ; s'ils s'étaient soulevés, vous seriez heurtés leurs maisons, mais cependant qu'il y en ait plus d'une de brûlée par village qui s'est mal comporté : tous les régens que vous croirez pouvoir assurer la tranquillité seront arrêtés et envoyés à Milan. Ce n'est pas qu'il y ait quelque chose à craindre tant que nous serons vainqueurs ; mais, à la mesure

vicissitude, ils pourraient remuer; et qui servirait un mauvais exemple pour les chefs impériaux et pour les habitans des montagnes de l'Aprestin.

Faites transporter à Livourne les pièces de canon qui se trouvent du côté de Carrara, lorsque la tranquillité y sera parfaitement rétablie, lorsque vous aurez mis les patriotes en place; faites tout ce qui pourrait être nécessaire pour effrayer les mévillans et consoler les peuples, jetez un coup d'œil sur les chefs impériaux, et faites-moi connaître ce que l'on pourrait faire pour nous attacher ces peuples. BONAPARTE.

Milan, le 23 février au 11 (18) à dix heures 17, g/10.

Aux citoyens Paragallo, Flocbat et compagnie.

Vous avez, messieurs, reçu l'argent destiné à l'entretien de l'armée, et elle éprouve les besoins les plus pressans; le prêt manque depuis deux diécades : ce service doit être fait sous la responsabilité de la trésorerie, avec laquelle vous avez un marché qui y affecte spécialement le produit de toutes les contributions et des marchandises provenant des conquêtes de l'armée d'Italie. Il est notoire que vous avez reçu 5,000,000 dont vous n'avez rendu aucun compte. J'ai dû croire qu'en solderez sur-le-champ 600,000 fr. nécessaires au payeur de l'armée, et je vous peignais qu'il a eu conséquemment tiré sur vous des lettres de change pour 600,000 fr.

M, par une mauvaise foi inconcevable, vous avez l'imprudence d'éluder l'acompte de ladite lettre de change,

vous seriez responsable des événements qui pourraient survenir, du sort que cela ferait à l'armée, et je requerrais le citoyen Faypoult de vous considérer comme des bien-querantiers et de vous traiter comme tels.

BONAPARTE.

Milan, le 25 Brumaire an 5 (25 décembre 1798).

Alu citoyen Faypoult.

Le citoyen Baglier vous communique un arrêté des commissaires du gouvernement, qui tire 500,000 liv. sur la maison Flachet et Pungallo, sur les 5,000,000 qu'elle est, provenant des contributions de l'armée, et qu'elle aurait dû verser dans la caisse du payeur. Cette somme est destinée à solder le pelt, qui manque à l'armée depuis deux décades. S'ils n'acceptent pas les lettres de change, je vous requiers de faire mettre le scellé sur la maison Flachet, Castelli, Pungallo et compagnie, et de chercher à procurer cet argent au payeur de l'armée. Des opérations de la plus grande conséquence peuvent tenir à l'exécution de cette mesure.

J'ai ordonné au général Bugeon d'Elliers de faire mettre les scellés sur les papiers du correspondant de cette maison à Milan.

L'armée manque de tout, le pelt est arriéré de deux décades; nous n'avons plus de ressources que dans les 5,000,000 et les 2,000,000 qui doivent nous resteur d'après la convention, les ratifications ayant été échangées à Paris. Le payeur en tient pour 2,000,000 pour ce dernier objet.

Vous devez avoir, entre les sept caisses venant de Tolonne, quatre ou cinq caisses venant de Milan, qui ont été estimées, j'en crois, à 4,000,000 fr. Gardez-les bien précieusement, car il viendra un temps où nous pourrions avoir besoin de nous en servir pour nourrir l'armée, en empruntant dessus. BORSAVANT.

Milan, le 24 décembre ou 5 (24) décembre 1796.

Au général Borsaguay d'Allègre.

Vous voudrez bien, citoyen général, faire venir chez vous le citoyen Rouillet, agent en chef de la compagnie Flachat, le sommer de venir dans la caisse du pays car les 4 ou 5,000,000 qu'il a, provenant des contributions, et, sur ses vœux, le faire mettre en état d'insurrection et les armer sur ses papiers. BORSAVANT.

Milan, le 8 même ou 5 (24) décembre 1796.

Au commissaire ordonnateur en chef.

Il se fait un très-grand abus, citoyen ordonnateur, il n'y a aucun empire d'ordre dans le déptout du pays car, il n'y en a pas non plus dans la livraison de vos ordonnances. Mes intentions sont que vous donniez les instructions nécessaires au peuple, pour qu'il y eût un mode de comptabilité qui nous mette à même de connaître, chaque jour, la situation où nous nous trouvons

Le payeur de l'armée ne pourra, sur les fonds qui sont mis dans sa caisse pour le soldo des troupes, que le paie des demi-brigades, de l'artillerie, des sapeurs, des mineurs et de la cavalerie, ainsi que les appointemens des officiers de l'armée et des commissaires des guerres.

Il y aura chaque mois 150,000 fr. à votre disposition, sur lesquels, conformément à l'ordre du ministre du 11 février au 4, vous serez remboursé ce qui est nécessaire au placement, aux médicamens et frange des chevaux, c'est-à-dire, remboursé par mois par objet : il faudra donc que vous envoyiez une ordonnance à chaque conseil d'administration en présentant le payeur que vous justifierez une somme sur les 150,000 livres.

Vous serez également soldé, sur cette somme, la gratification d'entrée en campagne, les indemnités de port de bagages; les frais de bureau pour toute l'armée seront compris dans un état général que vous présenterez le chef de l'état-major.

Les frais de poste pour toute l'armée et les dépenses extraordinaires seront soldés par le chef de l'état-major. Vous lui remettez, à cet effet, au commencement de chaque mois, 50,000 liv. sur les 150,000 qui sont à votre disposition, et il devra, à la fin de chaque mois, vous présenter l'état des fonds de bureau de toute l'armée et des frais de poste.

Sous quelque prétexte que ce soit, vous ne pourrez jamais dépenser plus de 100,000 fr. par mois pour les objets dont il est ci-dessus question, et 50,000 pour les deux articles dont est chargé le chef de l'état-major.

Lorsque des circonstances extraordinaires nécessiteront une augmentation de fonds, il faudra, auparavant, que vous donniez une ordonnance au payeur, afin que les fonds mis à votre disposition soient approuvés.

Les appointements des médecins et autres administrateurs des hôpitaux seront payés sur les fonds mis à votre disposition, et vous vous arrangerez en ce le payeur ; mais il faut que, sous quelque prétexte que ce soit, l'on ne détourne point point une autre destination les fonds destinés à la solde des troupes.

Pour le mois de février, l'on a fait des fonds pour le prêt, et l'on a mis 100,000 liv. à votre disposition, je vais ordonner qu'on en remette 50,000 en exécution du présent ordre. Je vous prie de me faire connaître les sommes qui vous sont nécessaires pour la solde des officiers de santé.

Je vous prie d'envoyer copie de la présente lettre au payeur de l'armée. BONAPARTE.

Milan, le 22 février au 5 (1^{re} année 1797).

Au chef de l'état-major.

Vous voudrez bien faire traduire devant le conseil militaire de la Lombardie les citoyens Beckley, Chevilly et Desobry, employés à différentes administrations de l'armée, pour avoir volé et compromis l'armée et les opérations les plus importantes de la guerre. C'est par cette dilapidation infâme, le rachat de bons et les diverses factions, qu'ils ont compromis nos opéra-

dien et de la cause de la perte d'un grand nombre de nos camarades; enfin ce sont de pareilles friponneries qu'il faut réprimer par des exemples sévères, pour empêcher qu'en milieu de l'Italie, c'est-à-dire la contrée la plus fertile de l'Europe, le soldat ne manque du nécessaire, comme cela est arrivé plusieurs fois.

J'accuse M. Bocky d'avoir porté la corruption parmi nos agens et de s'être venu à l'armée que pour faire manquer nos opérations en faisant des versements fictices.

J'accuse le citoyen Chevilly d'être un des points d'appui de tout ce mensonge, et d'avoir gagné des sommes considérables au détriment du soldat.

Le citoyen Desrivour, garde-magasin à Grenoble, a offert à M. Bocky 25,000 piastres de vin de vinement factice: il est connu depuis long-temps pour faire cet infâme commerce.

Je demande en conséquence que ces trois employés soient condamnés à la peine de mort, ne devant pas être considérés comme de simples voleurs, mais comme des hommes qui tous les jours attardent les moyens de l'armée et font manquer les opérations les mieux concertées, ou du moins n'en permettant la réussite qu'à près une expension de sang français, qui est trop précieuse pour qu'on se permette pas toutes les mesures capables d'épouvanter leurs complices, trop nombreux dans l'armée d'Italie.

BONAPARTE.

Milan, le 22 novembre 55 (2^e janvier 1797)

Mon citoyen président du congrès cisalpin.

J'ai appris avec le plus vif intérêt, par votre lettre du 20 décembre, que les républiques cisalpines s'étaient réunies en une seule, et que, prenant pour symbole un canon, elles faisaient connaître que leur force est dans l'unité et l'indivisibilité. Le misérable Italie est depuis long-temps effacé du tableau des puissances de l'Europe. Si les Italiens d'aujourd'hui sont dignes de recouvrer leurs droits et de se donner un gouvernement libre, l'on verra un jour leur petite figure glorieusement parmi les puissances du globe; mais n'oubliez pas que les lois ne sont rien sans la force. Votre premier regard doit se porter sur votre organisation militaire. La nature vous a tout donné, et, après l'unité et la sagesse que l'on remarque dans vos différentes délibérations, il ne vous manque plus pour atteindre au but, que d'avoir des bataillons aguerris et animés du feu sacré de la patrie.

Vous êtes dans une position plus heureuse que le peuple français, vous pourrez arriver à la liberté sans la révolution et ses crimes. Les malheurs qui ont affligé la France avant l'établissement de la constitution ne se seront jamais au milieu de vous. L'unité qui lie les diverses parties de la république cisalpine, sera le modèle constamment suivi de l'unité qui régnera entre toutes les classes de ses citoyens; et le fruit de la cor-

responsabilité de ses principes et de ses sentimens soutenus par le courage, sera la liberté, la république et la prospérité.

BONAPARTE.

Milan, le 22 février au 5 (1^{er} janvier 1797).

À M. Bataglia, président de la république de Venise à Brescia.

Je recois à l'instant, monsieur, la lettre que vous vous êtes donné le peine de m'écrire. Les troupes françaises ont occupé Bergame pour parvenir l'ennemi, qui avait l'intention d'occuper ce poste essentiel. Je vous avouerai franchement que j'ai été bien aise de savoir cette circonstance pour raison de cette ville la grande quantité d'étrangers qui s'y étaient réfugiés, et choisir au peu les libellistes, qui y sont en grand nombre, et qui, depuis le commencement de la campagne, ne cessent de prêcher l'ennemi contre les troupes françaises, et qui ont, jusqu'à un certain point, produit cet effet, puisqu'il est constant que les Bergamasques ont plus ennemis de Français, que le reste de l'Italie entendue.

La conduite de M. le président de Bergame a toujours été très-partiale en faveur des Autrichiens, et il ne s'est jamais donné la peine de dissimuler, tant par sa correspondance que par ses propos et par ses actions, la haine qui l'anime contre l'armée française. Je ne suis point son juge, ni celui d'aucun sujet de la sérénissime république de Venise; cependant, lorsque, contre les intentions bien connues de leur gouvernement, il est

des personnes qui interprètent les principes de la neutralité et se conduisent en ennemis, le droit naturel s'autoriserait aussi à se servir de représailles.

Enfin, je vous prie, M. le provveditore de Bergame, qui est votre subordonné, à être un peu plus modeste, plus réservé et un peu moins fier que lorsque les troupes françaises sont éloignées de lui. Engagez-le à être un peu moins pusillanime, à se laisser moins dominer par la peur à la vue des premiers pelotons français. Si ce sentiment, qui est celui peut-être d'un éblouissement qu'il aurait voulu mériter par sa conduite passée à l'égard des Français, ne l'avait prédominé, le château de Bergame n'aurait point été évacué par les troupes vénitiennes; mais on s'y serait conduit comme à Brescia et à Verone.

Immédiatement après le reçu de votre lettre, j'ai pris en considération la position de la ville de Bergame, que j'ai fait évacuer par une partie des troupes qui y étaient. J'ai donné l'ordre au général Bernagay d'Allègre de restituer le château à la garnison vénitienne et de faire le service ensemble. Quant à la tranquillité de Bergame, vos intentions, celle du gouvernement de Venise et la bonté de ce peuple m'en sont un sûr garant. Je connais le petit nombre d'hommes mal intentionnés, qui, depuis six mois, ne cessent de prêcher la cruauté contre les Français. Malheur à eux, s'ils s'écarteraient des sentimens de modération et d'amitié qui unissent les deux gouvernemens !

C'est avec plaisir que je saisis cette occasion, monsieur, pour rendre justice au désir de la tranquillité

publique que montrent M. l'évêque de Bergame et son respectable clergé. Je me convaincs tous les jours d'une vérité bien décevante à mes yeux, c'est que si le clergé de France eût été aussi sage, aussi modéré, aussi attaché aux principes de l'Évangile, la religion romaine n'aurait subi aucun changement en France, mais la corruption de la monarchie avait infecté jusqu'à la classe des ministres de la religion : l'on n'y voyait plus des hommes d'une vie exemplaire et d'une morale pure, tels que le cardinal Mazarin, le cardinal archevêque de Bologna, l'évêque de Modène, l'évêque de Poitiers, l'archevêque de Paris ; il m'a paru quelquefois, disant ainsi, ces personnages respectables, me remémorer aux premiers siècles de l'Église.

Je vous prie de croire, monsieur, aux sentiments d'estime, etc.

BERNARD.

Verona, le 24 février 1792 (12 janvier 1793).

Au général Joubert.

Je vous prie de me faire connaître le plus tôt possible si vous croyez que l'ennemi a devant vous plus de 9,000 hommes. Il est très-inconvenant que je sache si l'attaque que l'on vous fait est une attaque réelle, égale ou supérieure à vos forces, ou si c'est une attaque secondaire et pour donner le change. L'ennemi nous présente sur Verone à peu près 6,000 hommes, que je dois attendre d'attaquer dans le moment. Si vous avez 9 à 10,000 hommes devant vous, ce qui doit réellement être pour

pour faire une attaque véritable, il s'ensuivrait qu'il n'y aurait pas du côté de Lagrange plus de 9 à 10,000 hommes; et si cela était, et que votre attaque et celle que je fais faire ici réussissent ce soir comme il faut, je serai bien loin d'avoir à craindre qu'ils ne passent l'Adige.

BONAPARTE.

Ville-Pravia, le 26 même au 5 (15 janvier 1797).

Au général Zoubert.

Je vous apprendrai avec plaisir, mon cher général, que le général Angereux a attaqué hier Penners, lui a pris quelques hommes, douze pièces de canon, lui a brûlé ses ponts, etc.

Vous avez bien fait de garder la soixante-quinzième; la victoire ne sera pas d'autant, et le succès de ce matin est d'un bon augure. Maisons fait dans ce moment-ci une sortie qui ne paraît pas lui réussir.

Pursuivez la dix-huitième demi-brigade, qui arrive à son secours.

BONAPARTE.

Peruchello, le 26 même au 5 (15 janvier 1797).

Au général Zoubert.

La dix-huitième et la cinquante-septième sont ici. L'ennemi, après avoir passé l'Adige, s'est divisé en deux corps: le premier s'est mis en marche vers Mantoue, le second est resté à Angulera pour défendre le pont de

l'Adige. Les généraux de division Guérin et Augereau ont attaqué ce corps, auquel ils ont fait 8,000 prisonniers, pris plusieurs pièces de canon, et brûlé tous ses ponts sur l'Adige.

Le premier corps s'est présenté mardi à Saint-George; le général Miollis, qu'il a sommé de se rendre, lui a répondu à coups de canon. Après une fusillade très-épouvantable, l'ennemi n'a point pu forcer ce poste important; il est dans ce moment-ci entre Saint-George et le Mincio, au village de Valdagno, où il cherche à communiquer par le lac avec le pavillon de Mantoue. Je fais reconnaître dans ce moment les positions; j'attends quelques rapports sur les communications que j'ai fait faire de la Doline, après quoi je chercherai à le battre. Si le général Augereau, comme je pense, se porte sur Castiglione à la suite de cette colonne qui lui a échappé, vous sentez que nous vaincrons facilement. La troisième division vient d'arriver à Francs, elle nous mettra à même de faire bientôt cette lutte sanglante et vive, qui est, je crois, une des plus actives de la campagne. Partendo avait misé un petit billet de votre part, de la Comau.

BONAPARTE.

Venez, le 26 avant au 26 (17) juillet 1797).

Au général Joubert.

Nous voilà donc aux mêmes positions où nous étions, M. Alvinci ne peut pas en dire autant : il s'agit actuellement de savoir en profiter. Je vous prie de me faire passer votre état de situation, et de veiller à ce qu'il

soit exact. Je viens d'ordonner qu'en vous arrivât le vingt-quatrième régiment de chasseurs en place du vingt-deuxième; si cet arrangement ne vous convenait pas, il faut que vous m'en préveniez sur-le-champ.

Je viens d'ordonner au général d'artillerie de fournir à votre division deux pièces d'artillerie posées à marcher, et trois pièces d'artillerie de montagne. Il ne peut vous manquer pour marcher que des caissons et des vivres. Faites vérifier dans vos magasins, et faites transporter à Rivoli 30,000 rations de biscuit, et assurez-vous qu'il existe dans vos magasins tout ce qui est nécessaire pour avoir, le 30 au soir, 30,000 rations de pain : cela fait des vivres pour votre division pendant quatre jours.

Il paraît encore vous manquer des caissons : faites-moi connaître dans la nuit, ou juste et sans exagération, combien il vous en faut. Envoyez-moi la carte que j'ai laissée chez vous, de la ligne entre Rivoli et l'Adige.

Je vous prie de vous vous mettre en mouvement dans la nuit du 30 vers le 1^{er} phasien.

Faites-moi passer le plus tôt possible une relation des deux journées de la Corona, du combat de Rivoli, le nom des hommes qui se sont distingués et l'attachement qu'on pourrait leur donner.

Vous voilà avec deux seuls généraux de brigades, Bugey d'Hilliers et Viol; je viens de donner les ordres pour que le général Dugouet se rende sous vos ordres, je ferai demain donner des ordres à un quatrième.

Je n'ai point vu le chef de brigade de la quarantième de ligne à la bataille de Rivoli : mon intention est que les chefs de brigade commandant restent toujours à leur corps, et que les membres du conseil militaire, quel que soit leur grade, se trouvent à leurs drapeaux à toutes les affaires générales. BONAPARTE.

Paris, le 3 décembre 5 (13 ventôse 1798).

Le Directeur exécutif au général en chef Bonaparte.

Nous nous sommes fait représenter, citoyen général, l'état des forces qui ont été employées pendant cette campagne en Italie : vous en trouverez copie ci-jointe, et vous vous convaincrez avec nous que la république n'a pu faire de plus grands efforts pour obtenir et conserver les glorieuses conquêtes de l'armée que vous commandez. Tout l'intérieur a été dépourvu de troupes, les côtes de l'Océan ont été à peine gardées après le départ du général Roche, dont l'expédition emploiera presque tout ce qui s'y trouve de disponible, et il ne reste que huit à dix mille hommes dans la dix-septième division. Les armées du Rhin, qui couvrent la Hollande, la Belgique et ces anciennes frontières, n'ont reçu que de faibles secours pendant leurs opérations : notre principal intérêt s'est constamment dirigé vers l'Italie. L'empereur y a déjà perdu, il est vrai, deux armées, mais il en a coûté à la France beaucoup d'hommes. Ce résultat était nécessaire d'après le climat de ces contrées et la chaleur

de la guerre, quelle qu'elle ait été d'ailleurs votre sollicitude pour épargner le sang français dans les combats, lorsque le honneur de vaincre vous l'a permis.

Les dernières colonnes de troupes qui marchent pour vous rejoindre ne doivent pas tarder à se trouver en présence de l'ennemi, et à faire cesser l'inégalité de nombre qui peut exister entre vous et lui. La supériorité que vous avez sous les autres rapports nous assure que la gloire de l'armée d'Italie, dont l'esprit a repillé sur la nation entière, et celle que vous vous êtes personnellement acquise, ne seront point ternies par les événements ultérieurs; l'Italie est le gage de la paix, et, quelle que soient les efforts de l'empereur pour la recouvrer, nous fondons sur sa conservation la certitude que l'honneur et les intérêts de la république n'en seront point compromis.

BARRAS, président.

Paris, le 5 janvier au 5 (25 novembre 1799).

Le directeur exécutif au général en chef Bonaparte,

Le traité que nous venons de conclure, citoyen général, avec le roi de Naples, nous a fourni une nouvelle occasion d'appliquer le principe que nous avons déjà établi, dans nos précédentes dépêches, relativement à l'introduction des principes révolutionnaires en Italie. Le roi de Naples, alarmé du voisinage des peuples qui se sont constitués en états populaires, et craignant les tentatives qu'ils pourraient faire pour répandre leurs opinions politiques dans le midi de l'Italie, nous a fait

demandes à cet égard des explications propres à le rassurer. Il en résulte que nous sommes convenus que si les troupes françaises, si les milices autriches de Bologne, Ferrare et autres états confédérés, ne pénétreraient dans les États de l'Église, jusqu'à ce que le pape se soit définitivement expliqué sur l'armistice conclu entre la république française et lui, et que nous ne franchirions en aucune manière les innovations que les peuples de l'Italie méridionale pourraient désirer dans leur gouvernement.

Nous vous invitons, citoyen général, à prendre des mesures telles, que cette disposition soit fidèlement observée aussi long-temps que le roi de Naples se souviendra lui-même religieux observateur des traités qui nous unissent à lui.

BARRAS.

Paris, le 1^{er} avril an 5 (15 décembre 1796).

Le Directoire exécutif au général en chef Bonaparte.

Nous venons d'être informés, citoyen général, par le citoyen Passolunghi, que la négociation dont il est chargé près la cour de Turin a fait de tels progrès, qu'il n'attend plus pour la terminer par un traité définitif que nos dernières intentions et des pouvoirs suffisants. Une alliance avec cette cour nous semblait nécessaire au moment où les ouvertures en ont été faites : elle l'est moins aujourd'hui, que la paix avec Naples et l'affermissement de notre position militaire dominent l'influence du roi de Sardaigne ; mais de quelque poids que

aient ces circonstances, notre détermination en est indépendante : nous voulons profiter des victoires de la république non-seulement pour diminuer le nombre de ses ennemis, mais encore pour augmenter le nombre de ses alliés, afin d'arriver à une paix générale plus prompte, et de consolider dans l'Europe l'apaisement de la loyauté du gouvernement français à l'égard des traités de paix partiels qu'il a conclus.

Le citoyen Poussielgue vous remet, dans le mémoire dont copie est ci-jointe, les bases d'après lesquelles il a négocié; elles se trouvent conformes à nos précédentes instructions, et d'après l'assentiment que le roi de Sardaigne y donne, il ne vous plus qu'à obliquer les articles du traité : nous vous chargeons, citoyen général, de cette fonction importante. Lorsque vous en aurez arrêté et signé le projet, le citoyen Poussielgue le convertira en un traité officiel, en vertu des pleins pouvoirs qui lui sont adressés par le même courrier; nous le prévenons de cette disposition, en vertu de laquelle nous l'autorisons seulement à conclure avec le ministre plénipotentiaire du roi de Sardaigne.

Les avantages qui doivent résulter pour cette puissance de notre alliance offensive et défensive avec elle, devraient la porter à augmenter la force des troupes qu'elle s'engage à mettre en campagne contre l'ennemi commun; la garantie de son territoire actuel et la promesse d'un agrandissement, si toutefois il est compatible avec les conditions de la paix générale, se semblent peu suffisamment compensés par le secours qu'elle offre pour la continuation de la guerre. Quel que soit,

au reste, l'effet de cette observation, qui peut encore trouver une utile application, aussi que celles que vous pourrez y ajouter, nous souscrivons à ce qui sera également conformément à ce qui précède.

Si le siège de Mantoue vous paraît indispensable pour réduire cette place avant l'aventure de la prochaine campagne, vous saurez sûrement l'occasion qui se présente d'obtenir du Fils de la Patrie les attributs nécessaires à une attaque réglée. La guerre des harbes doit aussi fixer votre attention ; il est temps qu'elle cesse, et que la cour de Turin prenne à cet égard des mesures décisives. Les opérations exigées de la cavalerie, il serait utile de se procurer les moyens d'augmenter celle que vous avez.

S'il est d'autres objets d'un intérêt moins général qui puissent mériter une convention particulière ou verbale, nous nous reposons sur vous, citoyen général, du soin de la produire. L'intervalle de vos travaux militaires ne pourrait être mieux rempli que par la conclusion, qui vous en promet de nouveaux.

Barras, *président.*

Paris, le 1^{er} an IV ou 5 (15 décembre 1795).

Le Directoire exécutif au général Bonaparte.

Vos lettres du 16 frimaire, citoyen général, nous sont parvenues.

Nous reconnaissons avec vous qu'il est temps d'effectuer notre projet relatif à la prochaine campagne, car

vous devez la regarder dès ce moment comme inévitable. Ce n'est plus en quelque sorte pour le sort de l'Italie que vous avez à combattre ; la chute prochaine de Mantoue va affermir cette conquête, et vous devez songer à porter plus loin vos forces et vos espérances. Pour pénétrer dans le Frioul avec confiance, il faut un corps séparé qui contienne le Tyrol jusqu'à ce que l'armée de Rhin-et-Meuse, reprenant sur le Danube, force l'ennemi de l'évacuer. Vous serez en état de vous partager en deux armées.

Dès les dix mille hommes des côtes de l'Océan que nous vous avons vu passer les Alpes, trente mille hommes seront détachés du Rhin et se mettront immédiatement en marche pour vous joindre. Nous espérons que ce mouvement sera accompli à temps pour que vous puissiez ouvrir les opérations dans le mois de janvier. Nous pensions que vingt mille hommes pourraient servir un confort suffisant ; mais l'exactitude des dates d'effectif et la désertion en route nous obligent à augmenter le nombre des troupes dans une proportion supérieure même à vos demandes.

Disposez-vous, citoyen général, à faire de vos forces un usage dont l'effet soit décisif contre l'ennemi. Nous nous disposons sur le Rhin d'une manière qui pourrait devenir fâcheuse, si l'ennemi n'était pas prévenu par vos mouvements, et si l'on n'était pas obligé de se replier de ce côté pour s'opposer à vos progrès sur le nouveau théâtre de la guerre où vous agirez.

Observez d'ailleurs qu'il ne vous sera plus possible de vous appuyer d'autres secours, attendu qu'il ne reste

notre corps de réserve dans l'intérieur, à moins que vos succès n'aillent puissamment sur les opérations du Rhin, et qu'ils ne nous donnent la faculté d'en extraire encore des troupes.

Quant au départ du général Clarke pour Vienne, nous vous en référons à notre précédente dépêche; nous sentons avec vous combien il serait important que son arrivée à cette cour fût précédée de la prise de Mantoue.

BARRAS, président.

Paris, le 20 nivôse an 5 (10 décembre 1796).

Le Directoire adressa au général Bonaparte.

Nous avons appris, citoyens généraux, par les dépêches du général Clarke, que vous avez eu de voir diffuser le bombardement de Mantoue, dans la crainte d'un mouvement de la part du général Alvinzi; mais votre retour à Milan annonce que vous regardez comme impraticable, ou du moins comme éloignée, une autre tentative en faveur de Wurmser. Son opiniâtreté a dérangé jusqu'ici nos conjectures, mais il n'est pas vraisemblable qu'il puisse la tenter encore long-temps.

Nous avons pris des précautions pour éviter, dans le mouvement qui doit s'opérer des bords du Rhin sur l'Italie, les retards qui ont eu lieu trop souvent dans le marche des succès qui vous étoient destinés, et nous espérons que les 30,000 hommes peints sous les armes, que doit détacher le général Marcus des deux armées qu'il commande, seront arrivés à leur destina-

tion avant la fin du mois prochain ; c'est à cette époque que l'ouverture de la campagne devra avoir lieu , si la cour de Vienne s'accueille par les propositions que le général Clarke est chargé de lui faire. Vous connaissez notre vœu pour la paix , il est vif et constant ; mais nous savons apprécier les sacrifices que la république a faits dans cette guerre , ainsi que ses victoires et le prix qui en doit résulter : notre médiation ne peut pas descendre jusqu'à la faiblesse. Les forces redoutables que vous avez à déployer dissuaderont l'empereur , et il sera convaincu que vous voulez garder inébranlablement l'Italie comme le gage de la paix.

Le général Clarke nous a présenté des notes intéressantes sur les officiers-généraux et d'état-major de l'armée que vous commandez ; elles indiquent des références nécessaires ; mais il importe que vous nous désigniez nominativement les individus qui doivent être compris dans ces changements , soit que leurs services soient inutiles à la république , soit qu'ils lui deviennent plus dangereux qu'utiles. La force d'une armée résulte principalement de son organisation morale et du choix de ses chefs ; la bonne composition des chefs des corps et des officiers inférieurs est encore d'un grand prix et jusqu'ici trop négligée.

Fortes, citoyen général , dans tous les objets qui préparent ou maintiennent les succès militaires la sagacité du coup d'œil , l'énergie et l'impartialité qui vous caractérisent ; nous accueillons vos vœux , et nous présentons à vos mandats l'appui de notre attachement , comme vous avez déjà celui de notre confiance.

BASILE , président.

Paris, le 26 avril ou 5 (5) janvier 1821).

Le Directoire exécutif au général en chef Bonaparte.

Le Directoire exécutif a reçu, citoyen général, vos six lettres du 9 écoulé : il répond ici à celle relative aux différends puissances de l'Italie.

La paix de Naples a été en partie le résultat de l'un de vos dépêches, où vous avez développé tous les avantages de sa conclusion : elle était alors indispensable, et elle nous est toujours utile, il nous importe donc, sous le double aspect de la loyauté et de nos intérêts, de n'en pas provoquer la violation. Établissez vos rapports avec le roi des Deux-Siciles sur cette considération essentielle, et, de cette, faites usage des moyens qui, nous y porter sincère, pourront remplir vos vues militaires, et attacher davantage cette puissance à l'observation du traité.

Votre opinion sur Rome nous semble juste : son refus obstiné de remplir les conditions de l'armistice indique aux qu'elle ne les observera pas davantage en la comprenant dans l'armistice général, s'il a lieu. Nous autorisons, en conséquence, le général Clarke à ne l'y admettre qu'autant qu'elle satisfera de suite à ses précédentes engagements, et qu'elle consentira à nous dédommager des ressources que vous pourrions les opérations que vous préparez contre le pape. Nous en approuvons le plan ; mais il nous paraît devoir être exécuté avec précaution et en le combinant avec la sûreté du blocus de Mantoue, d'après les mouvemens ultérieurs

proposés du général Alvinzi. L'arrangement proposé pour l'évacuation de Livourne méritait également notre approbation. La lettre interceptée de l'empereur nous éclaircit encore davantage sur l'esprit de la Toscane, et ses renseignements ne doivent pas être perdus.

Nous ne doutons pas que l'occupation de Bergame n'ait fait une vive impression sur Vienne. Vous en avez bien agi, puisque cette mesure vous a paru indispensable sous le point de vue militaire; mais nous pensons qu'il est utile de ne pas trop alarmer cette puissance, jusqu'au moment favorable pour donner suite aux instructions que vos vœux à cet égard. Nous avons cru néanmoins nécessaire de publier les motifs qui vous ont déterminés à retirer garnison dans Bergame.

L'état des négociations à Turin indique que cette nouvelle cour s'est créé un système qu'elle suit dans le silence, et qu'elle n'attend qu'une occasion favorable pour le faire valoir. L'alliance simplement défensive qu'elle propose est inadmissible, et ce qui est surtout remarquable dans le projet qu'elle présente, c'est qu'elle demande des compensations pour le traité qui a fini le prix de notre paix avec elle, et qui est irrévocablement résolu à la république française. Il conviendrait toutefois de ne pas rompre entièrement le cours des négociations avec cette puissance, que la chute de Mantoue et les efforts que nous faisons passer en Italie servent percher plus bellement vers des sentimens plus analogues aux conditions du traité que nous lui offrons.

BARRAS, président.

Paris, le 18 février au 5 (5 janvier 1796).

Le Directeur exécutif au général en chef Bonaparte.

Nous avons approuvé, citoyen général, la liste des promotions que vous nous avez présentée dans l'une de vos lettres du 8 février. Il vous appartient de juger, le premier, le talent, l'audace et la probité des individus qui sont sous vos ordres : c'est une partie essentielle du commandement, et votre confiance à cet égard vous est bien acquise. Notre opinion a toujours été sage et utilement éclairée dans le conseil que vous nous avez rendu des choses et des hommes. Nous vous proposons de faire usage des notes que le général Clarke nous a adressées, de concert avec vous, sur les officiers généraux et d'état-major, et sur les commissaires des guerres ; mais comme il est des considérations d'utilité et de services rendus qui empêchent en ce moment de porter la réforme jusqu'à des hommes peu estimables sous d'autres rapports, nous l'avons laissée à se concerter de nouveau avec vous pour nous désigner les changements qui doivent avoir lieu immédiatement, et ceux qu'il importe de suspendre encore, pour ne pas altérer l'organisation de l'armée à la veille de nouvelles opérations.

Nous prendrons en très-grande considération vos demandes en faveur de la citoyenne Muiron, et nous avons invité le ministre de la police générale à nous proposer sur-le-champ l'adoption de toutes les mesures que la loi permet.

Barras, président.

Saint-George, le 3 février et 5 (22 novembre 1796).

*Ala général de division Kellermann, commandant
le blocus de Marseilles.*

J'ai remis hier, mon général, le commandement de la première division du blocus au général de brigade Service, qui arriva le 3 vers le midi et se trouva mon ancien de grade ; je vous adresse, le soir du 3, par un adjoint qui venait de votre part de Ravinbella, le rapport des événements de la journée, dont je ne puis vous marquer les détails, parce qu'ils ne m'étaient pas encore parvenus.

Le général Chabot ne pouvant plus agir, me remit auparavant le commandement et partit. Je vous ai rendu compte de quelle manière les postes de Pons, la Favartie et Saint-Ancône furent larvés et ensuite repris le même jour avec bien de la bravoure de la part de vos troupes : Fournel avait dirigé sur les deux derniers points 3,000 hommes au moins, avec plusieurs bouches à feu ; il occupait les grandes routes sur le derrière, et il investit Saint-George, qu'il tenait constamment avec le canon de la place, et plusieurs pièces qu'il avait amenées par le chemin de la Favartie. Le général Service vous transmettra le rapport particulier des commandemens qui ont dû lui être adressés hier à Marseilles. Je crois seulement vous en devoir informer, afin que vous rendiez témoignage au général en chef, de plusieurs circonstances particulières propres à l'intéresser.

Le général Chabot, avec ses frères des plus vaillans, se porta sur le point principal de l'attaque, au grand chemin de Saint-Antoine, il ne quitta point la tête des troupes avant que l'ennemi ne fût entièrement repoussé.

Un officier de santé dont j'ignore le nom rallia avec chaleur et courage, sur plusieurs points qui aboutissent à la Favorite, les soldats épars qui s'étaient retirés.

Le citoyen Klotz, sergent au deuxième bataillon de la soixante-seizième demi-brigade, placé le long du lac, entre la Favorite et Saint-George, s'y défendit avec tout le sang-froid, la sagacité et le courage désirables, contre les troupes qui s'y dirigeaient avec plusieurs pièces de canon. Il les arrêta pendant plusieurs heures, ne cédant le terrain que peu à peu, leur disputant le passage de tous les fossés, profitant de tous les arbres pour faire face à l'ennemi avec les braves qu'il commandait et qui sont restés à Saint-George sans nouvelles.

Le citoyen Gradoux, mon aide-de-camp, a contribué aussi à rallier les troupes sur plusieurs points; il a chargé, avec des gendarmes et des dragons, l'ennemi dans sa retraite de la Favorite, où furent prises deux pièces.

Il m'a servi toute la journée avec beaucoup d'activité et d'intelligence; tous les chefs ont fait leur devoir: l'adjutant général Ramboud; le chef de bataillon Monneraux, commandant les deux premières subdivisions, se sont particulièrement distingués, ainsi que le chef de bataillon Jeannet.

Monsieur.

Yenne, le 5 février ou 6 (17 novembre 1798).

Au général en chef Bonaparte.

Lorsque vous demandez aux généraux de votre armée de vous faire connaître les militaires des différentes armes qui se sont distingués dans cette campagne, je ne dois pas vous laisser ignorer les belles actions de l'artillerie, qui a également contribué à vos succès.

Je ne parlerai point du passage du pont de Lodi, parce que je n'étais point encore employé sous vos ordres et que vous avez fait vous-même l'éloge de l'artillerie, alors commandée par le général de brigade Sogny.

Le siège du château de Milan a bientôt après fourni à l'artillerie une nouvelle occasion de se signaler : on aura peine à croire que cette citadelle, l'une des meilleures de l'Europe, par sa position et la nature de ses ouvrages, se soit rendue après deux jours de tranchée ouverte.

Son artillerie était si supérieure en nombre à la nôtre, que tous les jours nos batteries étaient détruites jusqu'à la garnison, mais la nuit elles étaient rétablies en entier et plus fortes que la veille. Je n'ai jamais vu tant de constance dans nos canonniers, ou, pour mieux dire d'acharnement à la victoire, c'est l'entreprise dont je me suis senti en vous rendant compte dans le temps des travaux de ce siège ; mais ce qui a particulièrement contribué à la prompte reddition de ce fort, c'est que l'artillerie et le génie ont été parfaitement d'accord sur le système d'attaque. On dit que ces deux corps sont

riens, ils ne s'en sont été qu'un seul de gloire et de talent et ont montré ce que peuvent l'art et le courage bien dirigés.

La prise de la citadelle de Milan décide le siège de Mantoue, que vous teniez depuis long-temps bloqué. Cette place bombardée et battue à la fois par une artillerie bien servie, comme celle qui venait de prendre Milan, allait tomber au pouvoir des Français lorsque l'armée autrichienne vint vous attaquer en force, et vous fit concevoir le projet hardi de lever le siège de Mantoue, pour rassembler toute votre armée et venir sur l'ennemi trompé, avec l'impétuosité de la foudre.

Ici se présente une suite de victoires que je voudrais pouvoir décrire, et qu'on peut justement appeler une seconde conquête de l'Italie.

Sans rappeler les détails de ces journées mémorables où vos généraux et votre armée se sont couverts de gloire, je citerai seulement celle du 18 thermidor, où, dans la plaine de Castillon, l'artillerie française fit taire celle des Autrichiens, quelque inférieure en nombre et placée moins avantageusement.

Deux pièces d'artillerie furent mises en position à gauche de l'armée, sur les hauteurs au nord de Castillon, et quinze pièces d'artillerie légères à la droite.

Le front de bataille, sous le feu protecteur de ces batteries latérales, marcha à l'ennemi avec un silence imposant et avec un ordre digne des troupes les plus aguerries. Une victoire complète, un nombre prodigieux de prisonniers et une partie de l'artillerie autrichienne prise, furent les suites de cette grande journée, qui

sera toujours une des plus brillantes époques de cette guerre.

L'armée autrichienne en fuite et divisée, vous avez passé l'Adige à Solo, et poursuivi l'ennemi au-delà de Trente et dans les gorges du Tyrol.

Si dans ce pays montagneux et hérissé de rochers, l'artillerie n'a pas eu d'occasions de se développer comme dans les plaines où elle venait d'obtenir tant d'avantages, c'est que chaque arme a son sol particulier pour combattre et qui lui est propre; mais où l'artilleur ne peut agir et voit tous ses moyens échoués, il n'en est pas de même de l'infanterie : c'est la seule arme que rien n'arrête, aussi a-t-elle tout fait dans le Tyrol. Montagnes franchies, rivières surmontées, rochers escaladés, rien ne lui a résisté : l'amour de la gloire, et l'impétuosité naturelle aux Français, l'ont fait voler partout et affronter tous les dangers. L'histoire n'a jamais fourni d'exemple d'une poursuite aussi hardie, aussi courageuse.

On ne peut pas dire que l'Autrichien, qui n'est ni sans bravoure, ni sans discipline, ne se soit pas défendu dans les montagnes, où la nature semble avoir pris plaisir à multiplier les obstacles et à retrancher l'homme contre l'homme; mais rien ne tient contre des Français. La cavalerie a aussi eu dans ce pays difficile quelques occasions de se signaler, en fondant sur l'ennemi lorsque ses troupes s'étaient dispersées de ses rochers, et en lui coupant la retraite. C'est particulièrement entre Bormio et Cradella que nos dragons et nos hussards ont poursuivi avec plus de succès l'armée autrichienne, ar-

trai son artillerie , pris son pare en entier , et fût tant de prisonniers qu'ils nous embarrassaient , si en guerre cette expression peut être employée.

J'ai cru devoir , citoyen général , entrer dans tous ces détails , pour rendre justice à toutes les armes. Je reviens à l'artillerie.

Nos vétérans nous ramènèrent sur le chemin de Mantoue , que prenait l'armée ennemie pour nous échapper.

Le 25 fructidor , commença l'attaque de St-George , faubourg de Mantoue , qu'il était essentiel d'emporter. Jamais peut-être on ne se battit avec autant d'acharnement. Dans la chaleur du combat , un corps nombreux de balles fondit sur notre la gauche et le mit en moment en désordre : j'avais fait placer sur la chaussée deux pièces de 12 à la prolonge , par le chef de bataillon Carrez , commandant l'artillerie de la division Martins , brave et bon officier qui m'avait toujours servi dans cette expédition.

Le citoyen Lasserre , lieutenant de la dix-neuvième compagnie du quarantième régiment d'artillerie à pied , commandait la première de ces deux bouches à feu : Il venait de me promettre de plutôt mourir que d'abandonner son poste , il tint parole ; et lorsque vint les balles à bonne portée , il fit faire sur eux une décharge à mitraille qui couvrit la terre d'hommes et de chevaux ; de là le ralliement subit de nos troupes , une charge impétueuse à la baïonnette , et la déroute des ennemis.

Une réflexion s'offre ici. Il est aisé d'être brave dans la chaleur d'un combat , où l'honneur , détaché par la multitude des objets qui le frappent , n'a pas le temps

de songer au danger; mais il n'est pas ordinaire d'attendre de sang-froid l'ennemi, qu'on voit fondre impétueusement sur soi, et de calculer la distance à laquelle on doit le recevoir : ce courage réfléchi est la vraie bravoure, c'est celle de Lannes, déjà fait officier pour un trait pareil.

Le lendemain, 29, nous marchâmes de nouveau sur Saint-George au moment où la tête de la colonne, commandée par le général Masséna, approchant du village, l'ordonnance d'écuyer Carrois de faire avancer les deux pièces de 12, elles me furent amenées par cet officier, et la plus avancée mise en position sous le feu de l'infanterie autrichienne : lorsque les canonniers de l'empereur se mettaient en mouvement pour nous charger, le feu de la pièce calbata l'infanterie, et les cuirassiers repoussés sur la gauche, commandés par le général Angereau, demandèrent à capituler.

J'occupais déjà la porte Saint-George avec l'adjutant-général Lodièr et votre aide-de-camp Marmont ; j'avais fait placer l'artillerie française et celle prise sur les Autrichiens, tant à la porte Saint-George, d'où elle battait l'ennemi en fuite, qu'aux différents débouchés des villages qu'ils voulaient occuper.

Vous savez d'ailleurs ce que mon able m'a fait faire dans cette occasion ; mais je dois m'oublier ici et ne parler que de l'anne dont le commandement m'est confié.

Dans l'affaire du 16 du mois dernier, qui a eu lieu sur les bords de la Brette, notre artillerie, quoique

manœuvrant sur le terrain le plus ingrat, n'a pas démenti en instant sa réputation. La division de la droite, commandée par le général Massini, commença l'attaque ; l'ennemi d'assaut en force au moment où nos troupes se déployaient. Une pièce d'artillerie légère l'arrêta : il voulait revenir à la charge et fondre sur le corps de bataille, deux pièces de 12 d'artillerie à pied le firent rétrograder ; mais sa première attaque, et la fin de son artillerie furent bel et bien si violent, que quinze canonniers des deux pièces de 12 furent tués ou blessés, dont trois eurent les bras emportés en mettant la batterie. Le lieutenant Vialle soutint paisamment ces deux pièces de 12 par le feu d'un obusier d'artillerie légère, qu'il fit servir avec autant d'adresse que d'intelligence.

À la gauche, commandée par le général Augereau ; le terrain était encore moins propre aux manœuvres de l'artillerie.

On y fit cependant avancer quelques pièces pour inquiéter l'ennemi, soi-même l'en chassa les positions ; mais on n'en obtint pas de succès, par les difficultés locales. Après l'expédition, il fallut toute l'adresse des Français pour retirer ces bouches à feu, engagées dans des chemins qui n'avaient, pour ainsi dire, que la largeur des volutes, et sur lesquels on ne pouvait les retourner qu'à bras hommes, surtout les caissons et les warts. Ces travaux froids ne font pas moins l'éloge des officiers et canonniers, qui ont tiré parti d'un terrain aussi difficile, et joint le courage à l'adresse pour vaincre les difficultés qui s'opposaient à la manœuvre.

Passons rapidement aux journées des 25, 26 et 27, où, pour le service de votre expédition même, l'artillerie s'est comblée de gloire à Rome.

Le 25, cette arme a servi comme sur les bords de la Brenta, manœuvrant sur des chaussées durcies, élevant les expéditions, soutenant nos troupes à tous les points d'attaque, et relevant les souffrages de tous, mais sans événement frappant.

Le 26, Penasco, ayant formé le projet de s'écarter du pont que vous aviez fait jeter sur l'Adige, attaque nos troupes inopinément et avec tant d'impétuosité, que nos premiers postes furent repoussés presque jusqu'au pont même : deux pièces de 5, commandées par le citoyen Gabriel, placées sur la digue à gauche, foudroyèrent à mitraille les Autrichiens, et jonchèrent la chaussée de cadavres. Ce fut le signal de ralliement des Français et de la défaite des ennemis, qui, attaqués en même temps par la droite et par le centre, laissèrent plus de deux-cents mortuaires le champ de bataille et deux les blessés, sans compter un nombre considérable de prisonniers et neuf pièces de canon. Le citoyen Gabriel a perdu la vie, par suite des blessures qu'il a reçues dans ce combat, et a emporté les regrets et l'admiration de l'armée.

Le 27, nos troupes, attaquant le village d'Arcole, furent ébranlées par le feu de flanc, auquel elles étaient exposées. Le citoyen Delaire, capitaine d'artillerie à pied, fit avancer les deux pièces de 5 qu'il commandait, et son feu arrêta Penasco; ce qui donna le temps

à nos troupes de rester à la charge et de chasser l'ennemi d'Accole : ces deux pièces, placées aux avenues du village, furent bientôt renforcées par trois pièces d'artillerie à cheval, commandées par le capitaine Bourgout, que le général Demomartin, dont vous connaissez le zèle et l'activité, fit venir, et que le chef de bataillon Caestre mit en position pour nous assurer ce poste important.

Ces dispositions furent faites avec la rapidité de l'éclair, et d'autant plus à propos, qu'à l'entrée de la nuit l'ennemi s'arrêta de nouveau pour reprendre Accole, et qu'un instant pouvait nous faire perdre le fruit d'un combat sanglant qui avait duré deux heures.

Les deux pièces du citoyen Delaitre, soutenues des trois pièces de l'artillerie légère du capitaine Bourgout, qui s'étaient également distinguées dans la journée, couvrirent le terrain de boulets, de mitraille et d'éclats, et mélangèrent le sang de nos soldats, qui, sans le secours de l'artillerie, seraient engagé dans la nuit un combat opiniâtre et peut-être incertain. Le général Masséna a donné les plus grands éloges aux capitaines Delaitre et Bourgout, et ils ont reçu les applaudissements des troupes qu'ils ont si bien soutenues. Le lieutenant Gin, qui était à la pièce que dirigeait le capitaine Delaitre, mérite aussi d'être nommé dans ce rapport et récompensé.

Je ne dois pas oublier non plus l'artillerie qui a combattu à Rivoli, sous le commandement du chef de brigade Salva. Le général Guieux vous en a rendu le compte le plus avantageux, et particulièrement du

chef qui la dirigeait dans toutes les affaires qui ont eu lieu dans cette division. Les officiers d'artillerie se sont conduits comme ceux de Bône, de Solim-George et de la Bretonne; ils ont défendu leurs pièces, et le brave capitaine Desnoes, ne voulant pas abandonner les siennes, a été tué et cruellement blessé à son tour; ce qui prouve assez avec quelle impétuosité nos canonniers ont servi dans ces différentes expéditions, c'est que, depuis le 15 du mois dernier, nous comptons plus de cent tués ou blessés.

Je terminerai ce rapport, citoyen général, par un mot sur les officiers des parcs de l'armée : leur travail, sans doute, n'a pas le brillant des actions de guerre, mais il en a été le succès : car on ne gagne pas des batailles, sans canons, sans caissons, sans armes, sans munitions. Tous ces moyens d'attaque ou de se défendre en mille autres matériaux qui y viennent, ont été fournis aux troupes avec une célérité dont vous avez témoigné votre satisfaction. Vous avez surtout été frappé de la promptitude avec laquelle les approvisionnements d'artillerie de tout genre vous ont été fournis dans l'expédition du Tyrol, puisque, dans cette guerre extraordinaire, où vous remportiez tous les jours de nouvelles victoires, qui nécessitaient, par conséquent, des marches forcées pour atteindre l'ennemi, et vous éloignaient de plus en plus du grand parc, d'où partaient tous les convois de l'artillerie, les distances des lieux, la difficulté des chemins, la rareté des chevaux, la disette des fourrages, tout s'est opposé nous et pourtant ne s'en est aperçu : le service de l'artillerie s'en est fait comme au sein de l'abondance. Vous

avez éprouvé le même chose dans vos dernières expéditions, et particulièrement dans celle de Rome, où l'armée a eu des succès, pour ainsi dire, avec profusion : cela n'a pu être que l'effet d'un grand ordre, d'un travail assidu de la part des officiers chargés du détail des parts, et d'une prévoyance continuelle de celui qui a dirigé le tout.

Le citoyen Faubrice, directeur des pouds d'artillerie, est un homme infatigable, incorruptible, et plein de moyens; je suis également bien secondé par le chef de brigade Sougis et par le chef de bataillon Andréosi, directeur des pouds de l'armée. C'est ici l'occasion, citoyen général, de vous dire un mot de cette partie des travaux de l'armée de l'artillerie, moins étendue que celle de ses pères.

Le port de Rome a été jeté sur l'Adige, pour ainsi dire aussitôt qu'ordonné; il en a été de même de ceux de Fomigera, de Carignan, de la Chaux et de l'armement des batteries destinés pour la défense des lacs supérieurs et inférieurs de Mantoue.

Tels sont les talens des trois chefs d'artillerie, supérieurs à leurs places, qu'avec eux je n'ai que des ordres généraux à donner, et que je puis diriger l'artillerie, à quelque point que je sois de l'armée, surtout des avant-postes, comme j'ai fait, dans plusieurs occasions, dans les expéditions où j'ai eu l'avantage de vous accompagner; ces officiers sont précieux.

Le citoyen Pernety, sous-chef de l'état-major, est également laborieux et plein de talens; vous même, citoyen général, avez souvent employé, avec l'avis

particulièrement chargé du parc d'artillerie et de Bregastelle, sous Montaupe : c'est encore un officier à encourager, et qui mérite d'être nommé et distingué.

Je vous remercie d'avoir procuré le grade de chef de brigade au citoyen Sangis, et d'avoir fait la même demande pour le citoyen Andréossi, ainsi que celle du grade de chef de bataillon pour le capitaine Delaitre. Ce sont autant d'amis de plus que vous me donnez pour faire le bien. Je vous prie de demander aussi le grade de chef de brigade pour les citoyens Fautrier et Carrière, celui de chef de bataillon pour les citoyens Pernety et Bourget; celui de capitaine pour les lieutenants Lasseron et Gio, de l'artillerie à pied, et pour les citoyens Tiller, Perrin et Vial, de l'artillerie à cheval, qui ont servi avec une intrépidité et une intelligence rares dans les diverses expéditions dont je vous parle, et enfin celui de lieutenant pour le citoyen Chéol, maréchal des logis d'artillerie légère, qui s'est particulièrement signalé sur les bords de la Brenta, où presque tous ses camarades ont été tués ou mis hors de combat sans qu'il ait abandonné sa pièce, qu'il a servie comme simple citoyen, et sur laquelle il a été blessé.

Je crois, citoyen général, n'avoir oublié aucun de ceux qui ont honoré l'arme de l'artillerie dans cette glorieuse campagne. Je n'ai pas cité tous ceux qui ont bien servi, parce qu'il aurait fallu nommer, pour ainsi dire, tous les officiers et les citoyens : je n'ai voulu parler que des actions d'éclat. Si quelques-uns nous s'en sont échappés, j'envoie mes felicitations d'armes à les faire connaître, et je m'empresse de les mettre sous vos yeux, etc.

mais qu'ils ne peuvent être sans récompense auprès d'un général qui apprécie le mérité, et qui fait moins consister ses forces dans le nombre de ses troupes, que dans le courage et le talent dont il sait s'entourer.

Je ne puis terminer ce mémoire sans vous parler du citoyen Boissieu, commissaire des guerres, chargé de la police de l'artillerie; il est laborieux, probe, et l'ennemi juré des fripons: il en est dans votre armée, surtout vous faites la guerre; je voudrais aussi la déclarer aux fournisseurs qui laissent manquer l'artillerie de chevaux, de fourrage et d'effets d'habillement, etc. Le commissaire Boissieu cherche à les réprimer; mais il aurait bien plus de moyens de le faire, s'il était commissaire ordonnateur pour la partie de l'artillerie, il choisirait un commissaire ordinaire pour le remplacer dans ses fonctions actuelles, et lui aurait la surveillance générale sur toute l'administration de l'artillerie, sous l'autorité, néanmoins, du commissaire ordonnateur en chef de l'armée. C'est ce que je crois être obligé de vous demander, citoyen général, ayant à cœur de bien monter le service de toute la partie de l'arme dont le commandement m'est confié, et d'en entretenir, autant qu'il me sera possible, tous les abus, afin d'être toujours plus à même de secourir vos vœux. LAURIAUX



Trente, le 25 février au 3 (12 décembre 1798) *.

*Le feld-maréchal d'Hebel au maréchal comte de
Wurmser, à Mantoue.*

Je m'empresse d'avoir l'honneur de transmettre à votre excellence, littéralement et dans la même langue que je lui ai reçue, les ordres de sa majesté, en date du 5 de ce mois.

Vous aurez soin d'avertir sans retard le maréchal de Wurmser , pour ne pas discontinuer ses opérations. Vous lui ferez savoir que j'attends de sa valeur et de son zèle qu'il défendra Mantoue jusqu'à toute extrémité; que je le connais trop, ainsi que les braves officiers généraux qui sont avec lui, pour croire qu'il se rende prisonnier, surtout s'il s'agit bien de transporter la garnison de France, au lieu de la renvoyer dans ses fers. Je disais que, dans le cas qu'il fût réduit à toute extrémité et qu'il se trouvât sans ressources pour la subsistance, il trouverait les moyens, en détruisant autant que possible ce qui, dans Mantoue, servirait de prétexte utile à l'ennemi, et en amenant la partie des troupes qui sera en état de le suivre, de gagner et de passer le Pô, de se porter à Ferrare ou à Bologne, et de se rendre, en cas de besoin, vers Rome ou en Toscane. Il trouvera de ce côté très-peu d'ennemis, de la bonne volonté pour l'approvisionnement de ses troupes, pour lequel, au besoin, il fera usage de la force, ainsi que pour surmonter tout autre obstacle.

F. L. A. S. G. N.

* Lettre interceptée.

Un homme sûr, cadet du régiment de remettra
cette dépêche importante à votre excellence. J'espère
que la situation actuelle et le besoin de l'armée ne
permettent pas de tenter de nouvelles opérations avant
trois semaines ou un mois, sans s'exposer de nouveau
danger de ne pas réussir. Je ne puis trop insister près
de votre excellence, afin qu'elle tienne le plus long-
temps que possible dans Mantoue, l'ordre de sa
majesté lui servant d'ailleurs de direction générale.
Dans tous les cas, je prie votre excellence de m'être occupé
de ses poudres par des moyens sûrs, dont je puisse
me servir à Mantoue, pour correspondre avec elle.

À VOTRE.

Bruxelles, le 21 décembre 5 (12 décembre 1798).

Alu général en chef Bonaparte.

J'ai reçu votre travail pour ma division; je l'ai fait
passer aux généraux de brigade avec ordre de faire re-
connaître de suite les chefs que vous avez choisis.

Les pièces de canon sont établies pour les signaux à
Rivoli, et les dix ordonnances à cheval à Castel-Novo.

Votre aide-de-camp vous rendra compte de la seconde
ligne à prendre à Rivoli, et de la position des pièces
de canon. Nous ne visitons Castel-Novo que demain
matin.

Je vous envoie copie du rapport de mon espion.

Je voulais vous rendre compte de la position des en-
tours de l'ambuscade assignée à la brigade du géni-

ral Vial en vous l'apprenant. J'ai mis entre les mains du conseil de guerre 20 coupables ou prévenus, j'ai engagé le président à reconnaître le plus tôt possible le plus coupable, et à ne pas s'en servir contre la multitude. On demandait du pain, il retardé de quelques heures à cause du mauvais temps; mais la ration arrive tous les jours. On demande des souliers, et on en s'en élève plus fort que tous les autres : point d'argent, point de soldats; en vérité, ces nouvelles troupes n'ont point cette patience admirable de nos anciennes troupes; mais un peu de fermeté et de constance, et nous en ferons des soldats.

JOURNAL.

Monsieur, le 8 octobre au 3 (25 décembre 1798).

du général en chef.

D'après les ordres que j'avois donnés d'user (surtout la nuit) de la plus grande surveillance aux avant-postes, on y arriva, l'avant-dernière nuit, trois hommes qui cherchaient à s'introduire dans Mantoue : aussitôt qu'ils me furent conduits, je fis subir à chacun un interrogatoire; mais je m'attachai particulièrement à l'un d'eux qui me paraissait avoir le plus de moyens, et que je soupçonnais d'être chargé d'une mission importante. Après l'avoir fait feuilleter, mes recherches étant inutiles, je lui dis qu'il avait des dépêches, que j'en étois sûr par la connaissance des moyens qu'employaient leurs généraux. J'étois bien loin de présumer ceux dont ils s'étoient servis à son égard, je doute même que l'idée

qui me vint, ait déjà été suggérée à personne. Je lui soumis même que ses dépêches étaient dans son ventre, je le menaçai de le faire saillir s'il persistait à nier. L'air d'assurance avec lequel je lui parlais le déconcerta, il balbutia; je le pressai, et il courut du foin. Je lui dis alors que je lui ordonnais, s'il ne voulait pas être sailli, de me faire sortir toutes les fois qu'il aurait des besoins, afin de me convaincre s'il ne m'en avait pas imposé; il se conforma à mes ordres, et aujourd'hui il a rendu la lettre que je vous envoie ci-jointe.

Cette lettre, annoncée par duplicata, me faisant présumer que Warrasey pourrait avoir reçu l'autre, afin de constater son passage du Pô, je vais ordonner de le côtoier la plus grande surveillance en attendant vos instructions, et, si le besoin l'exige, je me servirai du bataillon qui est en réserve à Gênes.

Sans doute, général, vous avez été instruit par le général Kilmaine qu'il m'avait laissé par héritier le commandement en chef du blocus. Comme je vous fais des observations franches, je vous dirai que je n'ai reçu aucune instruction, et que, si je suis obligé d'agir, je ne pourrai le faire que d'après le seul désir que j'ai de servir mon pays. Je suis aussi informé, général, que le général Kilmaine, voulant quitter le commandement de la cavalerie, se préparait de vous engager à me le confier : je vous absolverai que depuis six mois j'ai quitté cette zone, et que je ne sens pas suffisant d'abandonner la ligne, dans laquelle j'ai toujours servi avec bonheur.

Dans la dernière visite que je fis aux avant-postes

pour surveiller les travaux, je vis avec surprise que les maisons adjacentes aux avant-postes étaient habitées par des particuliers : c'est par eux que l'espionnage se fait dans Mantoue, je serais d'avis qu'on les envoyât sur les bords. J'attends vos ordres à ce sujet.

Le général de division AL. Dumas.

Bergame, le 6 décembre au 5 (13 décembre 1796).

Al général en chef Bonaparte.

Je vous informe, mon général, que je me suis occupé cette nuit, comme je vous l'avais annoncé, du château de Bergame par une combinaison de ruse et de force que le succès a couronné. Voici le détail de l'opération : le deuxième bataillon de la cinquante-septième demi-brigade, fort de 650 hommes, et un détachement de dragons, s'étalent parés, comme je vous l'ai mandé dans ma lettre du 4, dès le 4 au soir à Strzano. Cette avant-garde a été suivie, le 5 au matin, par le troisième bataillon de la cinquante-septième demi-brigade, fort de 350 hommes ; l'artillerie à cheval, forte de 10 hommes ; l'artillerie à pied, forte de 94 hommes : l'une avec deux pièces de 8, l'autre avec deux pièces de 3, que j'ai prises en passant à Casano, à la place de deux obusiers qui m'ont manqué, et des dragons : je suis parti de Casano avec ces troupes, à six heures précises du matin, je suis arrivé dans la plus grande ordre à Strzano. J'attendais à Strzano des renseignements sur lesquels je puis compter, et surtout le retour

du citoyen Robineau, capitaine du génie, que j'avais chargé de porter ma lettre au présidenteur, de prendre langue et de reconnaître le château. Les rapports se réunirent pour m'instruire qu'il y avait tant dans la ville haute, qui est fortifiée, que dans le château et les faubourgs, 1,200 hommes d'infanterie, 500 de cavalerie, 200 d'artillerie vétérinaire, 700 cavaliers espagnols, et que c'était la ville haute dont il était important de s'emparer : dès-lors je fis mes dispositions pour m'arriver qu'un jour tombant. A un quart de lieue de la ville, je me détachai avec les dragons, et l'infanterie fut ordonné de me suivre; on me fit quelques difficultés à la porte, je brisai la garde et entrai la carabine haute et au grand trot avec les dragons. Des officiers envoyés par le présidenteur voulurent me conduire aux logemens, que j'avais expressément fait préparer à la fois et au laurier dans la haute ville, je leur exprimai le desir de parler au présidenteur même, ils me témoignèrent l'impossibilité d'entrer avec toute ma garnison dans la ville haute : mais résisté, je leignis de me borner à 25 hommes, et je donnai en secret l'ordre au reste de me suivre d'un pas près pour, en deux minutes de galop, m'être rejoint, et j'envoyai à l'infanterie celui d'entrer au pas de charge dans la ville et de suivre le mouvement. Arrivé par une montée très-rapide aux portes de la ville haute, on ouvre la barrière, on laisse les pont-levis; je m'élançai sur le premier qui fut abaisé, mon escorte me suivit, on ouvrit la porte, mais on me demandant de laisser les ponts derrière moi : je refusai de reculer sur le pont, et craignai que mes communications se tar-

sont libres; on refusa, je parlai, je menaçai, on courut chez le prévôt, la cavalerie arriva, et aussitôt on s'empara des ponts, des portes, des postes et des grilles, en brisant les factionnaires, et j'ordonnai à la garde vénitienne de rentrer; la cavalerie resta en circonvallant sur les ponts sous la direction de l'adjoint Brugère. Je me rendis de suite chez le prévôt avec 50 dragons, et, après avoir causé avec lui d'une manière assez vague et assez long-temps pour que l'insurrection fût arrêtée, je lui demandai de lui passer seul, et, changeant de ton très-brusquement, je lui signalai vos ordres et ma mission : il recula d'étonnement, et, après avoir cherché à éluder en me demandant d'envoyer un courrier à Brescia où était son chef et en m'imposant l'impossibilité de me arrêter sans y être autorisé, il voulait donner des ordres secrets; je lui signalai de ne pas sortir de sa place et lui touchai le cercle de Popliano, en lui donnant cinq minutes pour se décider : l'insurrection était dans la ville basse, je pouvais être arrogant sans imprudence; il me demanda alors que je lui signifiassent vos volontés par écrit, et que j'exprimasse qu'en cas de refus j'emploierais la force. J'ai cru sans inconvénient de le faire, et aussitôt il m'a donné le major de la place pour me faire livrer les portes du château; j'y ai envoyé le chef de bataillon du génie Casperdon avec le troisième bataillon de la cinquante-septième demi-brigade. Toutes ces troupes ont bivouaqué par un temps horrible, elles sont perçues, mais j'espère qu'elles se récheront aujourdhui dans les casernes vénitienues que je leur destine.

Je n'ai point eu occasion d'éprouver le courage des troupes; mais elles ont observé le meilleur ordre, la meilleure discipline; et tous les officiers, chacun dans leurs fonctions respectives, ont multiplié les preuves de leur zèle, de leur intelligence et de leur exactitude.

MANAGUER D'ILLERON.

Bergame, le 8 républicain 5 (19 décembre 1798).

Au général Bonaparte.

Je vous rends compte, mon général, que, d'après la reconnaissance plus exacte qu'a été faite ce matin du château de Bergame, par rapport à la ville haute et à la ville basse, il a été reconnu et convenu que l'armement du château remplirait suffisamment, l'objet intéressant sous le double rapport de les tenir l'un et l'autre dans la soumission, par la crainte d'une destruction assurée; il ne sera même pas besoin de construire des batteries extérieures. Ainsi, dès demain les carrières vont être mis à l'œuvre pour réparer les chemins, par lesquels, à force de bras, il sera possible de faire cheminer de l'artillerie, et je ne perdrai pas un seul instant pour accélérer le travail important de la mise en état de défense du château; on faisant aller de front les travaux de l'artillerie, du génie et de l'approvisionnement en viers. Le général de brigade Sougis a reconnu également avec soin les ressources en artillerie et munitions que présentent les magasins de la place. Quelque exigés qu'elles soient, je ne re-

possé, ainsi que vous le faites, sur nos activités et nos talents, pour en tirer le meilleur parti possible. Et vous écrit, je crois, à ce sujet, que il faudra des bras, des cordages, des machines et de l'argent: il ne faudra que deux pièces enroulées en plus. Votre intention est-elle qu'on enferme au château le surplus de l'artillerie vénitienne qui a été trouvée dans la ville? Il y a à peu près 1,800 fusils de troupe, voulez-vous que j'en dispose en les envoyant dans un dépôt français, après avoir pesé ce qui peut être nécessaire? Tout est fort tranquille. J'ai vu, par des rapports certains de la ville basse, que les esprits sont rassurés, que les dangers qui étaient ici se sont enfuis, et que l'aristocratie, comprimée par la peur, se contente de fuir en secret. Je suis en touché avec le prélat et avec l'évêque l'un joint, à ce qu'il paraît, d'une faible considération, mais le peuple rend tout les hommages, et c'est à lui que je témoignerai des égards. Il ne me paraît pas tenir un grand état : l'amélioration de sa maison est plus que modeste, et il ne m'a point offert précisément à dîner, mais je l'y forcerai, dans quelques jours, suivant vos intentions. Je profite de mon séjour ici pour faire des reconnaissances dans tous les débouchés des montagnes. J'ai été hier à Strada, par Altino et Alghero, pour connaître les passages du val Brembano au val Sesia : aujourd'hui je reconnais le val Sesia, en allant par Altino, et, après demain, je compte faire une course de quatre jours pour reconnaître Pavesio jusqu'à Pizzo Santa-Martina, le val Brembano qui est le plus droit chemin de Bergame à Morbegno. Je réunirai ces divers rapports : lorsqu'ils seront rédigés, je

vous les transmettrai. L'adjudant Charles partira, demain matin, pour exécuter vos ordres ; il va par Udine et Lovière dans le val Canonica, d'où je vous envoie tous les rapports, je doute qu'il puisse avoir des nouvelles des ennemis avant Ponte de Legna. — BARAGUAT D'ILLANDS.

Castel-Novo, le 8 avant ou 5 (10) décembre 1798.

Au général Bonaparte,

Je vous dois compte de mes opérations sur Castel-Novo et dans le Grifagnana. Notre marche a été bien pénible à cause du mauvais temps, et il est bien heureux que nous ayons évité le petit chemin de San-Pellegrino : outre qu'il est couvert de neige, il avait été coupé par les rebelles.

Le gouvernement de Lacques nous a très-bien reçu, et de mon côté j'ai fait observer aux troupes une discipline rigoureuse. Un grenadier lombard a été fusillé pour avoir causé des excès graves, expédition de son jugement est adressée à l'état-major général.

Des dépouilles de Castel-Novo m'apportèrent à Lacques les clefs du fort Alfonso, en m'assurant que les rebelles avaient pu le faire. J'ai rempli vos vœux en faisant partir pour Livourne la cohorte lombarde, celle de Reggio, les six pièces d'artillerie servies par les canonniers lombards, et le détachement de 40 hommes du septième régiment.

Lorsque j'aurai fait l'inventaire du fort Alfonso et

de celui des Verrucoli, j'y mettrai garnison, et j'envoierai à Livourne le surplus de la cohorte de Modène. Le détachement français de la neuvième demi-brigade exercera les draps, que je prendrai dans la classe la plus riche des habitants de la Grassegiana.

Plusieurs des révoltés sont en prison, mais les chefs de l'insurrection ont pris la fuite; je fais instruire leur procès, afin de donner un exemple à la province, en faisant punir ceux qui se sont le plus signalés dans cette révolte. Je me conformerai à vos instructions pour les moins coupables.

Je ferai partir cette nuit un détachement pour dévaster Vagli di Sotto, qui a pris part à la révolte. Castel-Bono est désarmé, j'organiserai une garde civique, composée de nos amis, et j'exécuterai ceux qui se sont montrés contre nous.

La population de la Grassegiana est de 24,000 âmes, divisée en soixante-douze paroisses. Toute cette province n'est pas en révolte; mais il est à craindre que les insurgés n'obligent les autres à suivre leur exemple, ce qui est arrivé dans plusieurs endroits : on pourrait, lorsqu'on voudra pénétrer par le nord-est dans la Grassegiana, faire partir de Livourne 200 hommes pour les prendre sur tous les points.

La tranquillité règne actuellement à Modène.

Brescia.

Paris-Lapouge, le 25 nivôse an 5 (15 janvier 1797).

Au général Bonaparte.

Je vous ai instruit, dans le rapport d'hier, général, que l'ennemi faisait filer des troupes sur Boucon, et qu'il voulait donner le change en projetant de passer l'Adige loin d'ici.

Les rapports qui me parviennent du commandant de Boucon, m'annoncent que l'ennemi a un poste de cavalerie à Cologne, que son intention est d'être arrêtée dans la reconnaissance que j'avais ordonnée : ceux que me font divers espions m'annoncent un fort mouvement de troupes ennemies sur Moncagnana, où sont arrivés 3,000 hommes d'infanterie et 800 chevaux ; sur Este, 4,000 à pied et 500 chevaux.

Ce qui pourrait donner de la vraisemblance à ces divers rapports, c'est une nouvelle attaque faite par l'ennemi, vers les quatre heures du soir, sur nos avant-postes de Saint-Zeno et de Meserbet, au moment où je donnais l'ordre à l'adjutant-général Daphin de faire la retraite sur Legnago ; elle s'est effectuée avec assez d'ordre. Nos troupes sont sous les murs de Legnago, je vais les contenir aux environs. Une pièce de 8 est restée au pouvoir de l'ennemi par la fuite de l'officier et des conducteurs de l'artillerie, ainsi qu'un chariot. Ces lâches ont préféré couper les traits, plutôt que de marcher en ordre avec les troupes qui escortaient ces pièces. Je vais faire conduire les pièces devant le conseil de guerre permanent.

Il n'y a eu aucun mouvement sur la droite de Leguayo, d'après les rapports des commandans des postes; malgré cela, je persiste à croire que Fernandez veut se porter vers Parnac et occuper le pays conquis à la libérté, s'y établir avec partisans de son agitate, pousser l'insulte et se procurer, au détriment de la même, les ressources qui nous alimentent, verser à leur profit les contributions qu'on nous doit, s'emparer enfin de la contrée avec les drapeaux de l'église en se jetant dans les places fortifiées. Voilà, citoyen général, ce que l'amour de notre pays et la gloire de l'armée d'Italie me suggèrent sur les projets de l'ennemi; peut-être sera-t-il plus hardi que je ne le suppose et a-t-il des vues sur Leguayo. J'ai raisonnablement grande peur de la division à Zorito, Benco et Leguayo. J'attends de nouveaux rapports, qui me mettront à même peut-être de pénétrer l'ennemi dans son vrai but.

Votre présence à Parnac, citoyen général, ferait un bien bon effet, si les affaires militaires que vous traités vous permettaient de vous y rendre.

Les ouvrages de la tête du pont de Benco ne sont pas entièrement terminés; celui de Castagnara ne serait pas commencé; cependant j'en ai fait porter moi-même. J'ai fait assigner l'officier du génie qui conduisit cet ouvrage, avec ordre de ne pas le laisser partir que le pont ne soit fait.

À CAJALTE.

Leipzig, le 25 février au 5 (13 janvier 1807).

Au général Bonaparte.

Vos ordres, général, sont exécutés : la cavalerie en réserve, commandée par le général Dugaa, va se porter à Castel-Novo, l'artillerie va se mettre aussi en marche.

Faites bien d'être assuré, général, que mes dépêches ne vous soient pas parvenues : aujourd'hui même, j'ai fait partir un officier, qui vous a porté le rapport d'un caprice et le détail de mes opérations d'hier. L'ennemi ne veut ni tenter quelque chose ce soir : il a établi un poste visible sur l'autre bord, ce qu'il n'aurait pas encore fait, et Villa-Bona est le point sur lequel il manœuvre tentatives. Quelque chose qu'il fasse, nous sommes en mesure.

J'ai bien du regret, général, que ma division soit chargée à garder l'Adige, et que l'expédition que vous projetez s'exécute sans elle : il faut se consoler de tout ; le succès heureux de votre entreprise me dédomagera de la privation que j'éprouve. AUGUSTIN.

Leipzig, le 26 février au 6 (14 janvier 1807).

Au général Bonaparte.

La journée du 26 s'est passée à faire des dispositions pour couper à la colonne Fournier la retraite que ses vœux et la marche de l'ennemi me permettaient. Peut-être apprendrez désormais qu'il est bien complètement :

25.

je le dois de passer sur l'Adige pour séparer les 2,000 hommes qui n'ont pu être de la colonne de Montebelluna : l'extrait de l'ordre ci-joint vous fera connaître mes projets. Le commandant qui s'est fait entendre du côté de Montebelluna, m'a déterminé à faire partir le général Lanza et le général Daplat avec 1,000 hommes d'infanterie et deux escadrons de cavalerie et une pièce de 8 avec un obusier de six pouces.

J'ai fait sortir une reconnaissance de Legnano sur Berlingo, avec ordre de ne pas se compromettre ; Dabigui, chef de la cinquante d'infanterie légère, qui la commandait, me rend compte que l'ennemi évacue l'Adige et se retire sur Padoue avec quatre pièces d'artillerie : il lui a fait huit prisonniers.

Montebelluna et Cologne sont évacués depuis ce matin : ainsi l'expédition que j'avais projetée sur les rives de cette funeste rivière, n'a aucun appui pour moi ; j'envoie néanmoins une forte patrouille d'infanterie et de cavalerie sur Montebelluna et au-delà, je vous en ferai passer aussitôt le rapport. Je dois ajouter à celui d'hier qu'en l'un de huit pièces d'artillerie il en a été pris trois avec une barque chargée en partie de caissons pleins de foin. Je n'ai pu encore me procurer l'état des objets pris dans cette barque, parce que le chef de bataillon d'artillerie que j'y ai envoyé n'a pas eu le temps de le dresser ; le sera demain que je vous l'envoierai.

Je veux de donner l'ordre au général Ballard de s'établir à Canavara et de diriger les deuxième et troisième bataillons depuis Abadia jusqu'à Legnano, ainsi que la cavalerie et l'artillerie, dont deux pièces doivent

des places au pont. Ainsi, général, la communication de Verone à Ferrare est parfaitement assurée.

Donnez-moi, je vous prie, des nouvelles de la journée vers Mantoue ; je suis tranquille sur la division de Rivoli : la leçon sévère que Davidovich a reçue me garantit que d'Alvinci s'estimera heureux si on le tient quitte pour cet à-compte. J'ai fait partir avec bonne escorte les 2,000 prisonniers ou environ, qu'on a faits hier, et j'ai ordonné qu'on retint les quarante officiers afin qu'ils ne communiquassent pas avec les soldats ; ils partiront demain, à l'exception de quelques-uns qui sont blessés.

À vous enver.

P. S. Je reçois à l'instant la lettre écrite au général Guieux par le général Berthier. Je vais partir avec les forces présentes de la division, pour me rendre sur Castiglione et autres environs de Mantoue. Je laisse bonne garnison à Legnago, et l'ennemi, n'étant plus à l'autre rive, je suis pouvoir me porter où le besoin sera indiqué par la présence de l'ennemi ; je serai vain par là que je suis sûr parti de toutes les circonstances : car tout militaire avouera avec moi que, quand une division de 10,000 hommes est dispersée sur une étendue de plus de trente lieues, il faut plus d'un quart d'heure pour la rassembler.

Capoue, le 27 même au 5 (28 janvier 1797).

Au général Bonaparte.

Mon aide-de-camp a dû vous apprendre la défection totale de l'ennemi à la Cosova : je vous ai marqué

que nous venons fait de quatre à cinq mille prisonniers ; mais je puis vous assurer que cela passe 8,000. La division Boy est en route pour se diriger vers le val d'Aoste, et je pourrais y faire passer une ou même deux demi-brigades, si l'ennemi venait y pénétrer, comme son écoulement de la colonne qui était de Monte Papillon sur la direction de cette ville pourrait le faire supposer.

La colonne du général Murat est arrivée à temps devant Livorno : elle a produit l'effet auquel je me suis attendu.

Jourdan.

Castel-Bolognese, le 25 même an 5 [25 janvier 1797].

du général Bonaparte.

Le 20 tirons ou tireva à Livorno un drapeau qui disait, en voulant désigner les Français et les troupes papales : *Le premier qui arrive au monde fait monde.*

Le 25 du même mois, il passa à Castel-Bolognese deux députés, Zoppi et Mazzoni, qui se rendaient à Faenza, près du général des troupes papales, qu'on dit être le lieutenant-marchet Colli, pour lui demander des forces ; il leur répondit : six mille Allemands qui vont s'embarquer à Ancône viendront, n'en doutez pas, garder votre ville, et, sur la représentation de l'usage de de ces secours, le général envoie aujourd'hui ses hommes à Livorno, 200 de cavalerie et 500 d'infanterie. On assure que demain il en partira encore autant.

Nous nous reposons entièrement sur nos talens et

sus votre courage. Deux centes six cents, vous n'en avez que cinquante soldats; nous sommes assurés d'en avoir dont le nombre augmente chaque jour, et, s'ils entreprennent de nous attaquer, que de bons citoyens deviendront les victimes de la fureur des peuples ! Veillez vous rappeler que c'est moi qui le premier vous priai, à Modène, de donner la liberté à mon pays; je mourrais de douleur s'il tombait au pouvoir des despotes.

Je vous souhaite tous les succès possibles.

Zanon, comat.

transcription

Receû, de la ville de Venise le 5 (14) janvier 1797.

du général Bonaparte.

J'ai parfaitement suivi vos dispositions pour l'attaque de la Corfou; le succès a été au-delà des espérances : trois pièces de canon, quatre ou cinq mille prisonniers; Aliverti-lui-même, précipité dans les rochers et se noyant comme un éclaireur sur l'Adige et sans sol, date tel un paubré le résultat de cette affaire.

Demain vous attaquez sur trois colonnes : le général Viali commande la droite et s'empare de Salut-Maro; le général commande la centre et marche par Polje; l'adjudant-général Youri commande la colonne de gauche et pénètre, en suivant le revers de Montebaldo, l'ennemi à la Couronne. Le général Rey dirige la droite et s'empare de la gauche. Le rétablissement a été très-rapide pendant deux heures; mais enfin l'ardeur de nos trou-

per l'a emporiti. L'ammiraglio è delo accorsi à l'ischello de Brentia : il è delo obligo de se rendre ; le nauti fait sans aucun ordre sur la siège ou sur l'Adige, et je ne doute pas que l'on ne se en rende beaucoup dans la suite. Nous avons une soixantaine d'officiers supérieurs ou autres.

J'ordonne au général de se rendre à Villa-Franca : j'y ferai élire ce soir toute l'artillerie et la cavalerie qui ne soit inutile.

L'ennemi, bien persuadé d'avoir été battu, prend ses précautions en faisant élire sur les hauteurs de Montepiove une colonne de 1500 hommes environ, pour couvrir sa retraite dans le Tyrol.

Hâte à vous faire mon rapport des officiers qui se sont distingués, je le ferai le plus tôt possible.

JENNA.

Aspern-general à Milan, le 8 octobre 1797.

[26 October 1797].

De Directoire exécutif.

Vous recevrez ci-joint la lettre écrite par le général Alvinzi et le réponse du général Berthier ; en conséquence, le baron Vincent et Clarke se réunissent à Vincent le 25 de ce mois.

Mon opinion est que, quelques choses que l'on puisse stipuler pour le statu quo de Mantoue, l'occupation en sera toujours impossible. Si l'empereur consent à reconnaître l'armistice sans le pape, l'avantage de pouvoir restituer Bayona, non est à l'honneur de l'Italie et de pouvoir en

donner quinze ou vingt années de Sardre et Meuse et du Rhin, est une considération telle, qu'elle nous permet d'ouvrir la campagne prochaine avec avantage.

Mais si l'empereur veut y comprendre le pape, l'armistice nous fera perdre Mantoue, l'argent de Rome, et donnera le temps au pape d'organiser une force militaire avec des officiers autrichiens : cela mettrait toutes les chances contre nous la campagne prochaine.

BONAPARTE.

Le Directoire exécutif à S. M. l'empereur et roi.

Le directoire exécutif ne saurait présumer que Votre Majesté voie avec indifférence les maux qui affligent l'Europe; il ne peut se persuader qu'elle veuille se refuser à saisir l'espoir qu'il conçoit et qu'il lui offre de mettre enfin un terme aux calamités d'une guerre si longue et si dévastatrice.

Si Votre Majesté considère quels ont été les résultats des campagnes précédentes, et qu'elle envisage dans l'avenir quelles seraient les suites probables d'une campagne nouvelle, elle sera portée à conclure que, dans la supposition la plus favorable pour elle, les succès seraient encore au moins balancés, et qu'après beaucoup de vicissitudes et d'alternatives d'avantages et de revers, l'état des choses ne serait pas plus décidé qu'en ce moment, puisque la situation respective des deux puissances, à quelques changements près peut-être dans les limites du théâtre de la guerre, se retrouverait vraisemblablement peu différente de ce qu'elle est aujourd'hui.

d'hui. Le sang des hommes versé de nouveau et l'épuisement des ressources seraient donc le seul fruit qu'elle pourrait espérer de sa victoire.

Nous ne parlons pas de l'influence que pourraient avoir les alliés sur le résultat de cette campagne, puisque Votre Majesté sait que la plupart de ceux qui étaient engagés dans la coalition ont embrassé l'étranger et non parti de la neutralité.

Le moment est donc venu où il ne peut y avoir aucun intérêt réel à courir de nouvelles chances, où une paix facile plus long-temps prolongée serait désormais pour objet, où, quels que puissent être d'ailleurs les griefs réciproques et la diversité des principes politiques des deux gouvernemens, leurs intérêts coïncident en ce point, que tout les pousse de se rapprocher pour le soulagement des peuples et le retour de la paix.

Le directoire enchaîné propose donc à Votre Majesté cette paix si nécessaire; il finit à solliciter de tout ses moyens une époque si délicate et si importante pour l'humanité entière.

Cependant le directoire veut qu'une paix solide et convenable aux deux puissances doit être le résultat d'une négociation faite avec maturité, et qui permette entendre des lenteurs, puisque la loyauté exige que, de part et d'autre, les puissances alliées soient engagées à y intervenir, et que leurs intérêts respectifs soient stipulés, si elles le désirent.

Mais faut-il, pendant cet intervalle, que le sang continue à couler, et s'il est possible d'empêcher l'ef-

lusion, ne devons-nous pas croire que Votre Majesté s'engagera d'en adopter le moyen, surtout s'il peut être adopté par les deux parties belligérantes, sans nuire aux intérêts ni même aux prétentions d'aucune ?

Ce moyen existe, c'est celui d'un *modus quo*, ou d'un armistice général entre elles.

Cet armistice est d'autant plus nécessaire que, indépendamment de ce qu'il fait *cesser* provisoirement les hostilités actuelles, et d'éloigner l'exaspération quelquefois en portant l'espoir dans tous les cœurs, il élève l'avantage de faciliter et de hâter les conclusions de la paix, par la suppression des hasards et des événements qui, tantôt favorables et tantôt contraires, haussent alternativement les prétentions des puissances combattantes, font varier sans cesse la négociation et en éloignent le résultat.

Les deux propositions que le directoire exécutif fait à Votre Majesté sont donc celles-ci :

1°. Suspension d'armes simulée sur toutes les parties de théâtre de la guerre, entre les troupes françaises et les troupes autrichiennes ;

2°. Convocation de ministres plénipotentiaires pour traiter de la paix définitive entre les deux puissances et leurs alliés respectifs, en tant que ceux-ci s'engageront d'accéder à l'invitation qui leur en sera faite.

Déjà une négociation est entamée en ce moment entre le gouvernement français et l'un de vos alliés principaux, le roi de la Grande-Bretagne, et la démarche que fait aujourd'hui près de Votre Majesté le directoire exécutif, loin d'être opposée à ces premières ouvertures ;

est une manifestation de son ardent désir d'en accélérer l'effet, de presser les relations nécessaires, et surtout de suspendre dès cet instant le cours des malheurs de la guerre entre la république et Votre Majesté, en proposant de suite sur la marche préliminaire et importante de l'armistice proposé.

Nous adressons à Votre Majesté les présentes propositions par un envoyé revêtu de notre confiance et chargé d'instructions et de pouvoirs suffisants pour statuer sur-le-champ, tant sur le mode d'association, que sur le lieu et le mode de réunion des plénipotentiaires.

BRUNOT, président.

Paris, le 4 novembre au 5 (14 novembre 1796).

Le ministre des relations extérieures au général Clarke.

Le peu de temps qui reste jusqu'à votre départ, la multitude des objets que nous avons à traiter, ne me permettent pas, citoyen général, de les discuter avec les détails qu'exigeroit leur importance. Je me borne donc à indiquer ceux qui concernent les relations extérieures, et sur lesquels il importe beaucoup que le directoire reçoive de vous des renseignements précis. Trouvez bon que je laisse votre indépendance.

Le Piémont. Vous voyez sûrement le général Kolbmann, peut-être les commissaires pour la démarcation des limites; entretenez-les sur l'importance de nous mé-

ager dans la chaîne des Alpes tous les postes militaires. Le traité leur donne à cet égard toutes les facilités possibles.

Le citoyen Pécouléque est encore à Turin, chargé de suivre les négociations que le général Bonaparte a cru devoir entretenir pour une alliance. Ne rien promettre sur cela, et surtout ne point promettre des cessions de territoire, qui formeraient un obstacle peut-être insurmontable à la paix ou à l'établissement de la liberté dans la Lombardie. Je vous prie d'examiner, autant qu'il vous sera possible, quelles sont les dispositions, à notre égard, du roi et du gouvernement ; s'il est possible, sans en venir à une alliance difficile à conclure, et qui peut-être nous serait plus nuisible qu'utile, les entretenir dans des dispositions de neutralité, qui nous suffisent.

Quant à Milan, Modène, Reggio, Bologne et Ferrare, il serait bien précieux pour le directoire et pour moi d'avoir le résultat des observations sages que vous seriez à portée de faire.

Ces peuples sont-ils vraiment prêts pour la liberté ? Sont-ils en état de la défendre ou seuls ou avec notre appui ? Dans ce dernier cas, quel serait le nombre de nos troupes qu'ils seraient en état de solder ? Quelles sont leurs dispositions à l'égard de la maison d'Autriche ? Renonceraient-ils sans secousse sous son joug, dans le cas où la paix serait à ce prix ?

Vous connaissez les torts réels et graves de Venise à notre égard. Des personnes qui connaissent le pays prétendent que tous les états de terre-ferme, principalement les Émilien, les Bergamasques et les Veronais,

sont révoltés de l'orgueil des nobles vénitiens, et disposés à s'armer pour la liberté. Admis dans la république lombarde ou devenant ses alliés, ils lui donneraient une force nouvelle. Je vous demande vos observations sur les obstacles ou les facilités que peut présenter l'exécution de ce projet.

Je vous en demandais également sur votre position à l'égard du pape et des autres princes d'Italie. Vous ne passez pas par leurs états, mais vos conférences avec le général en chef et ses dignes coopérateurs vous mettront à portée de vous en former une idée nette, et j'attends de votre sile pour la bien public que vous voudrez bien me la communiquer.

Je vous suppose maintenant arrivé à Vienne, observant tous les grands personnages qui figurent sur ce théâtre, et trouvant leurs postures d'une touche aussi ferme que facile. Votre voyage serait suffisamment utile quand il n'aboutirait qu'à nous faire connaître les passions qui les animent et les moyens de les leur tourner au profit de la république et de l'humanité.

Sans être spécialement chargé de négocier la paix, vous pourrez la préparer dans les entretiens que vous aurez avec les personnages influents. Nous y arriverions sans doute beaucoup plus aisément, si nous pouvions offrir à l'Autriche des compensations convenables. Ce système des compensations admet une multitude de combinaisons que vous pourrez effleurer dans vos conversations, afin de débiter quelles sont celles qui plairaient davantage. Essayons d'esquisser les principales :

- 1°. Restituer à l'Autriche ce qu'elle possédait en Ita-

lle; lui donner en Allemagne l'évêché de Salzbourg, la préséie de Bergsteldguben, l'évêché de Passau, à l'exception de la ville de ce nom, le Haut-Palatinat jusqu'à la Naab; dédoubler l'électeur palatin vers le Rhin. Voilà sans contredit la plus facile, celle qui plairait davantage à la maison d'Autriche et à toute l'Allemagne; mais elle mériterait ses vœux tant en Italie; elle nous priverait des avantages que nous devons attendre de cette belle contrée, si nous parvenons à la soustraire à l'influence autrichienne.

2°. Modifier le premier projet, en substituant aux états de Milan partie des états du pape, la Romagne, la marche d'Ancone, le duché d'Urbain, transférer le grand-duc de Toscane à Rome, lui donner le surplus des états du pape, lui réserver le Sicilien, consentir à le nommer roi de Rome, donner Florence au duc de Parme, ménager un échange de partie de ses états avec la Sardaigne, nous réserver l'île d'Elbe, dont le roi de Naples serait dédommagé par Benevent, Ponte-Corvo et la marche de Fermo; nous faire payer en Amérique de ce que nous laisserions prendre en Italie.

3°. Céder à l'Autriche la Bavière, le Haut-Palatinat, Salzbourg, Passau et autres souverainetés ecclésiastiques qui y sont enclavées, à la charge par la maison d'Autriche de renoncer à tout ce qu'elle possède au midi de la chaîne des Alpes et dans le caucle de Sicile, de dédoubler le duc de Modène et d'apanager le grand-duc de Toscane, donner à l'électeur palatin les états du pape, à l'exception de la marche de Fermo, de Benevent, de Ponte-Corvo, de Bologne et de Ferrare; y

ajouter le Sicilien, et lui donner le titre de roi des Romains. Ce projet serait très-agréable à l'Italie, y mettrait ses intérêts à couvert, mais il pourrait déplaire à l'Allemagne. Le moyen de le faire adopter serait de le soumettre au roi de Prusse en simple dévouement ; lui satisfait, tout le reste serait réduit au silence.

4°. A la maison d'Autriche et qui lui est donné en manière précédent; traiter le grand-duc et les états d'Italie comme au numéro 3; faire céder à l'électeur palatin la part de la maison d'Autriche dans la Pologne, et la faire servir de point de ralliement pour la restauration de cet état, conserver au roi de Prusse la plus grande partie de ce qu'il en a acquis. Il est bien douter que la maison d'Autriche voulait se prêter à ce projet : son silence avec la Russie, son agitation pour la Prusse, paraissent des obstacles insurmontables.

Il est une multitude d'autres combinaisons que vous formerez beaucoup mieux que moi ; elles-ci pourraient suffire pour solder le terrain, mettre les ministres et ceux qui les entendent dans le cas de s'expliquer et de développer leurs sentimens à cet égard.

Le point capital que vous chercherez à atteindre, c'est de persuader à l'Autriche que, malgré l'avantage prétendu que lui offre l'Angleterre pour des compensations, cette dernière puissance, qui a des intérêts opposés aux siens, ne peut qu'entraver la marche des négociations; que la maison d'Autriche obtiendra davantage et plus promptement en traitant avec la république seule.

A votre retour de Vicenza, vous serez à portée de voir

plusieurs princes d'Allemagne et leurs ministres. Ils sont égarés par de l'ambition de la maison d'Autriche, de l'acharnement qu'elle mettra contre tous ceux qui ont cherché à se rapprocher de la république. Ils seront peut-être inquiets sur les suites de la proposition d'armistice, il sera facile de leur faire sentir que leur intérêt même le commande, qu'il leur donne le temps de se réunir et de combiner les moyens de briser le joug odieux qu'on veut leur imposer, qu'il donne le temps à la république de rétablir une discipline sévère dans ses armées, et de préparer les moyens d'une attaque plus vigoureuse que les précédentes, et qui sera la dernière s'ils veulent la secourir.

Je recommande, citoyen général, à votre sèle et à votre sagacité les objets que je viens d'indiquer, ceux même que la brièveté du temps ne m'a pas permis de toucher, bien sûr que rien de ce qui peut intéresser notre commune patrie ne vous échappera.

Je vous remets un chiffre pour servir à la correspondance incessante que j'attends de vous.

C. DUMASOIX.

Extrait des registres des délibérations du directoire exécutif.

Le 26 brumaire an 5 (16 novembre 1796)

(Instructions données par le directoire exécutif de la république française au général de division Henri Clarke, envoyé extraordinaire de la république française près la cour de Vienne.)

Le directoire de la république française, voulant répondre au vœu général de l'Europe, et contribuer autant qu'il est en lui à arrêter l'effusion du sang des peuples et les maux qu'une guerre longue et ruineuse entraîne après elle, s'est déterminé, citoyen général, à vous envoyer près de S. M. l'empereur et roi de Hongrie et de Bohême, à l'effet d'y négocier, au nom de la république française, un armistice entre les troupes impériales et françaises, tant en Allemagne qu'en Italie, et à faire à ce prince la proposition d'une réunion de ministres plénipotentiaires, pour traiter de la paix générale. En conséquence, le directoire croit devoir vous tracer par la présente les bases d'après lesquelles il veut que la négociation soit conduite, et sur lesquelles devront s'appuyer essentiellement les démarches que vous aurez à faire près de la cour impériale, pour parvenir à un résultat heureux pour la république française.

Le premier objet de la mission importante que le directoire vous confie étant la conclusion de l'armistice, son intention est que, de concert avec les chargés de

pouvoirs de S. M. impériale, vous cherchez à déterminer que sa durée sera la plus longue possible, et, dans tout état de cause, cet armistice ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, durer moins avant le 1^{er} prairial (soit mai 1797), ou même le 1^{er} messidor (15 juin) : après l'expiration de ce terme, l'armistice ne devra durer aussi que dans le cas de la continuation des négociations qui auront lieu pour la paix, et à la charge pour celle des parties qui voudra recommencer les hostilités, laquelle reprise d'hostilités ne pourra avoir lieu que dix ou quinze jours, ou même un mois après qu'elle aura été signifiée.

Quant aux autres conditions de cet armistice, elles devront se borner à assurer le statu quo dans lequel se trouvent les choses au moment actuel, et le droit du directeur est qu'aucune cession d'avantages remportée par la valeur républicaine, soit en Allemagne, soit en Italie, ne puisse avoir lieu.

Vous êtes en conséquence autorisé, citoyen général, à résister le plus long-temps possible à toute proposition qui pourrait vous être faite, tendant à céder une cession de cette espèce. Vous refuserez absolument toutes conditions qui pourraient consentir l'évacuation des îles de pont de Dusseldorff et de Kehl, et vous ne stipulerez celle des îles de pont de Neuwied et de Hünigues, que dans le cas d'une absolue nécessité, et en obtenant que les troupes autrichiennes ne pourront point sortir de Mayence, et l'évacuation de la tête du pont de Mambach sur la rive gauche du Rhin.

Si la place de Münster n'étoit pas tombée en notre pouvoir avant votre arrivée à Vienne, ses blâmes et la

situation actuelle de sa garnison pourraient élever quelques obstacles que le directeur n'est facile d'élever, en rassemblant encore les choses, à cet égard, au statu quo demandé. Il vous autorise en conséquence à stipuler que l'empereur pourra faire approvisionner de subsistances, jour par jour, les hommes composant la garnison de Mantoue et les habitants de cette ville, au moyen des quantités de vivres qui seront déterminées et proportionnées au nombre et à l'âge des individus que cette place renfermera, et, à cet effet, il devra être préposé deux commissaires français, l'un au-dedans, l'autre au-dehors de la place, pour constater le nombre des hommes à nourrir et la quantité de provisions nécessaires ; mais il ne pourra servir de la place ni y entrer aucun individu ni effet, quelconque, et les commissaires français devront avoir le droit de surveiller l'exécution de cette disposition. Il pourra être conclu entre vous et les chargés de pouvoirs de l'empereur un armistice particulier, concernant ce qui est relatif à Mantoue ; mais la stipulation principale du maintien des choses, pour ce qui a rapport à cette place, dans l'état où elles se trouveront au moment de la conclusion de l'armistice, devra faire partie des conditions de cet armistice.

Les circonstances, ainsi que la conduite de la négociation, peuvent faire admettre quelques modifications à ce qui vient d'être dit au sujet de la garnison de Mantoue, nous vous donnons pouvoir de les discuter, de les arrêter définitivement, ou les faire concéder, autant que possible, avec les bases que le directeur a établies

plus haut, et avec les renseignements que vous aura fournis le général en chef de l'armée napoléonienne en Italie. Nous vous invitons à vous concerter avec lui tant pour ce qui pourra être spécifié de relatif à la place de Mantoue, que pour la détermination des limites à établir entre les armées française et autrichienne en Italie. Ce général en chef sera tenu de vous remettre des notes qui seront en quelque sorte partie de vos instructions, et le directeur vous engage à les consulter; il fixera le moment de votre départ de l'Italie pour Vienne, d'après la situation politique et militaire des choses dans le pays où il commande.

Dans le cas où la cour de Vienne voudrait intervenir pour garantir le pape contre les efforts que notre constitution à son égard pourrait nous mettre en état de tenter contre lui, le directeur vous autorise, citoyen général, à assurer l'empereur que les conditions de l'armistice conclues avec le pape seront observées de notre part aussi long-temps qu'elles le seront par le pape lui-même. Cette assurance pourra même, si l'empereur le désire, fournir le texte de l'un des articles de l'armistice général que nous êtes appelé à conclure avec la cour de Vienne.

Le directeur sollicite déjà manifestement de la manière la plus authentique la décade européenne, par tous les moyens qui sont en son pouvoir, à amener une paix générale, qui, par d'une manière irrévocable les intérêts politiques de l'Europe, et assure sa tranquillité et son bonheur futur, en rétablissant entre les puissances un équilibre convenable et salubre. La voix de l'humanité s'est fait entendre; partout elle réclame fortement que

L'on s'occupe généralement de ce grand objet : c'est pour y parvenir plus aisément que le directoire envoie à présent à demander l'entrevue entre l'Autriche et la république française ; mais comme il lui importe de répondre efficacement le vœu général pour la paix, et de donner les preuves les plus convaincantes de la loyauté et de la réalité de ses intentions, il vous charge de demander, en son nom, à S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, qu'il soit envoyé sur-le-champ soit à Bile, soit à Paris, de la part de l'Empereur, un ou plusieurs plénipotentiaires, pour traiter de la paix définitive ; de son côté, la république française nommera également des plénipotentiaires pour le même objet, et si Sa Majesté, sans que les mêmes sentimens, consentait à cette entrevue, il conviendrait d'arrêter, avec les personnes qu'elle nommerait pour négocier avec vous à ce sujet, que les affaires respectives seront livrées à envoyer aussi leurs plénipotentiaires à Bile, ou à charger de leurs lettres de créance deux des plénipotentiaires appelés à cette réunion, auxquels ils jureront le serment de remettre le soin de leurs intérêts.

Telles sont, général, les instructions que le directoire vous donne en vous confiant une mission honorable, et dont le résultat sera sans doute profitable aux intérêts généraux de l'Europe et à ceux de la république en particulier.

Barras, président.

Paris, le 10 décembre 1798 (24 décembre 1798).

*Le ministre des relations extérieures au général
Clarke.*

J'ai reçu, citoyen général, les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire : je me ferai un devoir et un plaisir de mettre sous les yeux du directoire les excellentes réflexions qu'elles contiennent. Je pense comme vous, que notre intérêt et nos mœurs politiques demandent que le gouvernement français attende encore pour se prononcer sur le sort du nord de l'Italie ; qu'une décision précipitée pourrait former un grand obstacle à la paix ; qu'un peuple aussi dépourvu d'énergie, esclavé des préjugés les plus dégradés, soutiendrait avec mal le rôle de peuple libre ; qu'il aura toujours temps de l'affranchir absolument, ou de lui accorder une constitution plus heureuse et plus libre, au moment où nous tenterons de la paix de l'Italie. Dans ces relations avec les députés de Milan, je ne leur ai jamais rien dit qui contrariait ces principes, et ce que vous me marquez me confirme plus que jamais dans la résolution d'être toujours aussi éloquent. Si ma lettre vous trouve encore à Milan, vous pourrez démentir hautement Savador. Il est vrai que l'hiété dernier je l'avais envoyé dans le Milanais pour connaître la disposition des esprits, les forces du parti ennemi, etc ; mais cette mission a cessé aussitôt que Bonaparte eut franchi l'Apennin, et, dès auparavant, je n'étais bien averti que je ne pourrais tirer presque aucun parti de cet

homme, sur lequel on ne donne à peu près, à cette époque, des renseignements très peu favorables. Leur même qu'il était chargé d'aller à la découverte, ma correspondance avec lui était à peu près nulle; depuis que nous sommes maîtres de Milan, elle l'a été entièrement.

Je ne serais point étonné que la cour de Vienne vous refuse, ou tout au moins tardât beaucoup à vous expédier les passeports nécessaires, tant sont secrets et furtifs les moyens que la cour de Londres; cependant bien des circonstances pourraient se réunir pour éluder son orgueil et la fidélité qu'elle étale pour ses engagements: la dispute en Irlande, dont vous jusqu'à présent protégez le succès; le mort de l'impératrice de Russie, les dispositions pacifiques de son successeur, son penchant pour la Prusse, son attachement pour le duc de Württemberg, dont l'agrandissement dépend de vous; le mécontentement de tous les princes vicieux d'Allemagne, en le désir qu'ils ont de s'agrandir aux dépens des princes des pèbres; les menaces de la Porte Ottomane, qui réclame pour vous la limite du Rhin, et qui, comme, me le marque Aubert Dubayet, fait marcher des troupes sur le Danube pour contraindre la médiation qu'elle veut interposer entre ses vassaux qu'elle s'aime guère, et ses anciens maîtres. On parle aussi d'une coalition qui doit se former en Allemagne pour servir l'empereur à faire la paix d'après ses principes. Le général Dubayet, par sa lettre du 19 brumaire, me marque que la Porte a intimé d'un ton ferme et décidé à l'intercession, que son intention, en intervenant dans

le traité entre l'empereur et la république, est que, pour préliminaire il cède entièrement et sans restriction toute la rive gauche du Rhin conquise en son, en évacuant de suite Mayence, Cassel et dépendances, que, sur sa demande, la Porte a ordonné aux pachas de Roumelie et de Bosnie d'envoyer des troupes sur différents points des frontières d'Allemagne, en même temps qu'elle ferait une nouvelle levée d'hommes près de Belgrade pour en accroître la garnison ; que ce service est fait très-punctuellement, et qu'il ne doute pas que, joint à la déclaration de la Porte, il ne produise une puissante diversion. Je vous devais ces détails pour votre gouverne, dans la mission importante dont vous êtes chargé.

Je réponds à votre lettre du 28 frimaire. Je sens, comme vous, combien il importe aux intérêts politiques de la république de ne pas abandonner ses sentimens personnels d'un homme, ou à un secret plus compromettant, un secret qui peut influer sur la destinée d'un de nos alliés naturels ; mais il me semble que vous avez sous la main un moyen plus sûr et plus facile d'atteindre ce but. En supposant qu'il fût possible de dérober le comte de M..... à vue en France, son arrestation exécutée ici ferait un effet inévitable et pourrait entraîner des inconvéniens graves. Il pourrait concevoir des soupçons, et trouver des moyens de nous dérober ses papiers. Aujourd'hui il se trouve dans un pays sous un gouvernement militaire : à peine arrivé de Tournai, il doit être dans la plus entière sécurité ; ses papiers doivent être sous sa main, il est facile de s'en

emparer en le faisant arrêter sous le moindre prétexte. Dès que nous serions maîtres de ses papiers, la liberté lui serait rendue. Le gouvernement serait en possession d'un grand moyen d'influence sur la puissance que ses papiers intéressent; la détention momentanée du comte de M... ne nous compromettrait en rien, et pourrait s'être regardée que comme une méprise. Voilà, général, comme je crois que cette affaire devrait être prise. Au surplus je mettrai votre lettre sous les yeux du directeur, qui transmettra, s'il le juge nécessaire, ses ordres au général Bugey d'Alfien. CH. DE LACROIX.

Paris, le 28 février au 5 (3 janvier 1795).

Le Directeur exécutif au général Clarke.

Nous avons reçu, citoyen général, vos dépêches des 7 et 8 avril.

Le parti qu'a pris la cour de Vienne, d'établir loin de cette capitale le lieu des négociations, indique peut-être que l'on a voulu de vous donner accès près de l'empereur, et que le parti ennemi de la paix prévalait encore dans son cabinet. Nous attendons néanmoins les lettres qui doivent résulter de vos premières entretiens avec son envoyé, pour nous fixer une opinion que nous s'inscririons qu'à regret, si la maison d'Autriche joignait au compromis aux vœux ambassadeurs qui l'ont toujours caractérisée, une connaissance exacte de la tendance générale de l'Europe vers des liens

tions politiques plus ou moins analogues à celles que la France a éprouvées ; elle sentait que son système de prépondérance , fondé actuellement sur la constitution germanique , demande un autre appel. Cet appel lui est offert dans le plan de pacification que nous proposons , et les circonstances ne peuvent être jamais plus favorables pour le faire goûter aux peuples et à leurs gouvernements , et assurer la durée de ses effets. Nous n'avons , au reste , rien à ajouter , à cet égard , à vos instructions , jusqu'à la réception de vos dépêches de Vienne.

Quant à Parménie , nous pensons toujours que , s'il ne pouvait être que de courte durée , il nous serait désavantageux , sans la possession de Mantoue. La détresse où doit se trouver enfin cette place , et la crainte que témoignât le général Alvinz de ne pouvoir la secourir , nous offrent des chances favorables pour attendre sa reddition.

Il est vrai que le fort de Kell est dans une situation gênante , et à la veille de nous être cédé ; mais le prince Charles ayant refusé d'accepter une armistice sur le Rhin , basé au le statu quo , il est à croire qu'il poursuivra son siège avec opiniâtreté. Toutes ces considérations ajoutent un nouveau poids à l'opinion du général en chef contre une suspension d'armes qui ne nous serait d'aucun avantage sur le Rhin , puisque le sort de Kell sera décidé vraisemblablement avant qu'on y puisse profiter de ses conditions , et qui nous serait fautive en Italie si Mantoue n'était pas en notre pouvoir.

À l'égard du pape, il ne peut être compris dans l'armistice qu'autant qu'il exécutera sur-le-champ les conditions de celui qui a été conclu particulièrement avec lui, avec des dédommagemens convenables ; mais son obstination, si elle se prolonge encore, nous offrira l'occasion de nous dédommager nous-mêmes par la force des armes dans l'état de l'église, des effets de sa mauvaise foi.

Les secours pécuniaires que nous faisons passer en Italie doivent être aussi pris en considération dans la balance de nos droits et de nos intérêts avec ceux de l'empereur.

Nous comptons apprendre incessamment le résultat des négociations respectives qui doivent avoir lieu le 15 à Vienne.

P. BARRAS, président.

Instruction pour le général de division Clarke, envoyé extraordinaire de la république près la cour de Vienne.

Le directoire exécutif a pris communication des dépêches que vous lui avez adressées, ainsi qu'au ministre des relations extérieures. Il approuve ce que vous avez fait pour tenir une juste mesure entre les négociations, et dans l'espoir que la cour de Vienne se déterminera à les agiter, il s'empresse de vous envoyer les pouvoirs et instructions nécessaires pour les conduire promptement à un heureux résultat.

Le directoire approuve le refus que vous avez fait de consentir à une armistice partielle, qui n'eût servi qu'à nous priver des avantages de notre position actuelle en

Italie. Si l'Autriche désire sincèrement la paix, le règlement des bases sur lesquelles elle doit s'appuyer, et la signature des préliminaires se présenteront ni plus de longueur ni plus de difficultés que s'en eût été la conclusion de l'armistice.

Pour vous mettre en état d'aller en avant, soit avec M. Cherardini, soit avec tout autre ministre, ou agent de l'empereur, le directoire va vous indiquer les conditions que vous êtes autorisé à consentir et dont il croit ne pouvoir pas se départir.

La première et la plus essentielle à laquelle le directoire est lié par les lois existantes, est la cession et abandon à faire à la république par l'empereur et la maison d'Autriche, des Pays-Bas autrichiens, du duché de Luxembourg, et de tout ce qu'elle possède sur la rive gauche du Rhin.

Vous n'ignorez pas quels sont les motifs qui doivent lui rendre ce sacrifice moins pénible. Ces pays sont depuis deux siècles une source de guerres sans cesse renaissantes entre la France et la maison d'Autriche, et le plus grand obstacle qui se soit opposé à la sincérité de leurs communications amicales. La restitution de ces états en Italie lui offrira une compensation très-avantageuse. Elle en trouve une seconde dans les provinces les plus riches de la Pologne, qui, touchant immédiatement au corps de ses anciens états, ont ajouté à sa force, tandis que les provinces latrônes, dont on lui demande le sacrifice, ne servaient qu'à les épuiser par les guerres fréquentes qu'elles entraînaient.

La seconde condition à laquelle le directoire tient

également, c'est que l'empereur, tant en cette qualité que comme chef de la maison d'Autriche, ne s'oppose pas à ce que la république française conserve la propriété et souveraineté des pays désignés ci-dessus, et de tous ceux qui ont été cédés par les traités actuellement existans ou réunis par les lois et la constitution, ainsi que de tous les biens territoriaux dont les princes de l'empire germanique y jouissaient.

Vous n'ignorez pas, citoyens, l'influence irrésistible qu'exerce l'empereur sur les résolutions de la diète : le consentement de l'un et de l'autre est regardé en Allemagne comme nécessaire pour l'aliénation des pays qui font partie de l'empire germanique. Indépendamment des possessions autrichiennes, les lois et les traités ont réuni au territoire de la république plusieurs territoires qui faisaient partie de l'empire, tels que le Porrenoury, le Montbéliard, l'évêché de Liège, les abbayes de Saintot et Malmedy, etc. etc. : il est donc nécessaire pour faciliter la paix à conclure avec l'empire germanique, que l'empereur, en cette qualité, s'oppose à leur réunion.

Vous demanderez que l'empereur ne s'oppose pas à ce que la république conserve la propriété et souveraineté des portions de territoires dépendantes de l'empire germanique qui se trouvent enveloppées de plusieurs côtés, ou totalement encloses, soit dans les anciennes frontières de France, soit dans les départemens nouvellement réunis, soit dans les cessions qui ont été faites à la république par des traités. Cette classe est nécessaire pour régulariser la ligne des frontières, faci-

liée la perception des droits de douane , éviter les disputes sanglantes qu'entraînent le saillage des pays soumis à différentes dominations.

Si les déclarations de non opposition qui sont l'objet des articles précédens pouvaient faire quelques difficultés pour le traité patent , elles pourraient être l'objet d'un article secret , ainsi que celles que l'empereur pourrait nous demander relativement aux indemnités qu'il prétendrait obtenir.

Le directeur joint aux présentes instructions une liste de frontières conformes à ce qui vient de vous être présenté ; vous demanderez fortement qu'elle soit insérée dans les articles préliminaires que vous êtes autorisé à conclure. Si cependant cela entraînait des négociations et des difficultés , ce qui n'est pas à présumer , vous pourrez vous borner à la clause ci-dessus exprimée , sans la renvoyer à cette détermination dans le traité définitif.

Par divers traités conclus avec la maison palatine , le baillage de Guezmühlheim doit être réuni à la France ; mais sa possession avait été différée jusqu'après le décès de l'électeur palatin.

Vous demanderez que l'empereur ne s'oppose pas à ce que la république jouisse dès à présent de la totalité du baillage de Guezmühlheim.

Si la personne avec laquelle vous tenterez de négocier pour la maison d'Autriche quelque d'indemnité sur la rive droite du Rhin , vous hésitez de traiter cet objet autant qu'il vous sera possible ; cependant vous pourrez déclarer , si on l'exige , que la république ne s'opposera pas aux arrangements que cette maison pour-

rait prendre avec les princes de l'empire , dans les pays situés sur la droite du Rhin ; mais vous ne ferez cette déclaration qu'autant que vous ne pourrez l'écrire , que l'on en fera dépendre la conclusion des préliminaires , et que l'empereur consentira également à ce que les autres princes qui se trouvent éprouver quelques pertes reçoivent des dédommagemens convenables. S'il vous est possible , vous vous en tiendrez à une déclaration verbale.

Vous n'ignorez pas que , par le traité de La Haye , nous sommes obligés de comprendre la république batave dans tous les traités que nous concluons : il est donc indispensable de la comprendre dans notre traité avec l'empereur , comme elle a été comprise dans nos précédens traités de paix.

Vous exigerez aussi que l'empereur consente expressément et emploie ses bons offices pour que le stadhouder obtienne en Allemagne , dans les pays situés sur la rive droite du Rhin , des dédommagemens convenables ; mais cet article pourra être secret jusqu'à la paix définitive.

Vous stipulerez expressément que la république française continuera à occuper et jouir sur le pied actuel des ports et fortresses dépendans de l'empire germanique qui sont actuellement occupés par les troupes françaises jusqu'à la conclusion définitive de la paix avec l'empire.

Quant à l'évacuation des états de l'empereur et roi en Italie , le directoire vous charge de vous concerter avec le général en chef Bonaparte , auquel il s'en rap-

porte entièrement pour la détermination du mode et du temps de cette évacuation.

L'occupation que nous avons faite d'une partie de l'Allemagne et de l'Italie, a dû nécessairement y propager l'amour de la liberté. Un assez grand nombre d'habitans de ces pays se sont penchés pour nos principes; ils y ont été excités par notre exemple, par des vœux par des invitations directes de quelques agens du gouvernement; ce n'est pas sans doute un motif suffisant de compromettre la sûreté et les intérêts de la république, par l'émancipation des pays qu'elle habite, et où tout annonce qu'ils se trouvent en minorité; mais la loyauté républicaine exige qu'ils ne soient pas les victimes de l'attachement qu'ils nous ont montré, des services qu'ils ont pu nous rendre. Vous êtes donc spécialement chargé de stipuler qu'aucun individu des parties de l'Allemagne et de l'Italie qui ont été occupées par les troupes de la république ne pourra être recherché, ni dans sa personne, ni dans ses propriétés, à raison de ses opinions ou actions civiles, politiques, militaires, commerciales pendant la présente guerre.

Vous stipulerez la cessation de toutes les hostilités aussitôt la ratification des préliminaires, et en conséquence la main-levée réciproque, de la part des deux puissances contractantes, du sequestre qui a pu être mis par chacune d'elles sur les biens et droits appartenant aux sujets de l'autre, ainsi qu'aux établissemens publics situés dans leurs territoires respectifs. La ré-

publique française s'obligera à payer tout ce qui pourra être dû pour rentes constituées et fonds poités par le gouvernement et les sujets de la maison d'Autriche résidant dans les pays de sa domination et les établissemens publics qui y sont situés ; et réciproquement la maison d'Autriche remplira la même obligation envers le gouvernement français, les établissemens et les citoyens domiciliés dans les départemens de la république et dans les territoires nouvellement réunis.

Vous observerez que toute cette négociation doit être traitée, non comme un traité définitif, mais comme préliminaire de paix, qui n'est pas besoin de la ratification du corps législatif, et que le directoire est autorisé à conclure seul. Vous demanderez, en conséquence, que l'empereur les ratifie dans le plus bref délai possible, que vous réglerez de concert avec son agent. Le directoire les ratifiera réciproquement dans le même délai. Vous accélérerez la ratification autant qu'il sera possible.

Il peut se faire que l'empereur ne veuille pas traiter séparément de l'Angleterre : vous demanderez qu'il consente les préliminaires pour la paix particulière, et vous êtes autorisé à accepter la médiation de l'empereur pour notre paix avec l'Angleterre ; ce qui mettra ce prince à couvert de tout reproche de la part de son allié.

Voilà, citoyen, les préliminaires que vous proposerez au nom du directoire, et auxquels vous vous attacherez différemment. Vous vous écarterez de la marche routinière des négociations ; et dès le moment que vous serez assuré que la personne avec laquelle vous

serait à traiter, à les pouvoirs nécessaires pour le faire, vous les lui exposerez franchement et lui déclarerez que le directoire ne s'en départira pas.

Vous examinerez l'objet de l'ambassade héréditaire de la maison d'Autriche, la Bavière : le directoire ne doute pas qu'elle ne la demande pour augmentation d'indemnités. Vous pourriez laisser entendre que le directoire ne s'opposera pas à cette réclamation, moyennant des arrangements convenables en faveur de la république et de ses allies, mais vous n'en ferez rien entre dans les préliminaires, sauf à reprendre cet objet lors de la conclusion du traité définitif.

Tellant, citoyen, les instructions que le directoire peut vous donner pour la négociation que vous êtes chargé de chercher à servir : il compte sur vos talents et sur votre dévoué pour développer les motifs propres à faciliter l'adoption des différends ci-dessus, et sur votre dévouement aux intérêts de la république, dont vous avez donné des preuves.

Il est possible que la personne avec laquelle vous aurez à négocier vous expose ses craintes sur la publicité qui pourrait être donnée aux actes et aux pièces de la négociation : le directoire vous autorise à la tranquilliser sur ce point, et si elle vous demande explicitement et par écrit que ces pièces soient tenues secrètes, quand même la négociation voudrait échouer, vous pouvez en prendre l'engagement formel, bien entendu qu'elle ne pourra en semblable au nom de S. M. L., le directoire vous prouera même d'observer le plus profond secret :

vous consentez que, si le bruit de l'insurrection de l'Italie venait à se répandre avec quelque apparence de réalité, il pût servir en résultat pour nous les plus graves inconvénients.

Le directoire vous charge de communiquer ces instructions au général Bonaparte, de vous concerter entièrement avec lui sur la négociation, et de ne rien proposer ni faire aucune démarche sans qu'il les ait trouvées conformes aux intérêts de la république et à la satisfaction de ses amis.

Bureau, président.

Paris, le 22 Gésaire an 5 (13 décembre 1796).

Au général en chef Bonaparte.

Je viens de recevoir de sa majesté l'empereur des ordres relatifs à la lettre que M. le général de division Clarke lui a adressée, et que je lui ai fait passer le 9 de ce mois. S. M. désirant que le baron de Saint-Vincent, l'un de ses adjutans-généraux, pût se rapprocher avec le général Clarke et puis se s'expliquer avec lui sur différents objets de sa lettre à S. M. J'ai l'honneur de vous prier, monsieur le général, de me faire passer un sauf-conduit pour le baron de Vincent, pour lui, son aide-de-camp et un domestique, pour autant que cette entrevue ne soit considérée et pourrait avoir lieu. Dans ce dernier cas, je proposerais Vincent comme l'endroit le plus à portée des deux armées, et qui d'ailleurs n'est occupé à poste fixe par aucune d'elles. Je vous prie aussi, monsieur

le général, de me faire savoir le jour où monsier le général Clarke pourra se rendre dans cette ville, afin que le baron de Saint-Vincent puisse régler sa marche en conséquence.

J'ai l'honneur d'être, etc.

ALVINTI.

Milan, le 8 nivose an 5 (23 décembre 1796).

À M. le général baron d'Alvinci, commandant l'armée de sa majesté l'empereur en Italie.

J'ai communiqué au général de division Clarke et au général en chef Bonaparte votre lettre datée de Trente le 23 novembre, et je vous fais passer une lettre du général Clarke pour vous.

Le général en chef Bonaparte accepte la proposition que vous faites de Vicence pour le lieu où s'aboucheraient M. le baron de Vincent et le général Clarke : en conséquence, j'ai l'honneur de vous prévenir que le général Clarke se rendra du 13 nivose au 2 janvier à Vicence, où pourra également se rendre M. le baron de Vincent.

Le général en chef Bonaparte enverra un officier de l'état-major avec un transport et deux hussards le 12 nivose (1^{er} janvier), à Vicence, pour y faire préparer le logement du général Clarke, et, dès le même jour, les ordres seront donnés au commandant de l'armée en chef de l'armée française du côté de Vicence de ne pousser aucune patrouille dans cette ville à compter de midi, et que, pendant tout le temps que le général Clarke et

Le baron Vincent d'Abouchmont, les avant-postes de l'armée ne pourront s'approcher au plus à trois milles de Vienne : ces mêmes postes seront prévus deux heures à l'avance du moment où le service reprendra sa marche ordinaire. Si vous voulez, monsieur le général en chef, ordonner les mêmes dispositions, tout se trouvera exécuté.

Je joins ici le seul cadeau que vous demandez. Je vous prie d'en donner également un pour le général Clarke, un aide-de-camp, un secrétaire de légation et deux domestiques, ainsi qu'un accord pour un officier de l'état-major, un trompette et deux hussards, et de les faire remettre à l'officier porteur de cette lettre.

Vous voudrez bien aussi me faire connaître vos intentions aux dispositions dont il vient d'être question.

AL. BERNARD.

Note donnée par le général Bonaparte au général d'Abouchmont Clarke.

Mantoue est bloqué depuis plusieurs mois : il y a au moins dix mille mulets qui sont sans viande et sans médicaments; il y a six à sept mille hommes de garnison, qui sont à la demi-ration de pain, à la viande de cheval et sans vin; le bois même est rare. Il y avait deux Manteaux six mille chevaux de cavalerie et trois mille d'artillerie : ils en tuent cinquante par jour, ils en ont tué six cents, beaucoup sont morts fautes de fourrage; il en reste encore dix-huit cents de cavalerie qui se détruiraient tous les jours : il est probable que dans un mois

Mantoue sera à nous. Pour accélérer cette reddition, je fais préparer de quoi servir trois batteries incoédiables, qui commencent à jouer le 25 de ce mois.

L'armée, qui était venue avec tant de gloire au secours de Mantoue, est battue : elle pourra être renforcée dans quelques jours, mais il nous arrive des secours ; d'ailleurs le général Clarke ne peut pas entretenir ses négociations avant deux jours, et à cette époque, si le cour de Vienne conclut l'armistice, c'est que l'on ne serait pas dans le cas de se présenter avec quelque espoir de succès. Dans le cas contraire, le cour de Vienne attendrait l'issue de ses derniers efforts avant de rien conclure.

Maitres de Mantoue, l'on sera trop heureux de nous accorder les limites du Rhin.

Rome s'est jointe en armistice avec la république française, elle est en guerre ; elle se veut payer aucune contribution, la prise de Mantoue seule peut les faire changer de conduite.

Nous perdrons donc par l'armistice :

1°. Mantoue jusqu'en mai, et, à cette époque, nous le transmettons parfaitement approvisionné, quelques argent que l'on fasse, et les châteaux le rendraient imprenable à la fin de l'armistice.

2°. Nous perdrons l'argent de Rome, que nous ne pourrions avoir sans Mantoue ; l'état de l'église est insupportable en été.

3°. L'empereur, étant plus près, ayant plus de moyens de recruter, nous en aurons une année plus malheureuse que la nôtre : car, quelque chose que l'on fasse, dès que

L'on ne se battra plus, tout le monde s'en ira. Dix à quinze jours de repos feront du bien à l'armée d'Italie, trois mois la perdrait.

4^e. La Lombardie est épuisée : nous ne pouvons noter-
nir l'armée d'Italie qu'avec l'argent du pape ou de Trieste.
Nous nous trouvons très-embarrassés à l'ouverture de
la campagne qui suivrait l'armistice.

5^e. Maîtres de Mantoue, l'on sera dans le cas de ne
pas comprendre le pape dans l'armistice, l'armée d'Ita-
lie aura une telle prépondérance que l'on se trouvera
heureux à Vienne de pouvoir la paralyser pendant quel-
ques mois.

6^e. Si, après l'armistice, on doit recommencer une
nouvelle campagne, l'armistice nous sera très-préjudi-
ciable ; si l'armistice doit être le préliminaire de la
paix, il ne faut le faire qu'après la prise de Mantoue :
il y aura le double de danger pour qu'il soit bon et
profitable. 7 1/2

7^e. Conclure l'armistice actuellement, c'est s'ôter les
moyens et les probabilités de faire une bonne paix dans
un mois.

Tout se résume à attendre la prise de Mantoue, à
renforcer cette armée de tous les moyens possibles, afin
d'avoir de l'argent pour la campagne prochaine, non-
seulement pour l'Italie, mais même pour le Rhin, et
afin de pouvoir prendre une offensive si déterminée et
si alarmante pour l'empereur, que la paix se conclue
sans difficulté et avec gloire, honneur et profit.

Si l'on veut renforcer l'armée d'Italie de 20,000 hom-
mes y compris les 10,000 que l'on nous annonce de

Rhin, et de 1500 hommes de cavalerie, l'on peut promettre avant le mois d'avril 30,000,000 fr. aux armées du Rhin et de Saubers et Meuse, et obliger l'empereur à tourner tous ses efforts du côté du Piémont.

BONAPARTE.

Note remise au général en chef Bonaparte.

On a l'espoir de voir bientôt tomber Mantoue en notre pouvoir ; mais, selon les probabilités, l'époque de sa reddition ne peut avoir lieu avant un mois, et on ne me dissimule même pas qu'on sera peut-être forcé d'en faire le siège en janvier. On doit, il est vrai, bombarder Mantoue le 25 frimaire ; mais on peut être loin d'être certain que ce bombardement force Wurmser à capituler sur-le-champ.

Mantoue pris, nous sommes, ajoute-t-on, maîtres absolus de l'Italie ; mais, avant de prendre cette place, nous avons encore quelques affaires à courir : déjà elle a été débloquée une fois, elle vient d'être sur le point de l'être de nouveau, et nous avons été à deux doigts de perdre une partie de nos conquêtes en Italie. (p. 1)

L'armée nous ménage la tranquille possession de ce pays pendant six mois, ainsi que la possibilité de nous y faire des troupes indiennes qui s'arrachent pour notre cause.

L'opinion attache, avec raison, un grand prix à la prise de Mantoue, mais pour en attendre le succès, devons-nous continuer une campagne d'hiver que 10 soldats du Rhin refusent de faire ? de nous jeter la

négative, et puisque, en ne faisant partager le bienfait de l'armistice qu'aux armées de Rhin et Moselle et de Sambre et Meuse, on permettrait évidemment aux ennemis de diriger toutes leurs forces contre celle d'Italie, et qu'ils auraient même la presque certitude d'arriver avant la prise de Mantoue, je crois qu'il est inutile de conclure l'armistice en maintenant le statu quo actuel.

Quelle est d'ailleurs notre position au moment où j'écris ?

La lassitude de la guerre se fait sentir dans toutes les parties de l'intérieur de la république. Le peuple souffrait profondément la paix, les armées murmuraient hautement de ce qu'elle n'est point faite; celle d'Italie, et ses plus braves chefs, en parlent et la désirent. Le corps législatif le veut, il le concède pour ainsi dire, n'importe à quelles conditions, et on refuse prolonge de faire fournir au directeur des fonds pour continuer la guerre, on sous la presse. Vos finances sont nulles; l'agriculture stérile, on séduit, on rappelle les bras qu'elle avait envoyés pour la protéger à l'étranger; la guerre civile, chaque jour, une insurrection presque universelle, qui pourrait, par la suite, ruiner la république, enfin tous les partis, harassés, veulent la fin de la révolution, et si notre état de misère intérieure ne prolonge, le peuple fatigué, ne trouvant pas le bien dans ce qui est, veulent le chercher dans un autre ordre de choses, qui fera naître et reconstruire de nouvelles révolutions, et nous serons, pendant vingt ou trente ans, sous les coups que ces nouvelles armées.

Pendant cet hiver, soit qu'on se batte, soit qu'on

nos indécis, une grande partie de nos soldats restera dans ses foyers, dont rien ne pourra les faire sortir; car l'aise d'argent, nous n'avons ni police intérieure, ni gendarmerie, et nos autorités constituées sont loin d'être toutes pures et à l'abri de la séduction. Il faut donc la paix, et, pour retrouver l'enthousiasme qui nous a fait vaincre, il faut que nos ennemis éloignent sa conclusion, et qu'il n'y ait personne en France qui ne soit convaincu que le gouvernement a voulu une paix honorable, et qu'elle a été repoussée par l'ambition ou par la haine de ses principes.

Le moment de parler de paix, c'est le moment actuel; celui où l'armée d'Italie vient de battre ses ennemis, celui surtout où la lancée d'une campagne extrêmement active s'est fait sentir dans toute l'Allemagne, celui où l'Angleterre doit paraître à ses alliés n'avoir egi que pour elle-même, et lui avoir pu en voulant nous pour nous-mêmes par des ouvertures de négociations pleines de mauvaise foi et de réticence. C'est un malheur, sans doute, de n'avoir pas Mantoue; mais si nous concluons l'armistice, ne sera-ce pas comme si nous avions conclu la paix, puisque le gouvernement n'aime qu'à se résoudre à ne passer temps en armistice pour tourner contre l'empereur le sé de toute l'Europe, s'il reconnaît les hostilités? Par cet armistice, nous restons possesseurs de l'Italie, ou moins jusqu'à la paix, ou nous ne garderons qu'avec l'assentiment de tous les peuples. Dejà l'obscuration de l'empereur fait pressentir la formation d'une neutralité armée en Allemagne, qu'il est de son intérêt de prévenir.

Pourrait-il s'agir à nous faire reprendre les armes comme il l'a fait au commencement de cette campagne, sans s'exposer aux plus grands dangers? Notre situation militaire en Allemagne nous donne des moyens certains d'offensive pour la prochaine, lorsque nous serons un peu renforcés; et ne serons-nous pas menacés pour l'Autriche quand l'armée d'Italie aura reçu les renforts qu'elle attend, et ceux que le directoire entretif peut encore lui envoyer? Maintenant, il est vrai, ne sera pas encore pris, mais, quelques abus que l'on puisse rapporter dans la surveillance qu'il faudra établir pour n'y pas laisser entrer de vivres, il ne pourra être tel que cette place puisse obtenir des approvisionnements pour deux mois, au-delà de ce qu'elle aura au commencement de la conclusion de la suspension d'armes. Il faut, dit-on, s'attendre à voir 20,000 hommes entrer dans les hôpitaux; mais ces 20,000 hommes, on les aura acquis en partie par la guérison de nos malades pendant l'armistice, et de plus la garnison de Mantoue, obligée d'abandonner cette place pendant ce temps, sera certainement, au moment du blocus, des malades dans une proportion double des nôtres. La bravoure de l'armée d'Italie et les talens des généraux qui la commandent, sont encore des garans de nos succès pendant la campagne prochaine, et si la neutralité armée de l'Allemagne nous plaçait pendant ce temps en défensive sur le Rhin, il est facile de sentir combien la cession de tous nos moyens à l'armée d'Italie, sagement administrée, lui donnerait de chances de victoire et d'entraîner une offensive brillante. On peut toutefois, sans exagérer son

courage, songer que, si l'armistice n'est pas bientôt conclu, Mantoue peut être débloquée : car les calculs militaires les mieux établis sont souvent renversés par les causes les plus légères. La perte d'une partie de l'Italie et celle des amis que nous y avons, seraient la suite de ce succès de nos ennemis.

On parait croire que, dans quinze jours, nous pourrions être attaqués. Si les Autrichiens étaient heurtés, leur marche serait soudainement arrêtée par l'effet de l'armistice, dans le cas où la cour de Vienne aurait eu devoir le consentir ; et alors cet armistice deviendrait précieux pour nous. À mon avis, dans le mouvement actuel, les chances semblent être incertaines, et il est impossible de déterminer de quel côté penchera la balance. La cour de Vienne pourra peut-être que, avant de débloquer Mantoue, elle court le risque de perdre une nouvelle armée, dont les défaits seraient vivement poursuivis, et, eût-elle l'espoir d'attaquer au moment où il sera question d'armistice, ce danger peut la retenuir et lui en faire signer les conditions, quelque grandes que soient les espérances sur lesquelles les événements lui ont appris à ne pas trop compter. Au surplus, l'Allemagne, fatiguée, veut la paix comme nous. Nos premières ressources sont dans notre courage, et, je n'hésite pas à le dire, dans nos talens ; les siennes résident en partie dans la régularité de ses administrations et dans l'emploi utile qu'elle fait de ses finances. Il faut même fin à une lettre si longue. Nous sommes voleurs, les conditions de la paix ne peuvent qu'être horribles pour nous. Les événements peuvent changer cette heu-

meuse situation. Chargé de parler de paix, je n'oublierai jamais ce qu'exigeait la dignité nationale et la raison.

Serions-nous arriérés par l'exercice de conquérir Rome? Quelque glorieux que soit cet avantage, j'en dirai qu'il ne serait que momentané. Nous avons manqué notre révolution de religion. On est redevenu catholique romain en France, et nous en sommes peut-être au point d'avoir besoin du pape lui-même pour faire reculer chez nous la révolution par les prêtres, et par conséquent par les évêques qu'ils sont parvenus à gouverner de nouveau.

Si on eût pu réduire le pape il y a trois ans, c'eût été régénérer l'Europe : le transformer au moment actuel, n'est-ce pas s'exposer à s'opposer à jamais de notre gouvernement une foule de Français soumis au pape et qu'il peut se rallier? Je crois fermement qu'il n'y a d'intérêt de presque tous les États de rendre sa puissance, encore tolérable, absolument nulle; mais les préjugés des rois et des peuples combattent cet intérêt. Il faut trente ans de Massé de la presse en Italie et en France pour renverser ce monstre et abattre la puissance spirituelle de l'évêque de Rome. L'Espagne, Naples, la Sardaigne et toute l'Italie se résoudraient à nos vœux, devenus irréconciliables, et ne nous pardonneraient jamais d'avoir détruit une puissance qui les subjuguait et qui les gêne, mais que l'autorité du temps et celle de la dévotion, enseignée par principe, leur font respecter et chérir.

Manquerait-il à la gloire de Bonaparte de conquérir Rome? Non sans doute, puisque cette conquête s'est faite et a été consolidée le jour où l'armistice, qui nous

au livrait les chefs-d'œuvre, les richesses, et qui en déparait les peuples de Bologne, de Ferrare, etc., a été signé. Faire évaluer les conditions de cet armistice et le compendre dans l'armistice général, devient nécessaire, et c'est l'attention du directeur général : ce qui répond à tout.

Je prie le général Bonaparte de vouloir bien me remettre quelques notes sur le meilleur arrangement à faire pour Mantoue, et sur les limites à tracer pour les armées françaises et autrichiennes du côté du Frioul et du Tyrol, ainsi que pour celles que nous devrons respecter du côté du pape.

Il m'obligera d'y joindre la copie signée de lui, de l'ordre du pape, qui concerne Ancône. CLARET.

Note remise au général Clarke par le général Bonaparte.

Après y avoir songé long-temps, je ne vois pas de condition raisonnable que l'on puisse établir pour le statu quo de Mantoue.

Il y a trois choses :

- 1°. Les fourrages pour la cavalerie ;
- 2°. Les vivres pour le garnison et les habitans ;
- 3°. Les remèdes pour les malades.

Quelque chose que l'on fasse et que l'on établisse, nous serons nous échapper Mantoue, si l'on conclut l'armistice avant la prise de cette place, et sans cette place nous n'obtiendrons pas de paix raisonnable.

Je le répète, l'armistice, soit qu'on le conclue

comme les préliminaires de la paix, soit comme devant nous servir pour les préparatifs de la campagne prochaine, sera utile et conforme aux intérêts de la république lorsque nous aurons Mantoue; je crois qu'il n'y a qu'un moyen de retarder la paix de l'Europe; c'est de conclure une armistice sans avoir Mantoue, c'est un sûr-moyen de faire une nouvelle campagne pour le succès de laquelle on aura rendu nuls tous les succès obtenus dans celle-ci. Que l'on n'oublie pas qu'une démarche prématurée en ce genre peut tout perdre!

Les limites que l'on devrait désigner sont:

Les troupes impériales ne pourraient pas passer la Brenta;

Les troupes françaises, l'Adige.

De côté du nord, les troupes impériales ne pourront passer Alla, Mori, Torbole, Thion jusqu'à Ladrona, sans pouvoir de ce côté entrer dans les états vénitiens;

Les troupes françaises, la Chiavre, Rivoli, Tost, Sala, Bercole, Bergame.

Le reste de l'Italie, soit qu'il ait appartenu à l'empereur, soit au duc de Modène ou à l'archiduchesse de Milan, demeurerait *in statu quo*.

Bologne, Ferrare, Ancône *in statu quo*, conformément à l'exécution de l'armistice avec le pape; mais comme l'exécution doit être exécutée en hiver et en brumaire, et que cette époque est passée, on pourra lui accorder un mois, au plus, à compter du jour où on signera le traité.

BOLENAIRE.

LIVRE SIXIÈME.

Depuis la bataille de Rivoli jusqu'après les préliminaires de Leoben.

*Des quartier-général à Vienne, le 1^{er} décembre au 2
(15 janvier 1797).*

À la Directoire exécutif.

Vous trouverez ci-joint, citoyens directeurs, des lettres interceptées, qui sont extrêmement intéressantes, en ce que vous y verrez l'opiniâtreté mauvaise foi de la cour de Rome, et le refus que paraît faire le cabinet de Vienne d'accepter l'alliance de Rome; ce qui ne peut provenir que du désir qu'il peut avoir de ne pas mettre d'entraves à la paix générale.

J'ai fait imprimer ces lettres dans les gazettes de Bologne et de Milan, afin de convaincre toute l'Italie de l'imbécillité redoublée de ces vieux cardinaux.

Je fais demain passer le Pô, près de Ferrare, à 5,000 bœufs, qui marcheront droit sur Rome.

On entend beaucoup de bruit dans Mantoue, ce qui fait penser que les assésés, conformément aux instructions de l'empereur, brisent les affûts et les trains d'artillerie; cela n'est qu'une conjecture : mais ce qui

n'en est pas sûr, c'est qu'ils ont depuis long-temps à la demi-ration de pain, à la viande du cheval, sans viande de vif.

Nous sommes aujourd'hui en mouvement pour occuper Vienne et Padoue, où nous avons de meilleurs caissons. Si les renforts que vous m'annoncez de l'armée du Rhin arrivent, nous ne tarderons pas à avoir ici de grands événements ; mais j'ai vu un état que l'on m'a envoyé, où l'on calcule les demi-brigades à 2,400 hommes. Je tiens pour impossible que les demi-brigades, après une campagne comme l'a faite l'armée du Rhin, puissent être de ce nombre. Je crois que c'est beaucoup que de les évaluer à 2,000 ; il y en aura encore tant qui s'échapperont en route !

Le neuvième régiment de dragons n'a ici qu'un escadron, ainsi que le cinquantième de cavalerie et le dix-huitième de dragons ; je vous prie de vouloir bien ordonner que ces régiments soient en entier réunis à l'armée d'Italie, sans quoi vous perdrez de très-bons corps ; ce sera d'ailleurs un bon renfort de cavalerie que vous nous donniez, spécialement dans votre armée que les hommes qui composent ces régiments doivent rejoindre leurs corps à Milan, soit à pied, soit à cheval. Le dépôt du premier régiment de cavalerie est à Lille, je vous prie d'ordonner qu'il se mette en marche pour le rendre à Milan.

Nous avons besoin ici d'un renfort de cavalerie. Le quinzième régiment de chasseurs ne suffit pas. On dit qu'on vous envoie des hommes de ce genre de cavalerie, mais je l'estime et m'en sers beaucoup, je désire-

mais que vous puissiez m'en envoyer un millier d'hommes, ce qui, joint à un autre régiment de dragons, ferait à peu près deux à trois mille hommes de cavalerie de renfort, qui nous suffiraient.

Nous n'avons que deux bataillons de pionniers répartis à rien, je vous prie de nous en envoyer deux autres.

Je vous prie surtout d'ordonner que tous les régimens de cavalerie que l'on m'enverra aient leurs armes, sabres et mousquetons, et les dragons leur fusil.

Il nous faudrait encore trois ou quatre compagnies d'artillerie légère, et cinq à six cents hommes d'artillerie à pied, et quelques bons officiers de cette arme; car, excepté les citoyens Chanceloup et Sartan, les autres ne sont pas en état de tracer une bêche, et de faire que des blâmes. Tous ceux que vous enverrez ne viendront pas : il ne manque cependant pas d'officiers de génie et d'artillerie; mais ce sont des officiers de paix et de l'artan, qui ne voient jamais le feu, de sorte qu'excepté les deux que je vous ai nommés, le reste est sans expérience : aussi se plaint-on généralement dans l'armée des ouvrages que fait le génie.

L'artillerie est en état de servir à peu de chose; Villars ne vient pas, ni Naudin, ni Epautier : tous ces messieurs font ce qui leur convient, cependant, il en va de plus en plus argent que la partie administrative s'empare.

Vous trouverez ci joint la liste des officiers-général qui, par leur peu de talent, sont incapables de commander, et que je vous prie de retirer de l'armée.

Si vous m'envoyez des généraux, ou des adjoints-

général, je vous prie de ne pas m'envoyer de ceux qui ont servi dans la Vendée, parce qu'ils n'entendent rien à la guerre. Si Charette n'était plus utile à Paris, ainsi que les adjutans-généraux Stiehlé, Doulon et Beauvais, je vous prie de me les envoyer. Je désirerais aussi avoir l'adjutant-général Espagne et Camin : je crois que ce dernier n'est plus employé; mais c'est un officier de la plus grande distinction.

Quant à des généraux de division, à moins que ce ne soient des officiers distingués, je vous prie de ne m'en pas envoyer; car notre manière de faire la guerre ici est si différente des autres, que je ne puis pas employer une division sans avoir éprouvé, par deux ou trois affaires, le général qui doit la commander.

Je vous prie d'envoyer ici l'adjutant-général Saint-Martin, le chef de brigade d'artillerie Gaudin, actuellement directeur du parc de l'armée des Alpes, le chef de bataillon d'artillerie Allia, le chef de bataillon du génie Laroché. Il est très-essentiel pour l'armée et pour la république de s'occuper ici des jeunes gens qui apprendront à faire la guerre de mouvement et de manœuvres; c'est celle qui nous a fait obtenir de grands succès dans cette armée.

BONAPARTE.

Au quartier-général à Yverdon, le 9 pluviôse an 5
(28 janvier 1797).

Au Directoire exécutif.

La division du général Augereau s'est rendue à Padoue, de là elle a passé à Brenta, et s'est rendue à

Citadella, où elle a rencontré l'ennemi, qui a fait à son approche.

Le général Masséna s'est rendu à Vienne, de là à Buzano, et a poursuivi l'ennemi, qui s'est retiré au-delà de la Piave et dans les gorges de la Brenta. Il a envoyé le brave général Meunier à sa poursuite, celui-ci l'a atteint à Carpenedolo, et lui a fait huit cents prisonniers après un combat assez vil. Les grenadiers de la vingt-cinquième demi-brigade ont passé le pont de la Brenta à la baïonnette, et ont fait une boucherie horrible de ce qui s'est opposé à leur passage.

La division du général Soult est en marche pour suivre l'ennemi dans les gorges du Tyrol, que la mauvaise saison rend difficiles; il a rencontré hier à Arco l'arrière-garde de l'ennemi, et lui a fait trois cents prisonniers après un léger combat.

La division Rey a accompagné les prisonniers. Rien de nouveau au blocus de Mantoue.

J'ai écrit au citoyen Castelli de partir de Rome trois heures après la réception du courrier que je lui ai expédié à cet effet.

Le temps est horrible, il pleut à verse depuis quarante-huit heures.

Je donne ordre au citoyen Lereux de prendre les fonctions d'ordonnateur en chef; j'engage le citoyen Decodé à rester à l'armée comme ordonnateur de division, après d'en avoir pris trop. Le commissaire Nauillon est parti.

Si le citoyen Villenavey doit venir en Italie, qu'il se

dépêche, parce qu'une fois la campagne terminée, il ne pourra plus reprendre le fil de nos opérations.

Il n'est encore arrivé aucun des troupes des rayons loyales de l'Odou, que les 1,500 hommes de la sixième et quatrième demi-brigade. BONAPARTE.

*Antiquaire général à Bologne, le 13 pluviôse an 8
(1^{re} feuille 1799).*

À la Direction civique.

Vous trouverez ci-joint, citoyen directeur, la lettre que m'a écrite M. le maréchal Wurmser ; je lui ai répondu que je ne pouvais accorder la capitulation qu'il me demandait, et que, par égard pour lui, je lui permettais de sortir avec ses hommes à son choix, à condition qu'ils ne serviraient pas pendant trois mois contre la république, mais que tout le reste devait être prisonnier. J'ai laissé mes instructions au général Serurier, et je suis parti pour Bologne.

Le général Serurier vient de m'instruire qu'il vient de recevoir un nouveau parlementaire, par lequel il lui offre la place, à condition qu'il sortira avec sa garnison, et qu'il s'engage à ne pas servir pendant un an contre la république française. Je vais répondre au général Serurier que je m'en tiens à ma première proposition ; et que si le général Wurmser n'y a pas consenti avant le 15, je m'en tiens à ce que j'ai écrit par dernière capitulation que d'être prisonnier de guerre avec sa garnison.

J'ai fait partir ce matin la division du général Victor, qui s'est portée à Imola, première ville des états du pape. Vous recevrez de-jà une proclamation et d'autres pièces imprimées à cette occasion.

Ne pourrions-nous pas, si nous allions jusqu'à Rome, réunir le Modénois, le Ferrarois et le Romagnol, et en faire une république, qui servir nous puissamment? Ne pourrions-nous pas donner Rome à l'Espagne, à condition qu'elle garantirait l'indépendance de la nouvelle république? Alors nous pourrions renvoyer à l'empereur le Milanais, le Mantouan, et lui donner le duché de Parme, au cas que nous fussions obligés de payer par là, des facilités le puis dont nous avons besoin. L'empereur n'y perdrait rien, l'Espagne y gagnerait beaucoup, et nous y gagnerions plus encore; nous aurions un allié naturel en Italie, qui deviendrait puissant, et avec lequel nous correspondrions par Milan, Gênes et l'Adriatique.

Bernabey.

*Le général général à Paris, le 12 janvier au 5.
(1799)*

Au Directoire exécutif.

Le général Bernabey m'écrit de Milan pour annoncer que les six demi-brigades venant de l'armée du Sarre-et-Meuse, qui, au camp du général Moreau, devaient être de 24,000 hommes chargés, et qui devaient être 24,000 hommes, ne font que 22,000. En supposant que les six demi-brigades envoyées par le général Moreau soient d'égale force, cela ferait 25,000 hommes.

pour avoir 30,000 hommes, il faudrait donc encore augmenter le départ de deux demi-brigades; vous pourriez nous en envoyer deux de l'armée de l'Océan.

Ces corps perdent nécessairement en route du monde; le moins qu'ils puissent perdre, c'est 500 hommes chaque, ce qui réduirait le secours de 30,000 hommes annoncés pour l'armée à 19,000 hommes; je crois donc qu'il serait nécessaire que vous nous envoyassiez encore trois demi-brigades, en les tirant, soit de l'armée des départemens de l'intérieur, soit des deux armées du Rhin. Avec ces cinq demi-brigades de renfort, le secours extraordinaire envoyé serait de dix-sept demi-brigades; c'est beaucoup les calculer, si on les porte, arrivés à Milan, à 15,500 hommes, surtout les demi-brigades d'infanterie légère, qui ne sont guère dans toutes les armées que la moitié des autres: ces demi-brigades seraient donc 15,500 hommes. Le secours serait donc encore inférieur de 5,000 hommes aux 30,000 hommes que votre intention est d'envoyer à l'armée d'Italie.

Le général Kellermann vous fait un double emploi, quand il compte la quarantième, qui nous a été envoyée il y a deux mois, et qui a été portée sur un autre envoi. Nous n'avons donc véritablement reçu, des 10,000 hommes annoncés, que la soixante-quatrième et la précieuse, formant en tout moins de 4,000 hommes.

Il n'est annoncé quatre régimens de mousquetaires à cheval des deux armées, le quatorzième de chasseurs venant de Bourges. Je vous ai demandé deux escadrons, tirés à Bordeaux et à Marseille, du dix-huitième de dragons,

deux escadrons du cinquantième de cavalerie et de neuvième de dragons restés à Lyon, et les différents petits détachemens de la cavalerie de l'armée qui sont restés dans la huitième division, et qu'il est instant de rallier à leurs corps. Si vous pouvez m'envoyer 600 hommes de grosse cavalerie, 600 dragons et 7 à 800 hommes des différents armes de la cavalerie, à pied et armés, et que nous chercherons à monter avec les chevaux que nous pourrions trouver, je me trouverai suffisamment fort en cavalerie.

De l'annoncer faite au commencement de la campagne par le ministre, de l'artillerie légère, il nous manque quatre compagnies qui ne sont jamais venues; nous en avons le plus grand besoin.

Je compte mettre en ligne contre les Allemands la légion lombarde qui se bat avec brio, mais elle n'est pas à 1,500 hommes. La légion polonoise qu'on lève fournit à peu près 1,500 hommes, qui, avec la légion cispadane, serviraient à garder l'Italie intérieure.

Je vous prie d'envoyer à l'armée le citoyen Champoux, ci-devant chef de brigade du district de chasseurs, et que j'ai nommé chef de brigade de vétérans de hussards, qui est très-pillard, mais que Champoux remettra à l'ordre.

Je vous recommande de nous envoyer deux mille chartrains pour l'artillerie.

BONAPARTE.

*Au quartier-général à Annon, le 25 pluviôse an 5
(16 février 1797).*

Alu Directoire exécutif.

Nous avons beaucoup à nous plaindre, citoyens directeurs, de la conduite des baillis suisses. Je n'ai fait mettre les barques canonniers sur le lac de Lugano que pour empêcher la contrebande qui se faisoit, et arrêter la désertion des prisonniers autrichiens, protégés par les Suisses. Nous avons droit de mettre ces barques sur le lac, puisqu'une bonne partie du rivage nous appartient; d'ailleurs, si les baillis suisses continuent à se mal conduire, je ne leur accorderai plus de blé, et s'ils se permettent des vols de foin, je ferai brûler les villages qui se seront mal comportés. Les Suisses d'aujourd'hui ne sont plus les hommes de quarante ans illec; ils ne sont bons que lorsqu'on les cajole trop, ils sont humbles et bons lorsqu'on leur fait sentir qu'on n'a pas besoin d'eux; si nous ne les accablons pas du côté de Milan, ils retourneront de foin; nous avons donc le droit d'exiger qu'ils se conduisent avec égard.

BONAPARTE.

Vénissot, le 25 pluviôse an 5 (16 février 1797).

Alu citoyen Carnot, membre du Directoire exécutif.

J'ai reçu votre lettre, mon cher directeur, sur le champ de bataille du Rivoli. J'ai vu dans le temps avec

plais tout ce que l'on délire sur mon compte. L'on me fait parler chacun suivant sa passion. Je crois que vous me connaissez trop pour imaginer que je puisse être influencé par qui que ce soit. J'ai toujours eu à moi toute des marques d'amitié que vous m'avez données à moi et aux miens, et je vous en accuserais toujours une vraie reconnaissance ; il est des hommes pour qui la haine est un besoin, et qui, ne pouvant pas brouiller la république, s'en consolent en venant la disséminer et la dissocier partout où ils peuvent arriver. Quant à moi, quelque chose qu'ils disent, ils ne m'influencent plus : l'amour d'un petit nombre de personnes comme vous, celle de mes camarades et de celles, quelquefois aussi l'opinion de la postérité, et parfois tout le continent de ma conscience et la prospérité de ma patrie, m'ont résisté nécessairement.

Deux divisions de l'armée sont aujourd'hui à Bussaco ; l'une est, à ce qu'on m'écrit, à travers Trieste ; Mantoue est toujours strictement bloquée. Le baron de Saint-Vincent est parti le 4 de Trieste pour Vienne. Le 15, pour bombarder Mantoue-Collé, quelques canonniers l'armée autrichienne au Piémont, en défilant à Ancone avec quelques officiers et sous-officiers autrichiens ; ils ne peussent en servir l'armée papale. Quand vous aurez reçu cette lettre, vous de vos divisions vous devez attaquer cette armée. J'ai écrit au citoyen Cavalet pour qu'il eût sur-le-champ à éveiller Bonaparte ou n'y pas d'être des empereurs traitement que cette prétendue lui a fait essayer.

J'attends toujours avec impatience Villenave, Dupleix ne va plus, Lacaze va essayer ses leçons en attendant.

Tous les officiers autrichiens, généraux et autres, auxquels j'ai fait part de la bêtise de la cour de Vienne, qui, dans les entrevues avec le général Clarke, a paru ne pas reconnaître la république, ont beaucoup crié. L'opinion publique, à Vienne, est très-contrainte à Thugot. J'ai dit à Manfredini, la dernière fois que je l'ai vu, que si l'empereur voulait avoir la pensée que Thugot s'était rendu à la France dans le temps de son ambassade à Constantinople, il serait facile de la lui prouver. Je vous prie de presser Thugot pour l'envoi de quelques frégates dans l'Adriatique.

La tête des troupes que vous annoncez venant du Rhin n'est pas encore arrivée à Lyon; de Lyon à Venise il y a vingt-huit jours de marche. Nous sommes aujourd'hui au 9 pluviose : ainsi il n'y a pas d'espérer qu'avant le 9 ventose nous puissions avoir ici un seul bataillon des coléens venant du Rhin. Des 10,000 hommes de l'Océan arrivés depuis tant de temps, il n'y a encore que 1,800 hommes, formant la soixante-quatrième demi-brigade, qui soient arrivés. De Vienne à Trente il n'y a que trente jours de marche; de Vienne à la Piave, c'est-à-dire, près de Bassano, il y a encore moins. J'ai écrit à la trésorerie relativement à son indigne conduite avec la compagnie Flachat. Ces gens-là nous ont tellement mal en rapportant cinq millions, et par là nous ont mis dans la situation la plus critique. Quant à moi, s'ils viennent dans l'après-dînée de l'après-midi, je les ferai mettre en prison, jusqu'à ce qu'ils aient rendu à l'armée les cinq millions qu'ils lui ont volés. Seulement la trésorerie ne peut pas à faire payer le prêt.

à l'armée et à lui fournir ce dont elle a besoin, mais encore elle protège les fripons qui viennent à l'armée pour s'enrichir. Je crains bien que ces gens-là ne soient plus assés de la république que les cours de Vienne et de Londres.

Vous verrez, par la lettre que j'écris au ducotale, que nous venons encore de faire 1,000 prisonniers aux deux combats de Carpedônia et d'Avio. Nous serons sous peu à Trieste; je compte garder cette partie du Tyrol et la Fria jusqu'à l'arrivée des forces que vous m'annoncerez. Dès l'instant qu'elles seront arrivées, je serai bientôt à Trieste, à Clagenfurt et à Brinn; mais il faut pour ces opérations que les 30,000 hommes que vous m'annoncerez arrivent.

Je vous serai obligé, par le premier courrier, de me donner des nouvelles de l'expédition d'Irlande, surtout s'il y en a de mauvaises; car, pour peu que nous ayons quelque désavantage, on ne manquera pas d'imaginer au contraire.

BONAPARTE.

Paris, le 25 janvier 1805 (4 février 1793).

Au ministre de la guerre.

Je réponds, citoyen ministre, à votre lettre relative à la demande que vous me faites sur la situation militaire actuelle de l'île de Corse.

Le général de brigade Canclès, que j'envoyai en Corse, débarqua à la tête de la gendarmerie de ce département et de plusieurs autres réfugiés, et eut le bonheur de chasser les Anglais de cette île.

Le général Gentili ne tarda pas à y planter forte dans les villages corse qui se trouvaient à l'armée d'Italie, et qui, par leurs liaisons dans le pays, achèveront de consolider notre établissement. Je fis passer également 100 caquiers avec plusieurs officiers d'artillerie et de génie, pour armer les différents forts. Le général Gentili a, par son ordre, créé, dans les départements du Golo et du Liamone, un bon corps de gendarmerie, et cinq colonnes mobiles composées de 300 hommes, tant pour veiller à la défense de la côte que pour comprimer ses ennemis intérieurs.

La garde des forts d'Apricio, Bonifacio et Bastia, est confiée à des corps de gardes nationales d'une fidélité et d'un patriotisme reconnus.

Le commissaire ordonnateur de l'armée a passé des marchés et fait approvisionner les différentes places de l'île de tout ce qui leur était nécessaire, en même temps qu'il a pourvu à la solde de tous ces différents corps.

Depuis que les deux départements qui composent l'île de Corse sont unaris sous la domination de la république, il n'y a eu aucun soulèvement ni attentat aux propriétés; jamais pays n'a été plus tranquille, et jamais révolution ne s'est faite avec aussi peu de commotion.

Je n'ai pas fait passer de troupes en Corse : nous avons l'habileté d'y tenir 5,000 hommes de garnison, et nos troupes méritent trop réputation en Italie pour pouvoir en distraire la moindre partie pour la Corse, dont la tranquillité d'ailleurs a été si bien assurée par les mesures de police militaires que j'ai prises, et par l'argent que j'y ai fait passer, que par un corps de 4,000

hommes. Cependant, lorsque les officiers de Rome seraient informés, et que les Anglais auroient évacué Porto-Ferrajo, je ferois passer ses hommes dans le fort de Bastia, et ses dans celui d'Ajaccio.

Vous pouvez être, citoyen ministre, sans aucune inquiétude sur la tranquillité intérieure et extérieure de l'île de Corse. Il n'y a, je crois, qu'un ennemi de la patrie qui puisse exiger que l'on ait affaibli les corps de l'armée d'Italie pour envoyer en Corse des troupes à peu près inutiles. Si le directeur sassone à me laisse le maître de faire ce qu'il croira mieux, j'enverrai des troupes en Corse dès que la situation de l'armée me le permettra ou que les circonstances l'exigent.

BONAPARTE.

Toulon, le 25 pluviôse an 5 (17 Brum. 1797).

Au général Loubert.

Vous avez dû recevoir, citoyen général, la centième demi-brigade et la cinquante : la vingt-cinquième d'infanterie légère doit être, à l'heure qu'il est, à Varone; elle a ordre de suivre la cinquante, devant être de la même division avec ces dernières brigades. J'avois pensé que le quartier-général de cette division devait être à Borgo de Val Sugana; cependant, si vous croyez qu'il seroit mieux placé à Lavis ou à Pergine, je vous autorise à donner des ordres en conséquence.

J'ai reçu votre lettre du 21 pluviôse, je vous engage à réfléchir et à observer de pres les hostilités; car ja

ne comprenais pas que, votre ligne de Larvis fléchit, et votre mouvement de retraite exécuté pendant la nuit, vous n'ayez pas une position intermédiaire la plus rapprochée possible de cette première, où vous puissiez vous tenir toute la journée, remettre ensemble vos troupes, et recevoir les hommes éparsillis ou les corps qui n'auraient pas pu rejoindre dans la nuit; la nuit suivante, vous remettre en marche, s'il le faut, et reprendre la ligne de Mori et de Turbale, et la tenir en échec l'ennemi plusieurs jours; enfin, arriver à la Corona, au camp retranché de Castel-Navo, et enfin sous les murs de Mantoue ou de Verone : agir autrement, ce ne serait pas faire la guerre, dont l'art ne consiste qu'à gagner du temps lorsqu'on a des forces inférieures. Pour empêcher l'ennemi d'attaquer d'abord Turbale et Mori, le moyen qui m'a paru le plus clair était de faire construire un pont sur l'Adige et d'en retrancher la tête : ce pont devait être situé entre Roveredo et Trento. Par ce moyen, l'ennemi ne peut rien tenter sur Mori et Turbale, même après avoir forcé le général Rey, qui doit toujours endurer sa retraite sur Turbale.

Je vous prie de me répondre positivement à cette question : Y a-t-il, de Turbale à Mori, une bonne ligne? Elle servirait par le lac et par l'Adige, et j'avais ordonné 1°. que l'on fût à cette ligne tous les travaux nécessaires; 2°. qu'on y construisait dans l'endroit le plus favorable une redoute avec des coupures de chemins, de manière que cela fût la même position que la Chiesa et Rivoli, à l'exception que l'ennemi n'étant pas sur la rive du côté de Mori, on n'a pas besoin d'autant

de forces pour défendre ce point, que pour le plateau de Rivoli.

Je vous prie de relire l'instruction que je vous ai fait passer au moment de votre entrée à Trente, et d'en faire strictement les préparatifs, cela venant à un système général de guerre pour la campagne dans laquelle nous allons entrer, me reposant entièrement sur vous et sur le commandant du génie, auquel j'ai donné ordre de se rendre à Trente, sur les positions à tenir et sur l'application des idées générales contenues dans mon instruction.

Mon principe pour la défense du Tyrol est, dès l'instant que vous êtes obligé d'évacuer Trente, de vous rallier au avant de Roncetto, ou avant, avec toute la division Ray, les hauteurs de Mori : c'est-à-dire la pendant toute une journée, passer l'Adige et placer les trois divisions entre l'Adige, Mori et Torbole, plaçant seulement quelques pièces de canon et quelques détachemens dans les endroits les plus étroits entre Mori et Rivoli, pour empêcher l'ennemi de pouvoir se porter sur Ala, et même y construire, dans l'endroit le plus favorable, une bonne redoute, ayant soin de pratiquer des coupures de tous les côtés, et vis-à-vis de laquelle on doit avoir un pont avec une tête très-bien retranchée. Qui est maître d'une rive de l'Adige et a un pont, est maître des deux rives. Lorsqu'on aura l'occupation de la ligne de Torbole et Mori, par suite des évènements qui peuvent arriver aux autres divisions de l'armée, devenant inutile, alors Mantoue, Peschiera, ou une place quelconque, offrent une protection à la division.

La ligne de Riboli ne peut donc plus me servir de rien, à moins que ce ne soit comme ligne de passage pour gagner quelques jours de temps : cette ligne est trop éloignée des gorges de la Brenta, pour que le corps d'armée puisse jamais être secouru par un mouvement de flanc sur Trente, au lieu que celle de Mori, avec un pont qui permet de passer de l'autre côté, aide aux divisions, qui, par un mouvement rétrograde, caleront les gorges de la Brenta, pour se porter sur les flancs de l'ennemi à Trente. En voilà assez, je crois, pour vous faire sentir l'importance de la position de Mori; il faut que l'art y secoure la nature. S'il arrivait une circonstance où vous pussiez être forcé dans la ligne de Tobole, plus tôt que dix jours après l'avoir été au Lewis, la campagne serait manquée.

Soon peu de jours, je serai de retour à l'armée, où je sens que ma présence devient nécessaire. L'armée est à trois jours de Rome; je suis en traité avec cette prétaille, et, pour cette fois-ci, le Saint-Père sauvera encore sa capitale, en nous cédant ses plus beaux états et de l'argent, et, par ce moyen, nous sommes en mesure pour exécuter la grande tâche de la campagne prochaine.

ROMA, 1818.

Pala, le 19 d'oct. an 5 (18 octobre 1797).

Ala général Bonaparte.

La perte du fort de Kell, qui vient de se rendre après une longue et belle défense, nous attache davantage,

clapen général, au plus que nous avons adopté de pousser avec une nouvelle rigueur la guerre d'Italie. Une diversion puissante de ce côté en faveur des opérations ultérieures de l'Elbe devient même indispensable. Nous accélérerons autant qu'il est en nous la marche des troupes qui vous sont destinées, pour vous mettre en état de remplir nos constantes espérances, et nous vous fiers de croire, ainsi que nous vous l'avons déjà mandé, que, avant la fin du mois prochain, vous aurez reçu les secours nécessaires pour entamer la campagne d'une manière imposante, quel que soit à cette époque le sort de Mantoue, que nous péchions néanmoins devoir être en notre pouvoir.

Le général Kellermann nous rend compte que les troupes n'éprouvent point de retard pour le passage des Alpes, d'après les provisions qu'il a prises, il nous annonce en même temps que l'état des magasins de l'armée des Alpes ne lui permettra pas de faire délivrer à ces troupes les objets d'habillement et d'équipement qui seront susceptibles d'être remplacés. Le ministre de la guerre a reçu les invitations les plus pressantes d'y pourvoir; mais le défaut de moyens ralentira peut-être l'exécution de ses ordres, et il serait bien important que vous fassiez passer au général Kellermann quelques fonds à prendre sur ceux de l'armée d'Italie, pour y suppléer efficacement. On ne peut se dissimuler que le retard de la solde, ou la privation des objets d'entretien, feront valoir en deçà des Alpes des dissentiments nombreux; et ce désordre est très-catal à prévenir.

Nous désirons vivement que les nouvelles instruc-

tiens que nous adressons au général Clarke, obtiennent des résultats favorables à la paix; elles feroient du moins le cœur de Vienne à se pencher et à nous dévouer ses intentions les plus sages. L'activité des négociations ne doit pas, au reste, affaiblir le nerf de nos opérations militaires, ni nous empêcher de les entamer lorsque le moment favorable sera arrivé; elle ne doit pas surtout refroidir l'enthousiasme de gloire et de républicanisme qui a présidé aux victoires de l'armée d'Italie.

Nous vous invitons à nous rendre compte des mesures que vous aurez prises relativement à la Corse, et de votre opinion sur la possibilité d'en tirer des hommes pour recruter les corps de l'armée.

P. BARRAS, président.

P. S. Le général Clarke est chargé de se concerter avec vous pour toutes ses opérations diplomatiques, afin qu'il ne règne aucune contradiction entre elles et vos mesures militaires.

Paris, le 8 pluviôse an 5 (27 janvier 1795).

Au général Bonaparte.

Les vœux dont vous nous rendez compte, citoyen général, dans votre lettre du 28 dernier, jetent sur l'armée d'Italie un nouvel éelat qui doit frapper l'Europe d'étonnement, et qui ne peut appartenir qu'à l'enthousiasme républicain. La nature des circonstances où la France se trouve appelée se gardévivement, qui pût rendre plus huppée aux yeux des gouvernements étran-

gers la considération de sa puissance, et qui pût en même temps rallier tous les esprits au vœu d'une paix honorable, et assurer la marche du régime constitutionnel. Le résultat des opérations qui viennent d'avoir lieu a rempli cet objet important; la résistance de Mantoue, qui, en se prolongeant, donnait lieu à quelques inquiétudes, nous est devenue favorable par les revers de l'ennemi, dont elle a été l'occasion, et il est maintenant hors de doute que cette place, n'ayant pu être ravitaillée, cessera incessamment ses portes. Une plus longue obstination de la part de Wurmser doit le priver d'une capitulation honorable. Vous trouverez dans une autre dépêche l'état nominal des forces qui se rendent des bords du Rhin sous vos ordres. Quant à la colonne partie des côtes de l'Océan, le général Kellermann nous rend compte, par une lettre dont l'extrait est ci-joint, qu'elle a passé les Alpes forte de 9,150 hommes; ainsi nous avons lieu d'espérer que nos ordres à cet égard ont activement obtenu une entière exécution.

La supériorité dont vous jouissez dans votre position militaire, et les avantages de la saison, vous offrent des chances favorables relativement aux opérations projetées sur Rome; mais nous vous laissons toujours décider du moment où elles doivent être entreprises, soit que vous pensiez devoir attendre la chute de Mantoue et l'arrivée des renforts, soit que la destruction de l'armée d'Alvinzi vous mette en état de devancer cette époque. Nous vous recommandons toutefois de considérer que, malgré la faiblesse du pape, cette entreprise exige des moyens

de force responsables, afin d'en retirer tout le fruit qu'elle présente, et de ne pas compromettre la sûreté du corps d'armée qui y sera employé.

Les indemnités que nous avons à retirer de l'état de l'église auvernat, pour un temps considérable, le service administratif; mais nous avons encore des ressources couvertes dans l'état de Venise. L'exemple des ennemis, la partialité que les Vénitiens ont montrée pour eux, et les griefs que nous avons contre cette puissance nous dispensent de ménager son territoire. Les républiques qu'il aura à souffrir devront néanmoins être équivalentes.

L'ordonnateur en chef Villamazy va se rendre à Parate, et il nous fait espérer que les idées qui ont régné pendant la dernière campagne vont être puissamment répandues. Nous secondons ses efforts de toute notre autorité.

Nous espérons que le cabinet de Vienne recevra de ces événements militaires une impression assez vive pour le disposer en faveur de la mission du général Clarke; vous nous enlez d'ailleurs ce point, citoyen général, par la supériorité de vos talens, que si le prince Charles passe en Italie avec de nouvelles forces, ainsi que le bruit en a couru, vous le recevrez comme Adémar, et que la gloire qu'il s'attribue sera de courte durée.

En nous occupant à l'armée le décret honorable que ses victoires lui ont mérité, félicitons-le également, au nom du directeur exécutif, dont elle a justifié la haute confiance en elle d'une manière si éclatante.

F. BARRAS, président.

Paris, le 22 pluviôse an 5 (29 janvier 1797).

Alu général Bonaparte.

Le directoire exécutif a reçu, citoyen général, depuis le renvoi du dernier courrier, la relation que vous lui avez adressée, le 29 nivôse, des opérations de l'armée d'Italie, dont vous lui avez annoncé le brillant succès. Ces détails ajoutent un nouveau prix à la victoire, en attestant qu'elle est due non aux chances de la fortune, mais à la valeur des troupes, à leur confiance dans leurs chefs habiles, au talent avec lequel vous avez multiplié vos forces, et à l'ascendant du génie républicain.

Vous avez sans doute ordonné à quelques corps légers de poursuivre les débris d'Alvinci, qui ne doit pas avoir servi plus de dix à douze mille hommes; mais un objet d'une importance toujours plus éminente, c'est la prise de Mantoue. Sa rédition peut seule vous mettre en état d'entamer avec une sécurité entière le mouvement qui doit vous porter sur Rome et ensuite dans le Frioul. Wurmser doit avoir abandonné l'espoir d'être secouru à temps, et vous lui avez sûrement interdit, par une concentration énergique et des démonstrations d'attaque, celui d'une honorable capitulation, s'il s'obstine à une plus longue et vaine résistance.

Le général Kellermann nous a annoncé, par une lettre du 4 pluviôse, que les deux colonnes dirigées sur Lyon et sur Bourg allaient y arriver, et qu'il se disposait à les faire filer rapidement par le mont Cenis.

Vous vous rappelez, citoyen général, l'apercu que vous nous avez donné des secours que ces renforts et les succès ultérieurs qu'il vous promettent, rendent disponibles pour le service des autres armées, après avoir assuré celui des troupes que vous commandez. Les préparatifs d'une nouvelle campagne sur le Rhin exigent qu'il y ait versé immédiatement des fonds, afin d'y accélérer l'exécution des opérations, et par-là de secourir vos progrès. Nous vous invitons beaucoup à ne pas perdre de vue cet objet, sur lequel le sénat du trésor public sollicite fréquemment notre attention.

Nous approuvons le traité que vous avez conclu avec le grand-duc de Toscane.

Les promotions que vous proposez seront adoptées, nous accorderons de même celle que la bravoure et le talent vous paraîtront mériter.

Il y a déjà quelque temps que nous avons ordonné au général Willot de renvoyer à son corps le chef de la cinquante-septième demi-brigade. Cette brave troupe a justifié votre désir de la voir entrer en ligne, et nous espérons que la même émulation régnera parmi celles qui marchent pour vous joindre.

P. BARRAS, président.

Paris, le 26 pluviôse an 5 (4 février 1797).

Au général en chef Bonaparte.

Pendant que la brave armée que vous commandez, citoyen général, triomphait des ennemis, une nouvelle

conspiration se tramait dans l'intérieur contre la république; mais elle vient d'être déjouée par l'arrestation des principaux agens. Tous les véritables Français ont dû applaudir à la découverte de ce complot, qui, quoique impuissant, sans doute, pour établir le régime de la royauté, n'en était pas moins dangereux pour la tranquillité publique.

Cet heureux événement rendra la marche de la constitution plus ferme encore et plus régulière; il rendra les armées républicaines plus sûres de leurs succès, et il prouvera de nouveau à la France et à l'Europe que la même vigilance et la même sévérité sévèrement toutes les manœuvres de l'anarchie et du royalisme dans le sein de la république. Notre attention devient chaque jour plus vive sur le résultat que nos dernières victoires doivent obtenir à l'égard de Mantoue. Nous touchons au moment favorable d'estimer les opérations qui doivent nous mettre à même d'échanger des millions contre les renforts qui marchent pour vous joindre; ces renforts vont traverser les Alpes au premier jour, et les armées du Rhin, auxquelles nous destinons le produit des contributions militaires d'Italie dont il sera possible de disposer, ont un besoin pressant de ce secours pour les préparatifs de la nouvelle campagne. Le prince Charles cherche par son activité à dédoubler l'empereur sur le Rhin de ses revers en Italie, et il est important que nous puissions bientôt reprendre l'offensive sur cette partie de notre théâtre d'opérations, soit pour empêcher l'ennemi de poursuivre ses avantages sur les rives de pont qui nous restent sur le Rhin, soit pour

l'empêcher d'accablcr ses forces contre l'armée d'Italie.

Le général de division Bernadotte, qui conduit les troupes détachées de l'armée de Sambre-et-Meuse, restera sous vos ordres, ainsi que les autres généraux qui sont employés près d'elle. Il a déjà mérité de notre part des témoignages de satisfaction, et nous espérons que vous nous rendrez un compte favorable de ses services.

Le général Berthier nous ayant demandé de placer l'adjutant-général son frère dans votre état-major, nous avons donné des ordres en conséquence. Nous pensons que cet officier, qui a des talens comme ingénieur historographe, pourra être employé utilement dans cette partie, afin d'enrichir nos collections topographiques du relevé des points les plus intéressans de ce théâtre de la guerre et des champs de bataille qui l'ont illustré.

Bertram, président.

Paris, le 25 pluviôse an 5 (15 février 1797).

Ala général Bonaparte.

Nous avons appris, citoyen général, la prise de Mantoue, comme un des événemens les plus remarquables de cette guerre, et nous en félicitons la brave armée d'Italie et son célèbre général.

Nous avons fait donner une publication éclatante à cette nouvelle, dont la république entière va se réjouir. La reddition de la forteresse de Mantoue ne sera pas le seul prix des victoires que nous avons remportées dans

la Lombardie. La possession du Tyrol et du Frioul, l'occupation de Trieste et la conquête de Rome en seront encore immédiatement les suites glorieuses. La rapidité des mouvements a dû pour vous un grand intérêt et constant de vos succès : nous voyons ainsi, avec joie, qu'en attendant les renforts dont une partie doit être déjà à Milan, vous continuez à détruire les débris d'Albrici, pour vous emparer des passages les plus importants du Tyrol et du Frioul; mais nous ne sommes pas moins satisfaits de la faculté que vous avez acquise, par la capitulation de Martone, d'augmenter la force de la division qui agit dans la Romagne. Votre marche sur Rome et votre entrée dans cette ville immense exigent des précautions que l'effervescence soudaine d'un peuple sans énergie, mais facile à s'enflammer, doit rendre plus attentives. Un corps de ce à raison hommes nous paraît néanmoins insuffisant pour cette opération, ainsi que vous l'avez vous-même pensé lorsqu'il en fut question dans la dernière campagne. Au reste, nous nous en reposons entièrement sur vous à l'égard de vos dispositions.

Quant au pape, puisqu'il s'est confié au sort des armes, la perte de sa puissance territoriale paraît devoir être un effet de l'événement de son conseil, et la proposition que vous nous faites à ce sujet méritoit d'être discutée. Nous espérons que le renfort des deux demi-brigades et de trois régimens de troupes à cheval qui se trouvent à l'armée d'Italie, vous mettra en état, après l'expulsion de Rome, de déboucher hors du Tyrol avec supériorité, et nous ordonnerons à cette époque un gi-

général Moisson de passer le Rhin et de combiner ses mouvements avec les vôtres. Le général Hache, à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse, occupera, vers la Francoinie, une partie des ennemis et bloquera les places du Rhin.

Des ordres sont expédiés pour l'artillerie que vous demandez, ainsi que pour les officiers de cette arme que vous désignez.

Nous regrettons de ne pouvoir vous envoyer les secours en cavalerie que vous réclamez, attendu la faiblesse où cette arme se trouve aux armées du Rhin. Il est d'ailleurs à observer que vous avez sous vos ordres environ vingt cadres de troupes à cheval, et que vous trouverez, dans les pays que vous occupez, des ressources indépendantes des dépôts de remonte qui sont dans l'incertitude et qui sont tous dégarés en ce moment.

Vous trouverez ci-joint une note remise par le noble de Venise, M. Quérini. Vous connaîtrez nos intentions relativement à cette puissance, et nous attendons le résultat des mesures que vous avez prises envers elle.

Raymond, président.

Paris, le 10 novembre au 5 (10 décembre 1798).

Au général en chef Bonaparte.

Nous sommes bien satisfaits, citoyen général, de pouvoir vous confirmer que les secours du Rhin qui vous ont été destinés s'élèveront à peu près à 50,000 hommes. L'ordre de retirer 5,000 hommes d'infanterie

et un régiment de troupes à cheval à discrétion, et le général Kellermann a seulement distrait momentanément et dirigé sur Avignon un bataillon indispensable pour la maintenance de l'ordre, qui s'est compromis. Ce bataillon reprendra sa route aussitôt que celui qui est en marche pour le remplacer sera arrivé.

Le général Bernadotte nous rend compte que les six demi-brigades qu'il conduit étaient fortes, au départ, de 13,480 hommes; les six autres demi-brigades, étant prisonnières de notre force et le plus grand nombre des hommes restés en arrières rejoignant chaque jour leur corps par les soins du général Kellermann, ses renforts, joints aux quatre régimens à cheval, remplissent nos premières vues.

Le ministre de la guerre a donné des ordres pour faire passer les dépôts de sa régiment, ce qui vous donne au-delà de 800 hommes de toute armé, à cheval, non montés, que vous avez demandés. Pour utiliser les réserves en cravates que vous pourrez vous procurer, il serait avantageux de choisir dès ce moment dans l'infanterie des hommes propres aux différentes armes de la cavalerie, et de leur faire donner, dans les dépôts, un commencement d'instruction. Tous les régimens qui sont dans l'inférieur et sur le Rhin ont un besoin égal d'hommes et de chevaux.

Vous jugerez, d'après ces aperçus, citoyens généraux, ainsi que nous, que les secours tirés des sources du Rhin ne sont pas seulement propres à remplacer les pertes de celle que vous commandez, mais qu'ils vous mettront en état de vous partager en deux corps d'armée puissans,

et de donner à vos opérations le développement que l'ennemi redoute déjà si vivement.

Il nous paraît important de faire faire dans Mantoue des recherches pour découvrir les objets utiles et précieux que l'ennemi peut y avoir cachés. Nous venons de recevoir les drapeaux pris dans cette place. L'illustre public a béni dans cette cérémonie si honorable à l'armée d'Italie; nous avons vu avec une vive satisfaction le brave général Augereau, qui nous les a présentés.

L.-M. BERNARDINI-LEPAGE, *président*.

Chambéry, le 2 janvier an 5 (16 janvier 1796).

Au général en chef Bonaparte.

En vous adressant, mon cher général, deux colonnes formant 50,000 hommes d'infanterie, et 1,500 de cavalerie, qui vont déboucher sous huit jours par Bourg et Lyon, je vous avais demandé 100,000 fr. pour subvenir à leurs besoins en effets d'habillement et d'équipement; mais l'abandon des épiciers, le refus que la plupart ont fait de continuer leur service, joint au démantèlement de tous vos magasins de subsistances, vont nous obliger de sacrifier tous les fonds que nous avons, afin de pourvoir à cet objet et à celui de leur solde, qu'il est indispensable de payer.

Il ne nous restera donc aucun moyen pour leur donner au moins des souliers, des gilets, des caottes, des chemises et des habits, si nous ne voulons les voir périr dans la neige.

Le tableau que l'ordonnateur en chef vient de me présenter à ce sujet, est effrayant; mais si vous pouvez faire consentir au commissaire des guerres Chapier, que j'envoie près de vous, les 200,000 fr. que vous m'avez promis, j'espère qu'avec ce secours je pourrai parvenir à pourvoir vos troupes des objets les plus urgents; mais cette somme, je ne vous le cache pas, est indispensable, et je vous prie instamment de me la faire passer le plus promptement possible.

J'ajoute, avec un plaisir difficile à exprimer, les nouvelles victoires que vous venez de remporter; j'en serai bien aise d'en recevoir de vous-même la confirmation.

KALLERBACH.

Padoue, le 3 pluviose an 5 (24 janvier 1797).

Au même.

Les troupes de la division n'ayant été rassemblées à Legnago que le 30 nivôse dans la nuit, elles ne sont parties que le 1^{er} pluviose pour aller camper à Riva, et pour être rendues à Padoue le 2. C'est dans hier, général, que la division a fait son entrée à Padoue. L'avant-garde, commandée par l'adjudant-général Loret, a, par sa seule présence, fait replier les postes de cavalerie depuis Botaglia jusqu'à Padoue, sans qu'il y ait eu la moindre résistance; cependant, 250 hussards ennemis, qui formaient toute la garnison de Padoue, se sont mis en bataille sur la place; mais, d'après les ordres que j'avais donnés, l'avant-garde ne

s'est pas comprises, et l'adjutant-général a exigé le gouverneur de faire évacuer sur-le-champ les Autrichiens, s'il ne voulait pas que la ville devint le théâtre d'un combat inévitable : à l'instant le gouverneur a sommé le commandant autrichien de quitter Padoue, ce qui a été effectué aussitôt : en sorte que nos hussards ont pour suivi les ennemis sur la route de Trévise l'espace de quatre milles carrées..

J'ai fait demander après les bagages de l'ennemi, mais la prudence du général Provera, malgré par la probabilité de l'insuccès de ses entreprises, les avait fait partir pour Trévise en même temps qu'il s'était mis en route pour Mantoue.

Il paraît, d'après tous les rapports, que l'ennemi s'est réfugié sur Trévise et Trieste. Il n'est passé dans Padoue qu'une trentaine de soldats revêtus indistinctement et sans armes des bords de l'Adige. La colonne a pénétré sur la route un des cadets de Vienne travesti.

Les chemins sont si mauvais, que la troupe n'a plus de souliers, elle en est absolument dénuée : faites donner des ordres pour lui en procurer le plus tôt possible.

Le gouverneur paraît très-disposé à procurer aux Français les moyens de subsister ; il a pourvu bien aux besoins de la troupe, et a fait une sage proclamation aux habitans, qui nous promet le maintien de l'ordre et de la tranquillité ; je me suis engagé de mon côté à les maintenir parmi les troupes que je commande. Je puis pour faire une reconnaissance. Je dois vous prévenir, général, qu'il n'y a pas de fonds faits pour payer aux soldats le prix des bouchées à feu prises sur l'en-

tenai ; tout les jours , je suis assailli de réclamations incessantes établies sur les dispositions de l'un de vos articles ; veuillez donc me des ordres pour qu'on puisse justifier aux volontaires de la foi de vos promesses, et entretenir par ce moyen leur ambition et leur courage.

Je crois , général , qu'il seroit plus utile de mettre la place de Legnano sous les ordres du général qui commande le blocus de Mantoue , parce que ses correspondances doit s'établir nécessairement par Vicence ; il est instant aussi que le général Massimo l'établisse de Vicence à Verone : par ce moyen j'évitai de faire des avances pour rien de part.

On a trouvé à Montegrana 15,000 caisses de pain et beaucoup d'avoine.

ANONCE.

Mantoue, le 20 pluviôse an 5 (29 janvier 1797)

À sa majesté.

Raison de guerre me détermine à vous offrir la place de Mantoue, sous la condition préliminaire de laisser sortir librement ses garnisons avec toute l'artillerie et munitions à l'usage inséparable.

J'attends l'honneur de votre réponse, et suis, etc.

Comte DE WINDISCH.

Saint-George, le 10 pleiade an 5 (19 janvier 1807).

Al général Bonaparte.

Une félicité me pourrait dans les rapports qui vous sont faits des événements militaires auxquels j'ai eu part.

La journée du 3 frimaire a été, dans les feuilles publiques, attribuée au général Kléber, qui ce jour ne put pas à la division. Le général de division Chabot, forcé par la fièvre à prendre du repos, ne rendit à la pointe du jour le commandement; il partit pour Gortz et revint vers midi : nous eûmes des succès; mais d'aucune manière le général Kléber ne put y contribuer.

La colonne autrichienne qui se porta le 26 au matin devant Saint-George, força, le lendemain, de capituler et de se rendre prisonnière de guerre, est un événement qui fut encore attribué à d'autrui, et qui néanmoins appartenait incontestablement aux troupes qui étaient sous mes ordres. L'ennemi nous cernait de toutes parts : avec l'artillerie variable et obscure, nous le forçâmes de s'éloigner, quoique nos forces ne fussent point en mesure avec les siennes; mais la hardiesse et le courage y suppléèrent : nous le serrâmes par ses deux flancs en l'attaquant par son front; son avant-garde fut culbutée, enveloppée et conduite prisonnière à Roverbella par le capitaine Bémanger.

Le général Provera, se sentant pressé, craignant pour ses derrières, nous envoya par un parlementaire, qui demanda en son nom à capituler : je répondis qu'il devait

déposer les armes avant tout ; il y consentit et m'envoya quelques articles au crayon , que je rédigeai en en changeant deux , et je les lui renvoyai signés.

Je me dirigeai alors sur la Favorite , qui était en danger par la sortie de Mantoue : les choses établies sur ce point , je retournai vers les Autrichiens prisonniers : les glorieux Serurier et Victor y étaient. Je reconnus , par ce que dit le général Serurier , qu'il n'était pas au fait de ce qui s'était passé de nos côtés ; mais je ne crus pas devoir entrer en lice , craignant que les faits se établissent d'eux-mêmes : cela n'a pas eu lieu , je m'adresse donc à vous , mon général.

Le général Pevera n'a capitulé avec moi que parce qu'il s'y est trouvé forcé ; il se serait peut-être autrement adonné ailleurs. Les autres troupes ne sont arrivées qu'après la capitulation : j'en ai dicté les conditions ; à qui doit donc être attribué l'honneur de cette belle journée , si ce n'est aux troupes que j'avais l'honneur de commander ?

Le général Marm.

Brescia, le 11 janvier au 5 (le janvier 1797).

Proclamation.

J'arrive dans le Tyrol avec les ordres précis du général Bonaparte d'avoir tous les égards pour les habitans , de ne faire aucune réquisition d'argent , seulement celles en subsistances qu'exige la rapidité de ma marche. Mon caractère me porte à exécuter des ordres si bien-faisans ; j'en ai soin de nommer un commandant de

Toi.

Rovereto, ainsi que de toutes les places où j'arriverai ; des militaires aussi probes que je me flatte de l'être ; mais aussi, Tyroliens , je ne souffrirai point que vous portiez l'opiniâtreté de l'empereur à continuer une guerre injuste, qui ruine les peuples et que les Français font malges eux.

Renvoiez toutes vos armes dans un dépôt qui sera confié au commandant de la place, et auquel personne ne pourra toucher que par mes ordres ; les habitans qui se seront soustraits à cet ordre, je serai forcé de les traiter comme ennemis, et je déclare que je ne regarde comme militaires, et que je n'aurai les égards qui leur sont dus, que pour ceux qui seront revêtus d'un uniforme qui les distinguera du bourgeois ou de l'habitant de la campagne.

JOURNAU.

Roverello, le 12 pluviose an 5 (16 janvier 1797).

Al général Bonaparte.

J'ai vu le colonel Wurmsler cet après-dîné, mon général. Il paraît que le maréchal est extrêmement sensible à tout ce qui lui a été dit de vous ; mais il persiste à sauver toute sa garnison, afin, dit-il, qu'on ne aie pas à Vienne qu'il n'a capitulé que pour lui. Il promettrait que cette garnison ne servirait point d'un an contre la France ; mais il désirerait que cet article ne fût pas porté sur la capitulation : je n'en ai mis tous mes termes généraux que vous avez offerts hier ; j'ai promis de vous rendre compte, mais que votre réponse tarderût au moins de quatre jours.

Le colonel de Wimmer m'a parlé d'un courrier que les Autrichiens avaient arrêté au jour ou deux avant l'affaire des 26 et 27 ; qu'il était porteur d'une lettre du directeur, qui vous disait de ne pas vous écarter jusqu'à ce que l'affaire de Mantoue fût terminée, aussi cette lettre était datée quand j'ai dit qu'il fallait quatre jours au moins pour avoir votre réponse. SERRAVERE.

Lyon, le 24 juillet au 3 (18 Brum 1797).

Au général en chef de l'état-major.

Je ne puis m'empêcher, général, de vous témoigner mon extrême surprise à la lecture des ordres généraux de l'armée des 9 et 10 de ce mois. J'y vois avec étonnement qu'on parle avec éloges de l'infanterie légère et de la quatre-vingt-cinquième demi-brigade et de ses chefs, tandis que les actions de la quatre-vingt-cinquième demi-brigade n'y sont citées que dans des termes généraux tels que ceux-ci (ordre du jour du 10 pluviose) : « Le général Joubert écrit d'Aviz, le 8, que l'avant-garde de la division a combattu les avant-postes ennemis, malgré les retranchemens les plus formidables, et qu'elle leur a fait 400 prisonniers. » Eh bien ! général, l'avant-garde de la division Joubert, sur la rive droite de l'Adige, était composée de la quatre-vingt-cinquième demi-brigade sous vos ordres.

C'est elle qui seule a donné ; c'est elle qui a enlevé au pas de charge et à la baïonnette ces formidables re-

tranchemens ; c'est elle qui a fait les 400 prisonniers ; c'est elle seule qui a fait des pertes , puisqu'à l'attaque des tranchemens d'Asio elle a eu huit officiers et vingt gendarmes de blessés , et à ceux de Chinzola le chef de brigade d'arrière tué d'un coup de baïonnette. Je desire donc, général, et j'aiende de votre équité, que vous réparez une omission qui ressemble à une injustice, et dont la quarante-huitième demi-brigade aurait avec raison lieu d'être affligée. Les militaires, vous le savez, ne vivent que de gloire, et ils la trouvent dans la publicité des actions où ils ont cherché à l'acquiescer. Veuillez agréer mes réclarmations, y faire droit, et croire qu'un noble sentiment d'émulation déguisé de toute espèce d'injustices me les dicte.

BARACHANT D'HILLIER.

Saint-Denis, le 14 pluviôse an 3 [4 février 1795]

Alu général Bonaparte.

J'ai regardé le poste de Galle avec plus d'attention que je ne lui avais encore donné, je crois qu'on peut en tirer un certain parti : je vous en parlerai dans le rapport que je vais vous faire sur Mantoue.

Nous y entrons enfin demain dans ce Mantoue : c'est une grande époque pour le corps de gîte de l'armée d'Italie, et le moment favorable pour lui demander de l'avancement ; je ne puis que vous rappeler la note que je vous ai donnée il y a un mois, en attendant que je vous en donne une dans le même genre.

Il est d'usage de donner à la prise d'une place des chevaux aux officiers du génie; cependant, comme ils sont nécessaires à l'armée, je désirai la demande, et au lieu d'en demander pour tous les officiers, je voudrais qu'on en donnât seulement à ceux qui n'ont pu encore se monter et qui sont à pied; c'est une dévotion de chevaux à sacrifier pour cet objet: il se faudra les délivrer qu'à ceux qui auront un certificat signé de moi, et jusque-là conserver les chevaux.

CHATELAIN-LAFRONT.

Bordeaux, le 15 pluviôse an 5 (3 février 1797).

Alu général Bonaparte.

Je vous envoie ci-joint, général, la capitulation en original de Mactoux et de la citadelle, dont vous n'avez reçu que la copie.

Nous sommes entrés en possession de la citadelle aujourd'hui, à neuf heures du matin; le général de brigade Michie y commande.

Je n'ai point encore reçu le rapport de l'artillerie et du génie.

D'après le rapport du commissaire des guerres et de l'adjoint-général Brouart, il ne se trouve rien dans ses magasins.

On fait monter la garnison à 15,000 hommes de toutes armes, et 6,000 aux hôpitaux.

Comme il faudrait un temps infini pour faire défil

tant de troupes, qu'il ne reste plus que vingt mille rations, sans autres moyens d'en faire des vivres, il a fallu faire les départis en trois fois, de 5,000 chaque fois, ou les laisser mourir de faim.

La première colonne part le 16, la seconde le 17, et la troisième le 18.

J'ai vu, à la citadelle, M. le maréchal de Wurms, qui m'a chargé de vous dire bien des choses de sa part : il part demain matin. Serravallo.

Paris, le 24 février en 5 (13 février 1797).

Al général Bonaparte.

Mes commissaires étant arrivés de Paris avec la ratification de notre pays, je m'empresse de vous faire remettre plusieurs exemplaires de l'insolent que j'ai fait publier pour rendre notoire à tout le monde un événement qui ne fait tant de plaisir.

Je profite de la même occasion pour vous prier de vouloir bien faire partir de nos pays un certain Foure, qui a dû être au service de la république, mais qui depuis long-temps s'est fait dans un endroit de nos états appelé *Cortemaggiore*, où il ne fait que tenir des propos révolutionnaires, et échauffer un petit nombre de mauvais têtes de ce pays-là, comme vous savez qu'il y en a partout.

Et à propos précisément de mauvais têtes, vous savez, mon général, que nous en avons à Plaisance. Pour ceux qui ne dépendent point de la république, je

sais ce que je dois faire, mais pour ceux qui en dépendent (qui en portent, par exemple, l'uniforme), les justes égards que je dois avoir pour que je vous prie ou de leur faire ôter la patente qu'ils portent en cuir, s'ils l'ont, ou de les faire arborer. Les sentimens justes et loyaux que vous avez déjà manifestés le-dessus me le font espérer de vous.

Hier, il nous est passé beaucoup de légionnaires milanais, avec lesquels il seroit arrivé bien des désordres, si leurs officiers commandans ne s'étoient comportés fort bien; mais, mon général, ils ne seront peut être pas tous aussi bons. Ainsi j'ose vous prier, s'il se pouvoit faire, qu'il n'en parvînt chez vous que la moins possible. Je sais que, la dernière fois que vous passâtes par ici, vous vous expliquâtes la-dessus incroyablement à notre égard.

Souffrez-m'en que je vous importune pour une chose. Le marquis Manno, de Parme, respectable vieillard, et qui a été plusieurs années mon ministre, se trouve dans la plus grande affliction, parce que son gendre, della Volpe d'Irrule, a eu le malheur de vous déplaire et d'être châtié de vous. C'est un jeune homme qui m'est attaché, et que j'ai toujours connu pour un bon garçon: s'il a manqué, j'ose me flatter que ce n'est ni par malice ni par mauvaise volonté, et j'ose vous le recommander.

Trouvez ici en même temps, mon général, les assurances de la considération et amitié cordiales avec lesquelles je me répose, etc.

François, député, duc de Parme.

Trente, le 24 décembre 18 (14 février 1799).

Mon cousin,

Le prince Charles est dans le Tyrol, c'est le bruit public; toutes les forces se portent sur Bassano. On organise les paysans de mon côté, le finisseur s'en mettra. Autant le Tyrol italien est paisible, d'après les mesures que je prends, autant le Tyrol allemand se monte, et vous pouvez vous attendre à une campagne très-prochaine, du moins d'après les renseignements qui me parviennent.

Je ne sais si l'ennemi cache son mouvement sur Trieste, jusqu'à présent il me paraît qu'on veut courir Trieste: au reste, les mouvements des Autrichiens se succèdent avec tant de rapidité, qu'on n'y démêle rien encore de bien précis, sinon qu'ils paraissent se replier sur leur gauche; mais lorsque l'on doit faire le principal effort sur Bivoli, vous savez qu'on parloit aussi d'aller à Bassano et à Brescia.

Je m'occupe à connaître parfaitement le pays, en le parcourant avec le commandant du génie.

Je reste.

Au quartier-général à Bassano, le 26 ventose an 8
(16 mars 1799).

A M. Baraglia, président-général de la république de Venise à Ferrare.

J'ai été doublement affecté en apprenant que la tranquillité publique est troublée à Brescia, j'espère que,

meurtant la signat des mesures que vous prendrez, il n'y aura pas de sang de répandu. Vous savez que, dans la position actuelle des esprits en Europe, les pendaisons ne fontient qu'autoriser les mécontents contre le gouvernement.

Dans la plupart des villes de l'Éna vénitien, il y a des personnes qui montrent à chaque instant leur partialité pour les Autrichiens, qui ne cessent de maudire et de se montrer très-indisposées contre les Français. Quelques-unes, mais en petit nombre, paraissent préférer les moeurs et l'affabilité des Français à la rudesse des Allemands. Il serait injuste de partir des derniers et de leur faire un crime de la partialité que l'on ne trouve pas toujours en faveur des Allemands.

Le sient de Venise ne peut avoir aucune espèce d'inquiétude, devant être bien pénétré de la loyauté du gouvernement français, et du désir que nous avons de vivre en bonne amitié avec votre république; mais je ne voudrais pas que, sous prétexte de conspiration, l'on jetât sous les plombs du palais de Saint-Marc, tous ceux qui ne sont pas connus de l'armée française, et qui nous aident, dans le cours de cette campagne, rendus quelques services.

Désirant pouvoir contribuer à rétablir la tranquillité et ôter toute espèce de méfiance entre les deux républiques, je vous prie, monsieur, de me faire connaître le lieu où je pourrai avoir l'honneur de vous voir, ainsi que de croire aux sentimens d'estime et de considération, etc.

ROBESPIÈRE.

Bavie, le 25 janvier au 4 (25 mars 1797)

Instruktion pour la conduite à tenir dans le Tyrol.

ART. 1^{er}. Confier par une proclamation toutes les lois et tous les magistrats existans.

2. Ordonner, par une proclamation, que l'on continue, comme à l'ordinaire, l'exercice public du culte de la religion.

3. Beaucoup cajoler les prêtres, et chercher à se faire un parti parmi les moines, en ayant soin de bien distinguer les théologiens et les autres savans qui peuvent exister parmi eux.

4. Parler en bien de l'empereur, dire beaucoup de mal de ses ministres et de ceux qui le conseillent.

5. Donner un ordre pour que tous les Tyroliens qui ont été au service de l'empereur continuent chez eux, et leur assure la protection et la sauve-garde de la république.

6. Dis l'instinct qu'on serait maître de Bréscia et de tous les pays en-deçà des hautes montagnes, y établir une commission de gouvernement, à laquelle vous donnez le nom et l'organisation convenus dans le pays : que vous chargerez de percevoir toutes les impositions qui se percevaient pour le compte de l'empereur, et qu'elle verra, sous sa responsabilité, dans la cause de l'armée.

7. Ne perdre ni les monts-de-piété, ni les caisses qui appartiennent aux villes, mais seulement les caisses et magasins appartenant à l'empereur ; enfin, avoir beaucoup d'amitié et chercher à se concilier les habitans.

8. A ces mesures on joindra celle d'envoyer avec rigueur le département, de prendre des drapeaux dans les endroits où on le croirait nécessaire, et de mettre des impositions en forme de contributions sur les villages qui se conduiraient mal, et où il y aurait eu de nos soldats assassinés.

BONAPARTE.

Paris, le 2 germinal an 5 (23 mars 1797).

Au général Bonaparte.

Le directeur envoie à vous ci-joint, citoyen général, copie d'une lettre confidentielle de l'ambassadeur de la république en Espagne.

Elle mérite une attention toute particulière, et nous vous invitons à nous communiquer les réflexions qu'elle vous suggérera.

BARRAS, président.

Copie de la lettre de l'ambassadeur de la république en Espagne au directeur.

A Aréopage, le 21 ventose an 5 (20 mars 1797).

Je vous ai déjà dit, citoyen-bien, que le roi d'Espagne envoyait vers le pape une légation de trois évêques, qui sont l'archevêque de Tolède, grand-inquisiteur, l'archevêque de Séville, et un autre évêque nommé Mancos, confesseur de la reine. En effet, hier, le prince de la Paix me donna la confirmation de cette nouvelle, et dit qu'il ne doutait pas que je ne sentisse le vrai motif de la légation. Je parlai de cette ouverture, et lui dis que s'il était instruit de la cabale qui agissait contre

lui, et dont ces prêtres étaient les complices les plus dangereux, même les chefs, je devais croire qu'il en tenait assez pour les éloigner le prince me fit l'avou que c'était justement au prince ; il ajouta que l'inquisition se recrutait sourdement contre lui depuis l'alliance faite avec nous, et qu'il était infiniment inquiet, pour éviter ces coups, à écarter d'abord le grand inquisiteur et ses principaux adhérens : il espère pouvoir mettre à profit leur absence de la cour.

Je ne savais rien de ces intrigues de l'inquisition ; mais je n'ignorais pas qu'il existe une trame horrible contre le prince de la Paix, et, m'assurant confidentiellement avec lui, je l'exhortai à bien surveiller ; je lui témoignai que je trouvais qu'il ne se tenait pas assez en garde, et, à cet égard, je lui dis que j'étais sûr que ses ennemis s'étaient fait entendre jusque dans la chambre de la reine. Faut-il pu lui-même lui donner quelques détails, même lui rendre un propos désagréable pour lui, qu'on m'a assuré avoir été tenu par la reine ; mais c'est si défectueux, que je ne me le suis pas permis, quoique peut-être j'eusse pu dans un épanchement de confiance. Pour cette fois, j'ai cru devoir me borner à lui conseiller d'avoir un œil plus attentif et à redoubler de circonspection sur lui-même.

Je pense, d'ailleurs directement, que le principal ministre est très-dévot à son pays et à son souverain ; mais je pense aussi qu'il serait difficile d'en trouver un autre qui serait comme lui l'incrédule qu'a l'Espagne de se tenir étroitement liée à la république. Si le prince de la Paix était exilé, un autre, ne serait-ce que pour

contredire les opérations de son prédécesseur, ne tiendrait pas véritablement à la bonne harmonie qui régnait entre les deux États, autant que celle-ci, cimentée par une alliance.

Je ne doute pas qu'il ne soit très-intéressant pour le bien des deux nations que le prince de la Paix demeurât ferme dans sa place : c'est d'après cette idée que je m'empêcherai toujours de l'avertir, si j'apprenais que les mêmes tendances à l'en éloigner fussent trop de progrès.

Les vœux de ce ministre seraient que l'Église romaine fût transférée en Sardaigne : il m'a dit de vous faire part de son idée, et de l'avis qu'il m'a fait au sujet de la mission des trois prélats ; mais il a désiré que je le fesse directement et confidentiellement : j'espère que vous ne trouverez pas mauvais que je m'en acquitte.

Avant de finir, je dois vous dire un peu ce que sont les trois prélats méconnaissables, tous les trois énormément reconnus des Français : l'archevêque de Tolède, bête et fanatique, méchant et dangereux en proportion de son défaut de bon sens ; le confesseur de la reine passé pour avoir de l'esprit et être très-peu scrupuleux en tout ; l'archevêque de Séville, en lui donne plus d'esprit, mais rusé et ambitieux ; il a l'air et le jeu d'un adroit courtisan, mais qu'une longue expérience lui a rendu familier. Ces deux derniers vivent en chapeau : le premier l'a depuis long-temps. On prétend qu'une nouvelle riposte lui en jure derrière d'une attaque d'apoplexie au pape, lui laisse entrevoir l'espérance d'obtenir la tiare.

Le général Pélissier.

Paris, le 6 germinal an 5 (26 mars 1797).

Alte général en chef.

L'opinion que nous vous avons déjà fait présenter, citoyen général, au Montebello, s'est fortifiée depuis que cette place est en notre pouvoir, et nous sommes aujourd'hui malheureusement convaincus qu'elle doit être rasée des motifs politiques et militaires nous y déterminent. En démolissant les fortifications de cette place nous flatterons plus sérieusement l'empereur sur le retour de sa domination dans la Lombardie, et nous le forcerons peut-être à écarter des préparations de paix; les gouvernements voisins qui se sont établis dans le pays conquis acquiescent par la une constance qui ajoute encore à ses crimes; d'un autre côté, nous donnons à l'armée ennemie le but vers lequel elle doit diriger tous ses efforts, celui de reconquérir cette place et de nous obliger de nouveau à nous consacrer devant ses murs.

Le genre de guerre que nous faisons et la nature des troupes républicaines établissent d'ailleurs notre supériorité dans les manœuvres offensives, et doivent nous faire préférer les opérations de campagne à celles de siège. La difficulté d'approvisionner et d'armer au complet une place d'une telle étendue servirait pour nous un nouvel obstacle. Si ces considérations n'ont été appliquées à Mayence, lorsqu'elle étoit entre nos mains, la guerre n'eût pris sur le Rhin une autre face, quels que soient les succès que nous y eussions obtenus.

Nous vous autorisons donc, citoyen général, ou plutôt nous vous invitons à faire procéder à la démolition des ouvrages de Maitoux, et à faire transporter dans l'intérieur l'artillerie et les autres effets militaires que cette mesure rendra inutiles en Italie : vous pourrez en vendre une partie aux gouvernemens provinciaux qui s'y sont formés et aux autres états.

La proposition dont nous vous entretenons n'est pas tellement impérative, que vous ne puissiez, citoyen général, en suspendre l'exécution, si vous y trouvez des avantages majeurs et que nous ne pouvons appercevoir avec la même précision à la distance où nous sommes du théâtre de la guerre.

Barthélemy, président.

Paris, le 6 prairial an 5 (25 mai 1797).

du général Bonaparte.

Vous trouverez ci-joint, citoyen général, un rapport qui nous a été présenté, par le ministre de l'intérieur, sur la situation de la Corse. Cette île étant sous votre commandement, il est nécessaire que vous ayez une connaissance précise des mesures que le citoyen Miot y a prises, et des moyens qu'il indique pour y établir le règne ferme et prospère de la constitution. Le compte que vous avez rendu à ce sujet au ministre de la guerre, et qu'il nous a transmis, est sans doute propre à dissiper toute inquiétude, et il nous suffit pour nous rassurer sur la sûreté extérieure et la tranquillité intérieure

de ces deux départements. Ainsi nous nous bornons à vous rappeler leurs besoins, et l'intérêt qu'ils ont pour leur position au sortir de la domination anglaise.

Bassac, président.

*Copie du rapport présenté au Directoire exécutif,
le 4 germinal an 5.*

Le 3e ventose, j'ai reçu, par un courrier extraordinaire, des dépêches du citoyen Mont, commissaire du directoire exécutif en Corse.

Ces dépêches sont sous les dates des 3, 6, 10 et 13 ventose.

Leur ensemble offre des détails sur la situation de la Corse, à son arrivée dans cette île ;

Sur sa conduite et les opérations relatives à sa mission ;

Sur l'état actuel des choses et sur ce qu'il exige.

Il est, dit-il, arrivé sans autre moyen que ceux qu'il pourrait tirer de ses propres ressources.

Les instructions du directoire, bien faites sous tous les points de vue, ne lui laissent pas assez de latitude pour compléter l'organisation dont il était chargé.

Il en attendait de plus étendues ; il comptait sur une correspondance régulière, qui dirigerait sa marche et l'autorisait à déployer plus de moyens.

Trompé dans ses attentes, livré à lui seul, privé depuis trois mois, de réponse à ses lettres, il n'a été secouru ni en argent, ni en vivres, ni en hommes ; il a pourtant caché sa détresse : mais, dans une situation

aussi difficile, il n'a pu que suivre ce qu'indiquaient les besoins du pays.

Le force militaire manquait : il a senti qu'il fallait lui substituer le pouvoir des autorités constituées, rétablir le cours de la justice, assurer les diverses parties de l'administration, et mettre en mouvement les ressorts de la machine.

Un plénipotentiaire a répondu à ses vœux : administrations, tribunaux, tout s'est humblement organisé, et le pouvoir des autorités établies n'a dans aucun lieu été méconnu.

Les réfugiés anglais élevèrent de vives réclamations sur les spoliations et dévastations qu'ils avaient souffertes dans leurs propriétés pendant le temps de la domination anglaise.

Pour calmer l'indignation et la vengeance de ces hommes et parvenir de nouvelles secousses, il a, par une proclamation, invité tous les habitants de la Corse à terminer par la conciliation toutes ces discussions épineuses.

Et, en conséquence, une section du tribunal civil, composée de cinq membres, s'est consacrée à se remplir que les seules fonctions de l'arbitrage; et cette section a pleinement réussi.

Quelques mouvements s'étaient élevés dans le département du Liamone, la partie la plus romantique de l'île, ils ont été comprimés; des arômes sages ont été pris par lui pour ordonner le désarmement des uns et l'attention des autres.

Enfin la machine est montée, dit-il, aussi bien que

les circonstances difficiles où il s'est trouvé, par le manque de presque tous les moyens d'argent et de force militaire, ont pu le permettre.

Il déclare avoir entre-passé ses pouvoirs, qu'il s'est peut-être chargé d'une immense responsabilité; mais il a préféré son poids à l'inconvénient de rester spectateur stupide de désordres impossibles à réprimer, et de favoriser ainsi les projets des malveillans, en justifiant par son inaction leurs perfides insinuations; et, d'ailleurs, il se refuse à donner l'explication des motifs qui l'ont guidé.

Sur les plaintes d'un assez grand nombre de particuliers qui demandaient le remboursement d'une contribution forcée à laquelle ils avaient été imposés par les citoyens Bonelli et Cusso, envoyés, en brumaire, en Côte, par le général en chef, pour inquiéter les Anglais et hâter l'insurrection de l'île :

Sans examiner l'emploi des douanes liv. qu'ils ont ainsi levés, il a cru devoir consacrer les principes de ses lois, qui ne permettent à aucun pouvoir d'établir d'impositions arbitraires, et il a pris un arrêté, par lequel il charge l'administration centrale de vérifier le bon usage de ces sommes, et l'autorise à les faire recouvrer pour comptant dans le montant des impositions dues par ces particuliers.

Mais si les mesures de prudence qui ont été adoptées ; si un accordant de part et d'autre ont maintenu tranquilles jusqu'à présent les départemens de Lamoua et du Gode, l'époque des assemblées primaires, pendant laquelle, dit-il, tout autre pouvoir est expirant, peut

devenir aragonais , et il est à craindre de voir s'élever des troubles.

Il avait prévu ce casement en demandant , dès le 4 nivose , les instructions qui pouvaient être particulières à la Corse , il n'en a reçu aucune. Le temps s'avance : on l'interroge de toutes parts , et sur le tenue de ces assemblées et sur ceux qui doivent y être admis ou en être rejetés ; mais , par la plus étrange fatalité , cette correspondance que tous les autres départements ont avec le corps législatif par l'envoi du Bulletin des lois , manque depuis cinq mois à la Corse.

Dans cette situation critique , il ne néglige pourtant rien de ce qui peut écarter les orages.

Il avait eu peu prudent , lors de son arrivée , de faire arrêter quelques individus dangereux : maintenant qu'une partie des motifs qui l'avaient retenu sont évanouis , il a donné les ordres de s'en emparer , afin qu'ils ne puissent exercer leur influence dans les prochaines assemblées.

Il fera connaître les mesures qu'il a prises pour subvenir à l'insuffisance des moyens mis à sa disposition pour faire valoir de justes réclamations ou indemnités , pour assurer l'existence de la gendarmerie , des colonies maritimes et de la marine pendant le mois ; mais il annonce ne pouvoir aller au-delà.

Après avoir ainsi fait tout ce qui est en son pouvoir , le citoyen Miot dit qu'il regarde sa mission comme terminée au moment des assemblées primaires , où la présence d'un commissaire du gouvernement lui semblerait inutile et dangereuse ; et il annonce qu'il la termi-

ment par une proclamation, dans laquelle il relatera l'historique de sa mission, développera tous les soins que le gouvernement a pris pour rattacher les habitants de la Corse à la république, en leur faisant valoir sa paternelle bienveillance, et en les invitant à s'en rendre dignes.

En sortant du poste qu'il occupait, le citoyen Mint lui-même, dit-il, la Corse tranquille, en général française par inclination et par souvenir, s'efforce de se plier au régime constitutionnel laquelle sera bien guidée, lorsque surtout elle sera préservée de l'esprit de parti, qui est le plus grand fléau du pays.

Ce qu'elle attend du gouvernement maintenant, ce sont les secours de l'éducation et des communications, des écoles et des chemins; ce sont, dans le moindre délai, des troupes françaises et un commandant français, dont le choix demande la plus grande attention, car il lui faut de la fermeté, de la prudence et de l'impartialité.

Cesilia s'est attiré tous les suffrages; mais il est Corse, et il ne peut inspirer une confiance aussi générale qu'un Français.

La première mesure indispensable consistait après l'arrivée des troupes françaises, ce sera d'interdire le port d'armes hors le temps du service de la garde nationale, de le défendre à tous les jeunes gens non inscrits sur le registre civique, et de porter des peines contre le port et l'usage du stylet.

Le citoyen Mint ne dissimule pas que la conservation non-seulement de la tranquillité du pays, mais de l'île

même , peut dépendre de la présence des troupes anglaises ;

Que les bâtimens anglais fassent de fréquentes apparitions dans ces parages et jusqu'à la porte du canal ; que ces apparitions entretiennent les espérances des partisans de l'Anglais et produisent les plus funestes effets ; que nos communications avec cette partie de la république sont ou ne peut pas plus précaires ; que tout récemment des malheureux, retournant de France dans leur patrie, ont été la proie de l'Anglais, ainsi que plusieurs transports de recrues corse destinés pour l'armée d'Italie.

Et il déplore d'autant plus ces événements, que les Anglais, dit-il, n'ont d'autre port dans la Méditerranée, et que les forces qu'ils y entretiennent ne consistent qu'en deux frégates et un brick.

Les plaintes faites par le citoyen Miot de n'avoir reçu aucune réponse du gouvernement depuis son arrivée dans l'île, ont fait pressentir que les lettres que je lui ai écrites, notamment le 18 nivôse, ont pu être interceptées, du moins qu'elles auroient été retardées par les dangers que présente la traversée de la mer.

J'en ai fait un second averti au citoyen Miot, et j'espère qu'il lui sera parvenu. Je donne à ces communications les justes éloges dont se conçoit le besoin digne. J'ai répondu aux différentes questions qu'il m'a adressées, je l'ai encouragé en l'invitant à rester en Corse jusqu'à ce que le directoire lui ait fait connaître ses intentions.

Vous vous rappelez le message fait au conseil des cinq-cents sur la tenue des assemblées primaires et élec-

tenues dans cette ile. A la réception des dernières lettres du citoyen Miot, j'ai écrit à la commission chargée de ce rapport, et je lui ai fait sentir l'urgence d'une prompt solution.

J'ai demandé au ministre de la justice les lois et arrêts que réclamait le commissaire Miot : il vient de me les faire passer, et j'en chargerai le secrétaire extraordinaire qui a apporté ses dépêches ; je le charge aussi de mes réponses, et n'attend plus que les ordres du directoire pour partir.

Le ministre de l'intérieur Bernier.

Paris, le 5 germinal an 3 (25 mars 1795).

Al général Bonaparte.

Le noble de la république de Venise prie la république française à venir, citoyen général, au ministère des relations extérieures une note relative à ce qui s'est passé le 22 ventose dernier à Bergame.

Le directoire exécutif vous transmet copie de cette note et vous invite à lui faire part de ce que vous pourrez savoir sur les faits qui y sont rapportés.

Barnier, président.

Venise, le 2 pendant ou 3 (un mai 1797).

*Copie de la note du noble de la république de Venise
près la république française, au citoyen Charles
Delacroix, ministre des relations extérieures.*

Après les protestations réitérées et non équivoques d'unité que le directoire a toujours faites à la république de Venise, après avoir manifesté dans toutes les circonstances ses intentions les plus fermes de conserver la bonne harmonie qui subsiste entre les deux puissances, le gouvernement de Venise ne pouvait pas s'attendre qu'un agent français aurait suivi des principes qui leur sont constamment opposés.

Vous serez sans doute surpris, citoyen ministre, d'apprendre que le 15 de ce mois (un ventosi dernier), le citoyen Leffroy, commandant les troupes françaises à Bergame, ayant appelé les députés destinés à l'appareillement de la ville, les ait contraints à signer un acte dont le titre prétendu du peuple de Bergame pour la liberté est le sujet, et dont on s'est servi pour les forcer à s'y étaient refusés. Après une telle démarche, le même commandant a donné exécution au susdit acte et a fait sommer le gouverneur vénitien de s'éloigner de la ville dans l'espace d'une heure, lequel a été obligé de s'y soumettre; car on voulait l'envoyer sur-le-champ garcon à Milan, s'il avait résisté.

Le sousigné noble de la république de Venise vient en conséquence de recevoir l'ordre de son gouvernement de vous communiquer un si fâcheux événement et de

vous priez avec instance de vouloir bien le faire connaître au directoire exécutif aussi promptement qu'il vous sera possible.

Une démarche si arbitraire de la part du susdit commandant, appuyée par la force armée, est sans doute suffisamment contraire aux sentimens de loyauté et de franchise que la république française a toujours manifestés vis-à-vis le gouvernement de Venise, aux proclamations solennelles que les généraux français ont faites en son nom, et enfin à la persuasion que le directoire exécutif et le général en chef Bonaparte ont toujours témoignée sur la sincérité des intentions du même gouvernement.

La république de Venise est donc infiniment convaincue que tout ce qui s'est passé à Bergame, ne pouvant être que l'ouvrage du commandant Leffray, le directoire exécutif voudra bien dissuader formellement le légal fait à sa souveraineté, et improviser sans doute le combat hostile du susdit commandant, à l'effet que la ville de Bergame puisse rentrer dans l'ordre où elle était auparavant.

Il est, citoyen ministre, de la droiture des principes qu'a toujours manifestés la république française; il est de la justice, qui forme la base la plus ferme et la plus respectable de chaque gouvernement, de faire droit promptement, dans une affaire si conséquente, aux justes réclamations que le noble conseil s'est empressé de vous présenter de la part de la république de Venise, qui a toujours observé la plus exacte neutralité, et qui, n'étant dans ces guerres, a donné les témoignages les moins

équivaques de son amitié au gouvernement français, et de l'hospitalité la plus active à ses armées.

Agréez, citoyen ministre, l'assurance que le noble souvenir a l'honneur de vous retirer de sa parfaite considération et de son respect le plus profond.

Quatre.

Paris, le 11 germinal an 5 (31 mars 1795).

Le Directeur exécutif au général en chef Bonaparte.

Le brillant début de la campagne que vous venez d'ouvrir, citoyen général, nous rappelle celui qui, dans la dernière, a été le présage des succès constants de l'armée d'Italie, et les circonstances politiques où nous sommes rendent plus précieux ceux qu'elle vient de remporter : vous avez heureusement saisi le moment favorable pour extirper les opinions, et vous avez prévus, ainsi que nous vous en avions marqué le désir, la jonction de tous les renforts que l'ennemi attendait pour prendre lui-même l'offensive et tenter d'opérer la réunion de toutes ses forces.

Le courage des troupes que vous commandez semble croître avec l'importance des événements, et nous remarquons avec bien de l'intérêt l'effet de vos soins pour maintenir dans tous les rangs une émulation toujours plus vive de zèle et de bravoure.

Veillez témoigner votre satisfaction aux corps qui ont agi, et aux officiers qui se sont distingués.

Le prince Charles, déconcerté par la rapidité de votre

marche, autant que par l'habileté de vos mouvements ; ne s'abandonner pas vraisemblablement à défendre Trieste. La prompte reddition de la garnison de Gradisca doit lui faire connaître le même sort pour celle qu'il jetterait dans cette place maritime , et il est pour nous à présent sur qu'elle est en ce moment en notre pouvoir.

Fidèles à la déclaration que nous avons faite , l'année dernière, à l'empereur, nous devons maintenant nous occuper de son exécution : ordonner, en conséquence, à notre général, aussitôt votre entrée dans Trieste, la destruction de tous les établissemens publics et la dégradation de son port. Cette mesure, jointe à la destruction des ouvrages de Mantoue, sera pour le cabinet de Vienne un puissant conseil d'entrer en négociation de paix, et l'intérêt militaire nous l'indique d'ailleurs comme nécessaire.

Nous pensons que le nouveau territoire qu'occupe l'armée donne suffisamment à ses besoins, et que les contributions dont il est susceptible, rendront disponible une partie considérable des sommes stipulées dans le traité avec le pape : nous vous présentons cette observation en faveur de l'armée de Rhin et Moselle, que le trésor public ne peut secourir aujourd'hui avec assez d'efficacité.

La rapidité de vos progrès ajoute à l'urgence du passage du Rhin : l'armée de Sambre et Meuse est prête à agir, celle de Rhin et Moselle ne l'est pas encore. Pour obvier à cet inconvénient, nous nous proposons de faire prolonger la gauche de cette dernière jusqu'à Mayence, afin que la première débouche sur la rive

droits avec toutes ses forces , et occupe avec avantage l'ennemi , et attendant que le général Marmont puisse opérer son passage et pénétrer dans le cœur de l'Allemagne. Le général Hoche réunira alors les places d'Ehrenbreitstein et de Mayence , après que de concert ils se seront rendus maîtres d'une offensive décisive.

Nous vous invitons à nous donner les détails des mouvements qui ont éclaté dans plusieurs villes républicaines.

Barthélemy , président.

P. S. Nous recevons à l'instant le courrier que vous nous avez expédié de Gertrich.

Paris, le 13 germinal an 5 (2 avril 1797).

Al général Bonaparte.

Les envoyés des républiques lombards et cisalpins nous pressent, citoyens général, de nous tenir sur leur cart politique , mais les circonstances sont encore telles que nous ne pouvons nous départir des principes qui nous ont jusqu'ici dirigés à l'égard des gouvernements provinciaux. Les reconnaître comme puissances , ce serait nous enlever les droits que la guerre donne dans les pays de conquête , et nous priver des ressources qu'ils présentent ; ce serait en outre nous enlever les moyens d'établir des compensations favorables à la conclusion de la paix et nous exposer à violer la garantie que nous aurions accordée ; ce qui est incompatible avec la loyauté du gouvernement français.

Mais, en nous réservant, citoyen général, ces réserves, nous laissons aux républiques italiennes la liberté de se constituer entièrement d'après leur vœu, et de se régir sans autre entrave de notre part, que celle que la sûreté ou le bien-être de l'armée exigeraient impérieusement.

Nous vous invitons, citoyen général, à prendre ces vœux pour base de vos relations avec les différents états qu'elles concernent. Rome, président.

Rome, le six ventose an 5 (17 mars 1797)

Au général Bonaparte.

M. le marquis Masini, l'un des plénipotentiaires du pape, qui a signé le traité de Tolentino, vous est envoyé par sa sûreté, dont il vous remettra une lettre. Je lui ai donné un passe-port pour se rendre auprès de vous, où il sera accrédité, ainsi que je le suis ici, par sa seule qualité de plénipotentiaire ayant signé le traité de paix. Il a la confiance entière du pape et du cardinal secrétaire d'état, il est envoyé par eux ; c'est une des personnes les plus considérables de Rome. Je crois qu'il sera envoyé, après la ratification du corps législatif, en qualité de ministre à Paris ; c'est un des hommes de ce pays-ci qui entendent le mieux les affaires.

Cet envoyé du pape a pour instructions :

1°. De vous demander, au nom du pape, de la manière la plus instante le rétablissement de l'autorité civile de sa sainteté à Ancône, le pape se chargeant

de pouvoir à l'entrée de la garnison française, tant qu'elle restera dans cette ville. Le mémorandum est en italien, n°. 1^{er}, m'a été remis par le cardinal secrétaire d'état, relativement à cet objet, et il contient des motifs dignes d'attention. Le gouvernement romain prétend que si, d'un côté, la république française n'a pu vaincre, par le traité, porter un seul grand préjudice à tout le reste de l'état ecclésiastique, que celui qui résulte de la privation de l'autorité civile à Ancône, d'une autre part, la famine et la disorganisation politique dans tout le reste de l'état du pape, ainsi que la ruine totale de ses finances, seraient des conséquences immédiates d'une pareille privation. La Marche d'Ancône, qui est un pays abondant, nourrit toutes les autres provinces de l'état ecclésiastique; mais si la liberté de l'exportation des blés avait lieu dans le port d'Ancône, l'appât du gain en ferait sortir tout ce qui sort auparavant d'un à l'entrave des pays voisins. De même, si un régime uniforme n'est pas suivi par rapport aux impôts, le port d'Ancône étant en communication avec les autres, on pourra en extraire tout facilement, et les finances du pape seront privées de toutes perceptions d'impôts; enfin, si une autorité indépendante du pape s'établit à Ancône, vu ses rapports avec les pays voisins, il y aura un état dans l'état, et l'ordre politique y sera infiniment troublé ou tout au moins interrompu.

2°. Le pape demande aussi de pouvoir rentrer en possession, dès à présent, du gouvernement civil des autres pays, tels que Pesaro, Macerata, etc., qui devront être évacués par l'armée française. Les autorités

nouvelles que l'on établit dans ces mêmes pays , étant dans un contraste manifeste avec le pouvoir du pape , ne craint de prendre des mesures , qui donnent au gouvernement tout moyen , le mettent dans les plus grands embarras , et interviennent totalement l'ordre politique et économique de l'état ecclésiastique.

3°. Les municipalités d'Ancone , de Macerata , etc. , ne cessent de faire les réquisitions les plus fortes dans toutes les villes de la province de la Marche , en fait de chevaux , de bœufs , de draps , de chemises , de souliers , etc. , et même de blé , en ordonnant , sous les peines les plus fortes , d'en faire le transport à Ancone , et qui met au dernier désespoir cette province , qui voit qu'on la dépouille de tout , et qu'elle va être exposée à la disette la plus cruelle. Comme elle est la mine nourricière de la capitale , et que l'on craint beaucoup pour la ville de Rome même , on demande un prompt remède à un inconvénient si grave , dans la confiance où l'on est que , d'après le traité de paix , les agens du gouvernement français ne sauraient avoir en vue la ruine totale de ce pays.

Toutes les réquisitions ne sont pas pour l'entretien journalier des troupes françaises , et les contributions qui en résultent , quand elles ont été imposées après la signature du traité , ne seront ici portées au compte pour autant de paiements faits sur la contribution assignée à Tolentino ; et comme on ne peut rien exiger au delà après la paix , je ne saurais , sans injustice , refuser d'admettre de pareils objets pour autant à l'acquit

des dernières contributions. Veuillez bien me marquer à cet égard vos instructions.

4^e. Un grand nombre d'ecclésiastiques, de gens riches et de maisons religieuses, qui possèdent des biens dans la Romagne, dans le duché d'Urbin et dans la Marche d'Ancone, sont domiciliés à Rome ou employés par le gouvernement pontifical. Ils se flattent de pouvoir jouir en paix de leurs revenus depuis le traité de paix; mais des commissaires de l'armée française ont mis partout des rigueurs sur les biens ecclésiastiques, et les propriétés s'en trouvent prises entièrement. Si leurs propriétés étaient situées en France, ils pourraient en jouir comme sujets d'une puissance amie de la république; si une nouvelle loi et des rigueurs de nouvelle convention dans les pays conquis les dépouillent de tous leurs droits, nous serons exécrés ici, tandis que si tout est conservé, on nous en aura de l'obligation, et tous les grands prélats de Rome seront dans une espèce de dépendance de nous. Cet objet a sûrement besoin d'être systématiquement traité.

5^e. Les cardinaux, prélats et autres, qui possèdent des biens dans le Milanaise et qui sont attachés au service du pape, s'agitant d'une puissance actuellement en paix avec la France, demandent de pouvoir toucher leurs revenus, d'après les lois générales avant subies à cet égard; le séquestre a été mis seulement sur leurs biens ecclésiastiques, mais aussi sur leurs revenus patrimoniaux. Le cardinal Buonaparte, secrétaire d'état, qui est du nombre, ne demande rien pour lui, si l'on a des motifs particuliers contre sa

personne, mais je dois dire que depuis le traité de paix, il s'occupe et ne néglige rien pour se bien conduire envers nous ; et comme nous ne considérons ni haine, ni état de guerre par rapport aux individus, il sera sans doute traité comme les autres. Je crois avoir suivi ici les bonnes vues, en ne témoignant à personne aucun souvenir des égaremens et incartades passés : tout est effacé par le traité, s'il s'accomplit bien. Je me suis seulement abstenu de rendre visite au cardinal d'après du sacré collège, Albani, que cela met fort en peine, et qui me fait bien des insinuations à cet égard. Mais si j'étais en des lettres de créance pour le pape, en m'installant régulièrement, j'aurais été chez le cardinal Albani, comme chez les autres : car alors ses ser- vices de visites ne sont pas faites à la personne, mais à la place, et dès qu'on est en paix avec le souverain, il faut rendre ce qui est d'usage à ses ministres. C'est ainsi que nous devons tout plier, et que nous parviendrons à tout réconcilier. Le chevalier Azara s'ennuie et s'embrouille dans des personnalités, il me semble que notre politi- que ne doit pas être de querroyer avec personne.

6°. M. le marquis Mautini est chargé de s'occuper aussi de ce qui regarde les prisonniers à rendre au pape : je l'ai prévenu qu'il trouverait cet objet en désordre. Il s'entendra avec vous à cet égard.

7°. Je vous envoie copie de la note par laquelle le cardinal secrétaire d'état m'annonce que, dans la ré- forme des régimens, on doit se réformer d'anciens pour conserver le régiment Colonne, que je crois à la solde du pontifical, et je vous ai envoyé précédemment l'autre

note dans laquelle il me fait part de la suppression des armemens. Cet objet est peu digne d'attention. Toute l'armée du pape restera fort peu nombreuse, mauvaise, et manquant de tout ce qu'il faut pour la guerre ; ce gouvernement-ci n'a eu vue d'employer ses troupes que comme chiens pour contenir ses sujets. Ce n'est donc pas un article sur lequel je veuille épiloguer ; cependant je dois le soumettre à votre considération , afin que , si vous en jugez autrement , je m'attache à suivre vos ordres.

Le général Caffi renvoie huit domestiques allemands, qu'il avait amenés, dans l'idée qu'il pourrait lui en grand utile. Il existe à Rome obscurément ; mais on a eu vue de le placer lui à la tête du militaire de sa maison , pour lui faire un état , et parce qu'on n'a personne qui soit capable de régler ce qui concerne les troupes. On se propose d'obtenir votre agrément pour lui donner lui le même emploi qu'avait le général Caprara.

8°. Je vous ai envoyé un mémoire du général des postes du pape , au sujet des communications à établir par les courriers entre l'état ecclésiastique et nos pays-conquis. L'objet est important pour le commerce , et il a besoin d'être concerté avec nous. Je fais observer que le gouvernement romain veut faire passer par Ancône le courrier ordinaire de Pietro , qui allait précédemment par le Fivio.

Quand nous aurons tiré à peu près , de pièces et de marcanas , le mieux qu'il sera possible , les 30,000,000 imposés , sans compter tout ce que la guerre aura coûté de pertes à l'état ecclésiastique , nous aurons tout épuisé

et il est possible d'aller jusqu'au bout sans faire naître de trouble ni d'irritation qui puisse dégénérer en fureur; il faut pouvoir rester maître de son sens au tout vu même dans une certaine harmonie. Permettez-moi donc de vous prier, citoyen général en chef, de vouloir bien écouter avec attention M.^r le marquis Massimo, et faire en sorte que ce que vous trouverez utile et juste, soit ordonné et réglé d'après vos propres idées, et non abandonné à la violence des viles bouillottes.

M. le marquis del Vasto est venu me voir, et nous nous sommes fait beaucoup d'imités. La cour de Naples paraît contente de la paix de Rome; elle se montre enfin persuadée du grand intérêt qu'elle a d'être en paix avec nous.

Elle paie les 8,000,000. La situation importante de l'armée d'Italie, qui va toujours en augmentant, ne peut manquer de bien assurer l'état de paix de l'Italie inférieure; mais vous sentez que si le pape paye bien ce qu'on lui impose, ses moyens restent épuisés, et nous serons tant ôté, qu'il est à propos de le contenter en suite, de le ménager après pour nos avantages ultérieurs qui, à l'égard du commerce, pourront être considérables.

Cesante.

Brescia, le 22 ventose an 3 (22 mars 1795).

Al général Bonaparte.

La ville de Brescia contient un grand nombre de personnes ennemies du bon ordre, et qui, seignant de

L'attachement pour la nation française ne peut-être des emplois pour avoir des juges dont elles feraient un abus honteux si elles arrivaient à leur but. Par égard pour mes instructions, je n'ai fait, jusqu'à présent, que surveiller ces malveillans ; mais, en ce moment, la chose en est au point qu'il est nécessaire de prendre des mesures pour parer à un mouvement prochain. À cet effet, je vais réunir, dans la ville, la cavalerie légère, et faire venir de Verone un détachement d'infanterie. J'ai un double but en vous instruisant de cette affaire : d'abord, c'est pour vous faire admettre, à l'égard de ce mouvement de troupes, qu'il est possible que le nombre en soit exagéré, et ensuite c'est pour vous prier de donner des ordres pour faire descendre de ce fort six ou huit petites pièces d'artillerie, dont on manque depuis qu'elles y ont toutes été transportées.

Un autre objet trop important pour que je n'en fasse pas mention, c'est que les troupes françaises qui passent par ici se conduisent parfaitement. On a seulement eu à prévoir quelques actes d'indiscipline peu graves.

Si vous jugez à propos de prendre des mesures parmi les troupes lombardes, je vous prie de les faire passer ailleurs qu'à Brescia, sachant parfaitement que les soldats qui les composent ne ressemblent point aux militaires français : elles peuvent se rendre à Comoglio, de Comoglio à Berra, et de là pousser plus loin ; mais la plus grande mesure que vous puissiez vous faire, c'est de leur faire rejoindre l'armée par Gemoni.

En servant avec cela les vues de mon gouvernement,

je crois rendre les bons offices à l'armée française, qui tire plus d'avantages de la tranquillité actuelle de l'Ital vénitien, que des troubles et de la disorganisation que ces deux peuples éprouver.

Je m'en repose sur votre loyauté, et sur les offices que vous m'avez faits dans votre dernière lettre pour secondar les efforts que je fais pour remplir mon devoir.

Je vous prie d'être persuadé des sentimens d'estime, etc. Bismarck.

Falga, le 10 mars au S (1^{er} mai 1859).

du général en chef.

Le premier paiement qui doit être fait à la république par la cour de Rome, conformément à l'art. 10 du traité de paix, n'est pas encore effectué. Des millions sont arrivés, je les ai fait transporter à Tolentino, où ils sont gardés par des troupes et des officiers en qui j'ai confiance. Je vais les faire partir pour Bologne, escortés par les mêmes troupes. Les 5,000,000 qui doivent compléter le premier paiement arriveront d'ici à deux jours, d'après ce que m'a écrit le ministre Cavour. J'évacuerai aussitôt ce pays-ci suivant les termes de l'article 14 du traité.

Il arrive de temps en temps quelques chevaux de selle, que j'ai soin de faire distribuer aux divers détachemens de cavalerie à pied qui sont dans les états du pape. A mesure qu'ils se trouvent montés, je les fais aller sur la Romagne, pour leur faciliter les moyens

d'alimenter leurs chevaux et en même temps les rapprocher de l'armée, où je les renverrai lorsque je sentirai que leurs chevaux seront réparés et en état de faire le service.

Tout est tranquille dans cette province et dans celle de Macerata ; je ne puis pas en dire de même de la légation d'Urbain, où les troubles commencent seulement à se dissiper. J'y ai fait marcher des troupes pour imposer au peuple ignorant et fanatisé. J'ai engagé un pape jouissant d'une grande considération à y aller pour l'éclairer ; je présume que sa démarche ne sera pas sans fruit, et qu'il méritera le désagrément de voir couler le sang.

Vienne.

Turin, le 26 mars au 5 (16 mai 1795).

Ala général Bonaparte.

Vous avez vu, mon général, par les deux lettres que j'ai eu l'honneur de vous écrire, en date des 1^{re} et 7 du courant, et par celle de M. le chevalier Frinco, la manière franche et loyale avec laquelle sa majesté le roi mon maître en a agi, en approuvant le traité signé à Bologne, en expédiant, deux heures après mon arrivée, son approbation à Paris, et ordonnant ensuite la prompte exécution de l'article 5, dont la condition en effet était déjà pleinement remplie le 13 du courant (aux 6 canons près qui portaient ce soir-là même pour Novare), lorsque l'événement le plus inattendu a forcé sa majesté de suspendre tout mouvement ultérieur, et

l'a plongé, ainsi que M. le chevalier Priocca et moi, dans la plus grande perplexité sur les causes d'un changement si subit, dont vous jugerez vous-même, mon général, par le récit que je vais vous en faire, et par la pièce que je joins à ma lettre.

Le général Clarke, qui était ici depuis le 9 du courant au rôle, attendant, ainsi que nous, sans en douter un instant, l'approbation du directoire exécutif du traité de Bologne, nous déclara, le 13, qu'il venait de recevoir un courrier de Paris, et que le directoire, sans avoir reçu ses dépêches ni les vôtres, et apparemment sur la simple communication du traité que lui en aura fait M. le comte Balbo, l'avait presque totalement désapprouvé, et lui envoyait de nouvelles instructions et de nouveaux pleins-pouvoirs. Cet événement, déjà bien extraordinaire et bien surprenant, est devenu entièrement une saignée pour nous, lorsque l'on vit par le nouveau projet de traité que présentait hier le général Clarke au chevalier Priocca, qu'il était réellement tout à fait défectueux, comme vous l'observerez aisément par le copie que j'ai l'honneur de vous en transmettre, avec une note d'observations que j'y ai faites à la hâte.

Ce n'est pas tout encore : le nouveau pleins-pouvoir qu'a reçu le général Clarke est non-seulement annulé, mais il ne l'autorise qu'à négocier, et point à conclure, ni à signer ; de sorte que le traité ne saurait jamais avoir lieu qu'à Paris, et qui entraînerait nécessairement un retard bien considérable, tandis que le projet même du traité exige que 5,000 hommes d'in-

l'artillerie, et un régiment de cavalerie soient prêts le 15^e avril, c'est-à-dire, dans quatorze jours, à compter de la date de la présente.

Si vous ajoutez à ces circonstances, mon général, celle bien désagréable que les coupables de la dernière conjuration, que vous avez bien voulu offrir au chevalier Priocca de faire arrêter, et qui ont eux-mêmes été arrêtés effectivement par votre ordre à Milan, seront très facilement relâchés et se promettent manuellement : vous ne pouvez être stupé que sa majesté soit fortiment surprise et affligée d'une conduite si inconsidérée et d'autant moins attendue ; que vous ne puissiez certainement dissimuler que nous n'ayons mis de notre côté toute la légèreté et la franchise possibles, ainsi que toute l'activité à faire passer l'approbation du roi à Paris, et à remplir les conditions.

Ces motions et les dispositions de sa majesté à s'unir directement avec la république française ne sont cependant pas dictés par ces éphémères, dans le cas qu'ils ne fussent dépendans que de quelques équivoques ou retards, ce que nous désirons et espérons encore, d'autant plus que le comte Balbo n'a pas encore écrit un mot de ce qu'on lui a répondu à Paris.

La profonde estime que sa majesté a de votre personne et de votre manière de penser, l'a engagé à s'ordonner de vous instruire en détail de tout ceci, puisque, entre l'importance que vous soyez prévenu à temps de la cause qui suspend la marche ultérieure des troupes formant le complément du contingent, elle ne doute pas que vous ne coopériez efficacement à sa rapproche-

ment également désiré des deux puissances , mais qui doit cependant être posé sur des bases équitables.

De mon côté , vous savez , mon général , combien je désire la conclusion de cette affaire ; il en est de même du chevalier Priocca ; et en attendant impatiemment votre réponse sur une affaire si importante et si intéressante , j'ai l'honneur de vous dire votre tout dévoué ,

*Le marquis de Saint-Maurice , aide-de-camp
du roi de Sardaigne.*

Congress, le 28 novembre 1815 (18 mai 1793).

Al général Bonaparte.

Ayant été fait prisonnier de guerre , il y a peu de jours , par les troupes françaises aux ordres de M. le général Masséna , la nécessité urgente de pouvoir vaquer à mes affaires particulières en Allemagne m'oblige à vous prier , monsieur le général , de me procurer l'agrément d'y retourner , sous la caution de ma parole d'honneur de ne point servir contre les troupes françaises jusqu'à l'époque d'un échange mutuellement convenu.

Je me flâte , monsieur le général , que vous vous voudrez bien ne pas me refuser cette satisfaction , jusqu'à présent connue à tous les officiers généraux autrichiens qui se sont trouvés dans le même cas que moi.

Si je n'étais aussi convaincu que je le suis de votre indulgence envers les officiers prisonniers de guerre , je solliciterais , monsieur le général , à vous prier de

voudrâit bien étendre vos bontés sur le sort de dix-sept officiers autrichiens pris dans la même action que moi ; mais ma juste confiance ne croit pas une indiscretion , en vous demandant cette même faveur pour ces militaires.

J'ai l'honneur d'être, etc.

LORENZINI.

Vienne, le 27 ventose an 8 (13 mars 1799).

Au général en chef.

J'ai reçu la lettre que vous venez bien voulu m'écrire le 25, et vos intentions seront pleinement remplies à l'arrivée de la frégate la *Bravo*.

J'ai l'honneur de vous remettre, ci-joint, une note que le sénat m'a renvoyée ce matin. Ce gouvernement est dans la plus grande consternation ; il a expédié hier au soir un courrier à Paris, et M. Ponsio est chargé d'aller vous porter lui-même les représentations de ce gouvernement.

Le public ici assure que les Bolognaises et les Bressanes sont prêts à s'insurger. Si le fait dont on se plaint est l'exécution de vos ordres, il ne m'appartient pas de chercher à en approuver les motifs ; s'il en est autrement, je regarde le rapport fait au sénat comme totalement équivoque, et je prends des mesures pour être exactement instruit.

Au reste, la république de Venise touche à sa fin : le gouvernement n'a plus de ressorts ; les peuples sont arrivés au mépris, et il ne fait plus qu'une éponge

pour effrayer l'ennemi. On ne nous aime pas; mais le mot de liberté que nous prononçons avec enthousiasme, retentit partout, et les vieux adversaires ont beau proclamer leurs vieilles habitudes, ils ne font que précipiter le moment de leur chute.

M. Pénarès tient à son pays et à la forme de son gouvernement : bon de là, vous le trouvez, mon général, toujours porté à faire pour vous tout ce que vous exigerez qui ne compromettra, ni ce qu'il appelle ses sujets, ni leur tranquillité. C'est ainsi que je l'ai vu depuis que j'ai à traiter avec lui. Il vous exposera le besoin qu'on a ici de secours, il vous dira en cela la vérité, et si vous ne pouvez pas aider les Vénitiens d'un peu d'argent et de bestiaux, ils n'iront pas jusqu'à le lui.

LELLIARD.

Note jointe.

Voici ce que j'ai pu recueillir : Les Bergamasques et les Brescians sont depuis long-temps mécontents de leur gouvernement. Entrés des Français en Lombardie, sans doute fâchés de s'y trouver. L'incertitude des événements les retenait muets, ses victoires et la prise de Mantoue les ont encouragés ; ils ont pris même d'attitude à se cacher. M. Orsini, anti-français, et fâché instrument de la tyrannie des inquisiteurs d'état, a commencé à les réveiller. Sous le voile des protecteurs d'opinions favorables à nos principes, des emprisonnements, des arrestations, des disquisitions même, des réprimandes publiques pour de simples discours, ont comploté tous les esprits. Il s'est formé un comité révolutionnaire se-

crot, on s'est expédié à Milan trois députés pour demander secours et protection à la Lombardie. On dit que le commandant de la province leur a répondu qu'il ne pouvait pas les aider ouvertement, qu'ils eussent à bien consulter le vica général de leurs concitoyens, et à agir d'eux-mêmes, sauf à les pousser si les circonstances l'exigeaient.

Les députés, revenus à Bergame, y ont tenu diverses assemblées; Ottoni les a découverts : il a député son valet de chambre en paysan, il l'a expédié en courrier à Venise, pour porter aux inquisiteurs une liste très-nombreuse des prétendus révoltés, et qui comprenait tous les principaux personnages de la ville. On a été prévenu de cette manœuvre, on l'a dénoncée au commandant français comme une nouvelle trahison d'Ottoni : quatre hussards ont été détachés à la poursuite du courrier et lui ont enlevé ses dépêches; elles ont été lues au comité. La liste de proscription a indigné, on s'est prononcé : les uns voulaient tuer Ottoni, d'autres l'envoyer aux fers à Milan; enfin, les plus modérés l'ont emporté : on lui a signifié de sortir de la ville, et le comité s'est emparé de l'administration. On ne dit pas quelle part active le gouvernement français a prise à ces résolutions, on dit seulement qu'ignorant l'effet de cette explosion et pouvant même supposer qu'elle fût dirigée contre nous, il a pris des mesures militaires de sûreté, qui peut-être ont autorisé une partie des rapports d'Ottoni.

Brescia, le 17 octobre au 2 (7 mai 1797).

au général en chef.

L'événement arrivé à Bergame depuis votre réponse à ma dernière lettre, dans laquelle vous daignez m'adresser des choses si obligeantes, m'aurait déterminé à partir, si je n'eusse pensé que mes deux compatriotes, envoyés vers le camp français, pourraient se concerter avec vous pour faire en sorte que, sans porter atteinte à la neutralité, la république de Venise pût chercher à récupérer une ville dont la majeure partie des habitants, selon tous les rapports que je me suis procurés, conserve un vil attachement au gouvernement vénitien.

D'ailleurs, j'ai l'honneur de vous assurer que personne n'a été impliqué sous prétexte de conspiration, et il serait bien entendu d'insinuer que le gouvernement qui a donné tant de preuves d'amitié aux Français voudrait persécuter ceux qui se montrent ses amis. Voilà près de neuf mois que je me trouve à Brescia sans que personne y ait été aucunement persécuté. J'ai observé les choses avec attention, et je vous les ai rapportées avec fidélité dans ma dernière lettre.

Depuis l'événement de Bergame, j'ai fait marcher de ce côté moins de troupes que je n'avais l'ordre d'en faire avancer de Verone.

Ce que j'ai été si malade d'apercevoir, c'est qu'en pareille circonstance un rien suffit pour porter le trouble dans une ville, et que le peur peut y produire les plus

siestes effus : c'est pourquoi j'ai fait répandre une amnistie, qui a changé la tristesse en joie. Je connais le cœur humain et les passions qui doivent l'agiter, et je tâche en conséquence de me conduire prudemment ; mais pourquoi, je vous le dis avec franchise, trouverait-on tant d'obstacles à laisser passer tranquille et même sans sables d'un lieu à l'autre, et pourquoi gloire, dans des dispositions si légères, un peu d'incertitude qui a donné tant de preuves de sa bonne foi ?

Toutes ces raisons me rendent bien jaloux de vous voir, et j'en ai déjà cherché à m'en expliquer de vive voix avec ma franchise et ma loyauté ordinaires, si je ne craignais que mon départ n'occasionnât quelques mouvements, que je cherche à soigneusement éviter : c'est pourquoi j'ai prié le général Chambefflanc de faire parcourir la ville par de grosses patrouilles régulières, ayant de mon côté fait augmenter les autres.

Je me permets de vous témoigner de nouveau le vif désir que j'ai de voir les troupes lombardes passer ailleurs qu'ici : les habitants de ce pays, hospitaliers envers les troupes françaises, ne le sont pas autant envers d'autres.

Je vous prie, avant que vos importantes occupations vous le permettent, de répondre à ma lettre, et je termine par vous assurer de ma considération la plus distinguée.

François BARRAS.

Torquato, le 29 octobre et 31/3 mars 1797.

Au général en chef.

A mon arrivée à Trivignano, j'ai trouvé cette ville pillée par des soldats de la division Serrurier, la même n'a pas été plus sage, et a fini de ruiner ses pauvres habitans; le chef de brigade Anony me rend compte que des militaires faisoient partie de l'escouade, et quelques-uns de la gendarmerie y sont entrés malgré la force armée, et ont poussé la soldatesque jusqu'à incendier une maison. Je viens de donner un ordre pour prévenir de semblables excès; mais je crois qu'un ordre de votre part est nécessaire dans le moment où nous allons entrer dans le pays conquis, et où il est à propos de nous faire aimer.

Le soldat, livré au pillage, a reconnu ses chefs; un volontaire de la colonne-neuvième a couché en joue le chef de bataillon Arnaud, qui vouloit arrêter le désordre: cet individu a été corrigé, et on l'a laissé évader.

Je vous envoie copie de l'ordre que j'ai donné.

Je vous rends compte que nos découvertes ont été jusqu'à près de trois mille, et qu'elles n'ont point rencontré l'ennemi: les paysans leur ont dit qu'ils ont évacué cette nuit.

La quarantième demi-brigade offre 1,000 liv. pour indemniser le propriétaire de la maison incendiée; j'ai applaudi à cet acte d'humanité, digne de nos braves soldats; mais j'attends vos ordres pour disposer de cette somme.

Genève.

Gratiosa, le 29 mars au 3 (2) mars 1793.

du général en chef.

Conformément à vos ordres, mon général, j'ai fait avancer ma division entre Macine et Gratiosa. J'ai, après l'avoir mise en bataille, ordonné au général Friest de se porter avec la troisième demi-brigade à la porte du Salvador : la quatre-vingt-huitième devait former la réserve ; à l'adjutant général Miotte, de se porter à la porte Nera avec deux compagnies de grenadiers ; au général Muris, avec la quatrième demi-brigade et un escadron de hussards, à la porte de Lapez : ce général devait passer la rivière de l'Alama avec un corps de troupes, et couper la route à la garnison de Gratiosa ; le restant de ma division en bataille dans la plaine, composée de la cinquante-deuxième et soixante-neufième commandée par le général Mailley, le premier régiment de hussards et le quatorzième de dragons sous les ordres de l'adjutant-général Serrailh, devaient protéger les attaques de Gratiosa, en livrant bataille aux troupes que le prince Charles aurait pu envoyer de Gratiosa.

Les ordres ainsi donnés, les généraux d'Armagnac ont avancé à la tête de leurs colonnes avec cette bravoure qu'on caractérise quelquefois de fureur.

Quatre mille hommes formant la garnison de Gratiosa étaient rangés sur les remparts de la ville, leur fusillade et le feu de leurs canons venaient à chaque instant le mort sur ses soldats, sans que leur intrépidité en fût réduite : leur audace, au contraire, accrue par

les obstacles, les faisait valoir contre les difficultés. Enhardis par les généraux qui les dirigeaient, ils demandaient à grands cris des échelles pour escalader le rempart, et des haches pour briser les portes. J'ai donné des ordres pour que ces objets parussent au plus vite : j'allais donner le signal, lorsque des principes d'humanité m'ont retenu ; j'ai fait sommer M. d'Angastinière, colonel du régiment de Spilœcia, commandant la forteresse, de se rendre vis-à-vis-le-champ, sous peine d'être passé lui et sa troupe au fil de l'épée.

Vous trouverez ci-joint, mon général, copie de la sommation : en réponse, le colonel a demandé à sortir avec les honneurs de la guerre, sous condition que la garnison se retirerait en *Assièche*.

La disposition de mes troupes était telle, que je ne pouvais pas y accéder. J'ai donc exigé que les ennemis fassent prisonniers de guerre, en conservant aux officiers la liberté de se retirer, sur leur parole de ne pas servir contre la république et ses alliés jusqu'à leur échange. Je n'ai donné qu'un quart d'heure, mes réponses ont été acceptées ; deux bataillons de Spilœcia et deux d'un autre régiment ont sorti, à deux heures du soir, par la porte de Garima à Palan, et ont déposé ensuite les armes. Je les ai dirigés sur Palan.

Si j'avais à vous recommander, mon général, toutes les personnes qui se sont distinguées, j'en ai beaucoup à faire. Sans juger mes collaborateurs, il est impossible de passer sous silence le bravoura arabe de notre glorieux Murat, de l'adjudant-général Miron, et du général Frantz ; il a fallu leurs talens, leur bravoure pour dé-

sider l'ennemi, ils se portaient partout, consolidaient les blessés, soutenaient le courage des soldats à attendre la mort avec sang-froid. L'ennemi a tenté vainement de venir de Gortain pour dégager la garnison, en descendant la rive gauche de l'Isouze. Le brave Murat, à qui j'avais envoyé un bataillon de la cinquante-cinquième, l'a forcé de se retirer précipitamment. Je vous recommande, mon général, le citoyen Julien, commandant de mon artillerie : son activité, son zèle m'ont rendu de grands services ; il a été des premiers, il a fait honneur à ses armes. Je vous prie aussi de ne pas oublier que le chef de brigade du génie Campredon ne m'a pas quitté pendant presque toute l'action. Je recommande à votre sollicitude paternelle le citoyen Mauriac et les deux frères Courcier, jeunes gens qui ont continué à se distinguer, et qui appartiennent à un brave et respectable militaire. Je fais, mon général, quoique j'aie bien des choses à vous dire, en rendant justice au jeune Lemaire, votre aide-de-camp. Il s'est fait remarquer par son zèle pour le danger, et, quoiqu'il ait été fort tendre, il a montré beaucoup de calme et de sang-froid ; l'aide-de-camp du général Murat a chargé en matin avec le premier régiment de hussards ; ce brave régiment a fait une vingtaine de prisonniers. . .

J'ai eu beaucoup d'hommes tués et blessés, entre autres beaucoup d'officiers ; quelques soldats se sont malheureusement vengés en passant l'Isouze, mais seulement cinq à six. Nous avons pris huit drapeaux et sept pièces de canon.

Le citoyen Biron, aide-de-camp du général Friant,

à un cheval tué sous lui : cet officier et le citoyen Dais, officier de correspondance de ce même général, se sont distingués par leur bravoure. Plusieurs soldats ont été blessés de coups de pierre en voulant empêcher d'escalader le rempart. BRUNSWICK.

* ————— *

Ancône, le 24 plébéien ou 31 (14 janvier 1797).

*À M. le prince Belmonte Pigliatelli, ministre de
S. M. le roi des Deux-Siciles.*

Le discours extensif m'a envoyé dans le temps, monsieur, les notes que vous lui avez remises, exprimant le désir que le roi votre maître avait que l'armistice conclu entre la république française et le pape continuât à avoir lieu et pût servir à un accommodement définitif.

J'ai en conséquence adressé dès lors auprès de la cour de Rome mes instances pour l'adoption des conditions de l'armistice, et pour y ouvrir des négociations de paix, comme vous le voyez par les pièces ci-jointes. Mais la cour de Rome, livrée à l'espérance vaine, a préféré le hasard des armes : la guerre est devenue dès-lors inévitable, mais, fidèle au système de modération qui dirige exclusivement les opérations du directoire extensif, et voulant de donner à sa majesté le roi des Deux-Siciles une preuve de la considération qu'on pour lui la république française, après la première conférence que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous, j'ai écrit la lettre

que je vous ai communiqué à M. le cardinal Mazarin. Je ne doute point que le directoire exécutif de la république française ne soit charmé dans toutes les circonstances, de saisir les occasions d'affermir la paix qui l'unît à sa majesté le roi des Deux-Siciles, et de montrer sa modération au milieu des succès éclatans que vient d'obtenir l'armée d'Italie, par les délices de l'armée autrichienne et la prise de Mantoue, comme elle a montré à l'Europe sa fermeté dans tout ce qui tendait à soutenir la dignité de la république et la gloire des armes françaises.

TEXARQUE.

Autent. le 25 février au 5 (25 février 1797).

A M. le cardinal Mazarin.

J'ai reconnu dans la lettre que vous vous êtes donnée la peine de m'écrire, monsieur le cardinal, cette simplicité de mots qui vous caractérise. Vous verrez, par l'imprimé ci-joint, les raisons qui m'ont engagé à rompre l'armistice conclu entre la république française et Sa Sérénité.

Personne n'est plus convaincu du désir que la république française avait de faire la paix, que le cardinal Bais, comme il l'avoue dans sa lettre à M. Albani, qui a été imprimée et dont j'ai l'original dans les mains.

On s'est rallié aux ennemis de la France lorsque les premiers puissances de l'Europe s'empressoient de reconnaître la république et de désirer la paix avec elle ; on s'est long-temps bercé de vaines chimères et on

n'a rien publié pour commencer la destruction de ce beau pays. Je n'entendrais jamais à aucune proposition qui tendrait à terminer les hostilités entre la république française et Sa Sainteté, qu'au préalable on n'ait ordonné le licenciement des régimens ennés après l'armistice ; et seulement que l'on n'ait été par notification publique le commandement de l'armée de Sa Sainteté aux officiers-généraux envoyés par l'empereur. Ces clauses remplies, il reste encore à Sa Sainteté un espoir de sauver ses états en posant plus de confiance dans la générosité de la république française, et en se livrant toute entière et promptement à des négociations pacifiques.

Je sais que Sa Sainteté a été trompée : je veux bien reconstruire à l'Europe entière la modération du directoire exécutif de la république française, en lui accordant cinq jours pour envoyer un négociateur muni de pleins pouvoirs, qui se rendra à Folligno, où je me trouverai et où je désire de pouvoir contribuer en mon particulier à donner une preuve éclatante de la considération que j'ai pour le Saint-Siège.

Quelque chose qu'il arrive, monsieur le cardinal, je vous prie d'être persuadé de l'estime distinguée avec laquelle je suis, etc.

BONAPARTE.

Paris, le 15 pluviôse an 5 (3 février 1797).

Au général en chef Bonaparte.

En portant son attention sur tous les obstacles qui s'opposent à l'affermissement de la constitution française,

le directoire cénitif a cru s'apercevoir que le culte romain était celui dont les ennemis de la liberté pouvaient faire d'ici à long-temps le plus dangereux usage. Vous êtes trop habitué à réfléchir , citoyen général , pour n'avoir pas senti tout aussi bien que nous que la religion romaine sera toujours l'ennemie irréconciliable de la république , d'abord par son essence , et en second lieu parce que ses sectateurs et ses ministres ne lui pardonneront jamais les coups qu'elle a portés à la fortune et au crédit des premiers , aux préjugés et aux habitudes des autres. Il est sans doute des moyens à employer dans l'intérieur pour amoindrir insensiblement son influence , soit par des voies législatives , soit par des institutions qui effaceraient les anciennes impressions , en leur substituant des impressions nouvelles plus analogues à l'ordre de choses actuel , plus conformes à la raison et à la saine morale.

C'est au gouvernement à tâcher de découvrir ces moyens ; mais il est un point non moins essentiel pour-être pour parvenir à ce but désiré : c'est de détruire , s'il est possible , le centre d'unité romaine , et c'est à vous , qui avez eu jusqu'ici les qualités les plus distinguées du général à celles d'un politique éclairé , à statuer ce vœu si vous le jugez praticable.

Le directoire cénitif vous invite donc à faire tout ce qui vous paraîtra possible (sans compromettre en rien le salut de votre armée , sans vous priver des secours en tout genre que vous pourriez en retirer pour son entretien et pour le service de la république , et sans rallumer le flambeau du fanatisme en Italie .

au lieu de l'insolence) pour débiter le gouvernement papal, de manière que, soit que restât Rome sous une autre puissance, soit, ce qui serait mieux encore, en y établissant une forme de gouvernement intérieur qui rendrait insupportable et odieux le gouvernement des prêtres, de manière que le pape et le sacré collège ne pourroient concevoir l'espoir de jamais résider dans Rome, et fussent obligés d'aller chercher un asile dans quelque lieu que ce fût, où au moins ils n'auroient plus de puissance temporelle.

Ce n'est point, au surplus, un orator qui donne le discours ecclésiastique, c'est un vicaire qu'il forme : il est trop éloigné du lieu de la scène pour juger du véritable état des choses ; il s'en rapporte sur cela au vicaire et à la prudence qui vous ont constamment dirigé dans une carrière aussi glorieuse pour vous que pour la république que vous servez. Quel que soit le parti que vous croyiez devoir prendre dans cette circonstance et quelle qu'en soit l'issue, le discours ecclésiastique n'y vous paraît de votre part que le désir de servir avantageusement votre pays et de ne pas compromettre légèrement ses intérêts.

Bernani, président.

Rome, le 18 mars au 5 (7 mars 1793).

A M. Allart, à Paris.

Les nouvelles que vous m'avez envoyées sont des plus consolantes. J'apprends, par les deux derniers courriers, que le baron de Thugut a changé de langage : malgré

son air de mystère, nous ne pouvons plus douter des sequens de l'empereur, d'autant plus que l'impératrice et lui vous les ont prouvé.

Il me semble aussi que le harem de Thugut compte sur nous, et en jure par le départ du général Colli, par l'obligation qu'on lui impose de se hâter de voir nos troupes, et par la manière dont on nous a voulu à reprendre nos pays. Tout nous dit que l'on nous regarde déjà comme alliés.

On ne nous parle plus de sacrifices : en aurait-on abandonné l'idée? Sans doute je me flatte trop et je ne me croirai être que quand le traité sera signé aux conditions que je vous ai marquées dans mon dernier courrier. A présent que vous êtes nanti de pleins pouvoirs, M. Thugut ne pourra plus tergiverser, et il faudra qu'il se décide.

Quant à moi, tant qu'il ne sera permis d'espérer des secours de l'empereur, je temporiserai relativement aux propositions de paix que les Français nous ont faites. Vous ne pouvez vous former une idée de tout ce qu'on fait pour m'obliger à répondre à Casault les uns tâchant de me persuader par l'espoir de meilleures conditions; les autres par la crainte et par des menaces. Mais, toujours constant dans mon opinion et jaloux de mon honneur, que je croirais offensé en traitant avec les Français lorsqu'une négociation est engagée avec le comte de Viqueux, je ne me suis laissé ni séduire, ni intimider, et, jusqu'à ce que je m'y voie obligé, je ne changerai pas de parti : vous ne devez pas douter de la sincérité de ces^{es} sentimens.

Il est pourtant vrai que les Français ont grande envie de conclure la paix avec nous, j'en ai une preuve récente dans la lettre ci-jointe de monsignor de nocce à Florence, et, par la réponse dont je vous envoie copie, vous voyez la manière dont je me suis conduit : je vous envoie les deux copies afin que vous puissiez être la certifier et la bonne foi avec lesquelles je traite.

Sans doute, au reçu de ma lettre, M. Colli sera déjà parti : j'espère que sous peu il se trouvera à Ancône. J'ai écrit au général commandant de ce port pour sa réception, et pour qu'il lui propose d'aller en Romagne jeter un coup d'œil sur nos troupes avant que de venir dans cette capitale, afin que nous soyons à même de prendre des mesures dans nos premiers entretiens.

Je vous avoue que je suis fâché de ce que le général Colli s'abouche avec Alvinci avant de venir ici. Je vois bien que cela est nécessaire pour leurs opérations, mais je ne sais pourquoi j'ai une opinion peu favorable d'Alvinci. Quoique je ne sois pas dans le cas de juger de ses opérations en Italie, je crois qu'il pourrait faire plus qu'il n'a fait ; mais l'abouchement est nécessaire, et je me tranquillise en songeant qu'il y va de l'honneur d'Alvinci et de sa gloire de servir les intentions de son maître.

Quant aux appointements à donner au général Colli, quand même l'empereur ne lui paierait rien pour le temps qu'il sera au service du pape, nous leur donnerons le tout et je n'en suis pas fâché.

Je vous beaucoup ce général d'amener avec lui deux officiers et surtout celui du génie, dont vous manquons

talement ; il devrait amener aussi plusieurs lieutenants pour instruire nos troupes. L'état que le maréchal Lessy fait de Colli me console.

Puisque vous êtes persuadé que le baron de Thugut serait jaloux si vous parliez à d'autres qu'à lui en faveur de notre cause , abandonnez les autres moyens que je vous proposais dans le temps que le baron n'était pas dans les bonnes intentions où il est à présent ; continuez cependant à faire la cour à tous ceux qui peuvent nous être utiles en cas d'événement.

Je crois que les propositions du prince de la Paix aient pour objet de nous incriminer , et que , si l'on n'avait pas pour but de dépouiller le pape de sa puissance temporelle , on ne lui voudrait-on lui en retrancher une bonne partie. La reine d'Espagne a le plus grand désir d'agrandir les états de l'infant de Parme , mari de sa fille , et fera tout pour le contenter ; le chevalier Azara , mécontent de nous , ne laisse pas de se flatter : mais je ne crois pas que la cour de Vienne puisse voir tranquillement les Espagnols maîtres des meilleures parties de l'Italie.

Je ne doute pas que vous n'ayez pris des mesures pour être au fait des conformances qui se préparent dans Zanzibar avec Clarke : les détails que vous me donnerez me guideront.

Vous devez avoir vu , dans mes précédentes courriers , que j'avais pensé à l'expédition de quelques troupes antislaves en Roumanie pour s'enrôler aux vôtres , et j'avais pensé aussi que de Trieste on pourrait s'en débarrasser à Ancone. Cultiver ce projet , qui serait très-

nille à l'empereur et à nous, et, s'il se réalise, nous serons disposés à faire le content que fit le roi de Sardaigne.

Vous ferez très-bien de vous pointer aux requêtes que nous a faites le comte de..., par le moyen de votre frère, relativement aux breuils.

Monsieur Saz n'a pas encore remis les breuils pour l'electeur de Saxe, que vous me demandez, je ne puis par conséquent vous les envoyer; Sa Sérénité ne croit pas devoir signer les saints breuils que vous m'avez proposés, parce que, devant être adressés à tous les souverains catholiques de l'Europe, ç'aurait été déclarer une guerre de religion avant le temps, ne pouvant cacher cette action du pape aux yeux des Français; et alors, à cause des raisons que je vous ai dites, nous serions exposés à leur indignation sans être sûrs de l'adhésion de sa majesté impériale.

Selon les renseignements que vous me donnez sur le point d'une guerre de religion, le Saint-Père se résoudra à donner des breuils et à faire d'autres pas.

Si le traité d'alliance est conclu, il faudra le faire signer par le nonce, pourvu que M. de Thiugut, avec qui il n'est pas très-bien, ne s'y oppose pas.

J'envoie à monseigneur le nonce les breuils pontificaux pour l'empereur de Russie, avec une instruction portant que, si de cette cour ou par le chargé d'affaires de Russie, on a fait quelques expéditions à Pétersbourg, il se puisse d'une telle occasion pour les envoyer. Dans le cas qu'il n'y ait pas une telle occasion, je lui mande de les envoyer à Varsovie à monseigneur le nonce, pour qu'il les fasse passer à sa majesté impériale.

Lorsque vous vous présenterez à leurs majestés, faites-leur les mêmes remerciemens pour l'emprunt avec lequel ils s'intéressent à la santé de Sa Sainteté, et assurez-les de la ferveur avec laquelle il fait des vœux pour leur conservation et pour la gloire de ceux qui ont soutenu et soutiennent la juste cause avec tant de constance et tant d'intérêt. *Le cardinal Dezza.*

Rome, le 21 mars au 6 (24 mars 1797)

Au général en chef Bonaparte.

On fait arriver ici du dehors par la poste étrangère, un pamphlet imprimé, intitulé : *Lo stato pontificio agli altri stati co-stati d'Italia* (l'état ecclésiastique aux autres états co-états d'Italie).

L'auteur fait parler l'état du pape racontant aux états d'Italie l'histoire de ce qui s'est passé, depuis le commencement de la révolution, entre le gouvernement français et le gouvernement romain : l'engoué est perfide et hypocrite, et les insinuations et les déclamations contre les Français sont atroces.

Il est visible que les matériaux d'un tel ouvrage ont été donnés par le cabinet de Rome : c'est un manifeste clandestin et sans aveu, tendant à nuire toujours de plus en plus contre nous.

Il m'a été impossible d'avoir à ma disposition un exemplaire de ce pamphlet, que j'ai lu. Il est plus méchant que les autres, qui se multiplient et se vendent ici, et que j'ai soin de vous envoyer à mesure.

Le général Colli, accordé au pape par l'empereur, avec d'autres officiers, pour commander l'armée papale, doit bientôt partir. Il est sûr que monseigneur Albani écrit de Vienne qu'il faut absolument que les troupes du pape attaquent via Bologne et Ferrare, et que le parti impérial qui est ici sollicite le gouvernement romain de trouver un moyen de ne leur point nuire.

Les conseillers du pape les moins sous influencement que les troupes pontificales ne doivent pas attaquer, et qu'on ne doit rien faire pour provoquer la guerre, continuant pourtant de s'armer et de prendre les plus grandes mesures défensives ; mais presque personne n'est d'avis que le cardinal secrétaire d'état réponde à une note, et s'engage dans une négociation de paix avec nous, qui comprait les mesures prises du côté de Vienne, et surtout cette haine et cette animosité entre les Français qu'on regarde comme la plus grande force.

Le ministre de Toscane Alfaros a reçu de Paris une lettre de M. Carini, dont il a cherché à faire usage pour disposer cette cour-ci à la paix.

Le marquis Manfredini, d'après la conversation qu'il eut avec vous, a aussi fait connaître que nous la désirions, et qu'on ferait bien de profiter du moment.

Le marquis del Vasto conseille aussi de s'accommoder, mais avec l'intention de rendre son maître médiateur, et il est difficile qu'on veuille ici manquer de nouveaux à l'Espagne, en acceptant aujourd'hui une autre médiation.

Ces petites nouvelles peuvent-elles faire oublier que j'ai offert la paix officiellement, et que cette cour refuse

de s'engager par écrit dans la moindre réponse, sans craindre la suite d'un tel engagement ?

Tant que l'éloignement du pape de toute idée sage, relativement à la république française, ne permettra pas même à son cabinet de répondre à ma note, qui s'est qu'obligatoire, présentée de la part du directoire et de la régie, c'est qu'il n'y a rien à faire, c'est qu'on est dévot à votre mesure, c'est qu'on est livré à des événements, c'est qu'on est persuadé qu'on attendait les événements, on pourra recouvrer Bologne et Ferrare, on peut bien payer de l'armistice, et nous tenir dans la même séparation politique où sont les protestans.

Quand on est résolu à ne pas répondre à ma note, que puis-je entreprendre ? et par quel autre moyen pourrai-je réussir auprès d'un souverain qui se met au-dessus des plus simples égards envers la France ?

La continuation de mes efforts ici, dans de telles circonstances, en qualité d'homme public, est sans dignité, quasi qu'on puisse dire. L'honneur est blessé de rester si long-temps sans pouvoir rien répondre au mépris des brocards, des injures, et d'être le témoin des torts faits à la république.

J'ai pu servir ma patrie d'intellect et d'aveugle par une attention continuelle à en éviter les dangers ; mais dans tout ce qui est national, je ne puis ne pas ignorer et ne pas ressentir ce qui blesse la constitution de notre politique républicaine et tend à l'incorruption.

Je désireais être autorisé à partir de Borne, à aller à Livourne, à Bologne, à Ferrare, à Modène, et jusqu'au quartier-général pour conférer avec vous ; rien

ne sentit par-là rompre au-delà de ce qui l'est à présent ; partant sans éclat ni mensure , je pourrais correspondre avec ce gouvernement - ci sur les petits objets du courant ordinaire.

Après avoir pris , dans mon voyage , connaissance de nos pays conquis , et avoir reçu des lumières de vous , je reviendrais au point qui m'est destiné à Florence , où je pourrais , avec la dignité convenable , me rendre utile , et du côté de Rome , et du côté des nouvelles-conquêtes de la république , en remplissant le mieux possible le petit ministère de la Toscane , dont les affaires et l'esprit de la cour me sont parfaitement connus.

Je suis de quelle importance il sentit pour l'armée d'Italie d'arracher du pape les 15,000,000 qu'il nous doit pour l'armistice , ou au moins une partie. Cet argent est nécessaire pour pousser les opérations de Maccois , sur l'Adige et sur la Brenta. Si au printemps l'armée victorieuse devait entrer en Allemagne pour être enfin la guerre avec l'empereur , les millions du pape lui seraient encore plus nécessaires. Combien je souhaiterais de pouvoir les lui procurer sans qu'on soit obligé à une diversion pour les venir chercher !

Nos ennemis savent combien cet argent nous serait nécessaire , et le vice-roi Elliot , qui est ici , et tous les agens des coalisés et même ceux des neutres de l'Italie , ne veulent pas que nous recevions ce secours , espérant que , sans de moyens , nous repousserons les Alpes.

Cette cour-ci qui vous hait et vous abhorre , et pour qui la perte de Bologne et de Ferrare , et les contri-

tiens de l'arsénale sont un objet très-considérable, ne veut point entendre parler de rien donner.

Si des circonstances ultérieures (supposons-mes de contrainte pour décider à ce grand sacrifice, ne doutez pas qu'alors M. Colappi viendra me chercher partout ; me présente ici au mot à rien et cela peut-être : cela manifeste un trop grand désir de la paix, qu'en voit bien ici s'être que celui de nous faire payer conformément un traité d'armistice.

Je ne puis croire que même après l'arrivée de Colli, le pape ose attaquer Bologne et Ferrare ; il n'a encore que 12,000 hommes de troupes, et il n'a fait passer jusqu'à présent en Romagne qu'environ 6,000 hommes au plus : ce n'est pas une armée redoutable. Bologne a son petit parti de mécontents qui écrivent ici que les troupes papales y seraient bien reçues ; ces mécontents sont encore bien plus nombreux à Ferrare, d'où ils mandent la même chose : voilà surtout ce qui encourage la route de Rome à venir, à approcher ses troupes des deux légations.

On est enragé ici de l'opposition républicaine des Cisalpins, mais on n'est pas encore en état de s'y opposer. On prêche la croisade contre le républicanisme, on tend les bras à l'empereur ; mais qu'est-ce qu'on croit gagner dans cette prétendue alliance ? C'était lui à demander ce que le pape sollicite : car les Autrichiens feront avec Rome tout ce qu'ils pourront pour chasser les Français d'Italie, et, s'ils y réussissent, le pape est assuré sans qu'il ait besoin de se compromettre, mais si ce sont les Autrichiens qui sont chassés, comme il y a

route approuvant, les services du pape, qui restera seul en face d'un conseil justement irrité, mettant sa tête dans le plus grand péril.

Si le comte de Vienne soupçonné que vous puissiez, après la victoire que nous avons lieu d'espérer contre Abinsé, entrer en Allemagne, son jeu est de faire passer dans l'état ecclésiastique une armée pour se joindre aux soldats du pape, qui deviendraient les siens, et peut-être à Naples, dont la foi est très difficilement d'être respectée. On peut ainsi nous reprendre l'Italie jusqu'aux Alpes : tous les cabinets de cette coalition se réuniraient volontiers contre nous, s'il y avait abâté.

On dit que, dans votre dernière conférence avec le marquis Manfredini, vous lui avez demandé un emprunt de la Toscane, et lui avez offert de prêter au grand-duc j'allégation d'Urbain. Cela paraît étonnant, si le grand-duc actuel était ambitieux et courageux ; mais comment attendre d'un tel frère de l'empereur, qui n'est qu'un enfant fort doux, des secours contre Vienne ?

Aucun état de l'Italie n'ordonnera que par force, car le vœu passionné de tous les cabinets de cette coalition est que nous repassions les Alpes. CATAULT.

Bruxelles, le 1^{er} pluviôse an 5 (17 janvier 1797)

Au général Bonaparte.

Dois-je, général, attaquer les troupes du pape qui sont à Ancone, ou ne le dois-je pas ? Je vous prie de me

Répondre par le courrier que je vous envoie, et, d'après vos instructions, je vous promets d'agir.

Vous trouverez ci-joint les instructions et renseignements que j'ai pu avoir sur les troupes du pape qui résistent à Ancone et à Fossano. Ils ont l'intention de pousser leurs patrouilles de cavalerie jusqu'à moitié chemin de Bologne, et ils disent ouvertement à qui veut l'entendre, qu'ils attendent 6,000 hommes de troupes autrichiennes pour nous attaquer et venir à Bologne, ils doivent être conduits et commandés par le général Caffi, qui était, il y a peu de jours, à Fossano, et qui en est parti pour se rendre à Bologne, où il ne doit pas rester long-temps. Mon avis, général, serait de le prévenir.

Il existe à Fossano 4,000 hommes d'infanterie, et 2,000 de cavalerie : il faut, brave général, endosser les 2,000 chevaux pour remonter nos dragons, chasseurs et hussards ; chargez-moi de faire cette remonte, si vous le jugez convenable : je crois n'avoir besoin que de 3,000 hommes de bonne infanterie pour balayer toute la Romagne. Il me faudrait également une compagnie d'artillerie légère avec quatre pièces de canon : je crois en avoir assez, lorsqu'ils sient 18 pièces à Fossano, leur quartier général ; mais comme je compte m'en rendre maître aussitôt que vous m'aurez répondu, j'enverrai toutes ces pièces popules au fort Ubelin. Je vous le répète, vous connaissez le besoin que nous avons de chevaux, et en voilà de tout trouvés, quant à l'argent, il vous en faut pour faire saluer votre armée, et je vais

aurai d'en trouver partout où j'irerai, et soyez assuré que je vous en rendrai compte.

En conséquence, il ne faut 3,000 hommes d'infanterie, un régiment de dragons, chasseurs ou hussards, avec ce que j'ai de la Myle de pied et de troupes, et je vous réponds du succès.

L'organisation des côtes de Bologne, Modène, Reggio et Ferrare est faite, de même que celle des étrangers.

BONAPARTE.

Rome, le 2 pluviôse an 5 (21 janvier 1797).

À son général Bonaparte.

Il y a aujourd'hui quarante-sept jours que j'ai demandé au pape l'ouverture d'une négociation de paix, et il s'en est déjà écoulé quatre jours depuis que M. Cappepi est venu me dire que l'on me ferait réponse, et cette réponse n'arrive pas. On a sans doute de grandes raisons de ménagement envers l'empereur et autres cardinaux, pour s'être correspondre vis-à-vis de nous à l'invitation la plus benoîte.

Il n'est point arrivé, depuis Charlemagne, que les Français aient eu la domination de l'Italie. Notre armée tient les Allemands en dehors d'une manière qui étourdit et désespère nos ennemis; mais ils se flattent toujours qu'une aussi rare fortune ne se soutiendra pas, et que la guerre d'Italie dégèrera, comme toutes les précédentes, en avantages disputés, et que tout finira par rétablir ce bon pays à son ancien état.

Le pape croit et désire que la continuation des efforts de l'empereur fera passer son armée dans le Ferrucio et que le siège de Mantoue sera levé. Si les Autrichiens pressaient un moment le dessus, le pape n'aurait rien gagné à s'accommoder avec nous. Voilà principalement ce qui retient la cour de Rome.

Si je me tourmentais pour avoir réponse, si je voulais opérer plus que la nature des choses et des dispositions de cette cour ne le permet, je m'efforcerais que faciliter l'idée où l'on est déjà que nous ne sommes point en état d'enrichir l'état ecclésiastique, et que nous n'offrons la paix que pour en tirer, sans coup sûr, des avantages que l'on ne veut pas accorder sans y être forcé, afin de pouvoir dire, à tout événement ultérieur, à la cour de Vienne, qu'on n'a jamais cédé rien à-vis de nous qu'à l'indispensable nécessité.

D'après ces motifs, vous voyez, citoyen général, que pour continuer, ainsi qu'on le veut, à rester ici, attendant une réponse qu'il est indécis que l'on n'ait pas rendue, je dois y dire oui, tenant toujours le cardinal secrétaire d'état dans la nécessité de me faire une réponse; je ne puis le tirer de l'embaras où il est de me répondre après quarante-neuf jours, qu'on lui offre un traité à son goût, qui soit un peu d'or: c'est à quoi je ne suis pas autorisé.

Si je n'étais pas envoyé ici par une grande puissance victorieuse, ma situation serait celle d'un suppléant fort mal traité; elle est très-dangereuse et peu utile maintenant.

CACAOUE.

Rome, le 4 janvier au 5 (23 janvier 1799).

Au général Bonaparte.

Les lettres de monseigneur Albani, envoyé du pape à Vienne, ne sont pas flattantes pour le saint-père, et l'empereur, dans la situation où il se trouve, veut que le pape lui accorde de l'argent, lui cède Ferrare et Comacine, et confirme tous les arrangements faits par Joseph et relativement aux matières ecclésiastiques. Vous voyez que sa majesté impériale met à haut prix l'alliance que la cour de Rome a eu la bêtise de lui demander.

D'un autre côté, le roi de Naples continue à tenir une garnison considérable dans Ponte-Corvo, appartenant au pape, et le commandant des troupes napolitaines dans cette ville a fait mettre aux arrêts le gouverneur pontifical, pour n'avoir pas exécuté à point nommé une réquisition de 30 chevaux.

M. le cardinal secrétaire d'état que Vitareux a instruit, que Naples avait gagné, et le saint-père qui s'effraye et se découvre par bottades, se voient troublés dans leurs opérations. On leur dit qu'Alvinci a encore une grande armée à Padoue, à Bassano et aux environs, à laquelle il arrive des grands renforts, que nous serons obligés de gagner encore une grande bataille et de prendre Bassano avant de pouvoir attaquer l'état de Végèce : ainsi, l'on est embarrassé, mais l'on n'a pas encore grand'peur.

On continue à me faire parler, et comme je refuse

tout à la nécessité de répondre par écrit à ma note, on me promet toujours de me donner cette réponse, on me disait : « mais le traité insupportable, proposé avec tout de rigueur, par le directoire, nous a mis hors de toute mesure, et dans la nécessité de chercher de l'appui partout, ce qui nous a engagés, avec d'autres puissances, ce qui a égaré les idées d'une grande partie du sacré collège. Veuillez bien excuser si nous différons de répondre, le pape veut se mettre en état de rendre une réponse catégorique. »

Je ne fais pas de tapage : suivant mes instructions je laisse aller sans témoigner aucun ressentiment ce que je ne pourrais combattre sans me braver. Je crois qu'on me donnerait bientôt la réponse par écrit qui a déjà été difficile pendant quarante-quatre jours. Si le directoire voulait que je travaissse, il m'aurait donné ses instructions sur les points fondamentaux.

Que veut-on stipuler à l'égard de Bologne et de Ferrare ?

Que veut-on relâcher ou considérer des anciens droits et prérogatives dont jouissait à Rome la France catholique ?

Sur quelles bases et quels principes fonder la réconciliation et l'amitié ?

Pretendu dire à tout le monde qu'il n'y a rien de si facile que la paix de Rome, et je ne connais rien de plus difficilement.

Les conditions de l'amitié sont établies d'une manière qui ne laisse au pape aucun prétexte de s'en dé-

partir. On voulait ici s'en exempter ; on obtint au moins de grands adoucissements.

M. le prince de Belmonte vint de Paris qu'ayant parlé souvent en faveur de Rome au directoire, celui-ci a répondu que , malgré tout ce qui était arrivé , la paix aurait pu avoir lieu , si on avait commencé par donner lieu à l'exécution des conditions de l'armistice , et que l'on accorderait des délais pour le paiement des sommes convenues. On juge par ces bonnes paroles , que nous fléchissons , on ne songe qu'à obtenir davantage.

Les cours ont des motifs partout pour épier notre politique. On tâche aussi de nous vaincre ; et comme je ne suis point instruit de ce que le directoire aura pu décider d'après mes longues dépêches , et que j'ignore son plan à l'égard de Rome , s'il n'aient une conséquence favorable , je n'oserais en profiter pour conclure un accommodement.

On m'assure qu'il y a actuellement à Naples un envoyé de Vienne avec des pleins pouvoirs pour faire ratifier au roi de Naples son traité de paix. Je connais le caractère froid de M. Acton , je sais que son armée est dévalée par une maladie épidémique terrible ; il n'aura longuë ; mais il est bien sûr que la reine , certainement d'accord avec lui , cric qu'elle a eu l'honneur votre traité de paix. Cela conserve toujours ce viage à deux facts de la politique de Naples.

Après tout en Angleterre , comme tout autre étranger , n'obtient ici un passe-port pour aller à Naples qu'après beaucoup de difficultés : il trouve sur la route des corps-de-garde où ce passe-port doit être visé , à

celui le plus près de la capitale, on le fait descendre de voiture, on visite ses poches, on lui prend tous ses papiers; arrivé à Naples, il les réclame, et souvent ils sont perdus; il va chez son ministre: aucun agent étranger n'ose se mêler de ces sortes d'affaires; celui même d'Angleterre a refusé à réclamer pour des individus, parce qu'il ne veut pas sacrifier à de telles disputes l'intérêt majeur de l'appropriation des îles anglaises dans les Deux-Siciles.

L'organisation d'une république italienne dans nos pays conquis met en fureur et en désespoir tous les cabinets d'Italie. Notre domination, assurée par ce moyen dans cette belle contrée, nous fait haïr au dernier excès par les nobles et le haut clergé: elle peut nous donner le parti le plus puissant, celui du peuple; mais on craint d'être abandonné, et qui sait que notre sort reste incertain dans cette presqu'île, où tout dépend d'empêcher l'envie des Allemands.

Les bonnes dispositions à s'organiser en république et la singulière intelligence des Italiens, nous promettent une nouvelle armée républicaine; mais tout se fait encore en tremblant; tout paraît subordonné aux négociations entamées, et il règne ainsi un sentiment timide de confiance en nous d'une part, et la fureur la plus déchaînée de nos ennemis de l'autre. Il importe d'arriver à une situation mieux décidée.

Catane.

Proclamation du gouvernement romain au peuple.

Vive la religion ! vive le souverain !

Les perturbateurs de la tranquillité publique, les injustes oppresseurs de la justice, de la religion, de toutes les lois, s'arrogent. Ils tentent de faire triompher leurs vices et leur méchanceté, sourds aux remords de leur conscience, ils méprisent Dieu même qui peut les foudroyer et les anéantir en un moment. Peuple, vous avez à défendre la religion, la patrie et vos subsistances. Soyez attentif de toute l'assistance de ceux qui vous commandent. Que chacun de vous jure de sauver la religion, de défendre la patrie, l'état et le souverain, ou de mourir.

Mort aux lâches, louange et récompense éternelles aux braves qui exposent leur vie pour la défense du tout ce qu'il y a de plus sacré au monde.

Bologne, le 11 pluviôse an 5 (18 janvier 1797).

Au général Bonaparte.

Je suis arrivé hier au soir à Bologne, où j'attends vos ordres.

Aussitôt après l'arrivée de votre courrier, qui m'a remis, à Rome, votre lettre du 3 pluviôse, j'ai écrit à M. le cardinal secrétaire d'état. « Je suis appelé par les ordres du gouvernement français, ce qui m'oblige de partir ce soir pour Florence. J'ai l'honneur d'en pré-

venir votre éminence, et de lui renouveler l'assurance de mon respect. »

Le cardinal m'a répondu tout de suite : « le cardinal Bassa, secrétaire d'état, vient de recevoir le billet où M. Canali lui annonce qu'il part cette nuit pour Florence. Ce départ, aussi impétueux et aussi prompt, ne laisse au cardinal que le temps de l'assumer de son robe distinguée. »

Vous voyez qu'on n'a été nullement tenu de me retenir, et conformément à ce que je vous ai raconté, on a toujours souhaité que je m'en allasse, et au moment où la nouvelle de vos dernières victoires est arrivée, on s'occupait beaucoup de trouver la manière de me faire partir, d'après les instances de la cour de Vienne : on ne l'a pu plus, mais on n'a pas cherché à me retenir.

CACAREY.

Rome, le 25 janvier au 5 (15 février 1797)

*A notre cher fils le général Bonaparte, salut
et bénédiction apostolique.*

Le pape Pie vi desirant terminer de bon gré les différends existans entre vous et la république française, par le moyen de la retraite des troupes que vous commandez, nous envoyons et députons vers vous, comme nos plénipotentiaires, deux ecclésiastiques, M. le cardinal Mattei, parfaitement connu de vous, et monseigneur Galeppi, et deux seigneurs, le duc don Louis Donachi, votre neveu, et le marquis

Cassile Mancini, lesquels sont revêtus de nos pleins pouvoirs pour concourir avec vous, promettre et autoriser telles conditions que nous espérons justes et raisonnables, nous obligeant, sur notre foi et parole, de les approuver et ratifier en forme spéciale, afin qu'elles soient valides et inviolables en tout temps. Assuré des sentiments de bienveillance que vous nous manifestez, nous nous sommes abstenus de tout déplacement de Rome, et par là vous avez pu sentir combien grande est notre confiance en vous. Nous finissons en vous assurant de notre plus grande estime, et en vous donnant la paternelle bénédiction apostolique.

Donné à Saint-Pierre de Rome, le 13 février 1797, l'an six de notre pontificat.

Sa Sainteté Pie vi.

*De quatuordecim à Mancini, le 17 janvier an 5
(15 février 1797).*

Au Directeur césarien.

Vous trouverez ci-joint, citoyens directeurs, 1°. la copie d'une lettre que m'a écrite le cardinal Maffei.

2°. La copie d'une note qui m'a été remise par le prince de Beaumont Pignatelli, envoyé par sa cour près de moi.

Il m'a dit confidentiellement et m'a montré des articles de son instruction, aussi très-confidentiellement et non officiellement, où le roi son maître posant un tel intérêt aux affaires de Rome, qu'il feint marcher

un corps de troupes pour appuyer ses représentations sur Rome.

Je lui ai répondu très-confidemment que, si je n'aurais point abattu l'orgueil du pape, il y a trois mois, c'est que je ne doutais pas que le roi de Naples voulait se mêler, encore le droit des gens et la teneur du traité, de cette affaire là, et que véritablement alors je n'avais pas le moyen de lui répondre; mais qu'aujourd'hui j'aurais de disponibles les 30,000 hommes qui étaient devant Mantoue, et les 40,000 hommes qui me venaient de l'intérieur; que si le roi son maître me jetait le gant, je le ramasserais; que la république donnerait au roi de Naples toutes les satisfactions compatibles avec sa dignité et son intérêt: il a, en reprenant le ton officiel, déversé ce qui avait été dit en confidence.

J'ai répondu au cardinal Mattei la lettre ci-jointe, au prince Belmonta Fignatelli la note également ci-jointe.

Vous trouverez ci-joint la mesure que j'ai adoptée à Ancone pour l'organisation de l'administration, le parti que j'ai pris ici, relativement à l'organisation de la province, ainsi qu'un ordre que j'ai donné en faveur des prêtres réfractaires. Cet ordre n'est pas contraire à la loi, il est conforme à ses intérêts et à la bonne politique; car ces prêtres nous sont fort attachés et beaucoup moins fanatiques que les Romains. Ils sont accoutumés à ce que les prêtres ne gouvernent pas, et c'est déjà beaucoup: ils sont très-misérables, les trois quarts pleurent quand ils voient un Français: d'ailleurs, la force d'un fait des battus, on les oblige à se réfugier

en France. Comme ici nous ne touchons en aucune manière à la religion, il vaut beaucoup mieux qu'elle y assiste; si vous approuvez cette mesure et qu'elle ne contredit pas les principes généraux, je tirai de cet acte-là un grand parti en Italie.

Anchar est un très-bon port, on va de là en vingt-quatre heures en Macédoine, et en dix jours à Constantinople. Mon projet est d'y renvoyer tous les juifs possible; je fais mettre dans le meilleur état de défense la forteresse; il faut que nous conservions le port d'Anchar à la paix générale, et qu'il reste toujours français: cela nous donne une grande influence sur la Porte Ottomane et nous rendra maîtres de la mer Adriatique, comme nous le sommes, par Marseille, l'île de Corse et Saint-Pierre, de la Méditerranée. Quinze cents hommes de garnison et 2 à 300,000 liv. pour fortifier un magnifique voisin, et cette ville sera susceptible de soutenir un très-long siège.

Larvato contenait un trésor à peu près de 2,000,000 liv. romaines, ils nous ont laissé à peu près pour un million sur les sept; je vous envoie de plus le madrag avec toutes les reliques. Cette église vous sera directement adonnée, et vous en ferez l'usage que vous jugerez convenable: la madrag est de bois.

La province de Macerata, connue plus communément sous le nom de Marche d'Anchar, est une des plus belles et sans contredit la plus riche des états du pape. Nos troupes seront, l'espère, ce soir à Foligno, et passeront la journée de demain à se réunir au deuxième bataillon

de la soixante-troisième qui doit à Livourne et que j'ai fait venir. Voici ce que je compte faire :

J'accorderai la paix au pape, moyennant qu'il cède sa toute propriété à la république la légation de Salazac, la légation de Fossate, la légation de Battaglia, le duché d'Uchio et la Marche d'Ancone, et qu'il nous paie, 1°. les 3,000,000 valeur du trésor de Lontie, 2°. les 15,000,000 valeur de ce qui reste dû pour l'armistice; il donnera tous les chevaux de cavalerie, tous les chevaux de son artillerie; qu'il chasse Colli et tous les Autrichiens, et nous donnera les armes de tous les nouveaux régimens créés depuis l'armistice. Si cela n'est pas accepté, j'irai à Rome.

Je préfère l'accusmement à aller à Rome, 1°. parce que cela m'évitera une discussion qui peut être très-délicate avec le roi de Naples; 2°. parce que le pape et tous les princes se servant de Rome, je ne pourrai jamais en tirer ce que je demande; 3°. parce que Rome ne peut pas exister long-temps dépeuplée de ses belles provinces; une révolution s'y fera toute seule. 4°. Enfin, le pape de Rome nous cédera tout ses droits sur ce pays, on ne pourra pas, à la paix générale, regarder cela comme un succès important, puisque ce sera une chose triviale, et enfin cela nous donnera la division qui est si disponible tout de suite pour les opérations du Frioul, et on donnera le temps, avant d'être entré en lutte avec les Autrichiens, de conclure quelque article secret avec le régent de Vénise.

Voilà tout ce que ci-joint la seconde lettre que vient de m'écrire le cardinal Mastrai.

Rien de nouveau, de bien intéressant dans le Tyrol, ni sur la Piave, si ce n'est des escarmouches dont l'état-major vous fait passer le bulletin.

Vous trouverez ci-joint l'arrivante de l'artillerie trouvée à Mantoue, Ancône et autres places.

Pattende toujours Villamary avec la plus grande impatience. Nous avons besoin d'un homme qui ait le sens commun dans cette place : tous ceux que j'ai vus depuis le commencement de la campagne, sont à peine bons pour être commandants dans une place.

Versilac est arrivé à Naples, je lui répondrai du moment que le chemin sera libre, pour lui indiquer la route qu'il doit tenir.

Au quartier-général de Tolentino, le 30 janvier au B
(18 février 1797)

Nos troupes se sont emparées de l'Ombrino et du pays de Peruggia ; nous sommes maîtres aussi de la petite province de Camerino.

Je rencontre ici le cardinal Mattei, le vicaire du pape, le marquis Massimo, et monsieur Galeppi, qui viennent avec des pleins pouvoirs du pape pour traiter.

On m'a écrit de Venise que le prince Charles est arrivé à Trieste, et que de tous côtés les troupes autrichiennes sont en marche pour renforcer l'armée ennemie.

Je vous ai instruit par ma dernière dépêche que les deux demi-brigades que vous m'envoyez, ne faisaient pas 15,000 hommes. Le ministre de la guerre vient d'écrire au général Kellermann de garder 5,000 hommes et de faire retourner un régiment de cavalerie à l'armée

du Rhin. Voilà donc les 30,000 hommes que vous m'annonciez réduits à 17,000 hommes : c'est un très-bon résultat pour l'armée d'Italie ! mais cela me rend trop faible pour pouvoir me diviser en deux corps d'armée, et exécuter le plan de campagne que je m'étais proposé.

BONAPARTE.

*As quartier-général à Tolentino, le 17^e messidor an 8
(19. Août 1799).*

Au Directoire exécutif.

Vous recevrez ci-joint, citoyens Directeurs, le rapport du citoyen Monge, que j'ai envoyé à Saint-Martin, avec le discours qu'il a prononcé lorsque les deux drapeaux pris sur le pape et cinq drapeaux autrichiens, remis de ceux pris aux dernières affaires, ont été apportés.

Le général Bonaparte est arrivé, et sa division se réunissant à Padoue, le calcul que j'avais fait, de porter les demi-brigades à 1500 hommes, l'une portant l'autre, se vérifie.

Je vous demande le grade de général de brigade pour l'adjudant-général Dupleix, qui a eu, dans ces différentes affaires, cinq chevaux tués sous lui : c'est un de nos plus braves officiers.

Le pape a ratifié le traité de paix conclu à Tolentino; dès que j'en aurai reçu l'original, je vous l'expédierai.

Le roi de Sardaigne a approuvé le traité d'alliance offensive et défensive conclu par le général Clarke, qui, dans des lettres très-détaillées, vous expose les dif-

directes démarches qu'il a faites pour arriver à des négociations de paix. Il nous a paru que l'on ne pouvait pas à la fois entretenir une négociation de paix séparée avec Vienne, et prêter l'oreille à la proposition qui aurait été faite à l'ouverture d'un congrès : tant que la cour de Vienne aura l'espoir d'obtenir de nous l'ouverture d'un congrès, elle n'entendra jamais des propositions de paix séparées.

Nous ne porterons jamais la cour de Vienne à entrer en négociation avec nous, qu'en nous proposant décidément contre l'ouverture d'un congrès, qui, par la lenteur des formes, ne pourrait pas échauffer la campagne qui va s'ouvrir, et qu'un esprit d'humanité et de philosophie, qui, malheureusement, n'est pas partagé par l'empereur, vous fait désirer d'éviter.

Je fais travailler à l'armement et aux approvisionnements de Mantoue, dans le même temps que je fais travailler ses mines pour la détruire. Notre position en Italie ne paraît fort satisfaisante.

Je n'ai pas été à Milan depuis la prise de Mantoue, parce que les habitants de toute la Lombardie attendent mon arrivée, et espèrent que je vais leur permettre la réunion de leurs assemblées primaires.

Le moment d'exécuter vos ordres pour Venise n'est pas encore arrivé ; il faut, avant, que toute incertitude sur le sort des combats que les deux armées vont avoir se lève ; je desirerais même que la flotte que le ministre de la marine me promet, fût arrivée dans l'Adriatique.

J'ai nommé le duc de Mantoue, qui nous a rendu des

servirons sur le lac de Côme, canal de la république à Ancone : je vous prie de le confirmer.

L'espère, avant quinze jours, l'indépendamment de la corvette de Bruse, qui est arrivée dans l'Adriatique, avoit une vingtaine de corsaires à Ancone ; ce qui nous rendra maîtres du commerce de l'Adriatique.

BONAPARTE.

Acquiesce général à Volonté, le 1^{er} octobre an 8
(19 brum. 1799).

A Sa Sainteté le Pape Pie VI.

Je dois remercier Votre Sainteté des choses obligatoires contenues dans la lettre qu'elle s'est donné la peine de m'écrire.

La paix entre la république française et Votre Sainteté vient d'être signée, je me félicite d'avoir pu contribuer à son repos particulier.

J'engage Votre Sainteté à se méfier des personnes qui sont à Rome, vendues aux deux ennemis de la France, ou qui se laissent exclusivement guider par les passions haineuses, qui entraînent toujours la perte des états.

Toute l'Europe connaît les inclinations pacifiques et les vertus conciliatrices de Votre Sainteté. La république française aura, j'espère, une des amies les plus vraies de Rome.

J'envoie mon aide-de-camp, chef de brigade, pour exprimer à Votre Sainteté l'estime et la vénération particulières que j'ai pour sa personne, et je la prie de croire ma

dière que j'ai de lui donner, dans toutes les occasions, les preuves de respect et de vénération avec lesquelles j'ai l'honneur d'être, etc. ROMANCOU.

De que des-général à Gènes, le 4 général ou 6
(14 mai 1795).

Au Directoire exécutif.

M. PEARO, sage grand de la république de Venise, a été envoyé ici, accompagné d'un sage de terre-ferme ; il est revenu relativement aux événements de Bouda et de Bergame. Les peuples de ces deux villes ont dévoué la garnison vénitienne, et chassé les providiteurs de la république de Venise. Un germe d'insurrection gague toutes les têtes de cette république. Vous trouverez ci-joint une lettre que m'écrivit d'abord précédemment M. Battaglia, providiteur de la république de Venise, et la réponse que je lui ai faite. Ma conduite avec M. PEARO était assez délicate : ce n'est pas dans un moment où Palan-Nova n'est pas encore approvisionné et armé, où nous avons besoin de tous les secours du Frioul, et de toute la bonne volonté des gouvernemens voisins pour nous approvisionner dans les défilés de l'Allemagne, qu'il fallait nous heurter. Il ne fallait pas non plus qu'ils pussent envoyer 4 ou 5,000 hommes, et dévaster les personnes qui, à Bouda et à Bergame, nous sont attachées, quoique je n'approuve pas leur conduite, et que je sois que leur insurrection nous est, dans le moment, très-nuisible ; mais le parti ennemi de la

France est, dans ces différentes villes, si acharné contre nous, que, s'il prenait le dessus, il faudrait être en guerre ouverte avec toute la population. J'ai dit à M. Pons que le directoire ecclésiastique n'oubliait pas que la république de Venise était l'ancienne alliée de la France; que nous avions un désir bien formé de la protéger de tout notre pouvoir. J'ai demandé seulement d'épargner l'effusion du sang, et de ne pas faire un crime aux citoyens vénitiens qui avaient plus d'inclination pour l'armée française que pour l'armée impériale; que nous ne soutenions pas les exagérés, qu'en contraire je favorisais les démarches que faisait le gouvernement, mais que je croyais que, comme ils avaient envoyé un courrier au directoire ecclésiastique, il serait bon peut-être d'en attendre le retour, parce que je croyais que la seule intervention de la France dans ces affaires pourrait ramener les esprits, sans avoir besoin de recourir aux armes. Nous nous sommes quittés bons amis, il m'a paru fort content. Le grand point, dans tout ceci, est de gagner du temps. Je vous prie, pour ma règle, de me donner une instruction détaillée.

Les villes d'Ancone, du duché d'Urbain, de la province de Macerata, m'assemblent de députations pour me demander à ne pas retourner sous l'autorité papale. La révolution gagne véritablement toutes les têtes en Italie; mais il faudrait encore bien du temps pour que les peuples de ces pays passent devenus guerriers et offre un spectacle sérieux.

Vous trouverez ci-joint un exemplaire de la constitution de la république cisalpine.

Les Lombards sont très-impatients ; ils veulent qu'on débâte leur liberté, et qu'on leur permette également de se faire une constitution ; ils veulent, dans ce moment 1,500 Polonais et 2,000 hommes de la légion lombarde. L'un et l'autre de ces corps commenceront à s'organiser avec bien.

BASILEVICH.

Indultsburg, le 19 germinal an 5 (8 avril 1797).

À la Direction militaire.

J'ai eu l'honneur de vous envoyer la lettre que j'avois écrite au prince Charles, et sa réponse.

Vous trouverez ci joint,

1°. Copie de la lettre qu'il m'a écrite de nouveau, en date du 6 avril,

2°. La note qui m'a été remise par MM. les généraux Bellegarde et Mistrakli;

3°. La réponse que je leur ai faite;

4°. Une seconde lettre du prince Charles, et celle les conditions de la suspension d'armes de cinq jours, que nous avons conclue. Vous y remarquerez, par la ligne de démarcation, que nous nous trouvons avoir occupé Gatz, Bruck, et Friesanzen, que nous n'occupions pas encore.

D'ailleurs, mon intention étoit de faire repasser deux ou trois jours l'armée ; cette suspension d'armes nous fait peu les opérations militaires.

Ces généraux sont sur-le-champ repartis pour Vienne, et le plénipotentiaire de S. M. l'empereur doit être ar-

tiré au quartier-général avec des plaines pouvait une paix séparée avant l'expiration de la suspension d'armes, que j'ai fait grande difficulté de leur accorder, mais qu'ils ont jugée indispensable.

Je leur ai dit que toute chose préliminaire à la négociation de paix, devait être la cessation jusqu'au Rhin ; ils m'ont demandé une explication sur l'Italie, à laquelle je me suis refusé : ils m'ont, de leur côté, déclaré que, si S. M. l'Empereur devait tout perdre, elle sortirait de Vienne, et s'exposerait à toutes les chances, je leur ai observé que, lorsque je m'expliquais d'une manière définitive sur les limites du Rhin, et que je me taisais sur l'Italie, c'était bien entendu qu'on admettait la discussion sur cette clause essentielle.

On m'a paru ne pas approuver les principes de Thugut, et que même l'empereur commençait à s'en apercevoir.

Nos armées n'ont pas encore passé le Rhin, et nous sommes déjà à vingt lieues de Vienne. L'armée d'Italie est donc seule exposée aux efforts d'une des premières puissances de l'Europe.

Les Vénitiens arment tous leurs paysans, mettent en campagne tous leurs prêtres, et secourent avec fureur tous les ressorts de leur vieux gouvernement, pour courir sur Bergame et Boccia. Le gouvernement vénitien a, en ce moment, 20,000 hommes armés sur ses frontières.

Dans les états du pape même, des rassemblemens considérables de paysans descendent des montagnes, et menacent d'envahir toute la Romagne.

Les différents peuples d'Italie, excités par l'esprit de

liberté, et agités en différents sens par les passions les plus actives, ont besoin d'être contenus et surveillés.

Vous trouverez ci-joint la situation des troupes que j'ai avec moi, et de celles que j'ai en Italie.

Tout me porte à penser que le moment de la paix est arrivé, et que nous devons la faire dans un moment où nous pouvons dicter les conditions, pourvu qu'elles soient raisonnables.

Si l'empereur nous cède ce qui lui appartient du côté de la rive gauche du Rhin, comme prince de la maison d'Autriche, et si, comme chef de l'empire, il reconnaît les limites de la république au Rhin; s'il cède à la république cisalpine le duché de Modène et Carrare; s'il nous donne Mayence, dans l'état où elle se trouve, en échange contre Mantoue, je crois que nous aurons fait une paix beaucoup plus avantageuse que ne le portent les instructions du général Clarke. Nous restituerons, il est vrai, toute la Lombardie et tous les pays que nous occupons dans ce moment-ci; mais n'aurons-nous pas tout de nos vœux tout le parti possible, lorsque nous aurons le Rhin pour limite, et que nous aurons inséré dans le cœur de l'Italie une république de deux millions d'habitans, qui, par Carrare, se trouvera près de nous, nous donnera le commandement du Pô, de l'Adriatique, et s'agrandira à mesure que le pape se détruira.

Je viens d'expédier un courrier au général Clarke pour que, de Turin, il se rende en toute diligence ici: il est porteur de vos instructions, et a des pleins pouvoirs pour faire cette négociation, j'espère qu'il arrivera,

à temps, pour ne pas faire perdre le moment, qui est tout dans les négociations de cette nature.

Si, contre mon attente, la négociation ne réussissait pas, je me trouverais embarrassé sur le parti que j'aurois à prendre; je chercherois néanmoins à attirer l'ennemi dans une affaire, à le battre, à obliger l'empereur à abandonner Vienne : après quoi je serois obligé de rentrer en Italie, si les armées du Rhin restaient dans l'inaction où elles se trouvent encore.

Excusez, quelque parti que je me trouve obligé de prendre, mériter votre approbation. Je me suis trouvé, depuis le commencement de la campagne, passer, à chaque pas, dans une position neuve, et j'ai toujours eu le bonheur de voir la conduite que j'ai tenue répondre à vos intentions.

BONAPARTE.

*Au général-prince de Salts, le 17 germinal an 5
(16 avril 1797).*

Au Directoire exécutif.

En conséquence de la suspension d'armes que je vous ai envoyée par mon dernier courrier, la division du général Serurier a occupé Gœtz, ville contenant 40,000 bâtimens, et estimée une des plus considérables de l'état de l'empereur.

Les généraux Joubert, Delmas et Bonyguy d'Hilliers ont eu, à Salts et à Malsack, différents combats, dans lesquels ils sont toujours sortis vainqueurs. Ils sont parvenus à traverser le Tyrol, à faire, dans les différents

combats, 8,000 prisonniers, et à se joindre avec la grande armée par la vallée de la Drave. Par ce moyen, toute l'armée est réunie. Notre ligne s'étend depuis la vallée de la Drave, du côté de Spital à Bozenmaun, le long de la Muir, Bruck, Garm, et jusqu'aux ports de Fiane.

Vous trouverez ci-joint une note des officiers qui se sont particulièrement distingués dans les affaires du Tyrol, et auxquels j'ai accordé de l'avancement.

Vous trouverez aussi l'organisation que j'ai donnée à la Styrie et à la Carniole.

Vous trouverez également une proclamation du général Bernadotte, ainsi qu'un mandement de l'évêque de Liébach.

BONAPARTE.

Des quarier-général à Leoben, le 27 germinal an 5
(18 avril 1797).

Au Directoire exécutif.

Je vous envoie, par l'adjudant-général Leclerc, des dépêches très-intéressantes sur la situation de l'armée et sur les négociations actuelles; il vous donnera de vive voix tous les détails que je pourrais avoir oubliés. En traversant l'Allemagne, il aura à même de voir les différents mouvements des armées ennemies, et d'en instruire les généraux Hoche et Moreau, à son arrivée sur le Rhin. Je vous prie de me le renvoyer de suite. Tous les officiers que j'envoie à Paris y restent trop long-temps; ils dépensent leur argent et se perdent dans les plaisirs.

Je vous envoie, par un capitaine de hussards, qui a quatre-vingt ans de service, plusieurs drapens pris sur l'ennemi. BONAPARTE.

*Au quartier-général à Lébén, le 25 germinal an 5
(17 avril 1797).*

Au général en chef Bonaparte.

Le général Marmont, commandant l'arrière-garde de l'armée française, a fait dire, par son adjudant-général, au commandant de nos avant-postes, qu'il avait reçu des ordres du général en chef de demander de pouvoir occuper encore aujourd'hui Lébén, et, au cas d'un refus, de s'en emparer par la force. Cette demande m'a d'autant plus étonné, que je m'attendais, d'un moment à l'autre, à une réponse sur la proposition que les deux généraux envoyés de ma part aujourd'hui au quartier-général vous auront faite. Voulaient éviter de faire couler du sang inutilement, dans un moment où il s'agissait de traiter d'un arrangement réciproque, j'ai donné l'ordre aux généraux commandant les avant-postes de se retirer à l'approche des vôtres. J'attends, de votre loyauté, monsieur le général en chef, que, jusqu'au retour des deux officiers-généraux qui se trouvent encore actuellement chez vous, vous donniez les ordres les plus précis que toutes les choses restent dans l'état dans lequel elles se trouvent dans le moment.

Veuillez être persuadé, monsieur le général, de ma considération très-distinguée pour vous.

Prince Camille, feld-marchant.

Trente, le 26 germinal an 5 (7 avril 1797).

Au général en chef.

Je joins ici extrait de la lettre que m'écrivit le citoyen Lullmann, sur les mouvemens de Venise. Nous y avons beaucoup d'effets d'habillement, et il doit encore s'y en transporter beaucoup; car les Turcs s'occupent pour la contribution au sucre. Cette destination ne peut être changée sans un ordre de votre part. Je ne partirai d'ici pour Clagenfurt que le 21 du courant. Le premier de cavalerie couché ce soir à Goritz; le quinzième de chasseurs y arrivera demain; le premier sera le 20 à Clagenfurt, ainsi que moi. DCCCL.

Des quartiers généraux à Lébentz, le 27 germinal an 5
(18 avril 1797).

Au Directoire exécutif.

Le général Meerfeld est venu me trouver à Lébentz, le 26, à neuf heures du matin; après avoir pris connaissance de son plein pouvoir pour traiter de la paix, nous sommes convenus d'une prolongation de suspension d'armes jusqu'au 20 avril soir (8 floréal prochain). Ces pleins pouvoirs étaient pour lui et pour M. le marquis de Gallo, ministre de Naples à Vienne; j'ai refusé d'abord de l'admettre comme plénipotentiaire de l'empereur, étant, à mes yeux, en contradiction de la qualité d'ambassadeur d'un puissant ami, qui se trouve incompatible avec l'autre.

M. Galle est arrivé lui-même le 25. Je n'ai pas cru devoir insister dans cette opposition, parce que cela aurait apporté beaucoup de lenteurs, et parce qu'il paraît revêtu d'une grande confiance de l'empereur; enfin, parce que les Autrichiens et les Hongrois sont très-désirés de voir les étrangers jouer le principal rôle dans une affaire aussi importante, et que, si nous réussissons, ce sera un moyen très-considérable d'exciter le mécontentement contre le gouvernement de Vienne. La première opération dont il a été question, a été une promesse réciproque de ne rien divulguer de ce qui serait dit : on l'aurait rédigée, mais ces messieurs tiennent beaucoup à l'étiquette, ils voulaient toujours mettre l'empereur avant la république, et j'ai refusé net.

Nous sommes à l'article du la reconnaissance. Je leur ai dit que la république française ne voulait point être reconnue; elle est en Europe et qu'est le soleil sur l'horizon : tant pis pour qui ne veut pas la voir et ne veut pas en profiter.

Ils m'ont dit que, quand même les négociations se complaisent, l'empereur, dès aujourd'hui, reconnaît la république française, à condition que celle-ci conserverait avec S. M. l'empereur la même étiquette que ci - devant le roi de France. Je leur ai répondu que, comme nous étions fort indifférents sur tout ce qui est étiquette, nous ne serions pas éloignés d'adapter cet article. Nous avons, après cela, beaucoup parlé dans tous les sens et de toutes les manières.

Le 26, M. Galle est venu chez moi à huit heures du matin; il m'a dit qu'il désirait neutraliser un endroit

où nous passions continuer nos conférences en règle. On a choisi un jardin , au milieu duquel est un pavillon ; nous l'avons déclaré neutre, force à laquelle j'ai bien voulu me prêter pour ménager la pauvre vanité de ces gens-ci. Ce pavillon point neutre est entouré de tous côtés par l'armée française , et au milieu des bivouacs de nos divisions : cela eût été fort juste et fort bon s'il se fût trouvé au milieu des deux armées. Arrivés dans la campagne neutre , l'un a entendu les négociations. Voici ce qui en est résulté :

1°. La cession de la Belgique , et la reconnaissance des limites de la république française conformément au décret de la convention ; mais ils demandent des compensations qu'ils veulent nécessairement en Italie.

2°. Ils demandent la restitution de Milan ; de sorte qu'ils auraient voulu, en conséquence de ce premier article, le Milanais et une portion quelconque des états de Venise ou des ligurins : si j'eusse voulu consentir à cette proposition , ils avaient le pouvoir de signer sur-le-champ. Cet arrangement ne s'est pas paru possible.

3. M. l'empereur a déclaré ne vouloir aucune compensation en Allemagne. Je leur ai offert , pour le premier article, la restitution de Milan et de la Lombardie , ils n'ont pas voulu : de sorte que nous avons été par trois projets qu'ils ont expédiés , par un courrier extraordinaire, à Vienne, et dont ils auront la réponse dans deux ou trois jours.

PREMIER PROJET.

Art. 1^{er}. La cession de la Belgique, les duchés constitutionnels de la France.

2. A la paix avec l'empire, l'empereur tout ce qui est resté au pays qu'occupe la France jusqu'au Rhin.

3. Les deux puissances s'arrangeraient ensemble pour donner à l'empereur tous les pays du territoire voisins compris entre le Mincio, le Pô et les états d'Autriche.

4. On donnera au duc de Modène les pays de l'ouest compris entre l'Oglio et le Mincio.

5. Le Bergamasque et tous les pays des états de Venise compris entre l'Oglio et le Milanais, ainsi que le Milanais, formeraient une république; Mantoue, Bolognè, Ferrare, la Romagne, formeraient une république.

6. La ville de Venise continuerait à rester indépendante, ainsi que l'Archêpêché.

DEUXIÈME PROJET.

Les articles 1 et 2 sont les mêmes que les précédents.

3. L'annexion du Milanais et de la Lombardie.

TROISIÈME PROJET.

Les deux premiers articles comme dans les précédents.

3. La renonciation par S. M. l'empereur de tous ses droits au Milanais et à la Lombardie.

4. La France s'engagerait à donner à S. M. l'empereur des compensations proportionnées au Milanais et au duché de Modène, qui serait l'objet d'une négociation.

tion, et dont il devrait être en possession au plus tard dans trois mois.

Si l'un de ces trois projets est accepté à Vienne, les préliminaires de la paix se concluraient signés le 30 avril (8 floréal), sans quoi, vu que les armées du Rhin n'ont fait encore aucun mouvement, je leur proposerais une armistice pure et simple pour les trois armées, et pour trois mois, pendant lesquels on ouvrirait des négociations de paix. Pendant ce temps on fortifierait Châlesart et Greiz, on ferait venir toutes les munitions de guerre de ce côté-ci, l'armée s'organiserait parfaitement, et vous auriez le temps d'y faire passer quarante mille hommes de l'armée du Rhin : moyennant quoi vous auriez une armée extrêmement considérable, dont la seule vue obligerait l'empereur à faire de plus grands sacrifices.

Si rien de tout cela n'est accepté, nous nous battons, et si l'armée de Sambre-et-Meuse s'est mise en marche le 20, elle pourra, dans les premiers jours du mois prochain, avoir frappé de grands coups et se trouver sur la Reldala. Les meilleurs généraux et les meilleures troupes sont devant moi. Quand on a bonne volonté d'entrer en campagne, il n'y a rien qui aille, et jamais, depuis que l'histoire nous retracer des opérations militaires, une rivière n'a pu être un obstacle réel. Si Moreau veut passer le Rhin, il le passera ; et s'il l'a déjà passé, nous serions dans un état à pouvoir dicter les conditions de la paix d'une manière impérieuse et sans courir aucune chance ; mais qui craint de perdre sa gloire est sûr de la perdre. J'ai passé les Alpes ju-

liens et les Alpes ne liques sur trois pieds de glace; j'ai fait passer mon artillerie par des chemins où j'accablai charriots n'avaient passé, et tout le monde croyait la chose impossible. Si je n'eusse vu que la tranquillité de l'armée et mon intérêt particulier, je me serais arrêté au delà de Placenz. Je me suis précipité dans l'Allemagne pour dégager les armées du Rhin et empêcher l'ennemi d'y prendre l'offensive. Je suis aux portes de Vienne, et cette cour insolente et orgueilleuse a ses plénipotentiaires à mon quartier-général. Il faut que les armées du Rhin n'aient point de sang dans les veines : si elles me laissent cool, alors je m'en retournerai en Italie. L'Europe entière jugera la différence de conduire des deux armées : elles seront au air sur le corps toutes les forces de l'empereur, elles en seront accablées, et ce sera leur suite.

BONAPARTE.

*Des quatres général à Larches, le 20 général au 5
(19 avril 1799).*

Au Directeur exécutif.

Je vous ai envoyé, par l'adjudant-général Leclerc, plusieurs projets d'arrangemens qui avaient été envoyés à Vienne, et sur lesquels les plénipotentiaires attendaient des instructions. M. de Vauxart, aide-de-camp de S. M. l'empereur, est arrivé sur ces instructions, les plénipotentiaires sont revenus chez moi pour reprendre le cours de la négociation; après deux jours, nous sommes convenus et nous avons signé les préliminaires de la paix, dont vous trouverez ci-joint les articles.

Tout ce qui a été déclaré dégrèvement par la loi de la convention est resté à la république. »

La république lombard se trouve non-seulement élargie, mais encore accrue de tout le Bergamasque et de tout le Crémasco, qui lui sont déjà ravis dans ce moment par l'insurrection de ces deux pays. Le parti du Mantouan qui est sur la rive droite de l'Oglio et du Pô s'y trouve également incorporé ; le duché de Modène et de Reggio, qui, par le principauté de Massa et de Carrara, touche à la Méditerranée, et par la partie du Mantouan touche au Pô et au Milanais, s'y trouve également compris. Nous parons donc dans le cœur de l'Italie une république avec laquelle nous communiquerons par les états de Gênes et par la mer ; ce qui nous donnera, dans toutes les guerres futures en Italie, une correspondance assurée. Le roi de Sardaigne se trouve désormais être entièrement à notre disposition.

La place de Pinighino, qui est aujourd'hui véritablement plus forte que Mantoue, la place de Bergame et celle de Crema, que l'on établira, garantiront la nouvelle république contre les incursions de l'empereur, et nous donneront toujours le temps d'y arriver. Du côté de Modène, il y a également plusieurs positions faciles à fortifier, et pour lesquelles on emploiera une partie de l'armement d'artillerie que nous avons dans ce moment en Italie. Quant à la revendication de nos droits sur les provinces de Bologne, Ferrare et sur le Romagne, en échange des états de Venise, elles restent toujours en notre pouvoir. Lorsque l'empereur et nous, de concert, nous aurons réussi à faire consentir le stua-

à cet échange, il est évident que la république de Venise se trouvera isolée par la république lombarde et à notre disposition. Si cet échange ne s'effectue pas, et que l'empereur entre en possession d'une partie des états de Venise, sans que le saint siège reprenne une compensation qui soit satisfaisante et satisfaisante, les trois légations restent toujours en notre pouvoir, et nous réunissons Bologne et Ferrare à la république lombarde. Le gouvernement de Venise est le plus absurde et le plus tyrannique des gouvernements; il est d'ailleurs hors de doute qu'il voulait profiter du moment où nous étions dans le nord de l'Allemagne pour nous assommer. Notre république n'a pas d'ennemis plus acharnés. Son influence se trouve considérablement diminuée, et cela est tout à notre avantage : cela d'ailleurs lie l'empereur et la France, et oblige ce prince, pendant les prochains temps de notre paix, à faire tout ce qui pourra nous être agréable. Cet intérêt commun que nous avons avec l'empereur nous remet la balance dans la main, nous nous trouvons par là placés entre la Prusse et la maison d'Autriche, ayant des intérêts majeurs à arranger avec l'une et l'autre. D'ailleurs, nous ne devons pas nous dissimuler que, quoique notre position militaire soit brillante, nous n'avons point dicté les conditions. Le comte de Metternich à Vienne; le prince Charles et ses amis se replient sur celle du Rhin; le peuple de la Hongrie et de toutes les parties des états héréditaires se levant en masse, et même, dans ce moment-ci, leur tête est déjà sur nos flancs. Le Rhin n'était pas paillard, l'empereur n'attendait que ce moment pour quitter Vienne et

la.

se porter à la tête de ses armées. S'ils eussent fait la loi de m'attendre, je les aurais battus; mais ils se seraient toujours repliés devant nous, se seraient réunis à une partie de leurs forces du Rhin et m'auraient accablé. Alors la retraite devenait difficile, et la perte de l'armée d'Italie pouvait entraîner celle de la république : aussi étais-je bien résolu à essayer de lever une contribution dans les faubourgs de Vienne et à ne plus filer un pas. Je me trouve ne pas avoir quatre mille hommes de cavalerie, et, au lieu de quarante mille hommes que je vous avais demandés, il n'en est pas arrivé vingt mille.

Si je ne fusse, au commencement de la campagne, obtenu à aller à Turin, je n'aurais jamais passé le Pô; si je m'étais obtenu à aller à Rome, j'aurais perdu Milan; si je m'étais obtenu à aller à Vienne, peut-être aurais-je perdu la république. Le vrai plan de campagne pour détruire l'empereur était celui que j'ai fait, mais avec 6,000 hommes de cavalerie et 20,000 hommes de plus d'infanterie : ou bien si, avec les forces que j'avais, on eût passé le Rhin dans le temps que je passais le Tagliamento, comme je l'aurais pensé, puisque deux courriers de suite m'ont ordonné d'ouvrir la campagne. Dès l'instant que j'ai prévu que les négociations s'équivaient absolument, j'ai expédié un courrier au général Clarke, qui, chargé plus spécialement de vos instructions dans un objet aussi important, s'en serait mieux acquitté que moi; mais lorsque, après dix jours, j'ai vu qu'il n'était pas arrivé, et que le moment commençait à passer, j'ai dû laisser tout scrupule et j'ai signé. Vous m'avez donné plein-pouvoir sur toutes les opérations

diplomatique ; et, dans la position des choses, les préliminaires de la paix, même avec l'empereur, sont devenus une opération militaire. Cela sera un mouvement de la gloire de la république française, et un prétexte infailible qu'elle peut, en deux campagnes, soumettre le continent de l'Europe, si elle se joint aux armées avec force, et surtout l'armée de la morale.

Je n'ai pas, en Allemagne, levé une seule contribution ; il n'y a pas eu une seule plainte contre nous. J'agis de même en évacuait, et, sans être prophète, je sens que le temps viendra où nous tirerons parti de cette sage conduite, elle germera dans toute la Hongrie, et sera plus fatale au trône de Vienne que les victoires qui ont illustré la guerre de la liberté.

D'ici le trois jours, je vous enverrai la notification de l'empereur ; je placrai alors mes armées dans tout le pays républicain, où je le nourrirai et entretiendrai jusqu'à ce que vous m'ayez fait passer vos ordres. Quant à moi, je vous demande du repos. J'ai justifié la confiance dont vous m'avez investi ; je ne me suis jamais considéré pour rien dans toutes mes opérations, et je me suis levé aujourd'hui sur Vienne, ayant acquis plus de gloire qu'il n'en faut pour être haïssé, et ayant derrière moi les vagues plaintes de l'Italie, comme j'en ai fait au commencement de la campagne dernière, en cherchant du pain pour l'armée que la république ne pouvait plus nourrir.

La saluante s'efforcera en vain de me peindre des insinuations perfides : ma carrière civile sera comme ma carrière militaire, une et simple. Cependant vous devez

savoir que je dois sortir de l'Italie, et je vous demande avec instance de renvoyer, avec la ratification des préliminaires de paix, des ordres sur la première direction à donner aux affaires d'Italie, et un congé pour me rendre en France.

BONAPARTE.

*Au quartier-général à Toulon, le 10 fruct an 5.
(le 29 août 1797.)*

Au Directoire exécutif.

Je suis parti, il y a deux jours, de Gênes, après avoir conféré avec M. de Gallo, qui, étant de retour de Vienne, m'a montré les préliminaires de paix que nous avons faits, ratifiés par l'empereur dans la forme ordinaire.

Il m'a dit 1°. que l'empereur désigneroit les drapeaux et le corps de Condé, qui ne seraient plus à sa solde.

2°. Que l'empereur désireroit traiter sa paix particulière, le plus tôt possible, et en secret. Nous avons choisi Bressa pour le lieu des conférences.

3°. Que la paix de l'empire pourroit se traiter à Constantinople ou quelque autre ville de ce genre.

4°. Qu'à la seule paix de l'empire on appelleroit les alliés, qui ne seroient point appelés à la paix particulière.

5°. Que l'empereur avoit déjà donné des pouvoirs pour traiter de la paix définitive, et M. Gallo m'a sur ce interrogé pour savoir si le général Clarke avoit des pouvoirs. J'ai dit qu'il falloit avant tout attendre vos ordres.

6°. Enfin que la cour de Vienne est de bonne foi et

déjà se servir de toutes les manières son système politique avec celui de la France, et que le dictateur catholique seconderait avec l'empereur un cabinet de bon sens et qui marche droit. Le ministre d'Angleterre à Vienne s'est fortement fâché avec M. Thugot, il paraît que les Anglais le prennent fort haut, et tirent l'empereur de mauvais foi.

Bonnarville.

Paris, le 25 Brumaire 5 (4 nov. 1796).

Le Directoire national au général en chef Bonaparte.

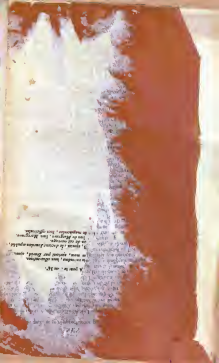
Vous venez adre nous, citoyen général, la notification des préliminaires de la paix, que vous avez signés avec les plénipotentiaires de l'empereur, et nous allons nous occuper du congrès qui doit s'assembler à Bresse, afin de lier la conclusion du traité définitif. Notre médiation sera remarquée dans l'Europe au milieu des succès qui immortalisent les braves armées françaises qui occupent l'Allemagne; mais la paix en sera plus durable, et nous sommes satisfaits de la rapidité de votre négociation.

En faisant replier l'armée d'après les clauses du traité préliminaire, vous observerez sans doute toutes les précautions qu'exige l'insolence du climat dans les plaines de l'Italie : placez les troupes dans des positions où elles puissent attendre l'issue du congrès sans s'affaiblir par les maladies et sans s'émousser par le relâchement de la discipline; en traitant avec l'ennemi de la paix, il faut conserver tout ses avantages et empêcher par-là que l'ennemi ne fasse des propositions capiteuses.

Nous désirons vivement, citoyen général, votre retour en France : nous sommes impatients de vous revoir et de vous donner tous les témoignages dus à un général qui a honoré la république et qui aura un grand nom dans l'histoire de la guerre et de la liberté. Il nous en coûte de contraindre un moment vos vœux pour le repos et pour la vie privée , après avoir obtenu tous les succès que peut offrir le sacrifice des armes ; mais votre présence à l'armée nous paraît encore nécessaire : elle seule peut consolider le nouvel ordre de choses qui va s'établir en Italie. L'organisation intérieure de la république lombarde, la création de son état militaire, les dispositions qu'exige son indépendance à l'égard des puissances voisines, et sa sûreté en dedans, ne peuvent appartenir qu'à vous. Puisque l'établissement de cet état libre, est l'un des principaux fruits de nos victoires, et qu'il est surtout l'ouvrage de l'armée d'Italie, vous vous trouverez particulièrement intéressés à en assurer la prospérité, la puissance et la durée.

Un autre motif qui doit prolonger pour quelques temps encore votre séjour dans ces contrées, c'est l'effet que le gouvernement vénitien a donné à sa haine contre la France. Prenez envers lui toutes les mesures de sûreté qu'exige l'insurrection qui vient de se manifester ; allez, s'il le faut, jusqu'à Venise, et rendez-nous compte de vos dispositions, afin d'instruire le corps législatif de la situation où vous avez été d'agir hastivement à l'égard de cette puissance perfide.

Levoqueux , président.



2000-2001
 Legation de Liban
 Fournier
 Rue St. Michel 48



